

VILLE DE TOURNAI

Procès-verbal du Conseil communal du 22 septembre 2015

Présents : M. R. DEMOTTE - Président d'assemblée, M. P.-O. DELANNOIS - Echevin délégué à la fonction maïorale,
M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE - Echevins;
Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mmes ~~M.-C. MARGHEM~~, M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. ~~J.-L. CLAUX~~, J.-L. VIEREN, ~~D. SMETTE~~, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE - Conseillers communaux, M. B. DOCHY - Conseiller communal remplaçant;
M. T. LESPLINGART - Directeur général adjoint.

Le Conseil communal est réuni sur convocation du Collège communal remise à domicile le jeudi 10 septembre 2015.

N.B. : le Directeur général Didier COUPEZ est retraité depuis le 1er septembre 2015.

2. Communications.

* Le **Président** d'assemblée ouvre la séance publique à 19 heures 37 et dépose sur le bureau du Conseil communal le procès-verbal de la séance publique du 29 juin 2015, en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, il sera considéré comme adopté en fin de séance.

* Il rend ensuite l'hommage suivant à Monsieur Gérard DELAMETH, ancien Conseiller communal, et à Madame Claudine MOL, conservatrice du musée de la tapisserie :
"Nous commençons aujourd'hui nos travaux par un double hommage. D'abord, à un ancien Conseiller communal qui nous a quittés il y a quelques semaines, Gérard DELAMETH, et à Claudine MOL décédée la semaine dernière.

Né le 10 juin 1924 à Calonne, Gérard DELAMETH eut rapidement la fibre sociale. Il s'engagea logiquement dans les Jeunesses socialistes au Pays blanc. Avant de venir habiter à Tournai, il exerça des fonctions politiques dans son village natal. Il y fut d'ailleurs échevin des travaux.

Gérard DELAMETH fut agent communal à la Ville de Tournai durant 43 ans. Il commença en temps que dessinateur avant de devenir surveillant des ouvriers durant douze années, puis chef d'atelier pour achever sa carrière professionnelle en tant que conducteur principal.

Sa parfaite connaissance du monde ouvrier l'amena à créer une Amicale des ouvriers communaux qu'il présida durant 55 ans. Cette amicale, qui devint donc royale, avait pour objectif d'entretenir et de resserrer les liens entre les ouvriers. Elle demeure toujours active.

A son admission à la retraite, Gérard DELAMETH poursuivit son action dans la vie publique en regoûtant à la politique. Il fonda la section socialiste d'Havennes. Candidat sur la liste socialiste aux élections de 1988 et de 1994, il fut élu Conseiller communal sous la présidence respective de Raoul VAN SPITAEI et de Roger DELCROIX.

Gérard DELAMETH avait également la fibre associative. Il siégeait dans de nombreuses asbl. Il occupa notamment les fonctions de trésorier au sein de Tournai Expo et d'Orga Expo. Il s'investit aussi dans le football à Havennes.

Amoureux de Tournai et de sa région, Gérard DELAMETH contribua au développement du syndicat d'initiative des Amis de Tournai dont il était Vice-Président honoraire. Il occupa aussi les fonctions de Chevalier servant de la confrérie des Chevaliers de la Tour.

A son épouse Christine, aussi fidèle employée de la Ville de Tournai, et à ses proches, le Conseil communal de Tournai présente ses plus sincères condoléances.

Tournai pleure, malheureusement une autre de ses figures marquantes. Ceux, qui ont été attentifs, ont sans doute remarqué que nous avons installé une tapisserie d'Edmond DUBRUNFAUT, «La femme aux tournesols», dans notre salle du conseil.

Nous avons voulu à travers ce petit geste rendre un hommage appuyé à Claudine MOL. Elle était très proche d'Edmond DUBRUNFAUT et a participé à la réalisation de plusieurs de ses tapisseries...

Claudine aimait aussi beaucoup les fleurs, c'était une autre de ses passions.

Une personnalité riche qui a touché de nombreuses personnes.

Elle était esthète, engagée et passionnée, comme vous vous en doutez, par sa Ville, la culture, le folklore et le patrimoine.

Claudine Mol était issue d'une famille tournaïsiennne bien connue et elle a toujours été investie dans cet univers très particulier qu'est le monde de la tapisserie.

Formée à l'académie des Beaux-Arts puis professeur de tapisserie à l'académie du soir, elle était aussi responsable des ateliers de production du CRECIT où elle était licière. En 1985, à l'occasion d'une exposition, elle avait participé à la rédaction d'une publication sur les tapisseries tournaïsiennes de la seconde moitié du XVème siècle.

Elle est devenue conservatrice de la section ancienne du musée de la Tapisserie de Tournai, au début des années 90.

C'est tout naturellement qu'elle s'est mobilisée pour l'organisation de la triennale de la tapisserie.

Proche de Norbert GADENNE, Président de la fondation de la tapisserie, des arts textiles et des arts muraux qui, on s'en souvient, était à l'origine de cette très belle initiative, elle avait participé activement à l'organisation des trois premières éditions de la triennale, elle veillait scrupuleusement à ce que les tapisseries soient installées dans les meilleures conditions.

Impliquée, investie, enthousiaste aussi, Claudine MOL était Chevalière de la Tour depuis 1995 et membre du bureau de la confrérie. Elle siégeait d'ailleurs au dernier Concile des Chevaliers qui s'est tenu en juin. Chaque année, elle fleurissait les chars des quatre cortèges.

Claudine MOL était aussi la maman de Luc PETIT, créateur de spectacles, internationalement reconnu, et d'Anne NEEF de Sainval.

A ses enfants, à son compagnon, à ses proches, le Conseil communal présente ses plus sincères condoléances."

A l'issue de ces hommages, l'assemblée est invitée à observer un instant de recueillement.

* Monsieur le **Président** d'assemblée informe le Conseil communal que les points 29 (Personnel administratif. Recrutement d'un attaché spécifique A4 en ressources humaines. Modification du cadre et statuts administratif et pécuniaire. Profil de fonction. Approbation) et 30 (Création d'un service "chef de projet". Recrutement d'un chef de projet. Modification du cadre du personnel communal. Approbation) sont retirés de l'ordre du jour, le comité de négociation syndicale n'ayant pas encore définitivement statué sur ces points.

* Monsieur le **Président** d'assemblée signale, par ailleurs, qu'un point complémentaire lui a été remis conformément à l'article L1122-24 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et à l'article 12 de la section 3 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal :

"Projet de motion portant sur une demande d'audit complet du CPAS de Tournai par un organisme privé, indépendant et agréé, adressée par le Conseil communal au Conseil de l'action sociale." déposé au nom du cdH par Madame la Conseillère communale, Hélène CLEMENT-COUPLET.

Ce point complémentaire sera examiné en fin de séance publique.

* Monsieur le **Président** d'assemblée précise enfin que quatre questions orales ont été déposées en application de l'article 70 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal :

1) "Abattoir de Tournai", déposée par Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, Benoît MAT. Il y sera répondu en fin de séance publique par Monsieur l'Echevin MR Robert DELVIGNE.

2) "Consultation populaire sur le pont des Trous", déposée par Madame la Conseillère communale ECOLO, Marie-Christine LEFEBVRE. Il y sera répondu en fin de séance publique par Monsieur l'Echevin MR Robert DELVIGNE

3) "Consultation populaire sur le pont des Trous", déposée par Monsieur le Conseiller communal cdH, Xavier DECALUWE. Il y sera répondu en fin de séance publique par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction majeure Paul-Olivier DELANNOIS.

4) "Schéma de structure communal" déposé par Monsieur le Conseiller communal ECOLO, Benoît DOCHY. Il y sera répondu en fin de séance publique par Monsieur l'Echevin MR Robert DELVIGNE.

* Le Conseil communal prend ensuite connaissance de :

- l'arrêté de Monsieur le ministre des pouvoirs locaux approuvant la délibération prise en séance du 27 avril 2015, par laquelle le Conseil communal a revu, pour les exercices 2015 et suivants, le règlement-redevance sur le stationnement établi en séance du 10 novembre 2014 :

" Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 173;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L3111-1 à L3151-1;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du gouvernement;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du gouvernement;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 25 septembre 2014, relative à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de la Région wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2015;

Vu la délibération du 27 avril 2015, reçue complète le 20 mai 2015, par laquelle le Conseil communal de Tournai revoit le règlement-redevance sur le stationnement établi par le Conseil communal en date du 10 novembre 2014, et ce pour les exercices 2015 et suivants;

Considérant que la décision du Conseil communal de Tournai du 27 avril 2015 susvisée est conforme à la loi et à l'intérêt général;

ARRETE :

Article 1 : la délibération du 27 avril 2015 par laquelle le Conseil communal de TOURNAI revoit, pour les exercices 2015 et suivants, le règlement-redevance sur le stationnement établi par le Conseil communal en date du 10 novembre 2014, est approuvée.

Article 2 : l'attention des autorités communales est attirée sur le fait que la délibération ne contient aucune précision quant à sa durée de validité. Au vu des règles de bonnes pratiques et surtout afin d'éviter un contentieux coûteux, qui reste soumis à l'appréciation des juges et qui n'est pas souvent favorable aux pouvoirs locaux, il est plus que recommandé d'être vigilant dans la détermination de la

compétence ratione temporis du règlement fiscal qui est voté. A cet égard, la circulaire budgétaire recommande de ne pas dépasser la durée de la législature de plus d'un an. Cette échéance permet ainsi aux nouveaux conseils communaux d'appréhender la politique fiscale communale dans sa globalité.

Article 3 : mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations du Conseil communal de Tournai en marge de l'acte concerné.

Article 4 : le présent arrêté est publié par extrait au Moniteur belge

Article 5 : le présent arrêté est notifié au Collège communal de Tournai. Il sera communiqué par le Collège communal au Conseil communal et au directeur financier communal, conformément à l'article 4, alinéa 2, du règlement général de la comptabilité communale.

Article 6 : le présent arrêté est notifié pour information au CRAC.

Namur le 16 juin 2015 ";

- l'arrêté de Monsieur le gouverneur de la province approuvant la délibération du Conseil communal (séance du 1er juin 2015), qui modifie la contribution financière de la Ville au budget 2015 de la zone de police du Tournaisis :

" Vu la délibération en date du 1er juin 2015, par laquelle le Conseil communal de Tournai revoit le montant de la contribution financière principale de la Ville à la zone de police pluricommunale de Tournai, Antoing, Brunehaut et Rumes pour l'exercice 2015;

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et, notamment, les articles 40, 66, 71 et 76;

Vu l'arrêté royal du 7 avril 2005 fixant les règles particulières de calcul et de répartition des dotations communales au sein d'une zone de police pluricommunale, tel que modifié par les arrêtés royaux des 29 juin 2008 et 18 décembre 2012;

Considérant que la tutelle spécifique telle que définie dans le chapitre V de la susdite loi du 7 décembre 1998 veille au respect des normes en matière de contribution financière communale;

Considérant que la contribution financière principale de Tournai prévue à l'article 33001/485-48 du budget 2015 (après modification budgétaire) de la zone de police du Tournaisis s'élève à 10.384.161,79€;

Considérant qu'en vertu de l'article 66 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, l'approbation de la décision relative à la contribution d'une commune à la zone pluricommunale de police ne peut être refusée que pour violation des dispositions comprises dans la susdite loi ou prises sur base de cette loi;

Considérant que le montant revu par le Conseil communal de Tournai en séance du 1er juin 2015, à titre de contribution financière principale à la zone de police, est conforme au montant inscrit au budget 2015 de la zone de police de Tournai, Antoing, Brunehaut et Rumes;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 1er juin 2015, par laquelle le Conseil communal de Tournai revoit la contribution financière principale de la Ville à la zone pluricommunale de Tournai, Antoing, Brunehaut et Rumes pour l'exercice 2015 est approuvée.

Article 2 : le présent arrêté sera porté à la connaissance du Conseil communal lors de sa prochaine séance, conformément à l'article 72, § 2, alinéa 3, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

Article 3 : le présent arrêté sera notifié sous pli ordinaire:

- à Monsieur le Bourgmestre de 7500 Tournai,
- à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, direction générale sécurité et prévention, direction gestion policière, boulevard de Waterloo, 76, à 1000 Bruxelles,
- et au Service public de Wallonie, direction générale opérationnelle 5, direction de Mons, site du Béguinage, rue Achille Legrand, 16, à 7000 Mons.

Fait à Mons le 24 juin 2015. ";

- l'arrêté de Monsieur le Ministre des pouvoirs locaux approuvant avec remarques les modifications budgétaires n°1 de l'exercice 2015 votées en séance du 1er juin 2015:

"Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L3111-1 à L3151-1;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu les modifications budgétaires n°1 pour l'exercice 2015 de la Ville de Tournai votées en séance du Conseil communal, en date du 1er juin 2015 et parvenues complètes à l'autorité de tutelle le 4 juin 2015;

Considérant l'avis du Centre Régional d'Aide aux Communes rendu en date du 17 juin 2015;

Considérant que le CRAC ne peut remettre d'avis favorable en raison des éléments suivants:

"En effet, il ressort que, quoique:

- le Centre ait été associé à l'élaboration de la première modification budgétaire 2015;

- l'équilibre soit atteint sans utilisation d'un crédit spécial de recettes;

- le tableau de bord actualisé respecte la trajectoire budgétaire d'équilibre pour l'année 2016; il conviendra cependant de revoir l'indexation de la zone de secours en fonction des informations reçues;

- l'utilisation des fonds propres soit conforme aux prescrits des circulaires y relatives;

- la balise de dette pluriannuelle soit respectée;

toutefois, il s'avère que :

- les augmentations des dotations au CPAS et à la zone de police sont conformes aux prescrits des circulaires y relatives mais ne le sont pas au regard des prévisions établies lors de l'actualisation du dernier plan de gestion;

- la situation financière du CPAS est préoccupante suite notamment à la construction des nouvelles maisons de repos et au surcoût du personnel mis à disposition du Centre hospitalier de Wallonie picarde (CHwapi).

Le Centre rappelle, en outre, que le CPAS doit intégrer dans ses projections budgétaires les impacts liés à l'insuffisance de la provision pour le surcoût du personnel mis à disposition du CHwapi, les travaux MR/MRS et la couverture des déficits de trésorerie, sachant que le financement reçu par le CHwapi pour couvrir l'augmentation des cotisations de pensions du personnel statutaire mis à disposition lui est ristournée à partir de 2014, ce qui constitue une recette nouvelle. Le Centre reste enfin toujours en attente de l'adoption de mesures à hauteur d'un déficit récurrent de quelque 3 millions d'euros.

Le Centre rappelle également que le CPAS s'est engagé à réaliser une actualisation de son plan de gestion pour sa première modification budgétaire et que le Centre est en attente d'une demande de dérogation quant à l'utilisation de ses fonds propres pour le financement de ses projets immobiliers.

Le Centre regrette de ne pas avoir été associé préalablement au vote de la première modification budgétaire de la zone de police du Tournaisis, ce qui est contraire à la circulaire budgétaire 2015.

Enfin, le Centre réitère qu'il est toujours en attente:

- du plan financier du CPAS concernant les maisons de repos attestant de sa capacité à financer les travaux prévus

- du tableau de suivi des mesures actualisé
- de l'actualisation de l'évolution des ETP pour l'année 2015.

Ces informations ont déjà été demandées à plusieurs reprises et étaient attendues pour le budget initial 2015. Celles-ci devront être présentées au Centre avant la fin du mois de septembre.

Le Centre est également en attente des balises de coûts nets de personnel et de fonctionnement actualisés avec cette première modification budgétaire 2015 ainsi que du compte 2014.

En outre, ce Centre rappelle également qu'il est toujours en attente des documents/informations suivant(e)s pour la zone de police:

- de l'évolution des ETP Calog et Caops depuis 2010;
- de l'évolution des heures supplémentaires et inconfortables depuis 2010;
- du coût net de fonctionnement;
- de l'évolution des fonds de réserve et provisions;
- du tableau des voies et moyens.

Enfin, concernant la zone de secours, celle-ci étant également considérée comme une entité consolidée de la Ville de Tournai sous plan de gestion, le Centre souhaite être associé aux travaux budgétaires en amont du vote de ceux-ci et entend pouvoir disposer pour le budget 2016 d'une projection quinquennale attestant de la trajectoire budgétaire de la zone."

Considérant que, par ailleurs, les modifications budgétaires n°1 sont conformes à la loi et à l'intérêt général;

ARRETE :

Article 1er : les modifications budgétaires n°1 pour l'exercice 2015 de la Ville de Tournai votées en séance du Conseil communal en date du 1er juin 2015, sont approuvées comme suit:

SERVICE ORDINAIRE

1. Situation avant réformation

Recettes globales 114.400.858,75

Dépenses globales 106.632.924,12

Résultat global 7.767.934,63

2. Modification des recettes

3. Modification des dépenses

4. Récapitulatif des résultats tels que réformés

Exercice propre Recettes 104.299.111,34 Résultats 750.252,41

Dépenses 103.548.858,93

Exercices antérieurs Recettes 10.101.747,41 Résultats 8.517.682,22

Dépenses 1.584.065,19

Prélèvements Recettes 0,00 Résultats - 1.500.000,00

Dépenses 1.500.000,00

Global Recettes 114.400.858,75 Résultats 7.767.934,63

Dépenses 106.632.924,12

5. Solde des provisions et des fonds de réserves ordinaires après les présentes modifications budgétaires :

- provisions : 9.568.806,38€

- fonds de réserve : 3.574.591,90€.

SERVICE EXTRAORDINAIRE

1. Situation avant réformation

Recettes globales 33.319.460,30

Dépenses globales 27.429.312,97

Résultat global 5.890.147,33

2. Modification des recettes

3. Modification des dépenses

4. Récapitulatif des résultats tels que réformés

Exercice propre Recettes 18.185.169,24 Résultats - 2.735.014,36

Dépenses 20.920.183,60

Exercices antérieurs Recettes 11.962.810,33 Résultats 10.935.618,96

Dépenses 1.027.191,37

Prélèvements Recettes 3.171.480,73 Résultats - 2.310.457,27

Dépenses 5.481.938,00

Global Recettes 33.319.460,30 Résultats 5.890.147,33

Dépenses 27.429.312,97

5. Solde du fonds de réserve extraordinaire après les présentes modifications budgétaires :

- fonds de réserve extraordinaire : 3.602.154,41€

- fonds de réserve extraordinaire FRIC : 2.648.974,00€.

Article 2 : l'attention des autorités communales est attirée sur les remarques suivantes :

- il est impératif que les autorités locales associent le CRAC et la DG05 à tous leurs travaux budgétaires, ceci étant valable également pour les entités dites "consolidées" telles que le CPAS, les zones de police et de secours, les Régies communales et autonomes;

- il est vivement recommandé de communiquer au Centre Régional d'Aide aux Communes, les documents et informations réclamés notamment en ce qui concerne le CPAS et la zone de police et de tout mettre en oeuvre pour répondre rapidement à ses remarques.

Article 3 : mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations du Conseil communal de Tournai en marge de l'acte concerné.

Article 4 : le présent arrêté est publié par extrait au Moniteur belge.

Article 5 : le présent arrêté est notifié, pour exécution, au Collège communal de Tournai. Il est communiqué par le Collège communal au Conseil communal et au directeur financier conformément à l'article 4, alinéa 2, du règlement général de la comptabilité communale.

Article 6 : le présent arrêté est notifié pour information au Centre régional d'aide aux communes."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, formule trois observations :

1) Il s'étonne que le point 29 soit à nouveau retiré alors que la négociation syndicale a eu lieu.

Madame l'Echevine LIENARD qui a présidé cette négociation, précise que les organisations syndicales ont demandé un report, conformément aux dispositions légales.

2) A propos du règlement redevance sur le stationnement, il s'inquiète de la remarque de la tutelle faisant état de l'absence de durée de validité. Le Directeur général adjoint précise que cette absence fait suite à une recommandation du service juridique de la Ville. Il fait observer que la délibération du 27 avril 2015 a, néanmoins, été approuvée.

3) Au sujet des modifications budgétaires n°1, il fait état de son inquiétude suite aux remarques formulées par le CRAC par rapport à la situation du CPAS. "Cela n'est pas anodin !" s'exclame-t-il.

3. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Rumillies, rue de la Liberté. Interdiction de stationnement.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'une personne domiciliée rue de la Liberté, 107 à Rumillies, a sollicité la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile;

Considérant qu'elle n'est pas dans les conditions imposées par le Service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé face à son domicile et ceci pour deux raisons :

- l'intéressée ni aucun membre de sa famille résidant à cette adresse ne possède de véhicule
- il existe une entrée privative carrossable jouxtant l'habitation;

Attendu que la santé de cette personne nécessite des transports réguliers en clinique par ambulance;

Considérant qu'il est possible d'instaurer une zone d'interdiction de stationner devant l'immeuble afin d'y permettre l'embarquement dans l'ambulance et le débarquement;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan de situation ci-joint;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue de la Liberté à Rumillies, le stationnement est interdit, du côté impair, le long du n°107, sur une distance de 3m, en prolongation de l'accès carrossable attenant à cette habitation. Cette mesure sera matérialisée par le tracé d'une ligne jaune discontinue.

Article 2 : Le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

4. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Blandain : modification des limites de l'agglomération.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu sa décision du 27 janvier 2014 fixant les nouvelles limites d'agglomération de Blandain;
Considérant que, suite à la pose des panneaux de début et de fin d'agglomération sur le territoire de la commune de Blandain, une riveraine du hameau du Touquet s'est étonnée de ne pas faire partie de l'agglomération malgré la présence de l'institut Don Bosco, de l'institut Louis Mertens, du terrain de football et de scouts en période estivale;
Considérant que dans le rapport de police ayant conduit à la modification des limites d'agglomération de Blandain en séance du 27 janvier 2014, ce hameau n'avait pas été repris dans l'agglomération;
Considérant que la présence au hameau du Touquet d'établissements accueillant des enfants justifie de modifier les limites d'agglomération de Blandain de façon à englober ce hameau;
Considérant le nouveau rapport de police;
Considérant le plan de situation joint;
Considérant que la mesure s'applique à des voiries communales;
Sur proposition du Collège communal;
A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : les limites d'agglomération du village de Blandain telles qu'adoptées par le Conseil communal du 27 janvier 2014 sont annulées en ce qui concerne le hameau du Touquet.

Article 2 : les limites d'agglomération du village de Blandain au niveau du hameau du Touquet sont modifiées comme suit :

- hameau du Touquet, à hauteur du n°13
- rue du Pont des Bénédictines, à l'arrière du n°10 du hameau du Touquet.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux F1 et F3.

Article 3 : Le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

5. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rues de Courtrai, du Curé Notre-Dame et du Marché au Jambon : aménagement d'une zone de rencontre et réglementation de la circulation et du stationnement.

Madame la Conseillère communale cdH, **Hélène CLEMENT-COUPLET**, constate qu'il y a actuellement de gros problèmes de stationnement à la rue de Courtrai. "Les gens se garent n'importe où le week-end!", dit-elle. Elle suggère que les contrôles soient renforcés.

Monsieur le Conseiller communal remplaçant ECOLO, **Benoît DOCHY**, parle, lui, "d'anarchie" dans cette rue.

L'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, signale que des contrôles sont prévus à court terme.

Madame la Conseillère communale cdH, **Hélène CLEMENT-COUPLET**, signale par ailleurs que des problèmes de sécurité se posent également dans la partie rénovée du Pont de Fer, en rive droite.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Considérant que les rues de Courtrai et du Curé Notre-Dame (partie comprise entre la rue Dame Odile et la rue des Choraux) ont fait l'objet de travaux dans le cadre du projet de revitalisation intégrée du cœur de Ville;

Considérant qu'une zone de rencontre y a été établie et la circulation et le stationnement réorganisés;

Considérant qu'il en découle une modification de la circulation dans la rue du Marché au Jambon;

Considérant que ces rues seront rouvertes à la circulation et au stationnement;

Considérant que les mesures antérieures relatives à la circulation et au stationnement sont annulées;

Considérant le rapport du service de police;

Considérant le plan joint;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans les rues de Courtrai et du Curé Notre-Dame (partie comprise entre la rue Dame Odile et la rue des Choraux) à Tournai, les mesures antérieures relatives à la circulation et au stationnement sont annulées.

Article 2 : dans les rues de Courtrai et du Curé Notre-Dame (partie comprise entre la rue Dame Odile et la rue des Choraux) à Tournai, une zone de rencontre est établie. La circulation et le stationnement sont organisés en conformité avec le plan de détail ci-joint:

* dans la rue de Courtrai, le stationnement est organisé parallèlement à la chaussée:

- face aux numéros pairs de 14 à 18 (4 emplacements)
- face aux numéros pairs de 44 à 46 (2 emplacements)
- face aux numéros impairs de 15 à 19 (4 emplacements)
- face aux numéros impairs de 23 à 25 (2 emplacements)
- face aux numéros impairs de 39 à 41 (3 emplacements)
- 1 emplacement de stationnement pour personnes handicapées est placé face au numéro 12;

* dans la rue du Curé Notre-Dame, le stationnement est organisé parallèlement à la chaussée: face aux numéros pairs de 2 à 4 (3 emplacements).

Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux F12a et F12b, C1, M2 et M4, B1 et panneaux additionnels de type VIII, E9a avec pictogramme handicapé et flèche montante 6 m et les marquages appropriés au sol.

Article 3 : dans la rue du Marché au Jambon à Tournai, il est interdit de circuler à tout conducteur dans le sens rue de l'Yser/rue de la Tête d'Argent vers la rue de Courtrai, sauf pour les cyclistes.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux C1 et F19, M2 et M4.

Article 4 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

6. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Orcq, Vieux Chemin de Lille: réglementation de la circulation.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'à Orcq, la sortie carrossable d'une habitation se situe dans le carrefour formé par le Vieux Chemin de Lille et la chaussée de Lille, ce qui rend dangereuse la sortie des véhicules;

Considérant, en effet, qu'à cet endroit de la chaussée de Lille, la vitesse est limitée à 70 km/heure et que la configuration actuelle de ce carrefour permet aux véhicules de quitter la chaussée de Lille en direction du Vieux Chemin de Lille à cette vitesse;

Considérant que le service de police propose de la réduire en créant une zone d'évitement striée;

Considérant le plan de situation joint;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue du Vieux chemin de Lille à Orcq, la circulation est canalisée par une zone d'évitement striée latérale le long du n° 445.

Cette mesure sera matérialisée par les marques appropriées au sol.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

7. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, quai Andreï Sakharov : création d'une zone bleue.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Attendu que, dans la mise en place de la zone bleue intra-muros votée par le Conseil communal en séance du 23 février 2015, le quai Andreï Sakharov n'a pas été repris;

Attendu qu'il avait été convenu de ne pas réglementer cette zone suite à la présence d'un parking de délestage;

Attendu que ce parking de délestage est fortement utilisé et que, par conséquent, de plus en plus d'automobilistes viennent stationner du côté des habitations et y restent toute la journée;

Attendu que, de ce fait, les riverains n'ont plus la possibilité de stationner à proximité de leur habitation et que le service de police propose d'instaurer une zone bleue 2 heures uniquement du côté des habitations en laissant la zone de parking libre;
Considérant le plan de situation joint en annexe;
Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;
Sur proposition du Collège communal;
A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : une zone bleue 2 heures, excepté pour les riverains, est établie au quai Andreï Sakharov à Tournai, du côté des habitations. Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux E9a reprenant le pictogramme du disque et le panneau additionnel "EXCEPTE RIVERAINS".

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

8. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Flocc à Brebis : création d'un îlot directionnel.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'il y lieu de réglementer l'aménagement d'un îlot directionnel au niveau de la rue Flocc à Brebis;

Attendu que cet aménagement fait partie des aménagements introduits dans le cadre des crédits d'impulsion 2011 et 2012;

Attendu qu'il s'agit d'un aménagement sollicité par les élèves du Collège Notre-Dame de Tournai destiné à faire mieux percevoir la place du cycliste dans ce carrefour;

Considérant le plan de situation ci-joint;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : au carrefour formé par les rues Frinoise, des Augustins, des Soeurs Noires et Flocc à Brebis, à Tournai, la circulation est canalisée par un îlot directionnel.

Cette mesure sera matérialisée par le placement des signaux C1 et D1.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux

dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

9. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Kain. Modification des limites de l'agglomération.

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, signale que la vitesse à la rue des Crupes à Mont-Saint-Aubert est toujours autorisée à 70 km/heure.

"Ne serait-il pas mieux de limiter aussi la vitesse à 50 km/heure et de modifier le panneau ?" s'interroge-t-elle.

Elle signale, par ailleurs, que la Ville reste en défaut pour ce qui concerne la pose de panneaux affichant un pictogramme "village".

L'Echevin de la mobilité MR, **Armand BOITE**, prend note de cette remarque.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que les riverains se plaignent régulièrement de la vitesse excessive des usagers motorisés dans la rue de la Résistance à Kain, partie hors agglomération comprise entre l'immeuble n°51 et le carrefour formé avec la rue de la Cheminée;

Attendu que la vitesse n'y est pas réglementée et qu'elle est donc permise jusqu'à 90 km/heure;

Attendu que la police propose d'englober cette partie de voirie dans les limites de l'agglomération de Kain, d'autant que la rue de la Résistance est maintenant urbanisée;

Considérant le plan de situation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : les limites de l'agglomération de Kain au niveau de la rue de la Résistance sont étendues comme suit : rue de la Résistance, à hauteur du n° 51 (carrière) et à hauteur de l'intersection avec la rue de la Cheminée à Kain. Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux F1 et F3.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

10. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Rumillies, rues Monseigneur Dechamps et du Bas Rejet : création d'un îlot et de zones d'évitement.

D'emblée, Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, intervient comme suit :

"Sur ce point, je n'ai rien à dire. Mais j'aimerais rappeler ce que j'ai dit précédemment à propos de la mobilité et de la sécurisation des traversées de village. A l'époque, j'avais demandé qu'une étude soit faite pour chaque village avec, éventuellement, la possibilité d'installer des chicanes ou des dos d'âne. Faut-il attendre que chaque village se mobilise pour qu'on fasse ce genre d'étude? Pour moi, le problème de Rumillies n'est pas isolé. Beaucoup de villages sont concernés. Est-ce qu'on ne peut pas être proactif et aller au devant des demandes de citoyens ? Il ne s'agit pas d'une demande farfelue. C'est une proposition de bon sens. J'espère qu'avant la fin de la législature, il y aura des évolutions dans ce sens-là."

Monsieur **l'Echevin délégué à la fonction maïorale** suggère que ce débat ait lieu au Conseil de police. Il souhaite privilégier les chicanes par rapport aux dos d'âne, vu les inconvénients présentés par ces derniers en termes de bruit.

Il appelle enfin les conseillers à ne pas confondre l'insécurité objective et le sentiment d'insécurité que peuvent ressentir des citoyens. Selon lui, il faut être prudent aussi à ce sujet.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que des riverains de la rue Monseigneur Dechamps et du Bas Rejet à Rumillies se plaignent de la vitesse excessive de certains automobilistes;

Considérant qu'un premier rapport de police mentionnait que les contrôles avec radar préventif effectués dans ces rues montraient que les excès de vitesse étaient minoritaires et qu'ils étaient commis, pour la plupart, par les habitants du quartier, ces rues n'étant pas des voies de transit;

Considérant que, pour éviter ces excès de vitesse, le service de police préconise des zones d'évitement en chicanes et la création d'un îlot de type goutte d'eau";

Considérant le plan de situation ci-joint;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue Monseigneur Dechamps à Rumillies, à son débouché sur la place de Rumillies, la circulation est canalisée par un îlot de type "goutte d'eau".

Cette mesure sera matérialisée par les marques appropriées au sol.

Article 2 : dans la rue Monseigneur Dechamps à Rumillies, des zones d'évitement striées triangulaires d'une longueur de 10 mètres réduisant progressivement la largeur de la chaussée à 4 mètres, distantes de 15 mètres et disposées en chicanes sont établies:

- de part et d'autre du poteau d'éclairage 255/02462. Dans le rétrécissement ainsi créé, une priorité de passage est instaurée, la priorité étant donnée aux conducteurs venant de la place de Rumillies.

Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux A7, B1, B21 et D1.

Article 3 : dans la rue Bas Rejet à Rumillies, des zones d'évitement striées triangulaires d'une longueur de 10 mètres, réduisant progressivement la largeur de la chaussée à 4 mètres, distantes de 15 mètres et disposées en chicanes sont établies :

- à l'opposé du n°21bis et le long du n°21. Dans le rétrécissement ainsi créé, une priorité de passage est instaurée, la priorité étant donnée aux conducteurs se dirigeant vers la place de Rumillies.

Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux A7, B1, B21 et D1.

Article 4 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

11. Police de roulage. Règlement complémentaire sur la police de la circulation routière. Arrêté ministériel. Barry, Grand'Route : limitation de vitesse à 70 km/heure.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 3 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries régionales;

Vu la décision du Conseil communal du 28 avril 2014 limitant la vitesse sur la N7 dès l'entrée de Barry jusqu'au carrefour avec la chaussée de Mons;

Considérant le courrier recommandé du service public de Wallonie, direction des routes de Mons, concernant un projet d'arrêté ministériel portant règlement complémentaire sur la police de la circulation routière sur le territoire de la Ville de Tournai relatif à la limitation de vitesse de 70 km/heure sur la N7 à Barry;

Attendu qu'en application des dispositions de l'article 3 précité, ce projet d'arrêté ministériel doit être soumis pour avis au Conseil communal;

Attendu que cet avis doit parvenir au service de la direction des routes de Mons, par lettre recommandée, au plus tard à l'expiration du délai légal de soixante jours prenant cours le 12 juin 2015;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie régionale;

Considérant les termes de ce projet d'arrêté ministériel, à savoir :

"Le ministre des travaux publics, de la santé, de l'action sociale et du patrimoine.

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, §1, X;

Vu la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée par l'arrêté royal du 16 mars 1968 et les lois modificatives;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement sur la police de la circulation routière et les arrêtés royaux modificatifs;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014, portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 12,7°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014, article 3, fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et les arrêtés modificatifs;

Vu l'avis favorable émis par le Conseil communal de en séance du;

Vu qu'aucune suite n'a été donnée dans le délai légal de 60 jours à la demande d'avis adressée à la, en date du;

ARRETE

Article 1er : Sur le territoire de la Ville de **TOURNAI** (section **BARRY**), le long de la route régionale n° N7 dénommée "Grand'Route", la vitesse est de 70 km/heure, soit du PK 53.200 au PK 54.400.

Article 2 : La disposition reprise à l'article 1er est portée à la connaissance des usagers au moyen de la signalisation (B23) et des marquages prévus à cet effet au règlement général sur la police de la circulation routière.

Article 3 : le règlement communal pris en date du 28 avril 2014 est abrogé.

Article 4 : Les charges résultant du placement, de l'entretien et du renouvellement de la signalisation incombent au Service public de Wallonie.

Tous les signaux contraires aux dispositions du présent règlement doivent être immédiatement enlevés.

Article 5 : Copie du présent arrêté est transmise aux greffes des tribunaux de première instance et de police à Tournai.";

A l'unanimité;

DECIDE

d'émettre un avis favorable sur ce projet d'arrêté ministériel relatif à la limitation de vitesse de 70 km/heure sur la N7 à Barry.

12. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Charles Mauroy: création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne domiciliée rue Charles Mauroy, 6 à 7500 Tournai, qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le Service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé face à son domicile;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan de situation ci-joint;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;
A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue Charles Mauroy à Tournai, face au n°6, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

13. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, chaussée de Willemeau: création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, chaussée de Willemeau, 14 à 7500 Tournai;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé face à son domicile;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan de situation ci-joint;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la chaussée de Willemeau à Tournai, face au n°14, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6m".

L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

14. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, Vieux chemin de Willems : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, Vieux chemin de Willems, 8 à 7500 Tournai;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé face à son domicile;

Considérant l'avis favorable des services de police;

Considérant le plan de situation ci-joint;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans le Vieux chemin de Willems à Tournai, face au n°8, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6m".

L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

15. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue du Ballon : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant que, suite au décès de la personne qui l'avait sollicité, l'emplacement de stationnement pour personnes handicapées face au n°19, rue du Ballon à Tournai, n'a plus lieu d'être;
Considérant le rapport de police;
Considérant le plan de situation joint;
Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;
Sur proposition du Collège communal;
A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue du Ballon, face au n°19, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est supprimé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

16. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Rumillies, chaussée de Renaix : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;
Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière sur les voiries communales;
Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Vu la décision du Conseil communal du 30 juin 2008 réservant un emplacement de stationnement aux personnes handicapées face au n°391 de la chaussée de Renaix à Rumillies;
Considérant que, vu le décès du bénéficiaire, cet emplacement n'a plus lieu d'être;
Considérant le rapport de police;
Considérant le plan de situation joint;
Considérant que la mesure s'applique à une voirie régionale;
Sur proposition du Collège communal;
A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la chaussée de Renaix à Rumillies, face au n°391, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est supprimé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

17. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Rumillies, rue Jean-Baptiste Carnoy : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la décision du Conseil communal du 30 mars 2009 réservant un emplacement de stationnement aux personnes handicapées face au n° 56 de la rue Jean-Baptiste Carnoy à Rumillies;

Considérant que, vu le décès du bénéficiaire, cet emplacement n'a plus lieu d'être;

Considérant le rapport de police;

Considérant le plan de situation joint;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue Jean-Baptiste Carnoy à Rumillies, face au n°56, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est supprimé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

18. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Kain, rue des Combattants de Kain: stationnement sur accotement.

Monsieur le Conseiller communal remplaçant ECOLO, **Benoît DOCHY**, intervient comme suit :

"Les accotements, c'est pour les piétons. Si les voitures s'y garent, il n'y aura plus de place pour les piétons. C'est la même chose en centre-ville."

Monsieur le **Président** d'assemblée précise qu'il convient de trouver une solution au problème de l'étroitesse de la voirie comme expliqué dans le dossier. Pour le reste, il s'agit avant tout de trouver un équilibre entre les différents usagers.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, signale que sa fille a dû quitter le trottoir à la rue Saint-Eluthère alors qu'elle poussait un landau, parce qu'une voiture s'y était garée, et marcher sur la route.

Par 33 voix pour et 3 voix contre, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M.

VANDENBERGHE, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. VIEREN, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, Président d'assemblée.

Ont voté contre : Mme M.-C. LEFEBVRE, MM. B. DOCHY, G. DENONNE

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que la circulation et le stationnement dans la rue des Combattants de Kain à Kain font régulièrement l'objet de récriminations de la part des riverains;

Considérant qu'ils se plaignent de dégâts aux rétroviseurs régulièrement touchés par les véhicules circulant à double sens dans cette voirie;

Attendu que, pour remédier à cette situation, le service de police du district de Kain propose de réglementer le stationnement en partie sur l'accotement en saillie entre le n°5 et le n°13;

Considérant qu'il apparaît, cependant, qu'entre le n° 11 et le n° 9 (partie), la largeur actuelle de l'accotement est insuffisante pour permettre le stationnement.

Attendu qu'il y a lieu de tenir compte également de la présence d'un sentier débutant à hauteur du n°11, que ce sentier est fort fréquenté, notamment par les cyclistes, et qu'il doit rester libre d'accès en interrompant le marquage délimitant le stationnement et en plaçant des potelets;

Considérant qu'entre les n°17 et 13, le trottoir est inexistant, ce qui contraint les piétons à emprunter la chaussée;

Attendu que cette situation est d'autant plus dangereuse lorsqu'à cet endroit, des voitures sont stationnées contre la haie;

Considérant qu'il est donc nécessaire d'y interdire le stationnement par le marquage d'une zone d'évitement striée;

Considérant le plan de situation ci-joint;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

Par 33 voix pour et 3 voix contre;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue des Combattants de Kain à Kain, le stationnement est organisé en partie sur l'accotement en saillie, du côté impair, entre les n°13 et 11 et les n°9 (partie) et 5. Cette mesure sera matérialisée par les marques appropriées au sol.

Article 2 : dans la rue des Combattants de Kain à Kain, une zone d'évitement striée est établie entre les n°17 et 13. Cette mesure sera matérialisée par les marques appropriées au sol.

Article 3 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux

dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

19. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Ramegnies-Chin, rue de Bailleul et Templeuve, rue Crouzet : limitation du tonnage (+ 3,5 T).

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de circulation routière sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'actuellement, l'accès à l'agglomération de Bailleul est interdit aux véhicules de plus de 15 tonnes, sauf circulation locale;

Considérant que l'accès à ce village se fait également via la rue de Bailleul à Ramegnies-Chin et la rue Crouzet à Templeuve et qu'aucune limitation de tonnage n'existe dans ces voiries;

Attendu que le député-bourgmestre d'Estaimpuis a sollicité une uniformisation de cette limitation de tonnage entre Estaimpuis et Tournai qui sera ramenée à 3,5T pour l'ensemble des accès à Bailleul;

Attendu qu'après différents contacts entre les services de police de Templeuve et d'Estaimpuis, il est proposé d'interdire la circulation aux véhicules de plus de 3,5 tonnes, excepté la circulation locale, dans la rue de Bailleul à Ramegnies-Chin et la rue Crouzet à Templeuve;

Considérant le rapport de police;

Considérant le plan de situation joint;

Considérant que la mesure s'applique à des voiries communales;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue de Bailleul à Ramegnies-Chin, la circulation est interdite aux conducteurs de véhicules dont la masse en charge dépasse la masse de 3,5 tonnes, excepté la circulation locale.

La mesure sera matérialisée par le placement de signaux C21 (3,5 tonnes), complétés par un panneau additionnel portant la mention "excepté circulation locale".

Article 2 : dans la rue Crouzet à Templeuve, la circulation est interdite aux conducteurs de véhicules dont la masse en charge dépasse la masse de 3,5 tonnes, excepté la circulation locale.

La mesure sera matérialisée par le placement de signaux C21 (3,5 tonnes), complétés par un panneau additionnel portant la mention "excepté circulation locale".

Article 3 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

20. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Froyennes, rue de Maire: limitation de tonnage (+ 3,5 T).
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que la police a été interpellée à plusieurs reprises par les commerçants de la rue de Maire à Froyennes, signalant que de nombreux chauffeurs routiers étrangers stationnent durant leurs heures de repos sur les accotements de cette voirie, au sein du zoning commercial de Froyennes;

Attendu que les chauffeurs stationnent à cet endroit, car ils se trouvent à proximité de MAC DONALD et peuvent ainsi bénéficier, notamment, d'une connexion Wi-Fi gratuite;

Considérant que ces poids lourds abîment la voirie, prennent beaucoup de places de parking et dégradent le paysage;

Considérant l'abandon de nombreux déchets après leur départ;

Considérant qu'en cours de réhabilitation, le parking du CARREFOUR ne permettra plus d'accueillir ces routiers;

Considérant le plan de situation ci-joint;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue de Maire, à Froyennes, entre son n°9 (carrefour avec elle-même) et la rue de la Borgnette, la circulation est interdite à tout conducteur de véhicules affectés aux transports de marchandises, dont la masse en charge excède 3,5t, sauf pour les livraisons. Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux C23 avec panneaux additionnels reprenant les mentions "+ 3,5 T" et "SAUF LIVRAISONS".

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

21. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Froyennes, rue Louis Masquillier : interdiction de stationnement.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant la dangerosité des véhicules en stationnement dans une partie de la rue Louis Masquillier à Froyennes;
Considérant le rapport du service de police;
Considérant le plan de situation ci-joint;
Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;
Sur proposition du Collège communal;
A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue Louis Masquillier à Froyennes, le stationnement est interdit du côté impair, entre la chaussée de Courtrai et le n°49.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux F1 avec flèche montante et descendante.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

22. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Lamain, rue René Lefebvre : création d'une zone d'évitement striée.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;
Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;
Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant que les services de police ont relevé un problème de sécurité sur la piste cyclable rue René Lefebvre à Lamain, à hauteur du n°43;
Attendu qu'à cet endroit, la piste cyclable est interrompue, la largeur de 20cm étant insuffisante, et que les usagers faibles sont alors obligés d'emprunter la chaussée sans que les automobilistes ne soient prévenus de ce changement de direction;
Considérant qu'il serait nécessaire de signaler ce débordement par un marquage au sol;
Considérant le rapport de police;
Considérant le plan de situation ci-joint;
Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;
Sur proposition du Collège communal;
A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue René Lefebvre à Lamain, au droit et du côté du n°43 :

- la piste cyclable est interrompue
- une zone d'évitement striée triangulaire d'une longueur de 5 mètres réduisant progressivement la largeur de la chaussée à 5 mètres est délimitée au sol.

Cette mesure sera matérialisée par les marques appropriées au sol.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

23. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, avenue Montgomery: aménagement d'un rond-point à la sortie des immeubles de la Corne Saint-Martin.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer l'aménagement d'un rond-point au niveau de l'avenue Montgomery (partie communale dénommée rue des Bergers) de façon à pouvoir accéder aux immeubles de "la Corne Saint-Martin";

Attendu qu'il est obligatoire de virer à droite au débouché de ce rond-point sur l'avenue Montgomery (partie régionale);

Considérant le plan de situation ci-joint;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans l'avenue Montgomery (partie communale) à Tournai, un rond-point avec sens giratoire est établi. Au débouché de ce rond-point sur l'avenue Montgomery (partie régionale), il est obligatoire de virer à droite. Cette mesure sera matérialisée par le placement des signaux B1, D1 et D5 et les marques au sol appropriées.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

24. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Basse Couture: création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, rue Basse Couture, 5 à 7500 Tournai;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant que l'intéressée est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé face à son domicile;

Considérant le plan de situation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue Basse Couture à Tournai, face au n° 5, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

25. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Ramegnies-Chin. Limites d'agglomération.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la décision du Conseil communal du 21 décembre 1998 limitant la vitesse à 70 km/heure à Ramegnies-Chin, dans la rue de Templeuve (partie comprise entre la RN50 et l'avenue de Picardie), l'avenue de Picardie et la rue de Bailleul;

Considérant que lors de ses patrouilles à Ramegnies-Chin, le service de police a constaté que le village n'est pas reconnu comme agglomération en matière de roulage;
Considérant qu'il n'y a pas de signaux F1 et F3 aux entrées et sorties de ce village;
Considérant les doléances de riverains qui se plaignent d'une vitesse excessive à certains endroits, où la police ne peut verbaliser, l'absence de signaux permettant une vitesse maximale de 90 km/heure;
Considérant le rapport de police;
Considérant le plan de situation ci-joint;
Considérant que la mesure s'applique à des voiries communales;
Sur proposition du Collège communal;
A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : la limitation de vitesse à 70 km/heure rue de Templeuve (partie comprise entre la RN50 et l'avenue de Picardie), avenue de Picardie et rue de Bailleul à Ramegnies-Chin est abrogée.

Article 2 : les limites de l'agglomération de Ramegnies-Chin sont fixées comme suit:

- rue de Wattrelos, à hauteur du n°36;
- rue de Templeuve, à hauteur des n°2 et 23;
- rue Gilles de Chin, à hauteur du pignon du n°13 du clos de la Grande Calandre;
- rue de Bailleul, à hauteur du n°32;
- rue d'Esquelmes, à hauteur du n°4.

Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux F1 (début d'agglomération) et F3 (fin d'agglomération).

Article 3 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

26. Règlement complémentaire sur la police de la circulation routière. Arrêté ministériel. Tournai, boulevard Léopold. Zones d'évitement striées. Avis.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 3 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries régionales;

Considérant le courrier émanant du service public de Wallonie, direction des routes de Mons, concernant un projet d'arrêté ministériel portant règlement complémentaire sur la police de la circulation routière sur le territoire de la Ville de Tournai relatif au marquage de zones d'évitement striées face au n°6 (école solaire), boulevard Léopold à Tournai;

Attendu qu'en application des dispositions de l'article 3 précité, ce projet d'arrêté ministériel doit être soumis pour avis au Conseil communal;

Attendu que cet avis doit parvenir par lettre recommandée, au plus tard à l'expiration du délai légal de soixante jours prenant cours le 5 août 2015;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie régionale;

Considérant les termes de ce projet d'arrêté ministériel, à savoir :

"Le ministre des travaux publics, de la santé, de l'action sociale et du patrimoine.

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6 § 1 X;

Vu la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée par l'arrêté royal du 16 mars 1968 et les lois modificatives;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement sur la police de la circulation routière et les arrêtés royaux modificatifs;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014, portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 12 7°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014, article 3, fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 2010, article 2;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et les arrêtés modificatifs ;

Vu l'avis favorable émis par le Conseil communal de en séance du;

ARRETE

Article 1er : Sur le territoire de la Ville de Tournai, le long de la route régionale n°R52 dénommée "boulevard Léopold", des zones d'évitement striées sont marquées dans la zone de stationnement, soit entre les BK 4,972 et 4,977 et les BK 4,982 et 4,987 côté gauche.

Article 2 : La disposition reprise à l'article 1er est portée à la connaissance des usagers au moyen prévus à cet effet au règlement général sur la police de la circulation routière.

Article 3 : Les charges résultant du placement, de l'exécution, de l'entretien et du renouvellement de la signalisation incombent à la Ville de Tournai.

Tous les signaux contraires aux dispositions du présent règlement doivent être immédiatement enlevés.

Article 4 : Copie du présent arrêté est transmise aux greffes des tribunaux de première instance et de police à Tournai.";

A l'unanimité;

DECIDE

d'émettre un avis favorable sur ce projet d'arrêté ministériel relatif au marquage de zones d'évitement striées face au n°6 (école solaire), entre les BK 4,972 et 4,977 et les BK 4,982 et 4,987, boulevard Léopold à Tournai.

27. Motion pour le maintien de lieux d'audience dans l'ancien arrondissement judiciaire de Tournai. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal PS, **Geoffrey HUEZ**, intervient comme suit au sujet de la restructuration de la justice :

"Le nombre d'arrondissements judiciaires pour les tribunaux de première instance (famille, commerce, travail) a été réduit. Il y en avait 27, dont Tournai. On a réduit à une dizaine. Nous nous retrouvons donc un peu perdus dans un arrondissement regroupant Tournai, Mons et Charleroi. Pour le moment, nous avons pu obtenir le maintien des lieux d'audience.

Mais il y a un autre problème : le monde judiciaire tournaisien souhaiterait que les lieux d'audience à Tournai soient concentrés dans un seul et même bâtiment. Il avait été question de la construction d'un palais de justice bis qui viendrait compléter le palais actuel. Mais cela n'a pas été fait. Au lieu de cela, des bâtiments ont été loués. Actuellement, la justice à Tournai est disséminée dans 5-6 lieux. J'estime qu'il faudrait les rassembler en un seul lieu. Avec les restrictions budgétaires auxquelles la justice est soumise, nous craignons que l'accessibilité aux lieux d'audience soit restreinte. Par exemple, le tribunal de commerce pourrait être supprimé à Tournai. Il serait localisé à Mons. Le tribunal du travail subirait le même sort. Certaines juridictions non délocalisables (audiences pénales) pourraient se retrouver à Charleroi. Tout est possible. Le jeu est encore très ouvert. Vous avez pu lire

dans la presse que le nouveau master plan proposé par le ministre Koen GEENS prévoit la fermeture de certaines justices de paix ou le rassemblement des doubles sièges.

Nous avons donc des craintes pour l'accessibilité de la justice pour les administrés. Ils risquent de devoir se déplacer dans le futur à Mons même pour des contentieux de minime importance, alors que notre région avait revendiqué son propre arrondissement judiciaire et qu'elle remplissait les conditions (300.000 personnes pour la Wallonie picarde). Nous ne l'avons pas obtenu. La justice a donc des craintes pour son personnel. Les greffiers, les juges doivent se déplacer fréquemment. Nous craignons qu'à terme, la justice tournaïsiennne se vide petit à petit au profit de Mons. Voilà l'objet de la motion qu'il vous est demandé d'adopter.

Je voudrais signaler, pour conclure mon intervention, que l'accès à la justice est fondamental pour les communes également."

Le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, intervient ensuite :

"On cite le chiffre de 306.000 justiciables dans l'argumentaire. Je me demandais s'il ne serait pas intéressant de reprendre ce chiffre dans la motion même parce qu'on dit que cela va toucher énormément de personnes à Tournai et en Wallonie picarde.

Cela me semble beaucoup plus clair que de parler de "nombreux justiciables".

Le **Président** d'assemblée estime cette remarque fondée. Il propose dès lors que le projet de motion soit amendé.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient à son tour :

"Je soutiens totalement cette motion. Il y a déjà des problèmes de mobilité pour certaines personnes habitant à la campagne pour atteindre la ville. Si, demain, elles doivent aller à Mons ou à Charleroi, ce sera un gros problème pour la justice de proximité.

ECOLO soutient totalement cette motion."

Le **Président** d'assemblée prend ensuite la parole :

"Deux éléments retiennent mon attention. D'une part, nous sommes devant un master plan qui a une double dimension : la première porte sur la rationalisation. Nous ne nous opposons pas. Il est, en effet, logique d'être plus efficace, mais pas au détriment d'une région qui couvre 306.000 justiciables. Et puis, il y a une deuxième dimension dans ce master plan. Il s'agit de la diminution du nombre de lieux où on exerce la justice de paix. Il y a parfois des doubles sièges. Nous connaissons dans notre ancien arrondissement judiciaire un cas particulier, celui de Comines dont le siège est menacé. Nous l'avons signalé lors de la conférence des bourgmestres. Nous pensons à nos concitoyens de Comines. Pour Tournai, il existe une alternative : une construction neuve au Luchet d'Antoing dont les coûts de base sont au minimum de 44 millions d'euros plus le terrain et les imprévus (on peut imaginer qu'il y en aura au bord d'Escaut). C'est un montant assez substantiel. Et puis, il y a une autre option qui recueille a priori les faveurs du barreau, mais aussi celle de la magistrature. C'est celui du reconditionnement de l'actuel palais de justice. Ceci évite, d'ailleurs, de se poser la question de savoir ce qu'on en fait au cas où on délocaliserait . Nous comptons sur nos relais au gouvernement fédéral pour porter notre parole de Tournaïsiens.

Ce point n'est pas institutionnel. Il concerne les citoyens parce que l'accessibilité de la justice a trait à la distance. La distance physique du citoyen à la justice est souvent un obstacle d'accès à cette dernière.

J'ajoute un argument. Si on délocalisait le tribunal du commerce, ce serait préjudiciable pour les entreprises parce qu'on ressent nettement moins la réalité de terrain quand on s'en éloigne. Les bureaux d'avocats eux-mêmes se délocaliseraient à terme aussi.

Encore un mot à propos des juridictions sociales. Ce sont celles qui doivent répondre aux besoins des travailleurs. Si elles s'éloignent, c'est là que se manifesterait l'injustice."

Pour l'Echevin délégué à la fonction majeure, **Paul-Olivier DELANNOIS**, l'actuel ministre de la justice est peu sensible aux réalités francophones. Il se dit donc très sceptique au sujet de l'impact de cette motion.

Et le **Président** d'assemblée de conclure comme suit :

"La mobilisation est générale : le CHOQ, la chambre de commerce, la conférence des bourgmestres, le conseil de développement, des conseils communaux, On ne sait pas faire beaucoup plus."

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que la justice doit être accessible à tous, proche des citoyens et pouvoir continuer à se rendre à Tournai dans des conditions dignes;

Considérant que les lieux actuels de justice se dégradent continuellement sans que rien ne soit prévu pour les améliorer ni même qu'il soit acquis que le bail pourra être prorogé;

Considérant que l'éparpillement des lieux de justice dans Tournai n'est pas de nature à apporter des garanties ou des apaisements sur le maintien de juridictions à Tournai;

Considérant qu'à ce jour, le projet de construction d'un nouveau palais de justice ou des travaux d'agrandissement et d'amélioration des infrastructures existantes ne semble connaître aucune évolution;

Considérant que l'ancien arrondissement judiciaire de Tournai touche 306.000 justiciables et constitue un bassin de vie homogène expliquant la présence d'un outil judiciaire adapté au territoire;

Considérant les courriers du bâtonnier de l'ordre des avocats ainsi que ceux de la plateforme des chefs de corps et bâtonniers du Hainaut qui témoignent d'une inquiétude croissante;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

- de faire savoir au ministre de la justice et au ministre en charge de la régie des bâtiments que la disparition des lieux de justice (tribunal de première instance, tribunal du travail, tribunal du commerce...) aurait des répercussions sur les 306.000 justiciables de l'ancien arrondissement judiciaire de Tournai;

- de rappeler les engagements pris en 2009 par les ministres fédéraux de la justice et des bâtiments publics, de construire un nouveau palais de justice qui regroupe toutes les fonctions ou de décider de la rénovation-extension du palais de justice actuel.

28. Accès aux grades de directeur général, directeur général adjoint et directeur financier. Règlement. Modifications. Approbation.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient d'emblée :

"Nous sommes évidemment très satisfaits que le Collège réponde favorablement à notre demande, formulée à deux reprises par ma collègue Coralie. C'est d'autant plus pertinent que des membres du Collège pouvaient y participer comme observateurs et non du Conseil. Or c'est bien le Conseil communal qui est appelé à désigner le directeur général. Notre persévérance a été récompensée. Comment devons-nous interpréter "des conseillers communaux pourront participer..." ? Nous avons demandé en mars que chaque groupe politique puisse désigner un membre du groupe comme observateur durant la procédure de sélection. Merci de nous préciser si nous procéderons ainsi."

Le **Président** d'assemblée concède que si l'on ajoute les 39 conseillers communaux aux membres du jury, cela risque de faire beaucoup. Il suggère, dès lors, que par courtoisie, chaque groupe politique n'envoie qu'un seul membre. Cette proposition fait l'unanimité.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant le décret du Gouvernement wallon du 18 avril 2013 paru au moniteur belge du 22 août 2013, modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation concernant la réforme des grades légaux;

Considérant que ce décret est entré en vigueur le 1er septembre 2013, à l'exception des articles 34, 44 et 45 qui entreront en vigueur lors du renouvellement des Conseils communaux et provinciaux en 2018;

Considérant la décision du Conseil communal du 23 mars 2015 adoptant le règlement fixant les conditions d'accès aux grades de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier, ainsi que les modalités afférentes au stage et à l'exercice de la fonction;

Considérant que cette délibération du 23 mars 2015 a été approuvée par l'autorité de tutelle, à l'exception de la condition d'ancienneté de 5 ans dans le niveau A permettant d'accéder aux emplois dont question par promotion et des mots *"d'une catégorie au moins équivalente à celle de Tournai"* dans les conditions d'accès par mobilité;

Considérant le souhait d'une conseillère communale d'amender ce règlement pour permettre à des représentants du Conseil communal d'assister en qualité d'observateurs aux épreuves de sélection;

Considérant que, par souci de transparence, le Collège communal a décidé de proposer la modification du règlement au Conseil communal;

Considérant qu'il y aurait lieu également de supprimer le texte non approuvé par l'autorité de tutelle;

Considérant que le règlement a été soumis au comité de négociation syndicale le 15 septembre 2015, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats relevant de ces autorités, et qu'il a fait l'objet d'un protocole de désaccord;

Considérant que, vu l'absence d'incidence de ce règlement sur le budget et la gestion du centre public d'action sociale (CPAS), le point ne devait pas être soumis à la concertation préalable Ville-CPAS, en vertu de l'article 26 bis §2 de la loi organique des CPAS du 8 juillet 1976;

Considérant que la présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de modifier comme suit le règlement fixant les conditions d'accès aux grades de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier, ainsi que les modalités afférentes au stage et à l'exercice de la fonction :

Règlement fixant les conditions d'accès aux grades de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier ainsi que les modalités afférentes au stage et à l'exercice de la fonction

EMPLOI DE DIRECTEUR GENERAL, DE DIRECTEUR GENERAL ADJOINT ET DE DIRECTEUR FINANCIER

Le décret du Parlement wallon du 18 avril 2013, promulgué le 22 août 2013, modifie les dénominations des anciens grades légaux (secrétaire communal, secrétaire communal adjoint et receveur communal) et arrête de nouvelles dispositions concernant ces emplois.

Le présent règlement fixe les conditions et les modalités de nomination et de promotion au grade de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier, ci-après dénommés "directeurs".

A) CONDITIONS GENERALES D'ADMISSIBILITE

En cas de vacance d'emploi, il appartient au Conseil communal de déterminer si l'appel aura lieu par voie de recrutement et/ou de promotion et/ou par mobilité (uniquement pour le directeur général et le directeur financier).

Nul ne peut être nommé directeur s'il ne remplit pas les conditions générales d'admissibilité suivantes :

- 1° être ressortissant d'un état membre de l'Union européenne;
- 2° jouir des droits civils et politiques;
- 3° être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction (fournir un extrait de casier judiciaire datant de moins de 3 mois à la date limite fixée pour le dépôt des candidatures);
- 4° être porteur d'un diplôme donnant accès à un emploi de niveau A, à savoir soit un master (licence, ingénieur, etc.) de l'enseignement universitaire de plein exercice ou un titre réputé équivalent permettant l'accès au niveau 1 pour les agents de l'Etat;
- 5° être lauréat d'un examen;
- 6° être porteur d'un certificat de management public ou de tout autre titre équivalent délivré par un organisme agréé par le Gouvernement wallon sur avis du conseil régional de la formation. Ce certificat peut être obtenu durant la première année de stage. Cette période peut être prorogée jusqu'à l'obtention du certificat pour une durée d'un an maximum.
- 7° avoir satisfait au stage.

Les conditions 1, 2, 3 et 4 doivent être remplies au plus tard à la date ultime d'introduction des candidatures.

L'agent doit satisfaire durant toute sa carrière aux conditions visées aux points 1° et 2° ci-dessus. Lorsque le certificat prévu au 6° n'est pas acquis à l'issue de la période visée, le Conseil communal peut notifier son licenciement au directeur général.

La condition 6° n'est pas requise tant que le certificat de management public n'est pas organisé au moment où le Conseil communal décide d'organiser des épreuves d'accession à l'un des postes vacants de l'administration.

1) Candidatures

Les candidatures sont adressées au Collège communal par lettre recommandée, dans les délais prévus, le cachet de la poste faisant foi.

Elles sont accompagnées des pièces suivantes :

- un curriculum vitae et une lettre de motivation;
- un extrait du casier judiciaire datant de moins de 3 mois;
- une copie lisible des titres requis. En cas de doute sérieux sur la conformité à l'original de la copie, la demande d'apport de la preuve de la conformité à l'original de la copie pourra être demandée à l'autorité qui a délivré l'original ou au candidat, dans le respect de la procédure tracée par le décret du 1er avril 2004 portant suppression de l'obligation de produire des copies certifiées conformes de documents.

Les candidat(e)s titulaires d'un diplôme étranger devront apporter la preuve que le titre étranger est équivalent au diplôme belge exigé. Si le diplôme est rédigé dans une langue autre que le français, les candidat(e)s devront fournir la traduction du diplôme effectuée par un traducteur juré.

Ces documents devront être fournis avant la clôture de l'appel. A défaut, la candidature ne sera pas prise en considération.

Le délai d'introduction des candidatures ne peut être inférieur à 15 jours à dater de la publication de l'avis d'appel. Si le dernier jour est un samedi, dimanche ou jour férié, le délai est reporté au premier jour ouvrable qui suit.

L'avis mentionne toutes les indications utiles sur l'emploi à pourvoir, les conditions exigées, les formalités et délai d'introduction des candidatures, ainsi que les coordonnées du service chargé de communiquer tous les renseignements complémentaires.

L'avis est inséré dans au moins deux organes de presse (ou leur équivalent sur internet comme par exemple : references.be) et est affiché aux valves de la Ville pendant toute la période durant laquelle les candidatures peuvent être introduites.

2) Jury

Le jury est composé de :

- deux experts désignés par le Collège communal;
- un enseignant universitaire ou d'une école supérieure;
- deux représentants de la fédération professionnelle concernée par l'examen (le critère déterminant étant la qualité de membre de ladite fédération, en fonction ou non au moment de l'examen).

Des membres du Conseil communal (un par famille politique) peuvent assister aux épreuves en tant qu'observateurs.

Les personnes composant la commission de sélection ne peuvent avoir aucun lien de parenté direct ou indirect avec le candidat aux examens.

Le jury désigne en son sein un président et un secrétaire. Il statue le cas échéant sur les demandes de récusation qui seraient portées à sa connaissance.

Il est dressé un procès-verbal mentionnant, notamment, la composition du jury et les résultats obtenus par les candidats aux différentes épreuves.

Toute organisation syndicale représentative a le droit de se faire représenter par un délégué auprès du jury.

Le délégué doit s'abstenir de toute intervention dans le déroulement de l'examen et ne peut prendre part à la délibération du jury. Il ne peut prendre connaissance ni recevoir copie du procès-verbal des opérations. Il peut toutefois faire acter ses remarques sur le déroulement de l'examen dans une annexe au procès-verbal.

Les organisations syndicales représentatives en seront avisées au moins 10 jours ouvrables avant l'examen.

Sur base du rapport établi par le jury et après avoir éventuellement entendu les lauréats, le Collège propose au Conseil un candidat stagiaire. Il motive son choix.

Le Conseil communal prend connaissance du procès-verbal de délibération du jury et de la proposition du Collège communal et décide de procéder à la désignation d'un candidat repris dans la sélection effectuée par le jury conformément aux dispositions légales applicables et au regard exclusif des titres et mérites de la personne désignée. Il prend une délibération motivée.

3) Epreuves

a) Une épreuve d'aptitude professionnelle (250 points) permettant d'apprécier les connaissances minimales requises chez les candidats dans les matières suivantes :

- Droit constitutionnel (25 points)
- Droit administratif (50 points)
- Droit des marchés publics (50 points)
- Droit civil (25 points)
- Finances et fiscalité locales (50 points)
- Droit communal et Loi organique des Centres publics d'action sociale (CPAS) (50 points);

b) une épreuve orale d'aptitude à la fonction et à la capacité de management permettant d'évaluer le candidat notamment sur sa vision stratégique de la fonction et sur la maîtrise des compétences nécessaires à l'exercice de cette dernière en matière de gestion des ressources humaines, de management et d'organisation du contrôle interne (100 points);

c) des tests psychotechniques (à titre indicatif).

Chaque épreuve est éliminatoire.

Sont considérés comme ayant satisfait à l'examen, les candidats ayant obtenu au moins 50% des points à chaque épreuve et 60% au total.

B) CONDITIONS SPECIFIQUES PAR PROMOTION

Les emplois sont accessibles par promotion aux conditions suivantes :

- * faire partie du personnel communal statutaire à titre définitif dans un grade au moins équivalent à celui de chef de bureau (niveau A);
- * ne pas avoir fait l'objet d'une évaluation qualifiée d'insuffisante;
- * avoir réussi l'examen de promotion identique à celui prévu pour le recrutement.

Sont dispensés de l'examen écrit, les agents qui ont subi avec succès un examen ou un concours d'accession à un grade au moins égal à celui de chef de bureau et disposant de cinq années d'ancienneté dans ce niveau. Ces agents ne sont toutefois pas dispensés de l'épreuve orale ni de l'obtention du certificat de management.

La vacance est portée à la connaissance des agents par avis diffusé dans tous les services de la Ville par note de service et affiché aux valves pendant toute la période durant laquelle les candidatures peuvent être introduites.

Tous les agents, même éloignés temporairement du service, susceptibles d'être promus, sont avertis personnellement soit par lettre recommandée à la poste, soit par remise de la main à la main contre accusé de réception.

L'avis mentionne toutes les indications utiles sur l'emploi à pourvoir, les conditions exigées, les formalités et délai d'introduction des candidatures, ainsi que les coordonnées du service chargé de communiquer tous les renseignements complémentaires.

Les actes de candidature sont adressés au Collège communal soit par lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi, soit par remise de la main à la main contre accusé de réception.

Le délai d'introduction des candidatures ne peut être inférieur à 15 jours à dater de la publication de l'avis.

Seules les candidatures des agents remplissant toutes les conditions d'accès au grade à la date ultime de dépôt des candidatures peuvent être retenues.

Les dispositions relatives au jury d'examen figurant au point A2 valent aussi pour l'examen de promotion.

C) CONDITIONS SPECIFIQUES PAR MOBILITE

Les directeurs généraux, directeurs généraux adjoints et directeurs financiers d'une autre commune ou d'un CPAS, nommés à titre définitif, peuvent se porter candidats à une fonction équivalente, mais ne disposent cependant d'aucun droit de priorité et ce, sous peine de nullité.

Ils doivent satisfaire aux conditions d'examen et de stage, mais sont dispensés de la partie écrite de l'examen et de l'obtention du certificat de management public.

D) RESERVE

Une réserve constituée du ou des lauréats est arrêtée par le Conseil communal.

La durée de validité est de 3 ans prenant cours au jour de sa constitution. La durée de validité peut être prorogée par périodes de 3 ans, sur décision motivée du Conseil communal.

Le Conseil communal peut décider d'organiser des examens avec le Centre public d'action sociale du même ressort et de verser les lauréats dans une réserve commune.

E) DU STAGE

A leur entrée en fonction, les directeurs sont soumis à une période de stage.

La durée du stage est d'un an lorsque, à leur entrée en fonction, les directeurs sont en possession d'un certificat de management public.

La durée du stage est de deux ans maximum lorsque, à leur entrée en fonction, les directeurs ne possèdent pas le certificat de management public. Durant cette période, le stagiaire devra suivre la formation adéquate avec fruit.

L'obtention de ce certificat prévu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 fixant les conditions de nomination aux emplois de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier, n'est pas requise lorsque ledit certificat n'est pas organisé au moment où le Conseil communal décide d'organiser des épreuves d'accession à l'un des postes vacants de l'administration concernée par le présent règlement.

Pendant la durée du stage, les directeurs sont accompagnés dans les aspects pratiques de leur fonction par une commission de stage composée de directeurs généraux ou de directeurs financiers selon le cas.

Les membres de cette commission sont au nombre de trois et sont désignés par la fédération concernée sur base d'une liste de directeurs disposant d'un minimum de dix années d'ancienneté dans la fonction.

A l'issue de la période de stage, la commission procède à l'évaluation du directeur et établit un rapport motivé dans lequel elle conclut à l'aptitude ou non du directeur concerné à exercer la fonction. Un membre du Collège communal est associé à l'élaboration du rapport.

A l'issue du stage, le Conseil examine la candidature réunissant les conditions de nomination et soumet celle-ci au vote.

Avant d'entrer en fonction, le directeur général, le directeur général adjoint et le directeur financier prêtent le serment prévu par le décret du 20 juillet 1831 concernant le serment à la mise en vigueur de la monarchie constitutionnelle représentative et par les articles L1126-1 et suivants du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

F) FIN DE FONCTIONS

Lorsqu'il ressort que le certificat de management public requis n'est pas acquis à l'issue de la période définie, le Conseil communal peut notifier au stagiaire son licenciement.

En cas de rapport négatif de la commission de stage à l'issue de la période de stage, le Conseil communal peut procéder au licenciement du directeur concerné. Par dérogation, lorsque l'agent est issu de la promotion à cette fonction, il conserve le droit de récupérer son poste antérieur à la promotion et ce, dans l'hypothèse où le stage se conclut par une décision de licenciement.

G) PRESTATIONS

L'activité des directeur général, directeur général adjoint et directeur financier est assurée à temps plein en principe au siège de la Ville pendant les heures normales d'ouverture des bureaux, à raison d'une moyenne hebdomadaire de 38 heures sur une période de référence de 4 mois.

H) DISPOSITIONS TRANSITOIRES

1) Les directeurs généraux, adjoints et financiers en fonction à la date de l'entrée en vigueur du présent règlement sont dispensés de la condition d'obtention du certificat de management.

2) Les fonctionnaires secrétaire communal, secrétaire communal adjoint et receveur communal en place le 1er septembre 2013 sont nommés respectivement et automatiquement directeur général, directeur général adjoint et directeur financier.

3) Les secrétaires communaux en fonction au 1er septembre 2013 portent le titre de directeur général. Les receveurs locaux en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent décret portent le titre de directeur financier.

La présente délibération sortira ses effets dès son approbation par l'autorité de tutelle.

29. Personnel administratif. Recrutement d'un attaché spécifique A4 en ressources humaines. Modification du cadre et statuts administratif et pécuniaire. Profil de fonction. Approbation.

Le point est retiré.

30. Création d'un service "chef de projet". Recrutement d'un chef de projet. Modification du cadre du personnel communal. Approbation.

Le point est retiré.

31. Enseignement fondamental. Personnel directeur, enseignant et assimilé. Règlement de travail. Adoption.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la loi du 18 décembre 2002 modifiant la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail;

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné;

Vu le décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française;

Vu le décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et des professeurs de religion;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 septembre 1995 relatif à la création, à la composition et aux attributions des commissions paritaires locales dans l'enseignement officiel subventionné;

Considérant que la commission paritaire locale de l'enseignement communal de Tournai, lors de sa séance du 23 juin 2015, a approuvé le texte du règlement de travail de l'enseignement fondamental officiel subventionné présenté par le pouvoir organisateur;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

ADOpte

le règlement de travail de l'enseignement fondamental officiel subventionné :

"ENSEIGNEMENT OFFICIEL SUBVENTIONNE

REGLEMENT de TRAVAIL - ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL

PERSONNEL DIRECTEUR, ENSEIGNANT ET ASSIMILE

Coordonnées du pouvoir organisateur :

Ville de Tournai
rue Saint-Martin, 52
7500 Tournai

Service enseignement :

069/33.22.23

Chef de service : Sylvaine HESPEL - 069/33.22.27- sylvaine.hespel@tournai.be

Coordonnées des établissements scolaires

Ecole fondamentale Les apicoliers 1

N° sous-entité primaire : 5361215800 - n° sous-entité maternel : 5362215800.

N° fase 5141 - n° implantation 3299.

Adresse : rue des Ecoles, 49 à 7540 Kain

Téléphone : 069/22.51.27 – 0498/907.649 - Fax : 069/54.57.48.

E-mail : ecole.apicoliers1@tournai.be

Site internet : www.apicoliers1.tournai.be

Ecole fondamentale les Apicoliers 2

N° sous-entité primaire : 5361215801 - n° sous-entité maternel : 5362215801.

N° fase 5720 – N° implantation 3298.

Adresse : rue raoul Van Spitael, 37 à 7540 Kain

Téléphone : 069/22.66.69 – 0498/907.650 Fax : 069/35.40.36

E-mail : ecole.apicoliers2@tournai.be

Site internet : www.apicoliers2.tournai.be

Ecole fondamentale Arthur Haulot

N° sous-entité primaire : 5361215801 - n° sous-entité maternel : 5362215801.

Implantation fondamentale Arthur Haulot : n° fase : 1661 - n° implantation 3307.

Adresse : boulevard des Combattants, 134 à 7500 Tournai.

Téléphone : 069/22.95.92 – 0498/907.644. Fax : 069/22.95.75

E-mail : ecole.arthurhaulot@tournai.be

Site internet : www.arthurhaulot.tournai.be

Implantation maternelle nord : n° fase 1661 – n° implantation 3281.

Adresse : rue du Nord, 1 à 7500 Tournai.

Téléphone : 069/22.30.82 – 0498/907.644. Fax : 069/22.30.82

E-mail : ecole.nord@tournai.be

Site internet : www.nord.tournai.be

Implantation maternelle Beyaert : n° fase 1661 – n° implantation 3296.

Adresse : rue Beyaert, 12 à 7500 Tournai.

Téléphone : 069/21.04.13 – 0498/907.644.

E-mail : ecole.beyaert@tournai.be

Site internet : www.beyaert.tournai.be

Implantation maternelle Saint-Lazare : n° fase 1661 – n° implantation 3280.

Adresse : chaussée de Lille, 273 à 7500 Tournai.

Téléphone : 069/21.04.14 – 0498/907.644. Fax : 069/21.04.12.

E-mail : ecole.saintlazare@tournai.be

Site internet : www.saintlazare.tournai.be

Ecole fondamentale Camille Dépinoy :

N° sous-entité primaire : 5361387800 - n° sous-entité maternel : 5362387800.

Implantation fondamentale Camille Dépinoy : n° fase 5074 – n° implantation 3340.

Adresse : rue de Tournai, 1 à 7520 Templeuve.

Téléphone : 069/35.13.63 – 0498/907.652. Fax. : 069/35.13.63.

E-mail : ecole.camilledepinoy@tournai.be

Site internet : www.camilledepinoy.tournai.be

Implantation primaire Blandain : n° fase 5074 – n° implantation 3293.

Adresse : rue Oscar Roger, 25 à 7522 Blandain.

Téléphone : 069/35.31.63 – 0498/907.652.

E-mail : ecole.blandain@tournai.be

Site internet : www.blandain.tournai.be

Implantation maternelle Blandain : n° fase 5074 – n° implantation 3291.

Adresse : rue Edmond Richard, 4 à 7522 Blandain

Téléphone : 069/35.13.07 – 0498/907652.

E-mail : ecole.blandain@tournai.be

Site internet : www.blandain.tournai.be

Ecole fondamentale du Château :

N° sous-entité primaire : 5361402805 - n° sous-entité maternel : 5362402805

N° fase 1662 – n° implantation 3309.

Adresse : avenue Leray, 33 à 7500 Tournai.

Téléphone : 069/84.24.55 – 0498/907.645. Fax : 069/84.62.18.

E-mail : ecole.chateau@tournai.be

Site internet : www.chateau.tournai.be

Ecole fondamentale de Gaurain :

N° sous-entité primaire : 5361149800 – n° sous-entité maternel : 5362149800.

N° fase 1652 – n° implantation 3287

Adresse : rue d'Antoing, 4 à 7530 Gaurain-Ramecroix

Téléphone : 069/54.60.76 – 0498/907.648. Fax : 069/54.60.76

E-mail : ecole.gaurain@tournai.be

Site internet : www.gaurain.tournai.be

Ecole fondamentale Jean Noté

N° sous-entité primaire : 5361402802 – n° sous-entité maternel : 5362402802

Implantation fondamentale Jean Noté : n° fase 1659 – n° implantation 3301.

Adresse : avenue de Gaulle, 1 à 7500 Tournai.

Téléphone : 069/22.95.93 – 0498/907.643. Fax : 069/22.95.93

E-mail : ecole.jeannoté@tournai.be

Site internet : www.jeannoté.tournai.be

Implantation primaire de Barry : n° fase 1659 – n° implantation 3302.

Adresse : rue de l'Eglise Saint-Albin, 18 à 7534 Barry

Téléphone : 069/546182 – 0498/907.643.

E-mail : ecole.barry@tournai.be

Site internet : www.barry.tournai.be

Implantation fondamentale de Vaulx : n° fase 1659 – n° implantation 3303.

Adresse : rue des Abliaux, 48 à 7536 Vaulx.

Téléphone : 069/23.56.01 – 0498/607.643.

E-mail : ecole.vaulx@tournai.be

Site internet : www.vaulx.tournai.be

Ecole fondamentale de la Justice

N° sous-entité primaire : 5361402803 – n° sous-entité maternel : 5362402803.

N° fase 1660 – n° implantation 3304

Adresse : rue de la Justice, 8b à 7500 Tournai

Téléphone : 069/22.95.94 – 0498/907.642. Fax : 069/22.95.38.

E-mail : ecole.justice@tournai.be

Site internet : www.justice.tournai.be

Ecole fondamentale de Marquain

N° sous-entité primaire : 5361402800 – n° sous-entité maternel : 5362402800.
Implantation fondamentale de Marquain : n° fase 1654 – n° implantation : 3292.
Adresse : rue de l'Alène d'Or, 9 à 7522 Marquain
Téléphone : 069/84.61.11 – 0498/907.651. Fax : 069/66.72.79
E-mail : ecole.marquain@tournai.be
Site internet : www.marquain.tournai.be

Implantation maternelle Petit Colisée : n° fase 1654 – n° implantation 3290.

Adresse : avenue de Maire, 40 à 7500 Tournai.
Téléphone : 069/44.22.48 – 0498/907.651.
E-mail : ecole.petitcolisee@tournai.be
Site internet : www.petitcolisee.tournai.be

Implantation fondamentale Crayons de Soleil : n° fase 1654 – n° implantation 3288.

Adresse : rue des Prisonniers, 9 à 7538 Vezon.
Téléphone : 069/44.22.48 – 0498/907-651.
E-mail : ecole.crayonsdesoleil@tournai.be
Site internet : www.crayonsdesoleil.tournai.be

Ecole fondamentale Paris

N° sous-entité primaire : 5361402801 – n° sous-entité maternel : 5362402801.
N° fase 1658 – n° implantation 3300.
Adresse : rue du Sondart, 12 à 7500 Tournai.
Téléphone : 069/21.04.12 – 0498/206.985. Fax : 069/21.04.12
E-mail : ecole.paris@tournai.be
Site internet : www.paris.tournai.be

Ecole du Vieux chemin d'Ere

N° sous-entité primaire : 5361402806 – n° sous-entité maternel : 5362402806.
Implantation fondamentale Vieux chemin d'Ere : n° fase 1721 – n° implantation 3402.
Adresse : rue Mullier, 86 à 7500 Tournai
Téléphone : 069/22.96.01 – 0498/907.646. Fax : 069/67.16.37.
E-mail : ecole.vieuxchemindere@tournai.be
Site internet : www.vieuxchemindere.tournai.be

Implantation fondamentale de Froidmont : n° fase 1721 – n° implantation 3403.

Adresse : rue des Combattants de Froidmont, 7 à 7504 Froidmont
Téléphone : 069/64.90.86 – 0498/907.646.
E-mail : ecole.vieuxchemindere@tournai.be
Site internet : www.vieuxchemindere.tournai.be

Ecole fondamentale du Val d'Orcq

N° sous-entité primaire : 5361402807 – n° sous-entité maternel : 5362402807.
Implantation primaire du Val d'orcq : n° fase 95359 – n° implantation : 3295.
Adresse : résidence Marcel Carbonnelle, 7b à 7500 Tournai.
Téléphone : 069/22.97.25 – 0498/907.653. Fax : 069/22.97.25.
E-mail : ecole_valdorcq@tournai.be
Site internet : www.valdorcq.tournai.be

Implantation maternelle du Beau-Séjour : n° fase 95359 – n° implantation 3308.

Adresse : avenue du Beau-Séjour, 80 à 7500 Tournai.
Téléphone : 069/22.09.73 – 0498/907.653. Fax : 069/22.09.73.
E-mail : ecole.beausejour@tournai.be
Site internet : www.beausejour.tournai.be

Ecole fondamentale de Warchin

N° sous-entité primaire : 5361429800 – n° sous-entité maternel : 5362429800.

Implantation fondamentale de Warchin : n° fase 1656 – n° implantation 3297.

Adresse : Vieux chemin d'Ath, 175 à 7548 Warchin

Téléphone : 069/23.42.26 – 0498/907.647. Fax : 069/23.42.26.

E-mail : ecole.warchin@tournai.be

Site internet : www.warchin.tournai.be

Implantation fondamentale Béclers des Champs : n° fase 1656 – n° implantation 3289

Adresse : rue de la Buissaie, 11 à 7532 Béclers.

Téléphone : 069/54.74.05 – 0498/907.647

E-mail : ecole.beclersdeschamps@tournai.be

Site internet : www.beclersdeschamps.tournai.be

Implantation primaire d'Havinnes : n° fase 1656 – n° implantation 3294.

Adresse : rue du Roi Chevalier, 9 à 7531 Havinnes

Téléphone : 069/54.63.02 – 0498/907.647. Fax : 069/54.63.02.

E-mail : ecole.havinnes@tournai.be

Site internet : www.havinnes.tournai.be

L'emploi dans le présent règlement de travail des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métiers, fonction, grade ou titre.

Tous les textes et dispositions légales et réglementaires cités dans le présent règlement de travail doivent être adaptés à l'évolution de la législation en vigueur.

I. CHAMP D'APPLICATION

Article 1

La loi du 18 décembre 2002 modifiant la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail impose aux communes et provinces d'adopter un règlement de travail pour leur personnel, en ce compris leur personnel enseignant.

Article 2

Le présent règlement de travail s'applique à tous les membres du personnel soumis aux dispositions :

- du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné (à l'exception de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement artistique à horaire réduit);
- du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française;
- du décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion.

Le présent règlement s'applique durant l'exercice des fonctions sur le lieu de travail ainsi que sur tous les lieux qui peuvent y être assimilés (à titre d'exemples : lieux de stage, classes de dépaysement et de découverte, activités extérieures à l'établissement organisées dans le cadre des programmes d'études, etc.).

Le présent règlement s'applique pour toute activité en lien avec le projet pédagogique et d'établissement.

Le présent règlement ne s'applique pas aux catégories du personnel enseignant non statutaire (A.P.E., P.T.P.).

Article 3

Un exemplaire à jour du présent règlement ainsi que les différents textes légaux, décrets, réglementaires ainsi que les circulaires applicables aux membres du personnel (notamment ceux cités dans le présent règlement de travail) sont rassemblés dans un registre conservé et consultable au sein de l'établissement.

Le registre reprend toutes les adresses des sites relativement à son contenu (notamment : www.enseignement.be, www.rva.be ; www.moniteur.be, www.cfwb.be, www.emploi.belgique.be; www.rva.be; www.cda.cfwb.be; www.adm.cfwb.be, etc.). Autant que possible, il est conservé et consultable dans un local disposant d'une connexion au réseau internet.

Le registre est mis à la disposition des membres du personnel, qui peuvent le consulter librement pendant les heures d'ouverture de l'établissement, le cas échéant en s'adressant à son dépositaire (direction).

Le dépositaire du registre garantit l'accès libre et entier de celui-ci aux membres du personnel. Son identité est communiquée à la Commission paritaire locale (COPALOC) et fait l'objet d'une note interne de service.

Le directeur est responsable du contenu du registre, de son actualisation ainsi que de son accès au personnel.

Article 4

Le membre du personnel, qui désire consulter les documents dont il est question à l'article 3, peut être aidé par le secrétariat ou le dépositaire du registre et, le cas échéant, recevoir copie, par e-mail, du/des texte(s) qui l'intéresse(nt).

Article 5

§ 1er. Le directeur ou le délégué du pouvoir organisateur (dont le nom est communiqué à la COPALOC) remet à chaque membre du personnel un exemplaire du règlement de travail.

Il remet également un exemplaire à tout nouveau membre du personnel lors de son entrée en fonction.

Il fait signer un accusé de réception [1] dudit règlement au membre du personnel.

§ 2. Si des modifications sont apportées par la suite au règlement de travail, le directeur ou le délégué du Pouvoir organisateur en transmet copie à chaque membre du personnel et fait signer un nouvel accusé de réception.

Il veille alors à mettre à jour le registre visé à l'article 3.

Article 6

Les adresses des organismes suivants sont reprises en annexe du présent règlement de travail :

- les bureaux régionaux ainsi que les permanences de l'inspection des lois sociales (annexe VII)
- le service de l'enseignement du pouvoir organisateur
- le bureau déconcentré de l'A.G.P.E. (Administration générale des personnels de l'enseignement) (annexe III)
- les autres adresses utiles aux membres du personnel (médecine du travail, S.I.P.P.T. ou S.E.P.P.T., centre médical du MEDEX, O.N.A.F.T.S., personnes de référence, cellule "accident de travail", etc.) (annexe IV);

Les adresses des organes de représentation des pouvoirs organisateurs;

Les adresses des organisations syndicales représentatives.

II. DEVOIRS ET INCOMPATIBILITÉS

Article 7

Obligations, devoirs, incompatibilités et interdiction

Les membres du personnel doivent fournir à la demande du pouvoir organisateur tous les renseignements nécessaires à leur inscription au registre du personnel (état civil, nationalité, composition de ménage, lieu de résidence,...); toute modification doit être signalée au pouvoir organisateur dans les plus brefs délais.

Le membre du personnel a le droit d'avoir accès à son dossier administratif dès qu'il le demande tant au sein de l'établissement qu'auprès des services administratifs de l'enseignement du pouvoir organisateur dont il relève. Il peut le consulter sur place et obtenir copie de tout document le concernant.

Article 8

§ 1er. Les devoirs et incompatibilités des membres du personnel sont fixés par les articles 6 à 15 du décret du 6 juin 1994 :

- Les membres du personnel doivent, en toute circonstance, avoir le souci constant des intérêts de l'enseignement du pouvoir organisateur où ils exercent leurs fonctions (article 6);
- Dans l'exercice de leur fonction, les membres du personnel accomplissent personnellement et consciencieusement les obligations qui leur sont imposées par les lois, décrets, arrêtés et règlements, par les règles complémentaires des commissions paritaires et par l'acte de désignation (article 7);
- Les membres du personnel sont tenus à la correction la plus stricte tant dans leurs rapports de service que dans leurs relations avec les parents des élèves et toute autre personne étrangère au service. Ils doivent éviter tout ce qui pourrait compromettre l'honneur ou la dignité de leur fonction (article 8);
- Ils ne peuvent exposer les élèves ou étudiants à des actes de propagande politique, religieuse ou philosophique, ou de publicité commerciale (article 9);
- Les membres du personnel doivent fournir, dans les limites fixées par la réglementation, par les règles complémentaires de la commission paritaire compétente et par leur acte de désignation, les prestations nécessaires à la bonne marche des établissements où ils exercent leurs fonctions. Ils ne peuvent suspendre l'exercice de leurs fonctions sans autorisation préalable du pouvoir organisateur ou de son représentant (article 10);
- Les membres du personnel ne peuvent révéler les faits dont ils auraient eu connaissance en raison de leurs fonctions et qui auraient un caractère secret (article 11);
- Les membres du personnel ne peuvent solliciter, exiger ou recevoir directement ou par personne interposée, même en dehors de leurs fonctions, mais en raison de celles-ci, des dons, cadeaux, gratifications ou avantages quelconques (article 12);
- Ils ne peuvent se livrer à aucune activité qui est en opposition avec la Constitution, les lois du peuple belge qui poursuit la destruction de l'indépendance du pays ou qui met en danger la défense nationale ou l'exécution des engagements de la Belgique en vue d'assurer sa sécurité. Ils ne peuvent adhérer ni prêter leur concours à un mouvement, groupement, organisation ou association ayant une activité de même nature (article 13);
- Les membres du personnel doivent respecter les obligations fixées par écrit dans l'acte de désignation, qui découlent du caractère spécifique du projet éducatif du pouvoir organisateur auprès duquel ils exercent leurs fonctions (article 14);
- Est incompatible avec la qualité de membre du personnel d'un établissement de l'enseignement officiel subventionné, toute occupation qui serait de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs qui découlent du caractère spécifique du projet éducatif de ce pouvoir organisateur ou qui serait contraire à la dignité de la fonction. Les incompatibilités visées à l'alinéa 1er sont indiquées dans tout acte de désignation ou de nomination (article 15).
- Les devoirs et incompatibilités des maîtres et professeurs de religion sont fixés par les articles 5 à 13 du décret du 10 mars 2006.

§ 2. Les membres du personnel sont tenus à un devoir général de réserve.

§ 3. Le non-respect par un membre du personnel d'un ou plusieurs articles du présent règlement de travail peut entraîner la mise en œuvre d'une procédure de licenciement ou d'une procédure disciplinaire en application des articles 37 et 38.

Article 8 bis

Les membres du personnel enseignant doivent tenir à jour et avoir à disposition les documents de préparation écrits tels qu'indiqués dans la circulaire n° 871 du 27 mai 2004 pour l'enseignement fondamental et la circulaire n° 2540 du 28 novembre 2008 pour l'enseignement secondaire ordinaire. L'ensemble des préparations et la documentation à la base de celles-ci doivent pouvoir dans les meilleurs délais être mises à la disposition du pouvoir organisateur et des services d'inspection de la Communauté française.

Les membres du personnel enseignant transmettent les épreuves d'évaluation des élèves, questionnaires compris, selon les modalités en vigueur dans l'établissement afin de les conserver.

Ils rendent les questions des épreuves d'évaluation sommative, y compris pour la seconde session éventuelle, ainsi qu'un aperçu des critères de correction et leur pondération selon les modalités en vigueur dans l'établissement.

Les membres du personnel enseignant sont également tenus de collaborer au relevé de présence des élèves selon les modalités en vigueur dans l'établissement.

Article 8 ter

En raison des responsabilités qui découlent des articles 1382 à 1384 (surtout 1384) du Code civil, les membres du personnel exercent un devoir de surveillance sur les élèves qui leur sont confiés dans les limites des moyens qui leur sont dévolus pour ce faire.

Article 8 quater

Les membres du personnel, qui exercent ou exerceront une activité accessoire rémunérée quelconque hors enseignement dans le respect des articles 15 à 17 du décret du 6 juin 1994, en informeront leur pouvoir organisateur.

Article 8 quinquies

L'utilisation du téléphone fixe de l'établissement scolaire est, sauf cas de force majeure, limité à des fins professionnelles.

L'usage des téléphones mobiles par les membres du personnel ne peut entraver ou interrompre les activités scolaires.

Article 8 sexies

Les membres du personnel s'engagent à respecter le devoir de réserve auquel ils sont tenus dans toutes leurs interventions, que celles-ci soient publiques ou qu'elles aient lieu sur les réseaux sociaux. Dans ce cadre, ils feront preuve, en tout temps, de respect vis-à-vis du pouvoir organisateur, des membres de l'équipe pédagogique, des parents, des élèves. Ils s'abstiendront de toutes allusions relatives à des événements internes, à l'exception de celles ayant pour but d'attirer l'attention sur des activités ou des initiatives susceptibles de promouvoir l'école. En aucun cas les interventions des membres du personnel ne pourront être de nature à nuire à l'image de l'enseignement communal.

III. HORAIRE DE TRAVAIL

Article 9

Les directeurs sont présents pendant la durée des cours. Sauf si le pouvoir organisateur en décide autrement, ils dirigent les séances de concertation, conseils de classes, coordination et assument la responsabilité de ces séances. Ils ne peuvent s'absenter que pour les nécessités du service et avec l'accord du pouvoir organisateur.

Ceux, qui n'assurent pas de périodes de cours, sont présents en outre au moins 20 minutes avant le début des cours et 30 minutes après leur fin.

Article 10

La charge hebdomadaire de travail des divers types de fonctions dans l'enseignement fondamental ordinaire se trouve en annexe I.A

Article 11

La charge hebdomadaire de travail des divers types de fonctions dans l'enseignement secondaire ordinaire se trouve en annexe I.B.

Article 12

La charge hebdomadaire de travail des divers types de fonctions dans l'enseignement fondamental spécialisé se trouve en annexe I.C

Article 13

La charge hebdomadaire de travail des divers types de fonctions dans l'enseignement secondaire spécialisé se trouve en annexe I.D.

Article 14

Les prestations du personnel enseignant, qui sont visées dans le présent règlement, ne comprennent pas le temps de préparation des cours et de correction des travaux.

Article 15

La charge hebdomadaire de travail des divers types de fonctions des membres du personnel des autres catégories des écoles se trouve en annexe I.E.

Article 16

§ 1er. L'horaire d'ouverture des établissements est repris en annexe

§ 2. A titre indicatif, au début de chaque année scolaire, le membre du personnel reçoit du directeur un document lui indiquant les heures d'ouverture de l'école ainsi que le calendrier annuel de l'établissement tel que visé à l'article 20 du présent règlement de travail.

Article 17

L'horaire des membres du personnel chargés de fonctions à prestations complètes peut être réparti sur tous les jours d'ouverture de l'établissement.

Article 18

L'horaire des membres du personnel de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, chargés de fonctions à prestations incomplètes est déterminé de la manière suivante [2] :

VOLUME DES PRESTATIONS	REPARTITIONS MAXIMALES SUR:	LIMITATIONS A:
Inférieur à 2/5èmes temps	3 jours	3 demi-journées
Egal à 2/5èmes temps	3 jours	4 demi-journées
Entre 2/5èmes et 1/2 temps	3 jours	4 demi-journées
Egal au 1/2 temps	4 jours	5 demi-journées
Egal à 3/4 temps	4 jours	6 demi-journées
Entre 3/4 temps et 4/5èmes temps	4 jours	7 demi-journées
Egal à 4/5èmes temps	4 jours	7 demi-journées

L'impossibilité matérielle d'appliquer cette répartition doit être constatée par la Commission paritaire locale.

Article 19

Les prestations des membres du personnel enseignant, directeur et assimilé s'effectuent durant les jours et heures d'ouverture de l'établissement, selon les grilles-horaires telles qu'elles sont mises à disposition du service de la vérification de la Communauté française et qui leur sont communiquées individuellement par écrit et tenues à disposition des membres du personnel dans une farde.

Les horaires individuels sont définis par le pouvoir organisateur et/ou le directeur et soumis à la concertation en assemblée plénière de l'établissement avec les membres du personnel en début d'année scolaire en tenant compte des exigences du projet d'établissement, des programmes, des nécessités pédagogiques et d'une répartition équitable des tâches. Il en va de même pour toute modification qui y serait apportée par la suite, sauf cas de force majeure.

L'horaire individuel est communiqué au membre du personnel et aux membres de la COPALOC avant sa mise en application. La COPALOC remet un avis sur l'organisation générale des horaires et examine les éventuels cas litigieux.

Il garantit à chaque membre du personnel prestant une journée complète une interruption de 35 minutes minimum sur le temps de midi.

Cette garantie s'étend aux membres du personnel qui assurent sur base volontaire les surveillances des repas de midi.

Le membre du personnel est tenu d'être présent sur son lieu de travail durant ses prestations; tout départ justifié par des raisons urgentes de santé ou de force majeure doit être immédiatement

signalé au directeur ou à son délégué; tout autre départ anticipé ou momentané est subordonné à l'autorisation préalable du pouvoir organisateur ou de son délégué.

Article 20

Au début de l'année scolaire, la direction de l'établissement établit en assemblée plénière de l'établissement en concertation avec les membres du personnel un calendrier des activités (conseils de classe, réunions de parents) qui se dérouleront durant l'année scolaire et leur durée prévisible afin de permettre au membre du personnel d'organiser son agenda.

Il sera tenu compte de la problématique des membres du personnel exerçant leur fonction dans plusieurs établissements.

Toute modification de ce calendrier doit faire l'objet d'une concertation avec les membres du personnel, sauf en cas d'événement imprévisible lors de la planification initiale et revêtant un caractère urgent ou de force majeure [3].

Ce calendrier est soumis préalablement pour approbation à la COPALOC. Il est communiqué au membre du personnel avant sa mise en application.

IV. RÉMUNÉRATION

Article 21

§ 1er. Les subventions-traitements afférentes aux rémunérations sont payées par virement, au numéro de compte bancaire indiqué par les membres du personnel.

Elles sont fixées et liquidées par la Communauté française dans le respect des dispositions de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du ministère de l'instruction publique, pour l'enseignement de plein exercice.

§ 2. Les échelles de traitement attribuées aux fonctions du personnel directeur et enseignant et assimilé sont déterminées par l'arrêté royal du 27 juin 1974.[4]

§ 3. La loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs est applicable aux rémunérations des membres du personnel directeur, enseignant et assimilé.

§ 4. La matière relative aux maîtres de stage dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française, est réglée par les dispositions suivantes :

- l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 2001 [5] (pris en application du décret du 12 décembre 2000 définissant la formation initiale des directeurs et des régents [6]);
- l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 juin 2001 [7] (pris en application du décret du 8 février 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur [8]);
- l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juillet 2003 [9] (pris en application du décret du 14 novembre 2002 définissant l'organisation des stages inclus dans les activités d'intégration professionnelle des études conduisant au diplôme de spécialisation en orthopédagogie [10]).
- conformément aux trois arrêtés du Gouvernement précités, le montant de leur allocation est adapté chaque année dans une circulaire, en tenant compte des fluctuations de l'indice santé, l'indice de référence étant celui de septembre 2001 fixé à 1.2652.

§ 5. Tous les mois, les membres du personnel ont accès via un accès Internet individualisé à une fiche individuelle qui reprend les principaux éléments de rémunération (revenu brut, retenues de sécurité sociale et de précompte professionnel ainsi que le net versé.) [11].

Les membres du personnel reçoivent annuellement de la Communauté française une fiche de rémunération.

A leur demande, ils obtiennent du pouvoir organisateur les copies des extraits de paiement qui les concernent.

§ 6. L'intervention dans les frais de déplacement a lieu aux conditions et selon les modalités fixées par le décret du 17 juillet 2003 [12] et la circulaire n° 2561 du 18 décembre 2008 intitulée «Intervention de l'employeur dans les frais de déplacement en commun public et/ou dans l'utilisation de la

bicyclette des membres du personnel» ou tout autre document qui viendrait l'actualiser ou la remplacer.

§ 7. En ce qui concerne le paiement des surveillances durant le temps de midi, il est renvoyé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 juillet 1991 relatif aux surveillances de midi dans l'enseignement maternel, primaire ordinaire et spécialisé.

§ 8. En application de l'article 8-1° de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 septembre 1995, l'organisation et les conditions d'exercice des prestations complémentaires assurées par le personnel enseignant en dehors du temps scolaire de travail sont fixées par la COPALOC.

V. BIEN-ÊTRE AU TRAVAIL ET TUTELLE SANITAIRE

Article 22

§ 1er. La matière du bien-être au travail est réglée par :

- la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail ainsi que ses arrêtés d'application.

§ 2. Les renseignements nécessaires en matière de bien-être au travail se trouvent en annexe IV du présent règlement.

Article 22 bis

Chaque membre du personnel doit prendre soin dans l'exercice de ses fonctions et selon les possibilités, de sa sécurité et de sa santé ainsi que de celles des autres personnes concernées du fait de ses actes ou de ses omissions au travail, conformément à sa formation et aux instructions de son pouvoir organisateur qui seront précisées en COPALOC.

Article 23

Les membres du personnel féminin, qui le souhaitent, bénéficient pendant une durée de 12 mois à partir de la naissance de l'enfant, de pauses allaitement d'une durée d'une demi-heure chacune à raison d'une pause par journée de travail de minimum 4 heures et de deux pauses par journée de travail de minimum 7 heures 30, moyennant preuve de l'allaitement [13].

Le pouvoir organisateur ou son délégué met un endroit discret, bien aéré, bien éclairé, propre et convenablement chauffé à la disposition du membre du personnel afin de lui permettre d'allaiter ou de tirer son lait dans des conditions appropriées.

Article 24

Il est interdit de fumer dans les locaux scolaires fréquentés par les élèves, que ceux-ci soient présents ou pas [14].

Cette interdiction s'étend à tous les lieux ouverts situés dans l'enceinte de l'établissement ou en dehors de celui-ci et qui en dépendent. Elle pourrait encore s'étendre selon les modalités fixées par le règlement d'ordre intérieur propre à l'établissement.

Les membres du personnel, qui ne respectent pas cette interdiction, se voient appliquer les mesures disciplinaires prévues par les décrets du 6 juin 1994, du 10 mars 2006 et du 2 juin 2006.

Article 24 bis

Une politique préventive en matière d'alcool et de drogue sera menée dans les établissements conformément à la décision de la commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné prise en sa séance du 28 septembre 2010, reprise en annexe.

Article 24 ter

A l'occasion de l'utilisation tant dans le cadre privé que professionnel des moyens de communication électroniques, et notamment des réseaux sociaux, les membres du personnel veilleront à respecter les règles déontologiques inhérentes à leur profession et à leur statut. Ces règles sont rappelées dans la décision de la commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné du 20 juin 2007 et dans la charte informatique du pouvoir organisateur approuvée par la COPALOC.

VI. ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

Article 25

§ 1er. Les matières des accidents du travail et des maladies professionnelles sont réglées par les dispositions suivantes :

- la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles;
- l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail;
- l'arrêté royal du 5 janvier 1971 relatif à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles dans le secteur public ainsi que les circulaires qui s'y rapportent;
- la circulaire n° 1345 du 24 janvier 2006 intitulée "Accidents du travail et maladies professionnelles – Contacts avec la Cellule des accidents du travail de l'enseignement".

§ 2. Le membre du personnel victime d'un accident de travail (sur le lieu du travail ou sur le chemin du travail), avertira ou fera avertir immédiatement, sauf cas de force majeure, le pouvoir organisateur ou son délégué qui prendra les mesures qui s'imposent et apportera toute l'aide nécessaire afin de régler administrativement le problème (déclaration d'accident).

Il enverra un certificat médical (formulaire S.S.A. 1B, disponible sur le site internet www.adm.cfwb.be, circulaire n° 1369) au centre médical dont il dépend [15].

La direction met à tout moment à la disposition du personnel une réserve desdits certificats sur lesquels elle aura inscrit le numéro de l'école.

Article 26

Le pouvoir organisateur souscrit, en tant qu'employeur, une police d'assurance pour couvrir la responsabilité civile professionnelle de chaque membre du personnel dans le cadre des activités scolaires.

VII. ABSENCES POUR CAUSE DE MALADIE OU INFIRMITÉ

Article 27

§ 1er. Les absences pour cause de maladie ou d'infirmité sont réglées par les dispositions suivantes :

- le décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie ou infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement;
- le décret du 22 décembre 1994 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement;

§ 2. Le membre du personnel doit, sauf cas de force majeure dûment justifié, avertir ou faire avertir la direction ou le délégué désigné à cet effet le jour-même (de préférence avant le début de ses prestations) par la voie la plus rapide (le téléphone par exemple); il précisera ou fera préciser la durée probable de l'absence.

Il prendra toutes les mesures nécessaires, sauf cas de force majeure, pour être en ordre au point de vue administratif, conformément à la circulaire n° 3012 du 8 février 2010 intitulée «Contrôle des absences pour maladie des membres des personnels de l'Enseignement en Communauté française – Instructions et informations complètes.» ou tout autre document qui viendrait l'actualiser ou la remplacer.

La direction met à tout moment à disposition des membres du personnel une réserve des formulaires à remplir ainsi que le vade-mecum repris dans la circulaire 3012 précitée. Le membre du personnel doit s'assurer qu'il dispose bien chez lui d'une réserve suffisante de ces formulaires.

Article 27 bis

L'inobservance des articles 25 et 27 du présent règlement pourrait entraîner le caractère irrégulier de l'absence et la perte du droit à la subvention-traitement pour la période d'absence.

VIII. ACTES DE VIOLENCE ET HARCÈLEMENT

Article 28

Les dispositions relatives aux actes de violence et au harcèlement sont reprises :

- dans la loi du 11 juin 2002 relative à la protection contre la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail;
- dans l'arrêté royal du 11 juillet 2002 relatif à la protection contre la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail;
- dans la circulaire n° 1551 du 19 juillet 2006 intitulée "Guide de procédure pour la mise en application de la loi du 11 juin 2002 relative à la protection contre la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail";

- dans les articles 37quater à 37decies de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 précité;
- dans les articles 47 à 49 du décret du 2 juin 2006;
- dans la circulaire n° 1836 du 11 avril 2007 intitulée "Information des membres du personnel des établissements scolaires au sujet des droits des victimes d'actes de violence".

Article 29

Le soutien psychologique et/ou juridique aux victimes d'actes de violence ou de harcèlement est réglé par les dispositions suivantes :

- l'article 28 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives;
- l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 1999 portant application de l'article 28 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.

Article 30

§ 1. Aucune forme de harcèlement moral, sexuel et de violence au travail ne peut être admise ou tolérée.

Le harcèlement sexuel se définit comme toute forme de comportement verbal, non verbal ou corporel de nature sexuelle, dont celui qui se rend coupable sait ou devrait savoir qu'il affecte la dignité des hommes et des femmes sur les lieux de travail.

Par harcèlement moral au travail, on entend les conduites abusives et répétées, tels les comportements verbaux, non verbaux ou corporels, ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à la personnalité ou l'intégrité psychique d'un travailleur, voire à sa vie privée, et dont celui qui s'en rend coupable sait ou devrait savoir qu'il affecte la dignité des hommes et des femmes sur les lieux de travail.

On appelle violence au travail, toute situation de fait où un travailleur est persécuté, menacé ou agressé verbalement, psychologiquement ou physiquement lors de l'exécution de son travail ou des comportements instantanés d'agression physique ou verbale.

Tout membre du personnel, qui s'estime victime d'un harcèlement sexuel, moral ou de violence au travail, quel qu'en soit l'auteur, a le droit de porter plainte et ce sans crainte de représailles ou de mesures de rétorsion.

§ 2. Mesures de prévention

Le pouvoir organisateur doit déterminer les mesures concrètes pour protéger les travailleurs contre la violence et le harcèlement au travail. Celles-ci portent au minimum sur :

- les aménagements matériels des lieux de travail afin de prévenir la violence ou le harcèlement au travail;
- la définition des moyens mis à la disposition des victimes pour obtenir de l'aide et de la manière de s'adresser au conseiller en prévention et à la personne de confiance
- l'investigation rapide et en toute impartialité des faits de violence et de harcèlement
- l'accueil, l'aide et l'appui requis aux victimes
- les mesures de prise en charge et de remise au travail des victimes
- les obligations de la ligne hiérarchique dans la prévention des faits de violence et de harcèlement
- l'information et la formation des travailleurs;

Ces mesures doivent être soumises pour accord préalable à la COPALOC.

§ 3. La victime d'un harcèlement sexuel, moral ou de violence au travail peut recevoir de l'aide ou des conseils auprès du conseiller en prévention et, si elle existe, de la personne de confiance.

§ 4. Lorsque les tentatives de conciliation lancées par la personne de confiance ou le conseiller en prévention échouent, la procédure est la suivante :

- la victime rédige une plainte motivée à l'attention de la personne de confiance (qui la transmet immédiatement au conseiller en prévention) ou du conseiller en prévention.
- le conseiller en prévention entend la victime et les témoins.
- le conseiller en prévention avise le pouvoir organisateur en l'invitant à prendre des mesures adéquates afin de mettre fin aux actes de violence ou de harcèlement.

- lorsque la plainte est retenue par le pouvoir organisateur, elle peut servir de base à une procédure disciplinaire (pour les membres du personnel définitif) ou peut constituer un motif grave justifiant le licenciement (pour les membres du personnel temporaire).

IX. DROITS ET OBLIGATIONS DU PERSONNEL DE SURVEILLANCE

(fonctions de promotion et de sélection)

A. Missions

Article 31

Pour les fonctions de promotion et de sélection du personnel directeur et enseignant dont les titulaires doivent assumer des missions de contrôle, de surveillance et de direction, il importe de se référer aux dispositions réglementaires suivantes :

- fonctions de direction : le titre II, chapitre 1 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs;
- fonctions de sélection et autres fonctions de promotion : chapitres IV et V du décret du 6 juin 1994

Article 32

§ 1er. Au niveau fondamental, le pouvoir organisateur désigne le membre du personnel enseignant chargé d'assurer ses tâches en cas d'absence. Il veillera aussi à préciser les responsabilités et limites de l'autorité du remplaçant. Il en informe l'ensemble de l'équipe pédagogique par la voie usuelle des communications de service.

§ 2. Au niveau secondaire, le proviseur (ou le sous-directeur pour les écoles techniques) remplace le directeur absent. Il agira avec l'accord du pouvoir organisateur. A défaut d'un proviseur (ou d'un sous-directeur pour les écoles techniques), le pouvoir organisateur désigne un membre du personnel nommé à titre définitif pour assurer ce remplacement. Il veillera aussi à préciser les responsabilités et limites de l'autorité du remplaçant. Il en informe l'ensemble de l'équipe pédagogique par la voie usuelle des communications de service.

§ 3. Le directeur est tenu de signaler son absence au pouvoir organisateur et à son remplaçant et de mettre à la disposition de ce dernier les éléments nécessaires à l'accomplissement de cette tâche. Il indiquera au pouvoir organisateur et à son remplaçant la durée probable de son absence ainsi que, dans la mesure du possible, les coordonnées permettant de le joindre en cas de force majeure.

§ 4. L'absence, dont il est question aux paragraphes précédents, est une absence occasionnelle. Tout remplacement temporaire (non occasionnel) ou définitif devra faire l'objet du respect des dispositions statutaires en la matière.

§ 5. En début d'année scolaire, chaque membre du personnel reçoit un organigramme des responsables du pouvoir organisateur en matière d'enseignement.

B. Lettre de mission

Article 33

§ 1er. Le directeur exerce sa mission générale et ses missions spécifiques conformément au contenu de la lettre de mission qui lui a été remise par son pouvoir organisateur, conformément au chapitre III du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Mission générale

Le directeur est le représentant du pouvoir organisateur. Il met en œuvre au sein de l'établissement le projet pédagogique de son pouvoir organisateur dans le cadre de la politique éducative de la Communauté française.

Le directeur a une compétence générale d'organisation de l'établissement. Il analyse régulièrement la situation de l'établissement et promet les adaptations nécessaires.

Missions spécifiques

- axe pédagogique et éducatif : le directeur assure la gestion de l'établissement scolaire sur le plan pédagogique et éducatif
- axe relationnel : le directeur assure la gestion et la coordination de l'équipe éducative; il est responsable des relations de l'établissement scolaire avec les élèves, les parents et les tiers; il représente son établissement dans le cadre de ses relations extérieures;

- axe administratif, matériel et financier : le directeur organise les horaires et les attributions des membres du personnel dans le cadre de la législation existante; il gère les dossiers des élèves et des membres du personnel, il veille à l'application des consignes de sécurité et d'hygiène au sein de l'établissement;

§ 2. Les dispositions similaires concernant les fonctions de sélection et les autres fonctions de promotion sont fixées par le décret du 6 juin 1994 précité.

C. Evaluation formative

Article 34

En ce qui concerne l'évaluation formative :

- les dispositions concernant les fonctions de direction sont fixées par le Titre III, chapitre II, section 3 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs;
- les dispositions concernant les fonctions de sélection et les autres fonctions de promotion sont fixées par le décret du 6 juin 1994 précité.

X. CONGÉS DE VACANCES ANNUELLES - JOURS FÉRIÉS

Article 35

§ 1er. La matière des congés de vacances annuelles et jours fériés est réglée par les dispositions suivantes :

- les articles 1 à 4bis de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 [16];
- l'arrêté de l'Exécutif du 22 mars 1984 fixant le régime des vacances et des congés dans l'enseignement organisé dans la Communauté française.

§ 2. Le nombre de jours de classe est fixé par les dispositions suivantes :

- enseignement fondamental ordinaire : l'article 14 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement;
- enseignement secondaire ordinaire de plein exercice : l'article 8 de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire;
- enseignement spécialisé : les articles 120 et 123 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

§ 3. Pour connaître avec précision le nombre de jours de classe et les jours de congé pour l'année en cours, il faut se référer aux arrêtés du Gouvernement en la matière les fixant année par année. Ils seront communiqués au personnel ou tenus à leur disposition.

Il convient également à cet égard de se référer à la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, telle que modifiée par le décret du 29 février 2008 relatif à l'organisation des épreuves d'évaluation sommative dans l'enseignement secondaire ordinaire.

XI. AUTRES CONGES - DISPONIBILITES - NON-ACTIVITE

Article 36

A. Les congés applicables aux membres du personnel (temporaires et définitifs) sont les suivants :

	DÉFINITIFS	TEMPORAIRES
1. Congé de circonstances et de convenances personnelles		
1.1. Congés exceptionnels	A.R. 15/01/1974[17], article 5	
1.2. Congés exceptionnels pour cas de force majeure	A.R. 15/01/1974, article 5bis	
1.3. Congé pour don de moelle osseuse	A.R. 15/01/1974, article 7	
1.4. Congé pour motifs impérieux d'ordre familial	A.R. 15/01/1974, article 9, littera a)	
1.5. Congé pour accomplir un	A.R. 15/01/1974, article 9,	-

stage dans un autre emploi de l'État,...	littera b)	
1.6. Congé pour présenter une candidature aux élections législatives ou provinciales	A.R. 15/01/1974, article 9, littera c)	-
1.7. Congé "protection civile"	A.R. 15/01/1974, article 10	-
1.8. Congé pour suivre des cours, se préparer à passer des examens et subir des examens	A.R. 15/01/1974, article 11	-
1.9. Congé pour subir les épreuves prévues par l'A.R. du 22/03/1969	A.R. 15/01/1974, article 12	-
1.10. Congé de promotion sociale	A.R. 15/01/1974, article 13	-
2. Congé d'accueil en vue de l'adoption ou de la tutelle officieuse	A.R. 15/01/1974, articles 13bis et 13ter	
3. Congé pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement		
3.1. Dans l'enseignement autre que l'enseignement universitaire		
3.1.1. Exercice d'une fonction de sélection ou d'une fonction de promotion	A.R. 15/01/1974, article 14, § 1er, 1° ou 2°	-
3.1.2. Exercice d'une fonction également ou mieux rémunérée	A.R. 15/01/1974, article 14, § 1er, 3°	-
3.1.3. Exercice d'une fonction moins bien rémunérée	A.R. 15/01/1974, article 14, § 1er, 4°	-
3.2. Dans l'enseignement universitaire	A.R. 15/01/1974, article 14, § 2	-
4. Congé pour prestations réduites en cas de maladie ou d'invalidité	A.R. 15/01/1974, articles 19 à 22	-
5. Congé pour prestations réduites justifié par des raisons sociales ou familiales	A.R. 15/01/1974, articles 23 à 26 Décret 17/07/2002 portant modifications urgentes en matière d'enseignement	-
6. Congé pour accomplir des prestations militaires en temps de paix (POUR MEMOIRE)	A.R. 15/01/1974, article 27	-
7. Congé pour activité	A.R. 15/01/1974, article 29	-

syndicale		
8. Congé pour prestations réduites justifié par des raisons de convenances personnelles	A.R. 15/01/1974, articles 30 à 32 Décret 17/07/2002	-
9. Congé politique		
9.1. Exercice d'un mandat de bourgmestre, échevin, conseiller communal, président du conseil de l'aide sociale, membre du conseil de l'aide sociale ou de conseiller provincial	A.R. 15/01/1974, articles 41 à 50 Décret 17/07/2002	-
9.2. Exercice d'un mandat de membre du Conseil ou du Gouvernement de la Communauté française	Décret 10/04/1995 [18]	
9.3. Exercice d'un mandat de membre d'une assemblée législative ou d'un gouvernement autres que le Conseil ou le Gouvernement de la Communauté française	Décret 10/04/1995 [19]	
10. Congé de maternité et mesures de protection de la maternité		
10.1. Congé de maternité	A.R. 15/01/1974, articles 51 à 55 Décret 05/07/2000[20], article 5	A.R. 15/01/1974, articles 51 à 55 Décret 05/07/2000, article 5
10.2. Congé de paternité	A.R. 15/01/1974, article 56	
10.3. Mesures d'écartement des femmes enceintes ou allaitantes	Décret 08/05/2003 [21], articles 40 à 48	
10.4. Pausas d'allaitement	A.R. 15/01/1974, articles. 57 à 65	
11. Congé prophylactique	Décret 20/12/2001 relatif à la promotion de la santé à l'école AGCF 17/07/2002	
12. Congé pour prestations réduites, justifiées par des raisons de convenances personnelles, accordé au membre du personnel qui a au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans ou âgé de 50 ans	AECF 22/06/1989[22]	-
13. Congé pour interruption de carrière	AECF 03/12/1992[23] Décret 20/12/1996[24]	AECF du 03/12/1992 : Octroi de soins palliatifs,

		octroi de soin à un membre du ménage ou de la famille gravement malade, dans le cadre d'un congé parental (naissance ou adoption d'un enfant)
14. Congé parental	AECF 02/01/1992[25]	
15. Congé pour mission	Décret 24/06/1996[26] Décret 17/07/2002[27]	-
16. Congé de maladie	Décret 05/07/2000 Décret 22/12/1994 [28]	
17. Congé pour don d'organe	Décret du 23 janvier 2009	
18. Congé pour activités sportives	Décret du 23 janvier 2009	

B. Les disponibilités applicables aux membres du personnel définitifs sont les suivantes :

1. Disponibilité pour convenances personnelles	A.R. 18/01/1974 [29], articles 13 et 14
2. Disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite	A.R. du 31/03/1984[30], articles 7 à 10quater
2.1. Type 1 : 55 ans – 20 ans de service	A.R. 31/03/1984, article 8
2.2. Type 2 : 55 ans – disponibilité par défaut d'emploi	A.R. 31/03/1984, article 10
2.3. Type 3 : 55 ans – remplacement par un membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi	A.R. 31/03/1984, article 10bis
2.4. Type 4 : 55 ans – disponibilité partielle	A.R. 31/03/1984, article 10ter
3. Disponibilité pour mission spéciale	Décret 24/06/1996 [31]
4. Disponibilité pour maladie	Décret 05/07/2000, articles 13 à 17
5. Disponibilité par défaut d'emploi	A.R. 22/03/1969, articles 167 à 167ter A.R. du 18/01/1974, articles 1er à 3nonies A.R. du 25/10/1971, article 47ter et s.

C. Les absences réglementairement autorisées dont peuvent bénéficier les membres du personnel définitifs:

Absence de longue durée justifiée par des raisons familiales	A.R. 25/11/1976 [32]
--	----------------------

D. La non-activité est régie par les dispositions suivantes :

un membre du personnel est dans la position de non-activité dans les mêmes conditions que dans l'enseignement de la Communauté (articles 161 à 163 de l'arrêté royal du 22 mars 1969).

XII. CESSATION DES FONCTIONS

Article 37

Les modalités de fin de fonctions des membres du personnel temporaires sont fixées aux articles 22, 25 à 27 et 58 du décret du 6 juin 1994.

En ce qui concerne les maîtres de religion désignés à titre temporaire, les modalités de fin de fonction sont fixées aux articles 26 à 29 et 110 du décret du 10 mars 2006.

Les modalités de fin de fonction des membres du personnel définitif sont fixées aux articles 58 et 59 du décret du 6 juin 1994.

En ce qui concerne les maîtres de religion nommés à titre définitif, les modalités de fin de fonction sont fixées à l'article 111 du décret du 10 mars 2006.

Sans préjudice du pouvoir d'appréciation du juge, est considéré comme constituant une faute grave permettant au pouvoir organisateur un licenciement sans préavis, tout manquement qui rend immédiatement et définitivement impossible toute collaboration professionnelle entre le membre du personnel temporaire et son pouvoir organisateur (article 25 § 2 du décret du 6 juin 1994 et article 27 du décret du 10 mars 2006).

Par ailleurs, un membre du personnel peut être écarté de ses fonctions sur le champ en cas de faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou lorsque les griefs, qui lui sont reprochés, revêtent un caractère de gravité tel qu'il est souhaitable, dans l'intérêt de l'enseignement, que le membre du personnel ne soit plus présent à l'école (articles 60 § 4 et 63 ter § 3 du décret du 6 juin 1994 et article 57 § 3 du décret du 10 mai 2006).

XIII. REGIME DISCIPLINAIRE – SUSPENSION PREVENTIVE – RETRAIT D'EMPLOI DANS L'INTERET DU SERVICE

Article 38

La hiérarchie des peines disciplinaires, qui peuvent être infligées aux membres du personnel nommés à titre définitif sur base du décret du 6 juin 1994 ainsi que la procédure à suivre, sont énoncées aux articles 64 et suivants dudit décret.

La hiérarchie des peines disciplinaires, qui peuvent être infligées aux maîtres de religion nommés à titre définitif sur base du décret du 10 mars 2006 ainsi que la procédure à suivre, sont énoncées aux articles 37 et suivants dudit décret.

XIV. COMMISSIONS PARITAIRES

A) Commissions paritaires locales

Article 39

§ 1er. En ce qui concerne les compétences, la composition et le fonctionnement des commissions paritaires locales (COPALOC), la matière est réglée par :

- les articles 93 à 96 du décret du 6 juin 1994
- l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 septembre 1995.

§ 2. Les membres de la commission paritaire locale sont repris en annexe VI.

B) Commission paritaire centrale

Article 40

En cas de litige dans le cadre de l'adoption - ou de la modification - des règlements de travail, l'article 15quinquies § 2 de la loi du 8 avril 1965 a établi une procédure spécifique, prévoyant l'intervention d'un fonctionnaire du contrôle des lois sociales visant à la conciliation des points de vue des parties. Dans l'hypothèse où l'inspecteur des lois sociales ainsi désigné ne parviendrait pas à une conciliation des points de vue, il est convenu que le différend soit porté alors à la connaissance de la commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné.

ANNEXES AU REGLEMENT DE TRAVAIL

I. Charge hebdomadaire de travail des membres du personnel des écoles :

I.A. Enseignement fondamental ordinaire : page 29

I.B. Enseignement secondaire ordinaire : page 31

I.C. Enseignement fondamental spécialisé : page 32

I.D. Enseignement secondaire spécialisé : page 33

I.E. Personnel non enseignant : page 34

II. Coordonnées du Pouvoir organisateur : page 35

III. Coordonnées des services de l'A.G.P.E. : page 36

IV. Bien-être au travail : page 39

V. Organisme chargé du contrôle des absences pour maladie : page 41

VI. Adresses et coordonnées utiles aux membres du personnel : page 42

VII. Inspection des lois sociales : page 44

VIII. Horaires des établissements scolaires : page 49

IX. Modèle d'accusé de réception du règlement de travail : page 52

ANNEXE I

Charge hebdomadaire de travail des membres du personnel

I.A. Enseignement fondamental ordinaire

§ 1er. Le personnel enseignant à prestations complètes dans l'enseignement maternel assure au maximum 26 périodes de cours par semaine [33].

Les instituteurs maternels sont également tenus d'accomplir 60 périodes de concertation avec leurs collègues de l'enseignement maternel et de l'enseignement primaire.

Le personnel enseignant à prestations complètes dans l'enseignement primaire assure au maximum 24 périodes de cours par semaine [34]. Toutefois, pour autant que les nécessités du service le permettent, le Gouvernement, sur demande du directeur, peut réduire ce nombre de périodes jusqu'à un minimum de 22 périodes hebdomadaires après avoir procédé à la concertation avec les organisations syndicales représentatives.

Les titulaires et les maîtres d'adaptation sont tenus d'accomplir au moins 60 périodes de concertation avec leurs collègues de l'enseignement maternel et de l'enseignement primaire, ainsi que, le cas échéant, de l'enseignement secondaire.

Le total de toutes leurs prestations pédagogiques (cours et surveillances) ne peut excéder 1.560 minutes par semaine ni 962 heures par année scolaire (cours, surveillances et concertations comprises).

La limite à 1.560 minutes par semaine ne s'applique pas dans l'école ou implantation maternelle et/ou primaire isolée à classe unique.

La durée de toutes ces prestations est réduite à due concurrence lorsque l'agent n'assure pas un horaire complet.

Prestations d'un enseignant à temps plein

Prestations	Cours, activités éducatives	Surveillances	Concertation	Préparation, correction et documentation
Durée	Maximum 26 périodes en maternelle et 24 périodes en primaire	15 minutes avant les cours et 10 minutes après les cours (par matinée ET après-midi) Récréations	60 périodes de 50 minutes par an	Organisation personnelle de chaque enseignant mais trace écrite obligatoire
	Ne peuvent dépasser 1.560 minutes par semaine			
	Ne pas dépasser 962 heures/année			

§ 2. Le directeur, dans l'enseignement de la Communauté française, peut charger les titulaires et les maîtres d'adaptation d'assurer la surveillance des élèves 15 minutes avant le début des cours et 10 minutes après leur fin.

§ 3. Les directeurs sont présents pendant la durée des cours [35]. Ils dirigent des séances de concertation et assument la responsabilité de ces séances.

Ceux, qui n'assurent pas de périodes de cours, sont présents en outre au moins 20 minutes avant le début des cours et 30 minutes après leur fin.

Ceux, qui assurent des périodes des cours, ont les mêmes prestations hors cours que les titulaires de classe.

§ 4. Quand un maître spécial prend une classe en charge, la présence du titulaire de la classe n'est pas indispensable, et celui-ci n'est pas responsable en cas d'accident survenu pendant la durée du cours spécial.

§ 5. Les puériculteurs statutaires assurent 36 périodes de 50 minutes par semaine soit 1.800 minutes. Ces périodes comprennent :

- 1.400 minutes maximum, en complémentarité aux instituteurs maternels durant les 28 périodes de cours
- 300 minutes avec les élèves, en dehors des périodes de cours, pour l'accueil, l'animation et la surveillance des enfants ainsi que pour l'aide aux repas
- 100 minutes, en dehors de la présence des élèves, pour la concertation avec les instituteurs, les parents et le centre psycho-médico-social [36];

§ 6. La question des surveillances des cours de natation dans l'enseignement fondamental est régie par la circulaire n° 161 du 19 août 2003. Les modalités concrètes sont fixées dans ce cadre après concertation en COPALOC.

I.B. Enseignement secondaire ordinaire

LES DIVERS TYPES DE FONCTIONS - Charge hebdomadaire	Minimum charge complète	Maximum charge complète
Enseignement secondaire ordinaire inférieur		
a) cours généraux, cours spéciaux, cours techniques + tous les cours en EHR [37] autres que P.P.	22	24
b) C.T.P.P.	24	28
c) C.T.P.P. Au 1er degré du type I	22	24
d) P.P. (y compris en E.H.R.)	30	33
e) P.P. au 1er degré du type I	22	24
f) accompagnateur C.E.F.A.	36	
Enseignement secondaire ordinaire supérieur		
a) cours généraux, cours spéciaux, cours techniques + tous les cours en E.H.R. autres que P.P.	20	22
b) C.T.P.P.	24	28
c) P.P. (y compris en E.H.R.)	30	33
d) accompagnateur C.E.F.A.	36	

I.C. Enseignement fondamental spécialisé

LES DIVERS TYPES DE FONCTIONS - Charge hebdomadaire –	Charge complète
Enseignement spécialisé primaire et maternel	
a) instituteur primaire	24
b) institutrice maternelle	26
c) maître spécial travail manuel	24

d) maître d'éducation physique		24
e) religion et morale		24

§ 1er. Le total des prestations pédagogiques du personnel enseignant (cours, surveillances, conseil de classe) ne peut excéder 1.560 minutes par semaine.

La durée de toutes ces prestations est réduite à due concurrence lorsque l'agent n'assure pas un horaire complet.

§ 2. Les directeurs sont présents pendant la durée des cours [38]. En outre, ils sont à l'école au moins 20 minutes avant le début des cours et 30 minutes après leur fin.

Lorsque les nécessités du service le tiennent éloigné de l'école, le directeur désigne, avec son accord, un membre du personnel enseignant pour le remplacer [39].

I.D. Enseignement secondaire spécialisé

LES DIVERS TYPES DE FONCTIONS - Charge hebdomadaire –	Minimum charge complète	Maximum charge complète
Enseignement spécialisé secondaire inférieur Forme 1.2.3		
a) cours généraux et spéciaux	22	24
b) cours techniques	24	28
c) P.P.	24	28
d) C.T.P.P.	24	28
Enseignement spécialisé secondaire inférieur Forme 4		
a) cours généraux, cours spéciaux, cours techniques + tous les cours en EHR autres que P.P.	22	24
b) C.T.P.P	24	28
c) C.T.P.P. Au 1er degré du type I	22	24
d) P.P. (y compris en EHR)	30	33
e) P.P. au 1er degré du type I	22	24
f) accompagnateur CEFA	36	

§1. L'horaire des chefs d'atelier est de 30 à 33 périodes de 50 minutes [40].

L'horaire des chefs de travaux d'atelier est de 30 à 33 périodes de 50 minutes par semaine [41].

§ 2. L'horaire du personnel enseignant dans l'enseignement secondaire spécialisé du degré inférieur est fixé par l'article 68 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

§ 3. L'horaire du personnel enseignant dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4 du degré supérieur est fixé par l'article 69 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

I.E. Prestations des autres membres du personnel

LES DIVERS	Minimum	Maximum
-------------------	----------------	----------------

TYPES DE FONCTIONS - Charge hebdomadaire –	charge complète	charge complète
Personnel auxiliaire d'éducation		
a) surveillant-éducateur, secrétaire-bibliothécaire	36 heures	38 heures
b) éducateur-économiste, secrétaire de direction	36 heures	38 heures
c) personnel auxiliaire d'éducation dans l'enseignement spécialisé	36 heures	
Personnel paramédical et social de l'enseignement		
a) assistant(e) social(e)	36	38
b) infirmière	32	36
c) kinésithérapeute	32	36
d) logopède dans l'enseignement spécialisé	30	32
e) logopède dans les internats et homes d'accueil	32	36
f) puéricultrice	32	36
g) psychologue	36	38

ANNEXE II

Coordonnées du pouvoir organisateur

Coordonnées du pouvoir organisateur :

Ville de Tournai

rue Saint-Martin, 52

7500 TOURNAI

Echevinat de l'enseignement :

Secrétariat : Mme Carine LEFEBVRE – 069/33.23.75 carine.lefebvre@tournai.be

Monsieur l'Echevin Philippe ROBERT - 069/33.23.65 philippe.robert@tournai.be

Service enseignement : 069/33.22.23

Chef de service : Sylvaine HESPEL – 069/33.22.27 sylvaine.hespel@tournai.be

ANNEXE III

Coordonnées des services de l'A.G.P.E.

I. Direction générale des personnels de l'enseignement subventionné par la Communauté française.

boulevard Léopold II, 44

1080 Bruxelles

- directrice générale : Mme Lisa SALOMONOWICZ

Téléphone : 02/413.39.31

Fax : 02/413.39.35

lisa.salomonowicz@cfwb.be

- secrétariat : Mme Catherine LEMAIRE

Téléphone : 02/413.22.58

II. Service général des statuts, de coordination de l'application des réglementations et du contentieux administratif des personnels de l'enseignement subventionné.

directrice générale adjointe : Mme Caroline BEGUIN

Téléphone : 02/413.33.19

Fax : 02/413.40.48

caroline.beguin@cfwb.be

Direction des statuts et du contentieux des personnels de l'enseignement par la Communauté française :

directeur : M. Jan MICHIELS

Téléphone : 02/413.38.97

Fax : 02/413.40.48

jan.michiels@cfwb.be

Direction de la coordination :

directrice : Mme Sylviane MOLLE

Téléphone : 02/413.25.78

Fax : 02/413.29.25

sylviane.molle@cfwb.be

III. Service général de la gestion des personnels de l'enseignement subventionné

Directions déconcentrées :

- direction déconcentrée de Bruxelles-Capitale, rue du Meiboom, 16-18 à 1000 Bruxelles

directrice : Mme Martine POISSEROUX

Téléphone : 02/413.29.90

Fax : 02/500.48.76

martine.poisseroux@cfwb.be

- direction déconcentrée du Hainaut : rue du Chemin de Fer, 433 à 7000 Mons

directeur : Philippe TRUYE

Téléphone : 065/55.56.00

Fax : 065/35.24.57

philippe.truye@cfwb.be

Direction déconcentrée de Liège : rue d'Ougrée, 65 à 4031 Angleur

directrice : Mme Viviane LAMBERTS

Téléphone : 04/364.13.11

Fax : 04/364.13.01

viviane.lamberts@cfwb.be

Direction déconcentrée du Luxembourg (fondamental) : avenue Tesch, 61 à 6700 Arlon

Assistante principale : Mme Françoise MORIS

Téléphone : 063/22.05.66

Fax : 063/22.05.69

francoise.moris@cfwb.be

Direction déconcentrée de Namur (et secondaire Luxembourg) : avenue Gouverneur Bovesse, 74 à 5100 Jambes

Directrice : Mme Monique LAMOULINE

Téléphone : 081/33.01.71

Fax : 081/30.94.12

monique.lamouline@cfwb.be

Direction déconcentrée du Brabant wallon : rue Emile Vandervelde, 3 à 1400 Nivelles

Directeur : M. Christian HANQUET

Téléphone : 067/64.47.16

Fax : 067/89.02.98

christian.hanquet@cfwb.be

* Direction de l'enseignement non obligatoire :

directrice : Mme Annabelle PETIT

Téléphone : 02/413.23.26

Fax : 02 413.40.92

annabelle.petit@cfwb.be

* Enseignement supérieur :

responsable : Mme Rita PASQUARELLI

Téléphone : 02/413.22.79

Fax : 02/413.40.92

rita.pasquarelli@cfwb.be

* Enseignement artistique :

Responsable : Mme Pierrette MEERSCHAUT

Téléphone : 02/413.39.88

Fax : 02/413.25.94

pierrette.meerschaut@cfwb.be

* Centres C.P.M.S. :

Responsable : M. Alain WEYENBERG

Téléphone : 02/413.40.69

Fax : 02/413.95.25

alain.weyenberg@cfwb.be

* Enseignement de promotion sociale :

Responsable : M. Jean-Philippe LABEAU

Téléphone : 02/413.41.11

Fax : 02/413.25.87

jean-philippe.labeau@cfwb.be

ANNEXE IV

Bien-être au travail

Informations utiles

* Nom et coordonnées du conseiller en prévention :

Service interne pour la prévention et la protection au travail (S.I.P.P)

- M. Roland MOULRON, conseiller en prévention

GSM : 0478/36.25.11

Téléphone : 069/33.22.35

roland.moulron@tournai.be

- Mme Séverine BROQUET, conseiller adjoint en prévention
GSM : 0498/90.75.57

Téléphone : 069/33.22.39

severine.broquet@tournai.be

* Endroit où sont entreposées les boîtes de secours :

(voir document par implantation)

* Nom et coordonnées des personnes chargées d'assurer les premiers soins en cas d'accident :

(voir document par implantation)

* Coordonnées du médecin du travail :

S.P.M.T. ASBL Téléphone : 069/36.28.80 069/22.73.81 Fax : 069/21.65.02

chaussée d'Antoing, 55

7500 Tournai

Docteur Marcel-Claude WLOMAINCK : (Tournai, Pecq).

* Dénominations et coordonnées des bureaux d'inspection où peuvent être atteints les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance :

Direction régionale du contrôle du bien-être au travail

rue du Chapitre, 1 à 7000 Mons

Téléphone : 065/35.39.12 Fax : 065/31.39.92

E-mail : cbe.hainaut@emploi.belgique.be

* Nom et coordonnées des personnes de confiance :

- Mme Marylène FADEUR

S.P.M.T. ASBL Téléphone : 069/36.28.80 069/22.73.81 fax :069/21.65.02

chaussée d'Antoing, 55 à 7500 Tournai

- Mme Dorothée DE RODDER

Service social, de la Ville de Tournai

Téléphone : 069/33.23.70

GSM : 0498/90.75.44

rue Saint-Martin, 42

7500 Tournai

* Equipes de première intervention :

Zone de secours de Wallonie picarde.

Service incendie de la Ville de Tournai

avenue de Maire, 89

7500 Tournai

Téléphone : 069/25.11.11

Fax. 069/23.56.83

Appel d'urgence : formez le 100.

ANNEXE V

Organisme chargé du contrôle des absences pour maladie et accidents du travail

I. Absence pour maladie

MEDCONSULT, rue des Chartreux, 57 à B - 1000 Bruxelles

Téléphone : 0800 93 341

Fax : 09/280.44.53

II. Accidents de travail

Adresse du MEDEX

Bruxelles et Brabant wallon :

place Victor Horta 40/10 à 1060 Bruxelles

Charleroi :

Centre Albert, place Albert 1er à 6000 Charleroi

Eupen :

Eupen Plaza, Werthplatz, 4 bis 8 Brieffach 3 à 4700 Eupen

Libramont : rue du Docteur Lomry à 6800 Libramont

Liège : boulevard Frère Orban, 25 à 4000 Liège

Namur : place des Célestines, 25 à 5000 Namur

Tournai : boulevard Eisenhower 87 à 7500 Tournai

ANNEXE VI**Adresses et coordonnées utiles aux membres du personnel**

* Noms et coordonnées des représentants des organisations syndicales à la commission paritaire locale (COPALOC)

CGSP :

place Verte, 15 à 7500 Tournai

Téléphone : 069/22.61.51

- Mme Rita DEHOLLANDER (secrétaire régionale-technicienne)
- Mme Martine BONNET (membre effectif)
- M. Bernard BAY (membre effectif)
- M. Christophe DENUIT (membre effectif)
- M. Frédéric LANNOO (membre effectif)
- M. Régis JOYE (membre suppléant);

SLFP : rue du commerce, 20 à 1000 Bruxelles

Téléphone : 02/548.00.20

- M. Raymond DELOR (Secrétaire régional)
- M. Guy DERASSE (Membre effectif)
- Mlle Annie BAEGHE (Membre suppléant)
- M. Jean-Claude VANHOPSTAL (Membre suppléant)

CSC : avenue des Etats-Unis, 10 à 7500 Tournai

Téléphone : 069/88.07.98

- Mme Catherine IAZURLO (membre effectif)
- M. Freddy LIMBOURG (secrétaire régional et membre suppléant)

* Conseil de l'enseignement des communes et des provinces (C.E.C.P.)

Siège social : avenue des Gaulois, 32 à 1040 Bruxelles

Téléphone : 02/736.89.74

Fax : 02/733.76.20

E-mail : enseignement@cecp.be

Siège régional du Hainaut : rue Albert 1er, 19 à 7100 La Louvière

Téléphone : 064/21.74.42

Fax : 064/21.74.41

E-mail : cecp.lalouvière@skynet.be

* Caisses d'allocations familiales :

O.N.A.F.T.S., rue de Trêves, 70 à 1000 Bruxelles

Téléphone : 02/237.21.12

Fax : 02/237.24.70

* Cellule "accidents du travail" : ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles

A.G.P.E. – S.G.C.C.R.S.

Direction des accidents du travail du personnel de l'enseignement

Bruno LAURENT , Directeur a.i.

"Espace 27 septembre", boulevard Léopold II, 44 à 1080 Bruxelles

Téléphone : 02/413.39.49

accidents.travail.enseignement@cfwb.be

* Coordonnées de la Chambre de recours :

Secrétariat des Chambres de recours de l'enseignement subventionné

Ministère de la Communauté française

"Espace 27 septembre"

Bureau 2 E 202, boulevard Léopold II, 44 à 1080 Bruxelles

ANNEXE VII

Inspection des lois sociales

Administration centrale : rue Ernest BLEROT, 1 à 1070 BRUXELLES

Téléphone: 02/233.41.11

Fax: 02/ 233.48.27

Directions extérieures du Contrôle des lois sociales :

Régions	Adresse	Jours et heures d'ouverture
Bruxelles-Capitale		
Bruxelles	rue Ernest BLEROT, 1 à 1070 Bruxelles	Lundi et vendredi, de 9 heures à 12 heures Mercredi, de 9 heures à 16 heures 30 Tél. : 02/235.54.01 Fax : 02/235.54.04
Hainaut		
Localité : <ul style="list-style-type: none">• Mons• Charleroi• Tournai	rue du Miroir, 8 à 7000 Mons Centre Albert (9ème étage) place Albert Ier, 4 6000 Charleroi rue des Sœurs Noires, 28 7500 Tournai	Lundi et vendredi, de 9 heures à 12 heures Mercredi, de 9 heures à 17 heures Tél. : 065/22.11.66 Fax : 065/22.11.77 Lundi et vendredi, de 9 heures à 12 heures Mercredi, de 9 heures à 17 heures Tél. : 071/32.95.44 Fax : 071/50.54.11 Lundi et vendredi de 9h à 12h Mercredi de 9h à 17h Tél. : 069/22 36 51 Fax : 069/ 84 39 70
Namur Brabant wallon Luxembourg		
Localité : <ul style="list-style-type: none">• Namur• Arlon• Nivelles	place des Célestines 25 5000 Namur Centre administratif de l'Etat 6700 Arlon rue de Mons 39 1400 Nivelles	Lundi et vendredi, de 8 heures 30 à 12 heures 30 Tél. : 081/73 02 01 Fax : 081/73 86 57 Lundi et jeudi, de 9 heures à 12 heures Mercredi, de 9 heures à 17 heures Tél. : 063/22 13 71 Fax : 063/ 23 31 12 Mardi et vendredi, de 9 heures à 12 heures Mercredi, de 9 heures à 17 heures

		Tél. : 067/21 28 24
Liège		
Localité : <ul style="list-style-type: none"> • Liège • Verviers 	rue Natalis, 49 à 4020 Liège rue Fernand Houget, 2 à 4800 Verviers	Lundi et vendredi, de 9 heures à 12 heures Mercredi, de 9 heures à 17 heures Tél. : 04/340 11 70 ou 11 60 Fax : 04/340 11 71 ou 11 61 Lundi et vendredi, de 9 heures à 12 heures Mercredi, de 9 heures à 17 heures Tél. : 087/30 71 91 Fax : 087/35 11 18

Directions régionales du Contrôle du bien-être au travail :

Régions	Adresse	Jours et heures d'ouverture
Bruxelles-Capitale		
<ul style="list-style-type: none"> • Bruxelles 	rue Ernest Blerot, 1 à 1070 Bruxelles	Tél. : 02/233 45 46 Fax : 02/233 45 23
Hainaut		
Localité : <ul style="list-style-type: none"> • Mons 	rue du Chapitre, 1 à 7000 Mons	Tél. : 065/35 39 19 ou 35 73 50 Fax : 065/31 39 92
Namur Brabant wallon Luxembourg		
Localité : <ul style="list-style-type: none"> • Namur 	chaussée de Liège, 622 à 5100 Jambes	Tél. : 081/30 46 30 Fax : 081/30 86 30
Liège		
Localité : <ul style="list-style-type: none"> • Liège 	boulevard de la Sauvenière, 73 à 4000 Liège	Tél. : 04/250 95 11 Fax : 04/250 95 29

Inspection sociale du SPF Sécurité Sociale

Bruxelles, rue Ernest Blérot, 1 à 1070 Bruxelles

Du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures

Téléphone : 02/235.54.01

Fax : 02/235.54.02

Localité	Adresses province de Hainaut	Jours et heures d'ouverture
MONS	rue Verte, 13 (1er étage) 7000 Mons	Lundi – mercredi – vendredi, de 9 heures à 12 heures Tél : 065/22.11.66 Fax : 065/22.11.77
CHARLEROI	Centre Albert (9 étage) place Albert Ier, 4 à 6000 Charleroi	Le vendredi, de 9 heures à 12 heures Tél. : 071/32.95.44 Fax : 071/50.54.11
LA LOUVIERE	Locaux contrôle des lois	Le mercredi, de 8 heures 30 à

	sociales rue G. BOEL, 19 à 7100 La Louvière	11 heures 30 Tél : 064/22.45.32 Fax. : 064/28.15.32
TOURNAI	Locaux du FOREM* rue Childéric, 53 à 7500 Tournai	Le lundi, de 9 heures à 12 heures Tél. : 069/88.28.11 ou 069/88.29.96
MOUSCRON	ROYAL EXCELSIOR (3ème étage) rue du Stade, 33 à 7700 Mouscron	Le mardi, de 9 heures à 12 heures Tél. : 056/86.06.00
	provinces de Namur, Brabant et Luxembourg	
NAMUR	rue L. Namèche, 16 à 5000 Namur	Lundi – mercredi – vendredi, de 9 heures à 12 heures Tél. : 081/25.02.60 Fax : 081/25.02.61
ARLON	Centre administratif - bureau contrôle des lois sociales place des Fusillés à 6700 Arlon	Le jeudi, de 9 heures à 12 heures Tél. : 063/22.13.71
LIBRAMONT	Inspection sociale Grand Rue, 67 à 6800 Libramont	Le mardi, de 9 heures à 12 heures Tél. : 061/22.44.00 Fax : 061/23.24.49
NIVELLES	Locaux contrôle des lois sociales rue de Mons, 39 à 1400 Nivelles	Mardi et vendredi, de 9 heures à 12 heures Tél : 067/22.15.35 Envoyez votre courrier à l'adresse: rue L. Namèche, 16 à 5000 Namur
Localité	Province de Liège	Jours et heures d'ouverture
LIEGE	Adresse administrative : Potiérue, 2 à 4000 Liège Guichet unique au contrôle des lois sociales, rue Natalis 49, 4020 Liège	Lundi, de 9 heures à 12 heures Mercredi, de 9 heures à 17 heures (sans interruption) Vendredi, de 9 heures à 12 heures Tél : 04/340.11.60
VERVIERS	Locaux contrôle des lois sociales rue Fernand Houget, 2 à 4800 Verviers	Le mercredi, de 9 heures à 12 heures Tél. : 087/35.11.18
HUY	Contrôle des lois sociales rue du Marché, 24 Centre Mercator 4500 HUY	Le mardi, de 9 heures à 12 heures

ANNEXE VIII

Horaires des établissements scolaires

VIII A. Toutes les écoles fondamentales à l'exception de l'école de la Justice, l'école Paris et l'école du Château

Périodes	Activités
8 heures 50 - 9 heures 40	cours
9 heures 40 - 10 heures 30	cours
10 heures 30 - 11 heures	récréation
11 heures - 11 heures 10 11 heures 10 - 12 heures	cours
12 heures - 13 heures 10	temps de midi
13 heures 10 - 14 heures	cours
14 heures - 14 heures 50	cours
14 heures 50 - 15 heures 10	récréation
15 heures 10 - 16 heures	cours

VIII B. Ecole de la Justice, école Paris et école du Château (à l'exception de sa section "sports").

Périodes	Activités
8 heures 40 - 9 heures 30	cours
9 heures 30 - 10 heures 20	cours
10 heures 20 - 10 heures 50	récréation
10 heures 50 - 11 heures 11 heures - 11 heures 50	cours
11 heures 50 - 13 heures	temps de midi
13 heures - 13 heures 50	cours
13 heures 50 - 14 heures 40	cours
14 heures 40 - 15 heures	récréation
15 heures - 15 heures 50	cours

VIII C. Ecole du Château - section "sports"

Périodes	Activités
8 heures - 8 heures 40	cours
8 heures 40 - 9 heures 30	cours
9 heures 30 - 10 heures 20	cours
10 heures 20 - 10 heures 40	récréation
10 heures 40 - 11 heures 30	cours
11 heures 30 - 12 heures 20	cours
12 heures 20 - 13 heures 20	temps de midi
13 heures 20 - 14 heures 10	cours
14 heures 10 - 14 heures 30	trajet bus
14 heures 30 - 15 heures 30	option sportive
15 heures 30 - 15 heures 50	trajet bus

ANNEXE IX

Modèle d'accusé de réception du règlement de travail

ACCUSE DE RECEPTION

REGLEMENT DE TRAVAIL

Je soussigné(e), (Nom) (Prénom), déclare :
avoir pris connaissance du règlement de travail de

.....
.....

.....(indiquer le nom et l'adresse de l'établissement scolaire);

avoir reçu un exemplaire de ce règlement de travail.

Fait à, le/...../....., en deux exemplaires [42].

Signature du membre du personnel : Signature du pouvoir organisateur ou son délégué :

Notes de bas de page

[1] voir modèle en annexe IX.

[2] articles 2 à 4 du décret du 17 juillet 2002 portant modifications urgentes en matière d'enseignement

[3] la force majeure doit s'entendre dans un sens restrictif

[4] arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1er avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et des échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, pour l'enseignement obligatoire ainsi que l'enseignement ordinaire et spécialisé de plein exercice.

[5] arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 2001 relatif aux modalités de rémunération et d'exercice de la fonction de maîtres de stage et à l'établissement d'accords de collaboration entre les hautes écoles et des établissements d'enseignement fondamental et d'enseignement secondaire, ordinaire, spécial et de promotion sociale, organisés ou subventionnés par la Communauté française définis dans le décret définissant la formation initiale des instituteurs et des régents.

[6] décret du 12 décembre 2000 définissant la formation initiale des instituteurs et des régents.

[7] arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 juin 2001 relatif au recrutement et à la rémunération des maîtres de stage en exécution du décret définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur

[8] décret du 8 février 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur.

[9] arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juillet 2003 relatif à l'exercice de la fonction et à la rémunération de maîtres de stage ainsi qu'à l'établissement d'accords de collaboration entre les hautes écoles et des établissements d'enseignement fondamental spécial et d'enseignement secondaire spécial organisés ou subventionnés par la Communauté française définis dans le décret définissant l'organisation des stages inclus dans les activités d'intégration professionnelle des études conduisant au diplôme de spécialisation en orthopédagogie.

[10] décret du 14 novembre 2002 définissant l'organisation des stages inclus dans les activités d'intégration professionnelle des études conduisant au diplôme de spécialisation en orthopédagogie.

[11] circulaire n° 1373 du 17 février 2006 relative à la mise à disposition d'un nouveau modèle de fiche de paie des membres du personnel de l'enseignement et des C.P.M.S. ou tout autre document qui viendrait l'actualiser ou la remplacer.

[12] décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel.

[13] chapitre XIV de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement

gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

[14] décret du 5 mai 2006 relatif à la prévention du tabagisme et l'interdiction de fumer à l'école et arrêté royal du 15 décembre 2005 portant interdiction de fumer dans les lieux publics.

[15] les coordonnées des centres médicaux figurent en annexe V

[16] arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

[17] arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

[18] décret du 10 avril 1995 instaurant le congé politique pour être membre du Conseil ou du Gouvernement de la Communauté française.

[19] décret du 10 avril 1995 instaurant le congé politique pour être membre d'une assemblée législative ou d'un Gouvernement autres que ceux de la Communauté française.

[20] décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie ou infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement.

[21] décret du 8 mai 2003 modifiant les dispositions applicables en matière de congés et organisant la protection de la maternité.

[22] arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 juin 1989 relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordées au membre du personnel de l'enseignement de la Communauté française, âgé de 50 ans ou qui a au moins 2 enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite.

[23] arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux.

[24] décret du 20 décembre 1996 relatif à la répartition des prestations dans le cadre de l'interruption de la carrière des membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux.

[25] arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 janvier 1992 relatif au congé parental et au congé pour des motifs impérieux d'ordre familial accordés à certains membres du personnel des établissements d'enseignement de la Communauté.

[26] décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

[27] décret du 17 juillet 2002 portant modifications urgentes en matière d'enseignement.

[28] décret du 22 décembre 1994 portant modifications urgentes en matière d'enseignement.

[29] arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

[30] arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux.

[31] décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

[32] arrêté royal du 25 novembre 1976 relatif aux absences de longue durée justifiées par des raisons familiales.

[33] article 18 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement.

[34] articles 19, 20 et 21 du décret du 13 juillet 1998 précité.

[35] articles 22 à 23bis du décret du 13 juillet 1998 précité.

[36] chapitre IV du décret du 2 juin 2006 précité.

[37] enseignement à horaire réduit.

[38] article 31 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

[39] article 31, alinéa 3 du décret du 3 mars 2004 précité.

[40] article 72, § 4 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

[41] article 77, alinéa 2 du décret du 3 mars 2004 précité.

[42] un premier exemplaire est remis au membre du personnel, un second étant conservé dans le dossier du membre du personnel.

[43] il faut ici entendre par "documents de préparation écrits" ce qui, suivant les pouvoirs organisateurs ou les écoles, est appelé journal de classe de l'enseignant, farde ou cahier de préparation, carnet de bord, etc.

Si ces documents se présentent sous support informatique, ils doivent être rendus accessibles aux membres du Service général d'Inspection, si besoin est en les imprimant."

32. Centre public d'action sociale. Grades légaux. Modification du statut administratif et pécuniaire. Tutelle spéciale d'approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le décret du 23 janvier 2014, publié au moniteur belge du 6 février 2014, modifiant les dispositions relatives à la tutelle des centres publics d'action sociale;

Vu l'article 112 de la loi organique des centres publics d'action sociale;

Vu l'article L1123-8 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la délibération du conseil de l'action sociale du 11 août 2015 modifiant le statut administratif et pécuniaire des directeur général, directeur général adjoint et directeur financier du centre public d'action sociale;

Considérant que, conformément au décret du 23 janvier 2014 publié au moniteur belge le 6 février 2014, cette décision est soumise à la tutelle spéciale du Conseil communal;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver la délibération du centre public d'action sociale du 11 août 2015, dont les termes suivent:

"EMPLOIS DE DIRECTEUR GENERAL, DIRECTEUR GENERAL ADJOINT ET DIRECTEUR FINANCIER

Le Décret du Parlement wallon du 18 avril 2013, promulgué le 22 août 2013, modifie la dénomination des anciens grades légaux (secrétaire, secrétaire adjoint et receveur) et arrête de nouvelles dispositions concernant ces emplois.

CHAPITRE 1 : STATUT ADMINISTRATIF

Le Conseil de l'action sociale fixe les conditions et les modalités de nomination et de promotion aux grades de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier, ci-après dénommés «directeurs».

A) CONDITIONS GÉNÉRALES D'ADMISSIBILITÉ

En cas de vacance d'emploi, il appartient au Conseil de l'action sociale de déterminer si l'appel aura lieu par voie de recrutement, par mobilité et/ou par promotion.

Nul ne peut être nommé directeur s'il ne remplit pas les conditions générales d'admissibilité suivantes :

1. être ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne;
2. jouir des droits civils et politiques;
3. être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;
4. être porteur d'un diplôme donnant accès à un emploi de niveau A, à savoir un master (licence, ingénieur, etc.) de l'enseignement universitaire de plein exercice ou un titre réputé équivalent permettant l'accès au niveau 1 pour les agents de l'État. Cette condition n'est pas requise pour les niveaux A par promotion;
5. être lauréat d'un examen;
6. être porteur d'un certificat de management public ou de tout autre titre équivalent délivré par un organisme agréé par le Gouvernement wallon sur avis du Conseil Régional de la Formation. Ce certificat peut être obtenu durant la première année de stage. Cette période peut être prorogée jusqu'à l'obtention du certificat pour une durée d'un an maximum;
7. avoir satisfait au stage.

Les conditions 1, 2, 3 et 4 doivent être remplies au plus tard à la date ultime d'introduction des candidatures.

Tant que le certificat de management public n'est pas organisé au moment de fixer les conditions de participation à l'examen, la condition 6 n'est pas requise et ne peut être exigée par la suite.

1. Candidatures

Les candidatures sont adressées au Bureau permanent du centre public d'action sociale, par lettre recommandée, dans les délais prévus, le cachet de la poste faisant foi.

Elles sont accompagnées des pièces suivantes :

- 1) un curriculum vitae et une lettre de motivation,
- 2) un extrait de casier judiciaire [modèle visé à l'article 596, alinéa 1er du code d'instruction criminelle (CIC)] datant de moins de 3 mois,
- 3) une copie lisible des titres requis. En cas de doute sérieux sur la conformité à l'original de la copie, la demande d'apport de la preuve de la conformité à l'original de la copie pourra être demandée à l'Autorité qui a délivré l'original ou au candidat dans le respect de la procédure tracée par le décret du 1er avril 2004 portant suppression de l'obligation de produire des copies certifiées conformes de documents.

Les candidat(e)s titulaires d'un diplôme étranger devront apporter la preuve que le titre étranger est équivalent au diplôme belge exigé. Si le diplôme est rédigé dans une langue autre que le français, les candidat(e)s devront fournir la traduction du diplôme effectuée par un traducteur juré.

Ces documents devront être fournis avant la clôture de l'appel, à défaut, la candidature ne sera pas prise en considération.

Le délai d'introduction des candidatures ne peut être inférieur à 15 jours à dater de la publication de l'avis d'appel. Si le dernier jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est reporté au premier jour ouvrable qui suit.

L'avis mentionne toutes les indications utiles sur l'emploi à pourvoir, les conditions exigées, les formalités et délai d'introduction des candidatures, ainsi que les coordonnées du service chargé de communiquer tous renseignements complémentaires.

L'avis est inséré dans au moins deux organes de presse (ou leur équivalent sur Internet) et est affiché aux valves du centre public d'action sociale pendant toute la période durant laquelle les candidatures peuvent être introduites.

2. Epreuves

a) Une épreuve d'aptitude professionnelle (250 points) permettant d'apprécier les connaissances minimales requises des candidats dans les matières suivantes :

- Droit constitutionnel (25 points)
- Droit administratif (50 points)
- Droit des marchés publics (50 points)
- Droit civil (25 points)
- Finances et fiscalité locales (50 points)
- Droit communal et Loi organique des centres publics d'action sociale (50 points);

b) Une épreuve orale d'aptitude à la fonction et à la capacité de management permettant d'évaluer le candidat notamment sur sa vision stratégique de la fonction et sur la maîtrise des compétences nécessaires à l'exercice de cette dernière en matière de gestion des ressources humaines, de management et d'organisation du contrôle interne (100 points);

c) Des tests psychotechniques (à titre indicatif).

Les épreuves a) et b) sont éliminatoires.

Sont considérés comme ayant satisfait à l'examen, les candidats ayant obtenu au moins 50% des points à chaque épreuve et 60% au total.

3. Jury

Les membres du jury sont désignés par le Bureau permanent.

Le jury est composé de :

- deux experts désignés par le Bureau permanent;
- un enseignant universitaire ou d'une école supérieure;
- deux représentants de la fédération professionnelle concernée par l'examen.

Le jury désigne en son sein un président et un secrétaire. Il statue, le cas échéant, sur les demandes de récusation qui seraient portées à sa connaissance.

Les personnes composant le jury ne peuvent avoir aucun lien de parenté direct ou indirect avec le candidat aux examens.

Il est dressé un procès-verbal mentionnant notamment la composition du jury et les résultats obtenus par les candidats aux différentes épreuves.

Des membres du Conseil de l'action sociale peuvent assister aux épreuves en tant qu'observateurs.

Toute organisation syndicale représentative a le droit de se faire représenter par un délégué auprès du jury.

Le délégué doit s'abstenir de toute intervention dans le déroulement de l'examen et ne peut prendre part à la délibération du jury. Il ne peut prendre connaissance ni recevoir copie du procès-verbal des opérations. Il peut toutefois faire acter ses remarques sur le déroulement de l'examen dans une annexe au procès-verbal.

Les organisations syndicales représentatives en seront avisées au moins 10 jours ouvrables avant l'examen.

Sur base du rapport établi par le jury et après avoir éventuellement entendu les lauréats, le Bureau permanent propose au Conseil de l'action sociale un candidat stagiaire. Il motive son choix.

Le Conseil de l'action sociale prend connaissance du procès-verbal de délibération du jury et de la proposition du Bureau permanent et décide de procéder à la désignation d'un candidat repris dans la sélection effectuée par le jury conformément aux dispositions légales applicables et au regard exclusif des titres et mérites de la personne désignée. Il prend une délibération motivée.

B) CONDITIONS SPECIFIQUES A LA PROMOTION

Les emplois sont accessibles par promotion aux conditions suivantes :

- faire partie du personnel du CPAS statutaire nommé à titre définitif dans un grade au moins équivalent à celui de chef de bureau (niveau A);
- ne pas avoir fait l'objet d'une évaluation qualifiée d'insuffisante à son grade de niveau A;
- avoir réussi l'examen de promotion identique à celui prévu pour le recrutement.

Sont toutefois dispensés de l'épreuve d'aptitude professionnelle, les agents qui ont subi avec succès un examen ou un concours d'accession à un grade au moins égal à celui de chef de bureau et disposant de cinq années d'ancienneté dans ce niveau, et ce quel que soit le statut de l'agent durant ces années. Ces agents ne sont toutefois pas dispensés de l'épreuve orale ni de l'obtention du certificat de management.

La vacance est portée à la connaissance des agents par avis diffusé dans tous les services du centre public d'action sociale, par note de service et affiché aux valves pendant toute la période durant laquelle les candidatures peuvent être introduites.

Tous les agents, même éloignés temporairement du service, susceptibles d'être promus, sont avertis personnellement soit par lettre recommandée à la poste, soit par remise de la main à la main contre accusé de réception.

L'avis mentionne toutes les indications utiles sur l'emploi à pourvoir, les conditions exigées, les formalités et délai d'introduction des candidatures, ainsi que les coordonnées du service chargé de communiquer tous renseignements complémentaires.

Le délai d'introduction des candidatures ne peut être inférieur à 15 jours à dater de la publication de l'avis.

Les actes de candidature sont adressés au Bureau permanent du centre public d'action sociale par lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi, soit par remise de la main à la main contre accusé de réception.

Ils sont accompagnés des pièces suivantes :

- 1) un curriculum vitae et une lettre de motivation,
- 2) un extrait de casier judiciaire (modèle visé à l'article 596, alinéa 1er du CIC) datant de moins de 3 mois,
- 3) une copie lisible des titres requis. En cas de doute sérieux sur la conformité à l'original de la copie, la demande d'apport de la preuve de la conformité à l'original de la copie pourra être demandée à l'Autorité qui a délivré l'original ou au candidat dans le respect de la procédure tracée par le décret du 1er avril 2004 portant suppression de l'obligation de produire des copies certifiées conformes de documents.

Les candidat(e)s titulaires d'un diplôme étranger devront apporter la preuve que le titre étranger est équivalent au diplôme belge exigé. Si le diplôme est rédigé dans une langue autre que le français, les candidat(e)s devront fournir la traduction du diplôme effectuée par un traducteur juré.

Ces documents devront être fournis avant la clôture de l'appel, à défaut, la candidature ne sera pas prise en considération.

Seules les candidatures des agents remplissant toutes les conditions d'accès au grade à la date ultime de dépôt des candidatures peuvent être retenues.

Les dispositions relatives au jury d'examen figurant au point A) 3 valent aussi pour l'examen de promotion.

C) CONDITIONS SPECIFIQUES PAR MOBILITE

Sont dispensés de l'épreuve d'aptitude professionnelle écrite prévue ci-dessus et de la présentation d'un certificat de management public, les directeurs généraux, directeurs généraux adjoints et directeurs financiers d'une autre commune ou d'un centre public d'action sociale en fonction au 1er septembre 2013 lorsqu'ils se portent candidat à une fonction équivalente. Les candidats ne peuvent être dispensés de la deuxième épreuve (épreuve orale).

Aucun droit de priorité ne peut être donné au candidat à la mobilité exerçant cette fonction dans une autre commune ou dans un centre public d'action sociale, à peine de nullité.

D) DU STAGE

A leur entrée en fonction, les directeurs sont soumis à une période de stage.

La durée du stage est d'un an lorsque, à leur entrée en fonction, les directeurs sont en possession d'un certificat de management public.

La durée du stage est de deux ans maximum lorsque, à leur entrée en fonction, les directeurs ne possèdent pas le certificat de management public. Durant cette période, le stagiaire devra suivre la formation adéquate avec fruit.

Lorsqu'il ressort que le certificat n'est pas acquis, le Conseil de l'action sociale peut notifier son licenciement au stagiaire.

Pendant la durée du stage, les directeurs sont accompagnés dans les aspects pratiques de leur fonction par une commission de stage composée de directeurs généraux ou de directeurs financiers selon le cas.

Les membres de cette commission sont au nombre de trois et sont désignés par la fédération professionnelle concernée sur base d'une liste de directeurs disposant d'un minimum de dix années d'ancienneté dans la fonction.

A l'issue de la période de stage, la commission procède à l'évaluation du directeur et établit un rapport motivé dans lequel elle conclut à l'aptitude ou non du directeur concerné à exercer la fonction. Un membre du Bureau permanent est associé à l'élaboration du rapport.

En cas de rapport négatif, le Conseil de l'action sociale peut procéder au licenciement du directeur concerné.

Par dérogation, lorsque l'agent est issu de la promotion à cette fonction, il conserve le droit de récupérer son poste antérieur à la promotion et ce, dans l'hypothèse où le stage se conclut par une décision de licenciement.

E) RESERVE

Une réserve constituée du ou des lauréats est arrêtée par le Conseil de l'action sociale.

La durée de validité est de 3 ans prenant cours au jour de sa constitution. La durée de validité peut être prorogée par périodes de trois ans, sur décision motivée du Conseil de l'action sociale.

Le Conseil de l'action sociale peut décider d'organiser des examens avec la Ville du même ressort et de verser les lauréats dans une réserve commune.

Lors de l'engagement, un nouvel extrait de casier judiciaire sera sollicité.

Même s'il reste des candidats valablement inscrits dans la réserve de l'emploi considéré, le Conseil de l'Action Sociale peut, par décision motivée et en concertation avec la Ville, décider de procéder à la constitution d'une nouvelle réserve.

Les candidats encore inscrits dans la réserve devront postuler à nouveau lors de l'appel. Dans ce cas, ils seront inscrits d'office dans la nouvelle réserve constituée.

F) REMARQUES GENERALES COMMUNES AUX FONCTIONS DE DIRECTEUR GENERAL, DIRECTEUR GENERAL ADJOINT ET DIRECTEUR FINANCIER

La fonction de directeur est exercée à temps plein.

Le directeur général, le directeur général adjoint et le directeur financier ne peuvent cumuler des activités professionnelles. Par activité professionnelle, il faut entendre, toute occupation dont le produit est un revenu professionnel visé à l'article 23 du Code des impôts sur les revenus de 1992, à l'exception des jetons de présence perçus dans l'exercice d'un mandat et des revenus issus des mandats tels que visés à l'article L5111-1.

Le conseil de l'action sociale peut, par dérogation, autoriser le cumul sur demande écrite et préalable du directeur général, du directeur général adjoint ou du directeur financier, pour une durée renouvelable de trois ans, dans les conditions suivantes:

- le cumul n'est pas de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de la fonction;
 - le cumul n'est pas contraire à la dignité de celle-ci;
 - le cumul n'est pas de nature à compromettre l'indépendance du directeur général des services, du directeur général adjoint ou du directeur financier, ou à créer une confusion avec sa qualité de directeur général, de directeur général adjoint ou de directeur financier;
 - les prestations cumulées ne peuvent excéder 1,25 fois la durée du travail de l'emploi à temps plein.
- L'autorisation est révocable si l'une des conditions d'octroi n'est plus remplie. Les décisions d'autorisation, de refus et de révocation sont motivées.

Par dérogation au paragraphe 1er, le cumul d'activités professionnelles inhérentes ou ayant trait à l'exercice de la fonction s'exerce de plein droit. Est inhérente à l'exercice de la fonction toute charge :

- exercée en vertu d'une disposition légale ou réglementaire;
- inhérente à la fonction exercée par le directeur général, le directeur général adjoint ou le directeur financier;
- à laquelle le directeur général, le directeur général adjoint ou le directeur financier est désigné d'office par le conseil de l'action sociale.

L'activité du directeur est assurée au siège du Centre pendant les heures normales d'ouverture des bureaux.

33. Eurométropole Tour 2015. Prologue contre-la-montre. Convention (et guide technique-cahier des charges) entre l'ASBL Circuit franco-belge et la Ville. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal PS, **Louis COUSAERT**, sort de séance.

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, intervient comme suit :

"Une remarque très positive : pour une fois, on a la convention avant l'évènement. Je souhaite, par ailleurs, que la course revienne l'année prochaine dans d'autres villages, surtout s'il s'agit d'une course contre la montre. La RTBF et d'autres organes de presse seront présents. En plus, je peux vous assurer qu'on a vu une grande différence en matière de propreté publique !"

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la répartition des subsides à diverses associations, parmi lesquels figure un subside de 35.000,00€ à l'ASBL Circuit franco-belge, a été approuvée en séance du 27 avril 2015;

Considérant que ce subside a été octroyé dans le cadre de l'organisation, par l'ASBL Circuit franco-belge, du prologue en contre la montre individuel de l'Eurométropole Tour qui aura lieu le mercredi 30 septembre 2015, entre Obigies et le sommet du Mont-Saint-Aubert;

Considérant qu'en vue de préciser les modalités de cette organisation et de fixer les obligations réciproques des parties, une convention sera conclue entre l'ASBL Circuit franco-belge et la Ville de Tournai;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de marquer son accord sur les termes de la convention et du guide technique-cahier des charges suivant :

" Entre, d'une part :

L'ASBL Circuit franco-belge représentée par MM. Louis COUSAERT et Jean-Marie ORLANDI de l'organisation, habilités à l'effet des présentes,

et, d'autre part :

La Ville de Tournai représentée par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS et Monsieur le Directeur général adjoint, Thierry LESPLINGART, agissant au nom du Conseil communal, ci-après dénommée "La Ville de Tournai".

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

1/ sous licence du Royal Cazeau Pédale de Templeuve, club inscrit sous le matricule 735 à la Royale ligue vélocipédique belge (R.L.V.B.), l'ASBL Circuit franco-belge organise l'Eurométropole Tour, compétition inscrite à l'Union cycliste internationale en catégorie "UCI Europe Tour" qui se déroulera du 30 septembre au 4 octobre 2015 inclus;

2/ en sa qualité d'organisateur, l'ASBL Circuit franco-belge développe des relations privilégiées de partenariat avec les collectivités locales ou les sociétés d'accueil de l'Eurométropole Tour, auxquelles elle apporte, outre son expérience et son savoir-faire technique, des possibilités de promotion et de communication appréciables.

En contrepartie, préalablement à l'acceptation de leur candidature par l'ASBL Circuit franco-belge, la Ville de Tournai s'engage à :

- 1. fournir des prestations de qualité, conformes à la réputation et à l'image de l'Eurométropole Tour et répondant aux exigences d'une compétition sportive de haut niveau international*

2. prêter son concours actif à l'ASBL Circuit franco-belge pour la préparation et le déroulement de la manifestation, notamment en mettant à sa disposition les locaux, installations et matériel nécessaires
3. de régler la contribution financière d'un montant de 35.000,00€ (toutes taxes comprises) à l'ASBL Circuit franco-belge, au compte BE43 0016 7191 1501 (BNP). Cette somme sera imputée via l'article budgétaire 76401/332-02
4. et, de façon générale, d'observer et de faire observer les dispositions de toute nature arrêtées d'un commun accord avec les représentants habilités de l'ASBL Circuit franco-belge, spécialement lorsqu'elles visent le site d'arrivée;

3/ la Ville de Tournai a, en connaissance des exigences de l'ASBL Circuit franco-belge ci-dessus rappelées, posé sa candidature pour accueillir le prologue de l'Eurométropole Tour, compte tenu :
a/ de l'impact médiatique que représente une arrivée de l'Eurométropole Tour par l'intermédiaire de la presse écrite et surtout télévisée

b/ des retombées économiques pour le commerce local

4/ la renommée grandissante de l'Eurométropole Tour et son statut "UCI Europe Tour" décerné par l'Union cycliste internationale entraînent un nombre croissant de candidatures de villes désireuses d'accueillir cette manifestation sportive.

D'autre part, l'ASBL Circuit franco-belge souhaite rester fidèle aux communes qui lui ont témoigné leur confiance depuis de nombreuses années.

Afin de planifier la répartition des villes d'une façon objective et efficace dans les éditions futures, l'ASBL Circuit franco-belge propose à toute commune qui souscrit un partenariat de s'engager pour plusieurs années en ce qui concerne la mise sur pied d'un départ, d'une arrivée ou d'un contre-la-montre.

Prologue du 75ème Eurométropole Tour à Tournai, le 30 septembre 2015.

La Ville de Tournai étant intéressée par cette proposition, les parties se sont en conséquence rapprochées pour préciser les conditions de leur partenariat.

Ceci exposé et qui forme la base du présent accord, les parties ont ensuite convenu ce qui suit :

Article 1er - Objet

L'ASBL Circuit franco-belge accepte, selon les clauses, charges et conditions figurant aux présentes, que la Ville de Tournai accueille le prologue du 75ème Eurométropole Tour à Tournai, le mercredi 30 septembre 2015.

Dès que le parcours de l'Eurométropole Tour aura été rendu public par l'ASBL Circuit franco-belge, la Ville de Tournai pourra, dans sa communication, faire état de qualité de ville site du prologue au Mont-Saint-Aubert.

Les dispositions fixées ci-après définissent les obligations réciproques des parties durant la durée de la présente convention.

Article 2 - Obligations générales des parties

2.1. L'ASBL Circuit franco-belge s'attachera en tant qu'organisateur à mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour offrir à la Ville de Tournai et au public présent un événement sportif de haute qualité.

A cet égard, elle s'engage dès à présent :

- à obtenir, pour le prochain Eurométropole Tour, la participation des meilleures équipes cyclistes d'élite avec contrat (Pro Team et UCI Continentales Pro)

- à permettre à la Ville de Tournai :

- d'assurer sa promotion, notamment par l'intermédiaire des nombreux médias présents sur l'épreuve
- de mettre en place diverses animations pour les personnalités invitées, comme précisées à l'article 4 ci-après
- que le prologue se termine au sommet du Mont-Saint-Aubert

2.2. de son côté, la Ville de Tournai s'engage, en ce qui la concerne :

2.2.1. à fournir à l'ASBL Circuit franco-belge :

- toutes les informations indispensables pour organiser sa promotion avec les supports de communication idoines de l'Eurométropole Tour 2015
- toute l'aide utile au succès des éventuelles démarches administratives et autres, nécessaires à l'organisation de l'événement

2.2.2. à prendre ou à faire prendre toutes les mesures de police :

- pour interdire la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies urbaines empruntées par l'épreuve 1 heure avant le départ du premier coureur et pour les réglementer sur les voies adjacentes. La sécurité sera assurée par la police aidée de signaleurs placés par le Royal Cazeau pédale de Templeuve.

Les frais de police sont à la charge de la Ville de Tournai

- pour préserver le respect des emplacements nécessaires au bon déroulement de la manifestation
- pour garantir la sécurité des concurrents et des spectateurs, spécialement sur le site d'arrivée
- pour interdire la pose de banderoles et de panneaux autres que ceux mis en place par l'organisateur, ainsi que les ventes sauvages sur le site d'arrivée
- pour assurer à l'ASBL Circuit franco-belge et à ses représentants toute liberté de manœuvre pendant la préparation et le déroulement de la manifestation

2.2.3. à faire préserver la gratuité des accès au public sur le site d'arrivée, et plus généralement sur les lieux de passage de l'Eurométropole Tour

2.2.4. à faire prendre les dispositions nécessaires pour que de bonnes conditions d'hygiène soient assurées sur le site d'arrivée et en particulier pour que le public puisse y disposer d'installations sanitaires, mobiles de préférence

2.2.5. à définir en collaboration avec l'organisation le point de passage obligé (PPO) ainsi que l'évacuation et la dérivation générale des véhicules.

Article 3 - Compétences exclusives de l'ASBL Circuit franco-belge

Il est expressément reconnu que l'ASBL Circuit franco-belge a seule compétence :

- pour traiter des questions liées directement à l'organisation sportive de l'épreuve et, notamment, pour choisir le parcours et le site d'arrivée en commun accord avec la Ville de Tournai
- pour coordonner les opérations techniques de mise en place du site d'arrivée, même si certaines de ces opérations sont assurées avec l'aide matérielle de la ville d'accueil.

Il est également admis que l'ASBL Circuit franco-belge est libre du choix des partenaires commerciaux sur l'épreuve et sur les lieux où celle-ci se déroule.

Article 4 - Relations publiques

Sur le site d'arrivée, dans la salle paroissiale du Mont-Saint-Aubert, sera prévue, à 18 heures, une réception de la première journée de l'Eurométropole Tour à charge de l'ASBL Circuit franco-belge. Prévoir un discours du responsable local et du Président de l'organisation.

L'organisateur de l'Eurométropole Tour s'engage à assurer lui-même diverses prestations destinées aux invités pour leur permettre, notamment, d'organiser leurs relations publiques :

- invitation de l'ensemble du Conseil communal pour la présentation officielle de l'épreuve qui sera prise en charge par l'organisateur (conférence de presse, présentation des villes étapes sur écran et cocktail dînatoire) organisée le mardi 22 septembre 2015, à 11 heures, dans la crypte de l'hôtel de Ville dont l'ASBL Circuit franco-belge sollicite la gratuité.
- le jour de l'épreuve :

* sur le site d'arrivée, un espace VIP accessible uniquement aux détenteurs d'un laissez-passer de l'organisation

* quatre panneaux ou banderoles publicitaires sur le site de départ

- Monsieur le Bourgmestre ou son représentant est invité à participer au repas super VIP et à suivre le prologue dans un véhicule de la direction
- 25 invitations au repas VIP du site d'arrivée avec possibilité pour 10 invités de participer au repas super VIP et de suivre la totalité du prologue
- 20 invitations supplémentaires pour accéder au village VIP

- mise à disposition d'un "garden stand" personnalisé pour l'accueil des invités de la Ville au repas VIP
- sur le podium d'arrivée, une place réservée à Monsieur le Bourgmestre ou son représentant
- aux abords de la ligne d'arrivée, possibilité de prévoir des emplacements pour buvette et/ou marchands ambulants sous réserve d'accord écrit préalable avec l'ASBL Circuit franco-belge
- mise à disposition d'un encart publicitaire dans le road-book distribué à tous les invités (environ 3.000 exemplaires)

Article 5 - Assurances

L'ASBL Circuit franco-belge déclare que les risques, dont il assume la responsabilité en tant qu'organisateur de l'Eurométropole Tour, sont couverts par la police suivante :

- assurance de la Fédération cycliste Wallonie-Bruxelles (FCWB) pour la responsabilité civile pendant la course et celle complémentaire de l'épreuve : contrat AG Insurance n° 99-557-641 souscrit par la FCWB pour le compte des organisateurs de l'Eurométropole Tour.

Guide technique - Cahier des charges

Charges liées à l'organisation technique et sportive d'arrivée :

1. à charge de l'ASBL Circuit franco-belge

De façon générale, l'ASBL Circuit franco-belge fournira les installations, matériel et personnel nécessaires à l'organisation itinérante de l'épreuve, sous réserve des prestations techniques relevant de la responsabilité de la ville d'accueil détaillées au point 2.

L'ASBL Circuit franco-belge se charge de la fourniture, du montage et du démontage des équipements suivants :

- fléchage des accès au site d'arrivée
- portique d'arrivée installé à la place de la Trinité au Mont-Saint-Aubert
- arche gonflable annonçant le dernier kilomètre installée sur les pentes du Mont-Saint-Aubert
- arche gonflable annonçant les trois derniers kilomètres
- les installations du camion-portique pour la photo-finish
- les installations pour le contrôle antidopage
- le podium protocolaire destiné à la remise des maillots (16m x 8m) + locaux interviews
- bus super VIP de 80 places (16,50m x 6,50m)
- installation du bar mobile à l'intention des VIP (15 tables hautes)
- l'acheminement et le retour des invités seront pris en charge par l'organisation à partir du parking du Stade Luc Varenne, dès 11 heures jusqu'à 20 heures, par des minibus de l'organisation
- parking du Mont-Saint-Aubert jouxtant la salle paroissiale qui servira d'héliport en partie et de parking Super VIP. Ce parking sera géré entièrement par l'ASBL Circuit franco-belge et le périmètre d'accès sera sécurisé par des barrières nadar en collaboration avec le service prévention [service interne de prévention et de protection (S.I.P.P.)]
- nacelle TV et installation pour la RTBF télévision
- prestation du speaker officiel Daniel MANGEAS et son installation sur la ligne d'arrivée
- fourniture des affiches annonçant l'évènement;

2. à charge de la Ville de Tournai

- placement des affiches reçues de l'ASBL Circuit franco-belge
- prendre les mesures nécessaires d'informations auprès du service des TEC pour les déviations éventuelles
- assurer la sécurité tout au long du circuit local (police)
- installation de 100m de barrières Heras selon les plans
- installation de 500m de barrières Nadar selon les injonctions du responsable du site d'arrivée
- installation de 50 cônes rouge et blanc afin de délimiter le couloir "retour coureur"
- respect du guide technique par rapport à la publicité de la ville d'accueil
- le tracé de la ligne d'arrivée (quelques jours avant l'épreuve) selon les normes obligatoires + la ligne des photographes
- l'apport d'électricité via coffret forain disponible dès 10 heures le matin
- l'apport d'électricité (groupe électrogène) pour les camions des régies de la RTBF selon le cahier des charges de la télévision à partir du mardi 29 septembre 2015
- l'apport d'eau potable à proximité

- prévoir les poubelles à l'arrière des espaces VIP et du public
- l'achat de 5 gerbes de fleurs pour la cérémonie protocolaire
- organiser une ou deux réunions préparatoires avec tous les services compétents
- déléguer la gestion des parkings et dérivation au responsable de la ligne d'arrivée de l'ASBL Circuit franco-belge en collaboration avec la police
- prévoir les endroits de stationnement pour les motos, voitures, bus, camions jusque 20 heures en collaboration avec les forces de l'ordre
- communiquer au responsable du protocole les coordonnées des 4 personnalités "locales" qui auront accès à la cérémonie protocolaire selon les modalités prévues dans le guide technique
- la mise en place de ballots de paille (40) pour sécuriser les endroits dangereux
- l'installation de la roulotte "toilette mobile"
- la mise à disposition de personnel gardien de la paix afin de garantir la sécurité

DATE D'EFFET : La présente convention prendra effet à la date de signature par les parties.

Fait à, le.....

Signatures

Pour la Ville de Tournai Pour l'ASBL Circuit franco-belge

Le Directeur général adjoint, L'Echevin délégué à la fonction maïorale, Le Président, Le Secrétaire,
T. LESPLINGART P.-O. DELANNOIS L. COUSAERT J.-M. ORLANDI."

34. Eurométropole Tour 2015. Arrivée finale à Tournai. Convention (et guide technique-cahier des charges) entre l'ASBL Circuit franco-belge et la Ville. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que l'arrivée finale de l'Eurométropole Tour 2015, épreuve cycliste pour coureurs professionnels, aura lieu à Tournai le dimanche 4 octobre 2015;

Considérant que la dernière étape se déroulera entre Mons et Tournai avec diffusion en direct par la RTBF;

Considérant que plusieurs circuits locaux passeront par le Mont-Saint-Aubert, l'arrivée se situant comme d'habitude boulevard des Nerviens;

Considérant qu'en vue de préciser les modalités de cette organisation et de fixer les obligations réciproques des parties, une convention sera conclue entre l'ASBL Circuit franco-belge, l'organisateur, et la Ville de Tournai;

Considérant qu'il revient au Conseil communal d'approuver les termes de cette convention;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de marquer son accord sur les termes de la convention et du guide technique-cahier des charges :

" Entre, d'une part :

L'ASBL Circuit franco-belge, représentée par :

MM. Louis COUSAERT et Jean-Marie ORLANDI de l'organisation, habilités à l'effet des présentes, et, d'autre part :

La Ville de Tournai représentée par :

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS, et Monsieur le Directeur général adjoint, Thierry LESPLINGART, agissant au nom du Conseil communal, ci-après dénommée "La Ville de Tournai".

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

1°) sous licence du Royal Cazeau Pédale de Templeuve, club inscrit sous le matricule 735 à la Royale ligue vélocipédique belge (R.L.V.B.), l'ASBL Circuit franco-belge organise l'Eurométropole Tour, compétition inscrite à l'Union cycliste internationale en catégorie "UCI Europe Tour" qui se déroulera du 30 septembre au 4 octobre 2015 inclus.

2°) en sa qualité d'organisateur, l'ASBL Circuit franco-belge développe des relations privilégiées de partenariat avec les collectivités locales ou les sociétés d'accueil de l'Eurométropole Tour, auxquelles elle apporte, outre son expérience et son savoir-faire technique, des possibilités de promotion et de communication appréciables.

En contrepartie, préalablement à l'acceptation de sa candidature par l'ASBL Circuit franco-belge, la Ville de Tournai s'engage à :

- a. fournir des prestations de qualité, conformes à la réputation et à l'image de l'Eurométropole Tour et répondant aux exigences d'une compétition sportive de haut niveau international
- b. prêter son concours actif à l'ASBL Circuit franco-belge pour la préparation et le déroulement de la manifestation, notamment en mettant à sa disposition les locaux, installations et matériel nécessaires
- c. de façon générale, observer et faire observer les dispositions de toute nature arrêtées d'un commun accord avec les représentants habilités de l'ASBL Circuit franco-belge, spécialement lorsqu'elles visent le site d'arrivée.

3°) La Ville de Tournai a, en connaissance des exigences de l'ASBL Circuit franco-belge ci-dessus rappelées, posé sa candidature pour accueillir l'Eurométropole Tour, compte tenu :

- a. de l'impact médiatique que représente une arrivée de l'Eurométropole Tour par l'intermédiaire de la presse écrite et surtout télévisée
- b. des retombées économiques pour le commerce local.

4°) la renommée grandissante de l'Eurométropole Tour et son statut "UCI Europe Tour" décerné par l'Union cycliste internationale entraînent un nombre croissant de candidatures de villes désireuses d'accueillir cette manifestation sportive.

D'autre part, l'ASBL Circuit franco-belge souhaite rester fidèle aux communes qui lui ont témoigné leur confiance depuis de nombreuses années.

Afin de planifier la répartition des villes d'une façon objective et efficace dans les éditions futures, l'ASBL Circuit franco-belge propose à toute commune qui souscrit un partenariat de s'engager pour plusieurs années en ce qui concerne la mise sur pied d'un départ, d'une arrivée ou d'un contre-la-montre.

Arrivée finale à Tournai le dimanche 4 octobre 2015.

La Ville de Tournai étant intéressée par cette proposition, les parties se sont en conséquence rapprochées pour préciser les conditions de leur partenariat.

Ceci exposé et qui forme la base du présent accord, les parties ont ensuite convenu ce qui suit :

ARTICLE 1ER - OBJET

L'ASBL Circuit franco-belge accepte, selon les clauses, charges et conditions figurant aux présentes, que la Ville de Tournai accueille l'arrivée finale de l'Eurométropole Tour à Tournai, le dimanche 4 octobre 2015.

Dès que le parcours de l'Eurométropole Tour aura été rendu public par l'ASBL Circuit franco-belge, la Ville de Tournai pourra, dans sa communication, faire état de qualité de ville site d'arrivée finale.

Les dispositions fixées ci-après définissent les obligations réciproques des parties durant la durée de la présente convention.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

2.1. L'ASBL Circuit franco-belge s'attachera en tant qu'organisateur à mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour offrir à la Ville de Tournai et au public présent un événement sportif de haute qualité.

A cet égard, elle s'engage dès à présent :

- à obtenir, pour le prochain Eurométropole Tour, la participation des meilleures équipes cyclistes d'élite avec contrat (Pro Team et UCI Continentales Pro)
- à permettre à la Ville de Tournai :
 - * d'assurer sa promotion, notamment par l'intermédiaire des nombreux médias présents sur l'épreuve
 - * de mettre en place diverses animations pour les personnalités invitées, comme précisées à l'article 4 ci-après
 - * que l'étape du jour se termine par minimum 3 circuits locaux de 15 à 20km empruntant de larges routes sans franchissement de passage à niveau.
- 2.2. de son côté, la Ville de Tournai s'engage, en ce qui la concerne :
 - 2.2.1. à fournir à l'ASBL Circuit franco-belge :
 - toutes les informations indispensables pour organiser sa promotion avec les supports de communication idoines de l'Eurométropole Tour 2015
 - toute l'aide utile au succès des éventuelles démarches administratives et autres, nécessaires à l'organisation de l'événement
 - 2.2.2. à prendre ou à faire prendre toutes les mesures de police :
 - pour interdire la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies urbaines empruntées par l'épreuve 1 heure avant le passage des coureurs et pour les réglementer sur les voies adjacentes. La sécurité sera assurée par la police aidée de signaleurs placés par le Royal Cazeau pédale de Templeuve.
- Les frais de police sont à la charge de la Ville de Tournai :
 - pour préserver le respect des emplacements nécessaires au bon déroulement de la manifestation
 - pour garantir la sécurité des concurrents et des spectateurs, spécialement sur le site d'arrivée
 - pour interdire la pose de banderoles et de panneaux autres que ceux mis en place par l'organisateur, ainsi que les ventes sauvages sur le site d'arrivée
 - pour assurer à l'ASBL Circuit franco-belge et à ses représentants toute liberté de manœuvre pendant la préparation et le déroulement de la manifestation
- 2.2.3. à faire préserver la gratuité des accès au public sur le site d'arrivée, et plus généralement sur les lieux de passage de l'Eurométropole Tour
- 2.2.4. à faire prendre les dispositions nécessaires pour que de bonnes conditions d'hygiène soient assurées sur le site d'arrivée et en particulier pour que le public puisse y disposer d'installations sanitaires, mobiles de préférence
- 2.2.5. à définir en collaboration avec l'organisation le point de passage obligé (PPO) ainsi que l'évacuation et la dérivation générale des véhicules.

ARTICLE 3 - COMPETENCES EXCLUSIVES DE L'ASBL CIRCUIT FRANCO-BELGE

Il est expressément reconnu que l'ASBL Circuit franco-belge a seule compétence :

- pour traiter des questions liées directement à l'organisation sportive de l'épreuve et, notamment, pour choisir le parcours et le site d'arrivée en commun accord avec la Ville de Tournai
- pour coordonner les opérations techniques de mise en place du site d'arrivée, même si certaines de ces opérations sont assurées avec l'aide matérielle de la ville d'accueil.

Il est également admis que l'ASBL Circuit franco-belge est libre du choix des partenaires commerciaux sur l'épreuve et sur les lieux où celle-ci se déroule.

ARTICLE 4 - RELATIONS PUBLIQUES

Sur le site d'arrivée et dans la grande salle de l'école du Château, sera prévue à 17 heures la réception du 75ème anniversaire à charge de l'ASBL Circuit franco-belge. Prévoir un discours du responsable local et du président de l'organisation.

L'organisateur de l'Eurométropole Tour s'engage à assurer lui-même diverses prestations destinées aux invités pour leur permettre, notamment, d'organiser leurs relations publiques :

- invitation de l'ensemble du Conseil communal pour la présentation officielle de l'épreuve qui sera prise en charge par l'organisateur (conférence de presse, présentation des villes étapes sur écran et repas dînatoire) et organisée le mardi 22 septembre 2015, à 11 heures, dans la crypte de l'hôtel de Ville dont l'ASBL Circuit franco-belge sollicite la gratuité.
- le jour de l'épreuve :
 - * sur le site de départ, un espace VIP accessible uniquement aux détenteurs d'un laissez-passer de l'organisation
 - * sur le site d'arrivée, un espace VIP accessible uniquement aux détenteurs d'un laissez-passer de l'organisation
 - * quatre panneaux ou banderoles publicitaires sur le site de départ
- Monsieur le Bourgmestre ou son représentant est invité à participer au repas super VIP et à suivre l'étape dans un véhicule de la direction
- 25 invitations au repas VIP du départ avec possibilité pour 10 invités de participer au repas super VIP et de suivre la totalité de l'étape
- 20 invitations supplémentaires pour accéder au village VIP d'entrée
- mise à disposition d'un garden (stand personnalisé) pour l'accueil des invités de la Ville au repas VIP
- sur le podium d'arrivée, une place réservée à Monsieur le Bourgmestre ou son représentant
- aux abords de la ligne d'arrivée, possibilité de prévoir des emplacements pour buvette et/ou marchands ambulants sous réserve d'accord écrit préalable avec l'ASBL Circuit franco-belge
- mise à disposition d'un encart publicitaire dans le road-book distribué à tous les invités (environ 3.000 exemplaires)

ARTICLE 5 - ASSURANCES

L'ASBL Circuit franco-belge déclare que les risques, dont il assume la responsabilité en tant qu'organisateur de l'Eurométropole Tour, sont couverts par la police suivante :

Assurance de la FCWB pour la responsabilité civile pendant la course et celle complémentaire de l'épreuve :

Contrat AG Insurance n° 99-557-641 souscrit par la Fédération cycliste Wallonie-bruxelles (FCWB) pour le compte des organisateurs de l'Eurométropole Tour.

GUIDE TECHNIQUE - CAHIER DES CHARGES

Charges liées à l'organisation technique et sportive d'arrivée :

1. A charge de l'ASBL Circuit franco-belge

De façon générale, l'ASBL Circuit franco-belge fournira les installations, matériel et personnel nécessaires à l'organisation itinérante de l'épreuve, sous réserve des prestations techniques relevant de la responsabilité de la ville d'accueil détaillées au point 2.

L'ASBL Circuit franco-belge se charge de la fourniture, du montage et du démontage des équipements suivants :

- fléchage des accès au site d'arrivée
- portique d'arrivée installé au boulevard des Nerviens
- arche gonflable annonçant le dernier kilomètre installée à la chaussée de Renaix (Tournai)
- arche gonflable annonçant les trois derniers kilomètres à la chaussée de Renaix (Rumillies)
- les installations du camion-portique pour la photo-finish
- les installations pour le contrôle antidopage
- le podium protocolaire destiné à la remise des maillots (16m x 8m) + locaux interviews
- bus super VIP de 80 places (16,50m x 6,50m)
- installation du bar mobile à l'intention des VIP (15 tables hautes)
- nacelle TV et installation pour la télévision
- prestation du speaker officiel Daniel MANGEAS et son installation sur la ligne d'arrivée
- organisation de plusieurs passages de la ligne d'arrivée (4 fois minimum)
- fourniture des affiches annonçant l'évènement.

2. A charge de la VILLE DE TOURNAI

- placement des affiches reçues de l'ASBL Circuit franco-belge
- prendre les mesures nécessaires d'informations auprès du service des TEC pour les déviations éventuelles
- assurer la sécurité tout au long du circuit local (police)
- installation de 100m de barrières Heras selon les plans
- installation de 700m de barrières Nadar selon les injonctions du responsable du site d'arrivée
- respect du guide technique par rapport à la publicité de la ville d'accueil
- le tracé de la ligne d'arrivée (quelques jours avant l'épreuve) selon les normes obligatoires + la ligne des photographes
- montage d'une tribune destinée aux porteurs de laissez-passer officiel (une centaine de places)
- l'apport d'électricité via coffret forain disponible dès 10 heures le matin
- l'apport d'électricité (groupe électrogène) pour les camions des régies de la RTBF
- l'apport d'eau potable à proximité
- prévoir les poubelles à l'arrière des espaces VIP et pour le public
- l'achat de 9 gerbes de fleurs pour la cérémonie protocolaire
- organiser une ou deux réunions préparatoires avec tous les services compétents
- prévoir des vestiaires au hall des sports de 13 heures 30 à 17 heures 30
- mettre à disposition les locaux accessibles dès le matin à l'école du Château avec l'accord de son directeur
- l'installation temporaire d'une ligne ISDN avec Wi-Fi libre d'accès dans la salle de presse située à l'école du Château + 15 prises 2A ainsi que des boissons et sandwiches pour 15 personnes
- déléguer la gestion des parkings et dérivation au responsable de la ligne d'arrivée de l'ASBL Circuit franco-belge en collaboration avec la police
- prévoir les endroits de stationnement pour les motos, voitures, bus, camions jusqu'à 20 heures en collaboration avec les forces de l'ordre
- communiquer au responsable du protocole les coordonnées des 4 personnalités "locales" qui auront accès à la cérémonie protocolaire selon les modalités prévues dans le guide technique
- la mise en place de ballots de paille (40) pour sécuriser les endroits dangereux
- l'installation de la roulotte "toilettes mobile"
- la mise à disposition de personnel gardien de la paix afin de garantir la sécurité
- la mise à disposition d'un bus de la Ville de Tournai destiné au transport des invités durant deux journées à charge de la Ville et deux autres à charge de l'organisateur, comme en 2014, dont la dernière étape Mons-Tournai le dimanche 4 octobre 2015.

DATE D'EFFET

La présente convention prendra effet à la date de signature par les parties.

Fait à, le

Pour la Ville de Tournai Pour l'ASBL Circuit franco-belge

Le Directeur général adjoint, L'Echevin délégué à Le Président, Le Secrétaire
la fonction maïorale,

T. LESPLINGART P.-O. DELANNOIS L. COUSAERT J.-M. ORLANDI

Conformément au décret, les aides indirectes seront chiffrées et indiquées dans la convention."

35. Froyennes, rue des Déportés de Froyennes. Convention de concession domaniale au profit de particuliers. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal PS, **Louis COUSAERT**, rentre en séance.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant la correspondance de particuliers domiciliés à Froyennes, rue des Déportés de Froyennes, 20, aux termes de laquelle ils sollicitent la mise à disposition de la partie de parcelle communale située dans le prolongement de leur propriété, cadastrée ou l'ayant été section B, n°136 B afin de l'agrémenter;

Considérant que, dans les faits, les intéressés entretiennent déjà cette partie de parcelle et qu'il s'agirait donc d'une régularisation de fait existant;

Considérant que cette partie de parcelle est incorporée dans le domaine public de la Ville de Tournai, ce qui nécessite la conclusion d'une convention de concession domaniale;

Considérant que l'avis des services techniques a été sollicité, lesquels ont formulé un avis favorable tant sur la conclusion de la convention susmentionnée que sur les conditions que le service patrimoine préconisait d'inclure dans cette dernière;

Considérant, toutefois, que le chef de bureau technique mentionne l'existence d'un tuyau en béton de 40 cm de diamètre traversant la parcelle en question et aboutissant à la station de pompage;

Considérant, dès lors, que les intéressés devront veiller à conserver l'intégrité de ce réseau dans le tréfonds de la parcelle;

Considérant qu'il convenait également de proposer aux propriétaires des biens cadastrés section B, n° 136 A 2 et section B, n° 136/02 E, situés de part et d'autre de la surface convoitée par les époux DRUON-MUSY, la conclusion d'une convention de concession domaniale portant sur la partie du domaine public située dans le prolongement de leur propriété et ce, afin de ne pas avoir à segmenter le domaine communal;

Considérant que le Collège Communal a décidé en séance du 21 novembre 2014, sous réserve de la décision du Conseil communal de proposer aux propriétaires des immeubles sis à Froyennes, rue des Déportés de Froyennes, n° 18, 20 et 22, chacun pour la partie de parcelle située à l'arrière de sa propriété selon l'extrait du plan cadastral annexé au dossier, la conclusion d'une convention de concession domaniale dont les principales modalités seraient les suivantes:

- la concession serait accordée à titre gratuit, précaire, révocable à tout moment, sans motif et sans indemnité moyennant un préavis de trois mois notifié par envoi recommandé prenant cours le premier jour du mois suivant
- les concessionnaires ne pourraient ni céder leurs droits résultant de la convention ni accorder à des tiers aucun droit (droits réels ou autres) sur le bien
- la convention présenterait un caractère «intuitu personae» dans le chef des concessionnaires
- une exonération de responsabilité de la Ville de Tournai serait prévue quant aux accidents de quelque nature qu'ils soient qui pourraient survenir du fait des droits concédés
- les frais d'enregistrement et autres frais éventuels de la convention à intervenir seraient à charge des concessionnaires qui supporteraient seuls tous les droits et amendes auxquels celle-ci donnerait ouverture.
- la concession serait accordée selon les autres modalités suivantes :
 - pour les aménagements déjà réalisés, les concessionnaires devraient s'être conformés aux règlements en vigueur et aux prescriptions légales en la matière et s'être munis des autorisations et permis à délivrer par les autorités compétentes. Ils en feraient de même pour tout autre aménagement futur qu'ils souhaiteraient réaliser.
 - les concessionnaires seraient tenus de respecter les conditions complémentaires suivantes :
 - l'accès aux canalisations souterraines appartenant aux sociétés d'adduction de fluides et d'énergie devrait être maintenu à tout instant
 - les aménagements seraient de type amovible afin de pouvoir, le cas échéant, être déplacés

- ils s'interdiraient formellement:
 - d'ériger toute espèce de construction (bâtiment, mur de séparation, clôture, etc.) et de planter des arbres et arbustes.
 - de pratiquer des fouilles ou déplacements ou enlèvements de terre de nature à modifier le niveau naturel du sol ou à nuire à la stabilité des conduites qui y seraient posées
 - d'établir un dépôt de matières toxiques et notamment d'hydrocarbures.
 - d'une manière générale, de faire quoi que ce soit qui puisse nuire, de quelque façon que ce soit, aux canalisations installées en sous-sol ainsi qu'à leur stabilité.
- d'informer les époux DRUON –MUSY que les plantations présentes sur la partie du domaine public située dans le prolongement de leur propriété devaient être enlevées à leurs frais et endéans un délai de 3 mois à compter de la réception de la notification, afin que le système racinaire de ces plantations ne porte pas atteinte aux dispositifs publics présents en sous-sol. Ils devaient prendre contact avec le service voirie pour s'assurer que les dispositifs publics ne seraient pas endommagés lors des travaux d'arrachage;

Considérant que cette décision a été notifiée aux propriétaires des différents immeubles, lesquels ont répondu à l'administration communale :

- M. Christian BERTHOLOME (rue des Déportés de Froyennes, 22) a marqué son désaccord sur les termes de la convention de concession domaniale jugée trop contraignante
- M. et Mme DRUON-MUSY (rue des Déportés de Froyennes, 20) ont marqué leur accord sur les termes de la convention de concession domaniale proposée, à l'exception de l'arrachage des plantations situées sur la partie de parcelle communale en question (voir infra)
- M. Michel DELRUE (rue des Déportés de Froyennes, 18) a marqué son accord sur les termes de la convention de concession domaniale proposée;

Considérant qu'aux termes de leur correspondance datée du 8 janvier 2015, M. et Mme DRUON-MUSY ont informé l'administration communale qu'ils avaient supprimé le paragraphe concernant l'arrachage et ce, suite au passage du géomètre communal, lequel a autorisé le maintien desdites plantations qui ne portent pas préjudice aux canalisations, ni aux autres dispositifs publics présents en sous-sol;

Considérant également que le géomètre communal aurait signalé qu'il délimiterait, dès la conclusion de la convention de concession domaniale, le terrain afin que celui-ci ne soit pas une zone de parking ou de manoeuvre de véhicules;

Considérant que les services techniques (service voirie et géomètre communal) ont été interrogés sur ce qui précède, lesquels ont répondu textuellement :

"M. DRUON est venu me voir entre Noël et Nouvel an et avons été voir sur place le bout de terrain en question (quelques m²). Sur ce petit bout de terrain, passe une conduite IPALLE et il y a 4 ou 5 arbustes d'ornement qui ne sont pas dans la zone d'emprise de la conduite (voir photo 01 ci-jointe). Hormis le thuya (qui n'est pas très grand), ces arbustes sont parfaitement entretenus et taillés chaque année (voir photo 03). M. DRUON m'a dit qu'il avait reçu un avis favorable de la ville à sa demande d'occuper ce bout de terrain, et que, dans cet avis, il devait abattre les arbres. Etant donné qu'il ne s'agissait que de 4 ou 5 arbustes d'ornement à faible développement, plantés en dehors de l'emprise de la conduite, je lui ai suggéré de DEMANDER à la ville à ce qu'il garde ces arbustes bien entretenus, pas gênants pour le passage et auxquels il tient. Aussi, je lui ai dit que, dès que la convention sera conclue, je serai très probablement chargé de délimiter la zone de telle sorte que le passage public ne soit pas entravé."

Considérant qu'aux termes de son mail du 29 janvier 2015, le chef de bureau technique du service voirie:

- maintient son avis initial (favorable moyennant imposition des conditions habituelles de la convention de concession domaniale)
- est défavorable à toute installation de dispositifs fixes visant à délimiter la parcelle
- suggère de solliciter l'avis complémentaire de l'intercommunale de propriété publique (IPALLE) sur la demande initiale eu égard au fait que celle-ci gère la station de pompage jouxtant la parcelle convoitée;

Considérant l'avis du 9 février 2015 de l'intercommunale de propreté publique (IPALLE) stipulant que :

- aucune installation n'est présente sur la parcelle cadastrée section B, numéro 136 b2 (appartenant à M. et Mme DRUON-MUSY) et sur la parcelle cadastrée section B, numéro 202d (parc dit "des Horizons Nouveaux" appartenant à la Ville de Tournai)
- des installations (dont une station de pompage) sont présentes dans la zone non cadastrée située entre les parcelles précitées
- ces installations doivent rester accessibles par le service d'exploitation et toute construction et plantation d'arbres à hautes tiges sont interdites deux mètres de part et d'autre de celles-ci;

Considérant, de ce fait, qu'en séance du 13 mars 2015, le Collège communal a décidé, après avoir pris connaissance des avis du chef de bureau technique du service voirie et de l'intercommunale de propreté publique (IPALLE):

- de revenir sur sa décision du 21 novembre 2014 d'imposer l'arrachage des plantations présentes sur la partie du domaine public communal et d'autoriser M. et Mme DRUON-MUSY à les conserver
- de ne pas permettre l'installation de dispositifs fixes visant à délimiter les parties du domaine de la Ville de Tournai concernées par la convention de concession domaniale;

Considérant qu'un projet de convention de concession domaniale a été rédigé et soumis à l'examen du Collège communal, lequel a marqué son accord de principe, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, sur les termes des deux projets de convention de concession domaniale à intervenir;

Considérant les correspondances respectives des parties concernées aux termes desquelles elles ont marqué leur accord sur le projet de convention de concession domaniale;

Considérant qu'en sa séance du 17 juillet 2015, le Collège communal a marqué son accord de principe, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, sur le plan de mesurage levé et dressé par le géomètre communal fixant à:

- 39 ca la partie du domaine public concédée au propriétaire de l'immeuble portant le n°18 (partie 1 sur ledit plan)
- 78 ca la partie du domaine public concédée aux propriétaires de l'immeuble portant le n°20 (partie 2 sur ledit plan);

Considérant l'extrait du plan cadastral en question;

Vu les articles L 1122-30 et L 1222-1 du Code de la démocratie locale et de décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

de marquer son accord sur la conclusion des conventions de concession domaniale au profit des propriétaires des immeubles sis à Froyennes, rue des Déportés de Froyennes, 18 et 20, chacun pour la partie de parcelle située à l'arrière de sa propriété, dont les termes suivent:

- "Convention de concession domaniale (au profit du propriétaire de l'immeuble sis rue des Déportés de Froyennes, 18)

Entre les soussignés :

La Ville de Tournai, dont les bureaux sont situés à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52,

Ici représentée par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et par Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint, en vertu des articles L1132-3, L1123-5 et L1124-17 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal datée du 22 septembre 2015,

Ci-après dénommée «le concédant»

Et

Monsieur Michel DELRUE domicilié à 7503 FROYENNES, rue des Déportés de Froyennes, 18, ci-après dénommé «le concessionnaire»

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

Préambule

Monsieur Michel DELRUE est propriétaire de l'immeuble sis à Froyennes, rue des Déportés de Froyennes, 18, cadastré ou l'ayant été 32ème division, section B, n° 136 A 2.

Sur demande des propriétaires de l'immeuble portant le n°20, le Collège communal, lors de sa séance du 21 novembre 2014, a décidé de proposer aux propriétaires des immeubles sis à Froyennes, rue des Déportés de Froyennes, 18, 20 et 22, chacun pour la partie de parcelle située à l'arrière de sa propriété respective, la conclusion d'une convention de concession domaniale afin de continuer à agrémenter cet espace qu'ils occupent actuellement sans convention écrite.

L'objet de la présente convention est de définir les modalités de la poursuite de cette occupation.

Article 1 : Situation – Description – Destination du bien concédé

Le concédant donne en concession au concessionnaire, qui l'accepte, une partie d'espace public non cadastrée située à l'arrière de la propriété du concessionnaire sise à 7503 Froyennes, rue des Déportés de Froyennes, 18, d'une contenance de 39 ca, selon le plan de mesurage levé et dressé en date du 27 mai 2015 par Monsieur Alain LETOT, géomètre communal, et approuvé par le Collège communal en date du 17 juillet 2015.

Le bien est concédé à l'usage exclusif de potager et de jardin d'agrément. Toute autre destination est proscrite.

Les photographies, prises en 2014 et en 2015, jointes au présent contrat tiennent lieu d'état des lieux contradictoire entre parties. L'aménagement doit respecter les conditions fixées à l'article 5 de la présente convention.

Article 2 : Gratuité

La présente convention est consentie à titre gratuit.

Article 3 : Caractéristiques de la concession

La présente convention de concession domaniale prend cours au jour de sa signature.

Elle est conclue à titre précaire et est révocable à tout moment, sans motif et sans indemnité moyennant un préavis de trois mois notifié par envoi recommandé prenant cours le premier jour du mois suivant et ce, sans préjudice du droit du concédant de résilier la convention sans préavis et sans indemnité pour des motifs liés à l'intérêt général.

Le concessionnaire reconnaît expressément la précarité de la présente convention de concession.

Le concessionnaire s'engage à libérer le bien à la première demande que la Ville en fera dans les formes et délais précités et ce, sans réclamer une indemnité quelconque du fait de la mise en culture du bien ou d'une amélioration apportée à celui-ci.

A l'expiration de la présente convention, le concessionnaire devra remettre, à ses frais exclusifs, les lieux dans leur pristin état et libres de toute culture.

Article 4 : Incessibilité – caractère intuitu personae – résiliation de plein droit

Le bien continue à relever du domaine public de la Ville de Tournai.

Le concessionnaire ne peut ni céder ses droits résultant de la présente convention ni accorder à des tiers aucun droit (droits réels ou autres) sur le bien.

La convention présente un caractère «intuitu personae» dans le chef du concessionnaire de sorte qu'elle prendra fin de plein droit :

- au décès du concessionnaire sans qu'elle puisse créer quelque droit que ce soit dans le chef de ses héritiers.
- à la vente de l'immeuble appartenant au concessionnaire situé à 7503 Froyennes, rue des Déportés de Froyennes, 18, cadastré ou l'ayant été section B, n° 136 A.
- dans le cas où le concessionnaire n'habiterait plus cet immeuble.

La présente convention est également résiliée de plein droit et sans sommation en cas de manquement du concessionnaire à l'une des obligations qui résultent pour lui des dispositions de la concession sans préjudice du droit pour la Ville de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts.

Article 5 :

Le concessionnaire est tenu de respecter les conditions suivantes :

- pour les aménagements déjà réalisés, le concessionnaire doit s'être conformé aux règlements en vigueur et aux prescriptions légales en la matière et s'être muni des autorisations et permis à délivrer par les autorités compétentes. Il en fera de même pour tout autre aménagement futur qu'il souhaiterait réaliser.
- l'accès aux câbles et canalisations souterrains appartenant aux sociétés d'adduction de fluides et d'énergie doit être maintenu à tout instant
- il s'interdit formellement:
 - d'ériger toute espèce de construction (bâtiment, mur de séparation, clôture, etc.) et de planter des arbres et arbustes. Les plantations existantes [1] peuvent être maintenues. Cependant, les arbres à hautes tiges sont interdits deux mètres de part et d'autre de la station de pompage jouxtant la partie du domaine public mise à disposition.
 - de pratiquer des fouilles ou déplacements ou enlèvements de terre de nature à modifier le niveau naturel du sol ou à nuire à la stabilité des câbles et conduites qui y sont et seront posés
 - d'établir un dépôt de matières toxiques et notamment d'hydrocarbures.
 - d'une manière générale, de faire quoi que ce soit qui puisse nuire, de quelque façon que ce soit, aux câbles et canalisations installés en sous-sol ainsi qu'à leur stabilité.

Article 6 : Entretien - Responsabilité

Entretien

Le concessionnaire s'engage à user du bien visé à l'article 1er du présent contrat en bon père de famille et à le tenir en bon état d'entretien et en parfait état de propreté.

Dommages causés au bien concédé

Pendant la durée de la concession, le concessionnaire est responsable de tous les dommages, quelle que soit leur nature, causés au bien concédé.

Il lui incombe de remettre en état, à ses frais, le bien endommagé.

Il est tenu d'informer aussi vite que possible, et en tout cas dans les 48 heures, le concédant des dégradations, détériorations ou usures anormales qui se seraient produites sur le bien.

Accidents, dommages causés au concédant ou à des tiers

Le concessionnaire est responsable de tous les dommages ou accidents, quelle que soit leur nature, causés à quiconque, liés à l'exercice des droits et obligations qui lui sont conférés par la convention.

Le concessionnaire exonère le concédant de toute responsabilité au cas où pareils dommages ou accidents se produiraient, même si ces dommages ou accidents étaient dus à des vices et défauts quelconques (apparents ou cachés) du bien.

Le concessionnaire :

- garantit le concédant contre tout recours qui pourrait être exercé contre lui du chef des accidents ou dommages précités
- s'engage à intervenir volontairement dans les procédures mues à ce titre contre le concédant.

Article 7 : Assurances

Le concessionnaire assurera sa responsabilité résultant de ce qui est prévu à l'article 6. Il s'engage à justifier du paiement des primes à toute demande du concédant.

Article 8 : Accès au bien concédé

Le concédant a en permanence accès au bien concédé afin de s'assurer de ce que le concessionnaire n'a pas outrepassé ou modifié les droits qui lui ont été accordés et de ce qu'il s'acquitte correctement et pleinement des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention.

En outre, le concessionnaire autorise le concédant et tout autre organisme compétent à accéder en tout temps et pour cause d'utilité publique au bien concédé (par exemple : entretien et réparation des câbles, conduites et canalisations).

Article 9 : Droits des voisins

Le concessionnaire veillera particulièrement à prendre toutes mesures utiles afin de ne pas générer de troubles pour le voisinage.

Article 10 : Enregistrement – Frais

Le concédant fera enregistrer la présente convention.

Les frais d'enregistrement et autres frais éventuels de la présente convention sont à charge du concessionnaire qui supportera seul tous les droits et amendes auxquels celle-ci donnerait ouverture.

Article 11 : Tribunaux compétents

Tout litige relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution du présent contrat sera tranché par les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut – Section Tournai.

[1] Voir photos prises le 20..... annexées à la présente convention;

- Convention de concession domaniale (au profit des propriétaires de l'immeuble sis à Froyennes, rue des Déportés de Froyennes, 20)

Entre les soussignés :

La Ville de Tournai, dont les bureaux sont situés à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52,

Ici représentée par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et par Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint, en vertu des articles L1132-3, L1123-5 et L1124-17 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal datée du 22 septembre 2015,

Ci-après dénommée «le concédant»

Et

Monsieur Gilles DRUON et Madame Véronique MUSY, tous deux domiciliés à 7503 FROYENNES, rue des Déportés de Froyennes, 20,

ci-après dénommés «les concessionnaires»

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Monsieur Gilles DRUON et Madame Véronique MUSY sont propriétaires de l'immeuble sis à Froyennes, rue des Déportés de Froyennes, 20, cadastré ou l'ayant été 32ème division, section B, n° 136 B 2.

Ils ont sollicité la mise à disposition de l'espace communal situé dans le prolongement de leur propriété afin de continuer à l'agréments. En effet, les intéressés entretiennent déjà cette surface sans convention écrite.

Le Collège communal, lors de sa séance du 21 novembre 2014, a décidé, sous réserve de l'accord du Conseil Communal, de proposer aux propriétaires des immeubles sis à Froyennes, rue des Déportés de Froyennes, 18, 20 et 22, chacun pour la partie de parcelle située à l'arrière de sa propriété respective, la conclusion d'une convention de concession domaniale.

L'objet de la présente convention est de définir les modalités de la poursuite de cette occupation.

Article 1 : Situation – Description – Destination du bien concédé

Le concédant donne en concession aux concessionnaires, qui l'acceptent, une partie d'espace public non cadastrée située à l'arrière de la propriété des concessionnaires sise à 7503 Froyennes, rue des Déportés de Froyennes, 20, d'une contenance de 78 ca, selon le plan de mesurage levé et dressé en date du 27 mai 2015 par Monsieur Alain LETOT, géomètre communal, et approuvé par le Collège communal en date du 17 juillet 2015.

Le bien est concédé à l'usage exclusif de potager et de jardin d'agrément. Toute autre destination est proscrite.

Les photographies, prises en 2014 et en 2015, jointes au présent contrat tiennent lieu d'état des lieux contradictoire entre parties. L'aménagement doit respecter les conditions fixées à l'article 5 de la présente convention.

Article 2 – Gratuité

La présente convention est consentie à titre gratuit.

Article 3 : Caractéristiques de la concession

La présente convention de concession domaniale prend cours au jour de sa signature.

Elle est conclue à titre précaire et est révocable à tout moment, sans motif et sans indemnité moyennant un préavis de trois mois notifié par envoi recommandé prenant cours le premier jour du mois suivant et ce, sans préjudice du droit du concédant de résilier la convention sans préavis et sans indemnité pour des motifs liés à l'intérêt général.

Les concessionnaires reconnaissent expressément la précarité de la présente convention de concession.

Les concessionnaires s'engagent à libérer le bien à la première demande que la Ville en fera dans les formes et délais précités et ce, sans réclamer une indemnité quelconque du fait de la mise en culture du bien ou d'une amélioration apportée à celui-ci.

A l'expiration de la présente convention, les concessionnaires devront remettre, à leurs frais exclusifs, les lieux dans leur pristin état et libres de toute culture.

Article 4 : Incessibilité – caractère intuitu personae – résiliation de plein droit

Le bien continue à relever du domaine public de la Ville de Tournai.

Les concessionnaires ne peuvent ni céder leurs droits résultant de la présente convention ni accorder à des tiers aucun droit (droits réels ou autres) sur le bien.

La convention présente un caractère «intuitu personae» dans le chef des concessionnaires de sorte qu'elle prendra fin de plein droit :

- au décès du dernier des concessionnaires sans qu'elle puisse créer quelque droit que ce soit dans le chef de leurs héritiers.
- à la vente de l'immeuble appartenant aux concessionnaires situé à 7503 Froyennes, rue des Déportés de Froyennes, 20, cadastré ou l'ayant été section B, n° 136 B.
- dans le cas où les concessionnaires n'habiteraient plus cet immeuble.

La présente convention est également résiliée de plein droit et sans sommation en cas de manquement des concessionnaires à l'une des obligations qui résultent pour eux des dispositions de la concession sans préjudice du droit pour la Ville de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts.

Article 5 :

Les concessionnaires sont tenus de respecter les conditions suivantes :

- pour les aménagements déjà réalisés, les concessionnaires doivent s'être conformés aux règlements en vigueur et aux prescriptions légales en la matière et s'être munis des autorisations et permis à délivrer par les autorités compétentes. Ils en font de même pour tout autre aménagement futur qu'ils souhaiteraient réaliser.
- l'accès aux câbles et canalisations souterrains appartenant aux sociétés d'adduction de fluides et d'énergie doit être maintenu à tout instant
- ils s'interdisent formellement:
 - d'ériger toute espèce de construction (bâtiment, mur de séparation, clôture, etc.) et de planter des arbres et arbustes. Les plantations existantes [1] peuvent être maintenues. Cependant, les arbres à hautes tiges sont interdits deux mètres de part et d'autre de la station de pompage jouxtant la partie du domaine public mise à disposition.
 - de pratiquer des fouilles ou déplacements ou enlèvements de terre de nature à modifier le niveau naturel du sol ou à nuire à la stabilité des câbles et conduites qui y sont et seront posés
 - d'établir un dépôt de matières toxiques et notamment d'hydrocarbures.
 - d'une manière générale, de faire quoi que ce soit qui puisse nuire, de quelque façon que ce soit, aux câbles et canalisations installés en sous-sol, ainsi qu'à leur stabilité.

Article 6 : Entretien - Responsabilité

Entretien

Les concessionnaires s'engagent à user du bien visé à l'article 1er du présent contrat en bon père de famille et à le tenir en bon état d'entretien et en parfait état de propreté.

Dommages causés au bien concédé

Pendant la durée de la concession, les concessionnaires sont responsables de tous les dommages, quelle que soit leur nature, causés au bien concédé.

Il leur incombe de remettre en état, à leurs frais, le bien endommagé.

Ils sont tenus d'informer aussi vite que possible, et en tout cas dans les 48 heures, le concédant des dégradations, détériorations ou usures anormales qui se seraient produites sur le bien.

Accidents, dommages causés au concédant ou à des tiers

Les concessionnaires sont responsables de tous les dommages ou accidents, quelle que soit leur nature, causés à quiconque, liés à l'exercice des droits et obligations qui leur sont conférés par la convention.

Les concessionnaires exonèrent le concédant de toute responsabilité au cas où pareils dommages ou accidents se produiraient, même si ces dommages ou accidents étaient dus à des vices et défauts quelconques (apparents ou cachés) du bien.

Les concessionnaires :

- garantissent le concédant contre tout recours qui pourrait être exercé contre lui du chef des accidents ou dommages précités
- s'engagent à intervenir volontairement dans les procédures mues à ce titre contre le concédant.

Article 7 : Assurances

Les concessionnaires assureront leur responsabilité résultant de ce qui est prévu à l'article 6. Ils s'engagent à justifier du paiement des primes à toute demande du concédant.

Article 8 : Accès au bien concédé

Le concédant a en permanence accès au bien concédé afin de s'assurer de ce que les concessionnaires n'ont pas outrepassé ou modifié les droits qui leur ont été accordés et de ce qu'ils s'acquittent correctement et pleinement des obligations qui leur incombent en vertu de la présente convention.

En outre, les concessionnaires autorisent le concédant et tout autre organisme compétent à accéder en tout temps et pour cause d'utilité publique au bien concédé (par exemple : entretien et réparation des câbles, conduites et canalisations).

Article 9 : Droits des voisins

Les concessionnaires veilleront particulièrement à prendre toutes mesures utiles afin de ne pas générer de troubles pour le voisinage.

Article 10 : Enregistrement – Frais

Le concédant fera enregistrer la présente convention.

Les frais d'enregistrement et autres frais éventuels de la présente convention sont à charge des concessionnaires qui supporteront seuls tous les droits et amendes auxquels celle-ci donnerait ouverture.

Article 11 : Tribunaux compétents

Tout litige relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution du présent contrat sera tranché par les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut – Section Tournai.

[1] Voir photos prises le 20..... annexées à la présente convention."

36. Willemeau, place de Willemeau. Remplacement de l'abribus. Convention avec la société régionale wallonne du transport. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que, dans le cadre des travaux d'aménagement de la traversée du village de Willemeau, il a été décidé de remplacer l'abribus vétuste de la place de Willemeau;

Considérant qu'il sera remplacé par un nouvel abri du type S21, modèle "standard alu vitré", modèle utilisé lors du remplacement de 27 abris sur le territoire tournaisien;

Considérant que ce remplacement n'avait pas été prévu lors de l'élaboration du projet, mais, qu'entre-temps, la structure de l'abri s'est fortement dégradée;

Vu la délibération du Collège communal du 8 mai 2015 décidant de solliciter la société de transports TEC Hainaut pour le remplacement de l'abribus situé au centre du village de Willemeau par un nouvel abri de type S21_csc11617, modèle "standard alu vitré";

Considérant que les travaux d'aménagement, la livraison et la pose de l'abri sont effectués par le TEC et subsidiés à 80%, moyennant la signature d'une convention avec la société régionale wallonne du transport (SRWT);

Considérant que la quote-part financière de la ville s'élève à un montant de 1.815,48€ correspondant à 20% de l'investissement;

Considérant que les crédits ont été prévus en modification budgétaire extraordinaire n°1 de l'exercice 2015, à l'article 4212/741-52 "Achat. Petit équipement de voirie", au montant de 2.100,00€;

Considérant le courrier de la société régionale wallonne du transport transmettant, pour signature, deux exemplaires de la convention relative au placement d'un abri pour voyageurs sur le territoire de Tournai destiné à l'arrêt "Willemeau place";

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver la convention à conclure avec la société régionale wallonne du transport (SRWT), relative au placement d'un abri pour voyageurs sur le territoire de Tournai, destiné à l'arrêt "Willemeau place", dont les termes suivent :

"La SOCIETE REGIONALE WALLONNE DU TRANSPORT dont le siège est situé à 5100 Namur, avenue Gouverneur Bovesse, 96 , ici représentée par Monsieur Jean-Marc VANDENBROUCKE, administrateur général,

ci-après dénommée "S.R.W.T."

et

la VILLE de TOURNAI, ici représentée par l'échevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS, et le directeur général adjoint, Thierry LESPLINGART,

ci-après dénommée "la Ville"

ont conclu la convention suivante :

Article 1 : la S.R.W.T. s'engage à livrer à la Ville et à placer sur son territoire l'abri destiné à l'arrêt "Willemeau place". La Ville acquiert de plein droit la propriété de l'abri dès que ce dernier a été placé à l'endroit déterminé.

Article 2 : la Ville s'engage à verser à la S.R.W.T. 1.815,48€, TVA comprise. Ce montant correspond à 20% de la fourniture, de la pose et de la préparation du sol de l'abri en question.

Les démarches en vue du placement de l'abri ne seront entamées par la S.R.W.T. qu'après réception de ce montant sur le compte IBAN BE 0910 1091 5458, BIC : GKCCBEBB.

Ce montant correspondant à la quote-part financière de la commune est calculé sur base du marché stock en cours établi par la S.R.W.T. Ce dernier est susceptible d'être modifié, sans accord préalable de la commune, dans les cas suivants :

- SOIT du fait de la commune qui paie sa quote-part financière en dehors des délais d'exécution du marché en cours. A ce moment, la quote-part financière sera calculée sur base du nouveau marché stock établi par la S.R.W.T.
- SOIT du fait de la S.R.W.T. qui clôture le marché en cours et procède à la commande des abris sur un nouveau marché stock qu'elle aura établi (nouveaux prix).

Article 3 : le placement de l'abri est également subordonné à l'établissement par la Ville du plan d'implantation ainsi qu'à l'obtention par celle-ci de l'accord du gestionnaire de la voirie, quand ce dernier s'avère nécessaire.

Si un abri est à placer sur la propriété d'un particulier, la commune établit avec le propriétaire une convention réglant la question de l'occupation du sol. Une copie de cette convention doit être transmise à la S.R.W.T. préalablement au placement de l'abri en question.

Article 4 : la S.R.W.T. ayant subventionné l'abri à concurrence de 80% du montant total, la Ville s'engage, outre le paiement du prix visé à l'article 2, à respecter les obligations énoncées ci-dessous :

1. la mise à disposition gratuite de l'emplacement voulu;
2. le nettoyage régulier de l'abri (lavage des vitres ou panneaux, du siège, des valves, du socle en béton, crépines des descentes d'eau, etc.) et l'égouttage du toit;
3. la réparation (remplacement des vitres ou des panneaux brisés) et le renouvellement de l'abri, notamment des suites d'un accident, de vandalisme, d'un cas fortuit ou de force majeure. Il est pourvu au remplacement des vitres ou panneaux brisés ou à la remise en état d'autres dégradations dès leur constatation;
4. la vidange fréquente de la poubelle;
5. si un abri est à placer en remplacement d'un existant, l'évacuation et le démontage de l'abri à remplacer est à charge de la Ville (propriétaire).

Article 5 : la S.R.W.T. mandate le TEC HAINAUT (place Léopold, 9A à 7000 Mons - Téléphone : 065/404.967) pour veiller à la bonne exécution des obligations énoncées à l'article 4.

Article 6 : la Ville s'engage à affecter cet édicule aux clients des services publics de transport pendant une période minimale de douze ans.

Article 7 : l'entreprise chargée du placement de l'abri a pour instruction de ne pas ériger l'édicule demandé lorsque :

1. le lieu d'implantation est insuffisamment préparé
2. le lieu d'implantation préparé n'est pas conforme à celui renseigné sur le plan de situation qui lui a été transmis.

Les frais de déplacement en résultant sont à charge de la Ville.

Article 8 : la prestation de services faisant l'objet du présent contrat est destinée à l'activité non assujettie à la TVA de la Ville, de sorte que le système du "report de perception" ne doit pas être appliqué.

Article 9 : en cas de litige quant à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties feront tout leur possible pour aboutir à un règlement à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis aux tribunaux de Namur par la partie la plus diligente."

37. Tournai, cimetière du Sud. Espace multiphilosophique. Convention de mise à disposition. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, intervient comme suit :

"Je m'inquiète au sujet de la mise en pratique de cette convention. Quel sera le coût pour le consommateur final, c'est-à-dire les familles ? 150,00€ c'est ce qui sera réclamé aux pompes funèbres. A-t-on la garantie que c'est le montant qu'elles réclameront aux familles ? Y a-t-il moyen de s'assurer que ce prix sera celui qui sera demandé aux familles ? On a fixé un maximum ?"

Madame l'Echevine PS, **Laetitia LIENARD**, lui répond comme suit :

"Je vais faire le point sur ce dossier qui avait été initié à l'époque par le Bourgmestre Roger DELCROIX. C'est lui qui a lancé l'idée de disposer d'un espace multiphilosophique. Et c'est ma collègue, Ludivine DEDONDER, qui a lancé officiellement le dossier sous la précédente législature. Il m'appartient aujourd'hui de rendre ce lieu accessible. Je dois professionnaliser l'utilisation de cet espace. C'est la raison pour laquelle nous avons mis en place une convention destinée aux pompes funèbres, mais aussi aux particuliers ou éventuellement à la maison de la laïcité.

Quand nous avons déterminé le prix, nous nous sommes basés sur les tarifs pratiqués dans les établissements du culte. Une cérémonie funéraire dans une église coûte 160,00€. La Ville réclamera

150,00€. J'ignore ce que les pompes funèbres factureront à leur clientèle et je n'ai aucun moyen de coercition pour les obliger à appliquer un tarif minimum de 150,00€.

Je vous informe, par ailleurs, que la commission des cimetières s'est réunie en juin dernier pour se mettre en situation et voir comment l'espace allait fonctionner. Je propose que les conseillers communaux fassent la même chose avant la Toussaint. Vous aurez ainsi une idée du fonctionnement de l'espace et vous pourrez proposer des pistes d'amélioration, au besoin."

Le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, reprend la parole :

"Est-il tout à fait impossible d'inclure une clause dans la convention?"

L'Echevine des finances **Laetitia LIENARD** lui répond comme suit :

"Les pompes funèbres prennent leur marge. Je n'ai rien à leur dire. Elles feront peut-être payer leurs services. Mais il faut savoir que l'espace multiphilosophique en tant que tel sera géré par la Ville. Cela signifie qu'il y aura un agent communal pour l'accueil, un autre pour gérer les écrans, la famille. Après, tout dépend des pompes funèbres.

Le **Président** d'assemblée conclut comme suit :

"Je me pose la question de savoir si pour la crémation, ce n'est déjà pas le cas. Nous allons examiner cette proposition et en tirer les conclusions qui s'imposent."

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que la Ville de Tournai a fait aménager un espace multiphilosophique à l'entrée du cimetière du Sud sis à 7500 Tournai, chaussée de Willemeau, 135;

Considérant que cet espace couvert, semi-ouvert et non chauffé, est destiné exclusivement au recueillement et à la prise de parole avant l'inhumation, le départ du cercueil au crématorium ou le retour de l'urne, et ce, quel que soit le lieu de l'inhumation, du dépôt de l'urne ou de dispersion des cendres;

Considérant que l'utilisation de cet espace (d'une capacité maximale estimée à trois cents personnes) n'est autorisée que sur réservation auprès de l'administration communale de Tournai, cellule de gestion des cimetières, qui peut être contactée du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures, et les lundis, mercredis et vendredis après-midi de 13 heures 45 à 15 heures 45;

Considérant la décision du Collège communal du 3 octobre 2014 portant sur la conclusion à terme d'une convention avec les entreprises de pompes funèbres en vue de l'utilisation de cet espace à l'occasion des inhumations;

Considérant le projet de convention permettant de définir les modalités de mise à disposition à conclure avec les entreprises de pompes funèbres, les particuliers ou la maison de la laïcité du Hainaut occidental ASBL;

Considérant que les points principaux de cette convention sont :

- à titre payant (150,00€);
- occupation pour une durée de deux heures maximum;
- occupation et utilisation en bon père de famille du matériel (deux pupitres pour la prise de parole comportant chacun un écran d'ordinateur, un support pour un cercueil/pour urnes, quatre bancs, cinq caméras, cinq téléviseurs dont l'un à l'extérieur de la structure) sous la responsabilité de l'occupant;
- un emplacement situé à proximité de l'espace est réservé au stationnement du corbillard pendant la cérémonie;
- un préposé du cimetière du Sud est présent pour encadrer la cérémonie et expliquer le fonctionnement du matériel;
- l'espace ne peut être utilisé pour l'organisation de réceptions de funérailles (espace non adapté à cet usage);

- dispositions prises par l'occupant pour ne pas perturber la tranquillité des voisins;
- prise en charge par l'occupant du paiement de la SABAM ainsi que de toute rémunération perçue pour compte d'artistes et de producteurs de musique;
- l'occupant n'est autorisé ni à céder, en tout ou en partie, les droits résultant de la présente convention ni à octroyer aucun droit à des tiers portant sur l'espace et le matériel mis à disposition;

Considérant qu'en séance du 14 août 2015, le Collège communal a fixé le montant de la redevance à 150,00 € pour une durée de deux heures maximum et a marqué son accord de principe, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, sur les termes du projet de convention de mise à disposition;

Considérant les photos prises sur place le 5 mai 2015;

Vu les articles L 1122-30 et L 1222-1 du Code de la démocratie locale et de décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de marquer son accord sur les termes de la convention à conclure avec les entreprises de pompes funèbres, les particuliers ou la maison de la laïcité du Hainaut occidental ASBL, définissant les modalités de mise à disposition de l'espace multiphilosophique situé à l'entrée du cimetière du sud sis à 7500 Tournai, chaussée de Willemeau, 135 :

Entre :

La Ville de Tournai dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52 ici représentée conformément aux articles L1132-3, L1123-5 et L1124-17 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation par :

Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale

Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint

Ci-après dénommée "La Ville"

Et

soit

L'entreprise de pompes funèbres

dont le siège est situé à

représentée par M. (fonction)

Ci-après dénommée "L'occupant"

soit

M., né(e) le

domicilié(e) à

Ci-après dénommé(e) "L'occupant"

soit

La Maison de la laïcité du Hainaut Occidental ASBL

dont le siège est situé à 7500 Tournai, rue des Clairisses, 13

représentée par M. (fonction)

Ci-après dénommée "L'occupant"

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

La Ville de Tournai a fait aménager un espace multiphilosophique à l'entrée du cimetière du sud (sis à 7500 Tournai, chaussée de Willemeau, 135).

Cet espace est destiné exclusivement au recueillement et à la prise de parole avant l'inhumation, le départ du cercueil au crématorium ou le retour de l'urne et ce, quel que soit le lieu de l'inhumation, du dépôt de l'urne ou de dispersion des cendres.

L'utilisation de l'espace multiphilosophique n'est autorisée que sur réservation auprès de l'administration communale de Tournai, cellule de gestion des cimetières, Mme Caroline VANNESTE (52, rue Saint-Martin à 7500 Tournai – Téléphone 069/332 213)[1].

ARTICLE 1ER - OBJET – DESTINATION

La Ville met à disposition de l'occupant qui l'accepte l'espace multiphilosophique du cimetière du sud pour permettre le recueillement et la prise de parole à l'occasion des funérailles de M..... .

Il s'agit d'un espace couvert, semi-ouvert et non chauffé.

La capacité maximale de l'espace est estimée à trois cents personnes.

L'espace comprend le matériel suivant (permettant de suivre la cérémonie à l'extérieur de la structure et même sur internet) :

- deux pupitres pour la prise de parole comportant chacun un écran d'ordinateur;
- un support pour un cercueil/pour urnes;
- quatre bancs;
- cinq caméras;
- cinq téléviseurs dont un à l'extérieur de la structure.

Un emplacement situé à proximité de l'espace est réservé au stationnement du corbillard pendant la cérémonie.

Un préposé du cimetière du Sud est présent pour encadrer la cérémonie et expliquer le fonctionnement du matériel.

L'espace n'étant pas adapté à cet usage, il ne peut être utilisé pour l'organisation de réceptions de funérailles.

ARTICLE 2 – DATE - DUREE

L'espace est utilisé le à partir de heures pour une durée de deux heures maximum.

ARTICLE 3 – REDEVANCE

La redevance due pour l'occupation est fixée à euros (..... €)[2].

Elle est payable préalablement sur le compte BE de la Ville de Tournai avec en communication : «réservation Espace multiphilosophique - date de l'occupation».

ARTICLE 4 - OCCUPATION EN BON PÈRE DE FAMILLE

L'occupant occupe l'espace et utilise le matériel sous sa responsabilité et en bon père de famille.

Il est tenu de les rendre dans leur pristin état après l'occupation et est responsable des dégradations éventuelles occasionnées à l'espace et au matériel.

En cas de matériel manquant ou de dégradation des biens communaux :

- un constat contradictoire est établi à l'issue de la cérémonie;
- l'occupant prend en charge le coût du remplacement, de la réparation ou de la remise en état.

ARTICLE 5 – DROITS DES VOISINS

L'occupant s'engage à prendre toute disposition utile pour que l'occupation de l'espace ne perturbe pas la tranquillité des voisins.

ARTICLE 6 – DROITS D'AUTEUR ET DROITS VOISINS

L'occupant prend en charge le paiement de la SABAM ainsi que toute rémunération perçue pour compte d'artistes et de producteurs de musique.

ARTICLE 7 – INCESSIBILITE

L'occupant n'est autorisé ni à céder, en tout ou en partie, les droits résultant de la présente convention ni à octroyer aucun droit à des tiers portant sur l'espace et le matériel mis à disposition.

ARTICLE 8 - INTERDICTION DE FUMER

Il est interdit de fumer dans l'espace mis à disposition.

Article 9 - DROIT APPLICABLE – CLAUSE DE JURIDICTION

La présente convention est régie par le droit belge.

Les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut, siège de Mons, division de Tournai sont seuls compétents pour trancher les différends entre parties portant sur la validité, l'exécution ou l'interprétation de la présente convention.

Fait en 2 exemplaires le, chaque partie ayant reçu un original.

[1] La cellule de gestion des cimetières peut être contactée :

- du lundi au vendredi de 9 heures à midi

- les lundis, mercredis et vendredis après-midi de 13 heures 45 à 15 heures 45

[2] Pour l'année 2015, le montant de la redevance est fixé à cent cinquante euros (150,00 €)

38. Maison de la culture. Occupation d'un local par une ASBL. Convention de mise à disposition. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que l'ASBL "l'accordéon, moi j'aime", dont le siège social est établi à 7500 Tournai, chaussée Romaine, 127/1, occupe un local (n°302) au sein de la maison de la culture sise à Tournai, boulevard des Frères Rimbaut, 2, cadastrée ou l'ayant été 3ème division, section k , n°316 x3;

Considérant qu'afin de régulariser cette situation existante depuis plus d'un an, il y a lieu de définir par convention les modalités de cette occupation;

Considérant qu'en date du 26 juin 2015, le Collège communal a marqué son accord de principe sur l'occupation précitée et, sous réserve de la décision du Conseil communal, sur le projet de convention de mise à disposition y afférent;

Considérant les modalités principales de cette mise à disposition, à savoir :

- à titre précaire prenant cours le jour de la signature de la convention;
- résiliation unilatérale moyennant préavis de trois mois notifié par lettre recommandée prenant cours le 1er jour du mois qui suit sa notification;
- à titre gratuit;
- la Ville de Tournai prend en charge les frais de consommation d'eau, d'électricité et de chauffage;
- toute "sous-location" du local et toute cession des droits dérivant de la convention sont interdites;
- l'ASBL occupe le local à ses frais, risques et périls;
- la Ville décline toute responsabilité en cas de dommages corporels ou matériels subis par quiconque;
- la responsabilité de la Ville ne pourra jamais être recherchée en raison de son titre de propriété ou de la surveillance qu'elle entend exercer quant à l'entretien du lieu mis à disposition, du chef de tout accident ou de tout dommage qui pourrait être causé à l'ASBL, à ses membres et préposés ou à des tiers;
- l'ASBL s'engage à souscrire différentes polices d'assurance (détaillées dans la convention) et à justifier du paiement régulier des primes;
- les frais de l'enregistrement de la convention sont à charge de l'ASBL;
- l'ASBL supportera seule tous les frais, droits et amendes auxquels la convention donnerait ouverture;

Considérant que ce projet a été soumis à l'ASBL "l'Accordéon, moi j'aime", qui a marqué son accord en date du 6 juillet 2015;

Vu les articles L 1122-30 et L 1222-1 du Code de la démocratie locale et de décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de marquer son accord sur les termes de la convention de mise à disposition (à titre gratuit et précaire) au profit de l'ASBL "l'Accordéon, moi j'aime", dont le siège social est établi à 7500 Tournai,

chaussée Romaine, 127/1, portant sur le local n° 302 de la maison de la culture sise à Tournai, boulevard des Frères Rimbaud, 2 cadastrée ou l'ayant été 3ème division, section k, n°316 x3:

Entre :

LA VILLE DE TOURNAI, dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, ici représentée conformément aux articles L1132/3, L1123/5 et L1124-17 du Code de la démocratie locale et de décentralisation par M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint, en exécution de la délibération du Conseil communal en date du 22 septembre 2015, ci-après dénommée "la Ville",

ET

L'ASBL "l'Accordéon, moi j'aime" dont le siège social est établi à 7500 Tournai, chaussée Romaine, 127/1 et dont les statuts ont été publiés aux annexes du Moniteur belge du 18 août 2005 sous le numéro 875.599.895, et modifiés pour la dernière fois le 2 juillet 2012

Ici représentée par Mme Claire PIERSON (Registre national : 560819.10077) domiciliée à, ci-après dénommée "l'association",

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1er : objet

La Ville met à disposition de l'association qui l'accepte, un local n°302 situé en haut de la montée d'escalier, au niveau +1 au-dessus de la loge VIP de la maison de culture, sise à Tournai, 2 boulevard des Frères Rimbaud, cadastrée ou l'ayant été 3ème division, section K n°316 X3, parfaitement connu de l'association.

Le local mis à disposition est défini en accord avec le gestionnaire.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions auxquelles est soumise la mise à disposition de ce local.

Des photos jointes en annexe pour faire partie intégrante de la présente convention révèlent l'état du bien. Celles-ci tiennent lieu d'état des lieux contradictoire entre les parties.

Article 2 : inventaire – plan

Sont joints en annexe à la présente convention :

- l'inventaire détaillé du matériel mis à disposition de l'association par la Ville (établi contradictoirement);
- les photos du local en question.

Article 3 : accès - clefs

L'association est autorisée à utiliser les couloirs du bâtiment pour accéder au local mis à disposition, aux toilettes ainsi qu'à la cuisine.

Elle reconnaît avoir reçu une clef du bâtiment, une clef du local ainsi que le code de l'alarme.

Il est interdit de reproduire ces clefs.

En cas de perte d'une clef/des clefs, l'association en informera immédiatement la Ville et prendra en charge tous les frais résultant du remplacement du/des barillet(s).

L'association s'engage à prendre toutes les mesures utiles afin d'éviter la présence d'intrus dans le bâtiment.

Article 4 : durée

La convention de mise à disposition est accordée à titre précaire prenant cours le jour de la signature de la présente. Chacune des parties pouvant y mettre fin à tout moment et sans motif, moyennant préavis de trois mois notifié par lettre recommandée prenant cours le 1er jour du mois qui suit sa notification.

Article 5 : destination

Le local pourra être utilisé exclusivement aux fins suivantes :

- activités de bureau (secrétariat, comptabilité);
- archivage de documents;
- préparation et tenue des réunions du conseil d'administration.

Pendant toute la durée de la convention, l'association est tenue de respecter en permanence cette destination.

Aucune autre utilisation du local (par exemple : organisation de fêtes,...) n'est autorisée.

Toute dérogation à ce principe doit faire l'objet d'un examen préalable et d'un accord écrit du Collège communal.

Conformément à l'article 4 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, l'association s'abstiendra de quelque forme que ce soit de discrimination, d'exclusion, de restriction ou de préférence pour des motifs idéologiques ou philosophiques, ayant pour effet d'annihiler ou de compromettre l'exercice de droits et libertés, l'agrégation ou le bénéfice de l'application des lois, décrets et règlements.

Article 6 : gratuité – frais énergétiques

La mise à disposition est accordée à titre gratuit [1].

La Ville prend en charge les frais de consommation d'eau, d'électricité et de chauffage.

L'association évitera tout gaspillage (diminution du chauffage et extinction des interrupteurs avant de quitter le bâtiment...).

Les frais de téléphonie et de connexion internet (installation et utilisation) incombent à l'association.

Article 7 : cession et octroi de droits

L'association n'est pas autorisée à céder, en tout ou en partie, les droits résultant de la présente convention ou octroyer tout droit quelconque portant sur tout ou partie du bien.

Article 8 : aménagements – transformations

Pendant toute la durée de la convention, l'association ne peut ni aménager, ni améliorer le bien mis à sa disposition sans le consentement du Collège communal.

Lorsque la présente convention prendra fin pour quelque cause que ce soit, la propriété des ouvrages que l'association aura effectués ou fait effectuer passera gratuitement à la Ville à moins qu'elle ne préfère leur enlèvement et la remise du bien dans son état primitif et ce, aux frais de l'association.

Article 9 : propreté – occupation en bon père de famille

L'association s'engage à occuper le local en bon père de famille et à le tenir en parfait état de propreté.

L'association signalera immédiatement à la Ville les dégâts occasionnés au local mis à sa disposition.

L'association doit permettre l'accès au local à la Ville à toute demande afin de s'assurer de l'utilisation correcte du local et du parfait état de propreté.

Le ramassage des poubelles est fait par une technicienne de surface de la Ville de Tournai.

Article 10 : entretien – réparations

La Ville a à sa charge toutes les grosses réparations telles que strictement définies à l'article 606 du Code civil, sous réserve des crédits budgétaires disponibles. Cette dernière s'engage à les exécuter de manière à ne pas entraver le fonctionnement de l'association.

L'association doit signaler immédiatement à la Ville les dégâts dont la charge incombe au propriétaire.

Les grosses réparations dues au défaut de réparations locatives ou de menu entretien ou encore à un défaut de prévoyance sont également à la charge de l'association.

L'association s'engage à entretenir en parfait état le local mis à disposition et à procéder, à ses frais, à toutes réparations utiles.

Article 11 : responsabilité

Pendant la durée de la convention, l'association occupe le local mis à disposition à ses frais, risques et périls.

La Ville décline toute responsabilité en cas de dommages corporels ou matériels subis par quiconque. La responsabilité de la Ville ne pourra jamais être recherchée en raison de son titre de propriété ou de la surveillance qu'elle entend exercer quant à l'entretien du lieu mis à disposition, du chef de tout accident ou de tout dommage qui pourrait être causé à l'association, à ses membres et préposés ou à des tiers.

L'association déclare expressément se substituer à la Ville dans toute action qui serait mue contre elle à ce titre, sauf le cas où la responsabilité de la Ville, de ses représentants ou préposés serait directement engagée par suite d'une faute grave.

Article 12 : assurances

La Ville déclare que ledit bien est couvert en assurance "Incendie" avec clause "abandon de recours".

L'association s'engage à souscrire, pendant toute la durée de la convention, les polices d'assurance suivantes :

- assurance "Incendie, dégâts des eaux, explosions et risques connexes" couvrant les risques non supportés par la Ville (notamment ses meubles et le recours des voisins)
- assurance-loi couvrant son personnel.
- assurance responsabilité civile couvrant les accidents qui pourraient survenir dans le cadre de l'occupation.

A toute demande de la Ville, l'association justifiera du paiement régulier des primes.

Article 13 : droits des voisins

L'association s'oblige à prendre toute disposition utile pour que les activités exercées dans le local mis à disposition ne perturbent pas la tranquillité des voisins.

L'occupante s'engage tout particulièrement à respecter et faire respecter les dispositions du règlement général de police relatives à la lutte contre le bruit.

Article 14 : interdiction de fumer

Il est interdit de fumer dans le bien mis à disposition.

L'association s'engage à faire respecter cette interdiction.

Article 15 : bonbonnes de gaz - interdiction

Il est formellement interdit de faire usage de bonbonnes de gaz dans le local mis à disposition.

Article 16 : résiliation – dissolution de l'association

La présente convention est résiliée de plein droit dans les hypothèses suivantes :

- en cas de manquement de l'association à l'une des obligations résultant pour elle de la présente convention sans préjudice du droit pour la Ville de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts;
- en cas de dissolution de l'association;
- en cas de modification de l'objet social de l'association;
- au cas où l'association devrait être considérée comme inactive (parce qu'elle n'a pas respecté son obligation de déposer ses comptes annuels pour trois exercices sociaux consécutifs).

Article 17 : respect des lois et conventions internationales en vigueur

L'association sera seule responsable du respect des lois et conventions internationales en vigueur notamment celles relatives aux droits d'auteur et droits voisins.

Article 18 : budgets et comptes.

L'association s'engage à fournir à la Ville, à la demande de celle-ci, ses bilans et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière.

Elle s'oblige à respecter les obligations du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives au contrôle des subventions octroyées par les communes (articles L3331-1 et suivants).

La circulaire du 14 février 2008 relative au contrôle de l'octroi et l'emploi de certaines subventions précise que l'article L3331-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation vise également les subsides indirects, par exemple la mise à disposition d'un local (estimation de la valeur sur la base du revenu cadastral ou par référence à d'autres locaux similaires).

Article 19 : enregistrement

Les frais d'enregistrement de la présente convention sont à charge exclusive de l'association qui supportera seule tous droits et amendes auxquels la convention donnerait ouverture.

Article 20 : litige

Les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut – section Tournai sont seuls compétents pour trancher les différends entre parties portant sur la validité, l'exécution ou l'interprétation de la présente convention.

Fait à TOURNAI en triple exemplaire, le

Chacune des parties ayant reçu le sien.

39. "La boîte à images" 2015. Demande de partenariat. Contrat d'accueil du spectacle. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant la proposition de l'ASBL "La boîte noire" de conclure un partenariat avec la Ville de Tournai dans le cadre de sa nouvelle tournée "La boîte à images" présentant de manière originale toute l'histoire du cinéma en une seule séance;

Considérant qu'en 2014, la Ville a déjà travaillé avec cette ASBL dans le cadre de "La boîte de jazz" (spectacle proposé sur la Grand Place en septembre 2014);

Considérant que ce partenariat consiste en un soutien financier de 7.500,00€ et, qu'en contrepartie, la Ville a droit à un spectacle V.I.P., trois représentations scolaires gratuites (500 places) et une représentation pour les seniors;

Considérant que la tournée débute en septembre 2015, passe dans une vingtaine de villes et peut s'arrêter à Tournai du 4 au 15 novembre 2015 inclus en proposant treize représentations durant cette période;

Considérant que l'intervention financière de 7.500,00€ serait engagée sur l'article 763/124-06 "Cérémonies, fêtes publiques. Prestations de tiers" du budget 2015;

Considérant que le Collège communal du 29 mai 2015 a marqué son accord de principe sur l'accueil du spectacle "La boîte à images";

Considérant l'envoi par l'ASBL "La boîte noire" du contrat d'accueil du spectacle, qui fixe les droits et devoirs de chacune des deux parties;
Considérant qu'il appartient au Conseil communal d'approuver les termes de ce contrat d'accueil du spectacle;
Sur proposition du Collège communal;
A l'unanimité;

MARQUE

son accord sur les termes du contrat d'accueil du spectacle "La boîte à images" (du 4 au 15 novembre inclus) à conclure entre l'ASBL "La boîte noire" et la Ville :

"Entre : LE PRODUCTEUR,

La BOITE NOIRE ASBL, avenue du Monde, 49 - boîte 1 à 1400 Nivelles, représentée par M. Cédric MONNOYE, directeur, d'une part,

Et : LA COMMUNE,

.....,

représentée par, d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : REPRESENTATIONS ET PRIX PARTICIPATIF

Le producteur donnera entre 10 et 15 représentations de son spectacle "La boîte à images" installée au lieu dit : Grand Place de Tournai.

En contrepartie de la participation financière de la commune de sept mille cinq cents euros (6% TVA comprise), le producteur accorde 1 représentation VIP, 3 représentations scolaires et une représentation pour les seniors à la commune selon le calendrier ci-dessous :

<u>Date</u>	<u>Heure</u>	<u>Commune/Producteur</u>
mercredi 4 novembre 2015	20 heures	Réserve (producteur)
jeudi 5 novembre 2015	20 heures	Commune (VIP)
vendredi 6 novembre 2015	14 heures	Commune
vendredi 6 novembre 2015	20 heures	Producteur
samedi 7 novembre 2015	20 heures	Producteur
dimanche 8 novembre 2015	15 heures	Producteur
mercredi 11 novembre 2015	20 heures	Réserve (producteur)
jeudi 12 novembre 2015	14 heures	Commune
jeudi 12 novembre 2015	20 heures	Producteur
vendredi 13 novembre 2015	14 heures	Commune
vendredi 13 novembre 2015	20 heures	Producteur
samedi 14 novembre 2015	20 heures	Producteur
dimanche 15 novembre 2015	15 heures	Commune (seniors)

Les heures de représentation sont à titre indicatif et peuvent être modifiées en concertation entre les deux parties.

Le montant global est à verser sur notre compte BNP Paribas Fortis BE40 0016 7837 7963 au plus tard 90 jours avant notre arrivée. Les droits d'auteur sont pris en charge par le producteur.

Article 2 : ARRIVEE - MONTAGE - DEMONTAGE - DEPART

Arrivée et installation de la Boîte : mardi 3 novembre 2015, à 8 heures

Montage complet et dispositif scénique terminé le mercredi 4 novembre 2015, à 16 heures

Début démontage : dimanche 15 novembre 2015, à 18 heures

Départ définitif : lundi 16 novembre 2015, à 20 heures.

Les heures d'arrivée et de départ seront convenues définitivement le mois précédent notre venue avec notre directeur technique : Herman SHMIT– 0032 477 55 49 61.

Un représentant technique de l'organisateur doit être présent sur place à notre arrivée.

Article 3 : OBLIGATIONS DE LA COMMUNE

La commune assure au producteur la disposition du lieu où sera implantée "La boîte à images" et assure au producteur l'exemption de toutes taxes communales. A cette fin, il fera toutes les demandes d'autorisation relatives, s'assurera de l'état du sous-sol (passage des câbles électriques, de téléphone, conduites d'eau etc.) et fera le nécessaire pour que la place soit entièrement dégagée à l'arrivée du producteur.

La commune a l'obligation de prévoir les branchements à l'électricité (2 X 63A ou 1 X 125A) et un branchement pour l'eau (col de cygne) le jour d'arrivée du producteur et aura prévu la mise à disposition de 30 barrières Nadar pour toute la période. Elle assure également le ramassage des déchets.

La commune se charge de l'information et de la promotion du spectacle auprès des écoles et assure le remplissage des 4 représentations prévues, en précisant qu'il s'agit d'un spectacle destiné à un public adulte et accessible aux adolescents à partir de 12 ans.

La commune soutient le producteur dans la promotion du spectacle via ses canaux de communication (newsletter, bulletin communal, site internet, réseau d'affichage ou autres) et autorise l'affichage extérieur momentané dans la commune pour annoncer le spectacle.

La commune assure la mise à disposition d'une salle de l'hôtel de ville pour y organiser une conférence de presse avant l'arrivée de "La boîte à images". Une date sera convenue de commun accord 3 mois avant notre arrivée.

Article 4 : OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

Le producteur fournit tous les éléments nécessaires à la représentation du spectacle (décors, éclairages, sonorisation, costumes etc.). En qualité d'employeur, il assure les rémunérations et les charges sociales de son personnel attaché au spectacle.

Le producteur a souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés aux représentations de ses spectacles dans ses propres installations.

Article 5 : JAUGE DE LA BOITE A IMAGES

- en représentation "TOUT PUBLIC" (formule salle de cinéma), l'organisateur dispose de 100 places maximum.
- en représentation "SCOLAIRE" (formule salle de cinéma), cette capacité peut monter jusqu'à 120 personnes maximum. Les participants seront comptés à l'entrée et le producteur se réserve le droit de refuser l'entrée à tous spectateurs en surnombre.

Article 6 : ACCUEIL AU PUBLIC

Dans l'esprit d'accueil du public et de convivialité propre au principe de "La boîte à images", le producteur se réserve le droit d'organiser un bar intérieur, à son profit, avant et après la représentation ainsi qu'à l'entracte.

L'accueil du public sera également pris en charge par des membres de l'équipe du producteur.

Une boutique liée à la promotion du cinéma et à la vente de produits dérivés du spectacle, tels que CD, affiches, etc. est tenue par le producteur, à son profit, à l'issue des spectacles.

Article 7 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

L'éventuelle mise à votre disposition de la Boîte fera l'objet d'un avenant au présent contrat sous

réserve d'acceptation de la fiche technique des activités/spectacles qui y seraient présentés et d'un accord financier.

Article 8 : ANNULATION D'UNE OU PLUSIEURS REPRESENTATIONS

Le producteur a l'obligation, conformément aux dispositions du registre de sécurité de la structure de "La boîte à images", d'annuler les représentations dans les cas d'intempéries suivants :

- force du vent supérieure à 88 km/heure (indice Beaufort 9)
- accumulation de neige sur la toile du chapiteau d'une épaisseur de 5 cm.

S'agissant d'un cas de force majeure, les représentations sont reportées à des dates ultérieures.

Article 9 : DEDIT

Quelles que soient les raisons, si la commune souhaite annuler la venue de "La boîte à images" moins de 2 mois avant la première date prévue, elle perd définitivement le montant payé au producteur et s'engage à verser un dédit de sept mille cinq cents euros complémentaires pour les dommages causés au producteur.

Quelles que soient les raisons, si le producteur souhaite annuler la venue de "La boîte à images" dans votre commune plus de 2 mois avant la première date prévue, elle restitue immédiatement le montant payé par la commune.

Article 10 : SIGNATURE DU CONTRAT

En cas de non-retour signé du présent contrat pour le au plus tard, le producteur ne peut plus garantir la réservation des dates convenues.

Article 11 : LITIGES

Le présent contrat est régi exclusivement par le droit belge. En cas de litige, les tribunaux de Nivelles sont seuls compétents.

Fait en double exemplaire, chaque partie ayant reçu le sien, à Bruxelles, le 16 juin 2015.

Pour la Ville, Le Producteur,
L'Echevin délégué à la fonction maïorale, ASBL LA BOITE NOIRE
Paul-Olivier DELANNOIS Cédric MONNOYE
Directeur général

Le Directeur général adjoint,
Thierry LESPLINGART."

40. Festivités du 21 juillet 2015. Animations dans le parc communal. Convention entre Sud Radio et la Ville. Ratification.

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, fait observer, par boutade, que cette convention est soumise au Conseil communal a posteriori.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'en séance du 30 avril 2015, le Collège communal a décidé d'organiser une animation le 21 juillet 2015 sous la forme d'une garden party sur le thème de "la Belgique dans le parc

communal" et de charger le service "événementiel" de la réalisation du projet, dont le budget ne pouvait excéder 22.000,00€;

Considérant qu'en séance du 19 juin 2015, le Collège communal a pris la décision de principe de suivre la proposition de Sud Radio pour l'animation des festivités du 21 juillet 2015, le montant demandé de 15.000,00 € comprenant :

- l'animation de 11 à 23 heures
- la décoration du kiosque et du parc
- la sonorisation et les lumières
- l'ambiance musicale
- la promotion de l'évènement;

Considérant qu'une convention relative aux festivités du 21 juillet 2015 pour un montant total de 15.000,00€ TVA comprise a été conclue entre Sud Radio et la Ville de Tournai, après avoir été modifiée par le service juridique de la Ville et approuvée par le Collège communal en séance du 17 juillet 2015;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de ratifier les termes de la convention établie entre Sud Radio et la Ville de Tournai, relative aux festivités du 21 juillet 2015 à Tournai :

"Garden Party Tournai 21 juillet 2015 – SUD RADIO

1. Objet

Les deux parties conviennent de s'associer pour la promotion et l'organisation de la journée et soirée du mardi 21 juillet 2015 dans le cadre de la garden party/fête nationale qui se déroulera dans le parc communal (parc derrière l'Hôtel de Ville).

2. Apport de la radio

2.1. La radio s'engage à réaliser et diffuser gratuitement :

- sur ses émetteurs de l'ensemble du Hainaut occidental : Tournai, Mouscron, Ath et Enghien une campagne de 88 spots de 30 secondes qui sera offerte pour l'annonce de la journée du 21 juillet
- des annonces agendas. Assurer un suivi journalistique avec annonce de l'évènement dans nos agendas de la semaine et du week-end, diffusés sur l'ensemble des émetteurs du Hainaut + interview des organisateurs
- l'affiche de la manifestation sur le site www.sudradio.net ainsi que sur les réseaux sociaux de la radio.

Valeur approximative de ce que Sud Radio offre en diffusion : 6.000,00€ hors TVA.

2.2. La radio s'engage à prendre en charge une partie de l'organisation de la journée du 21 juillet 2015, de 11 heures à 23 heures :

- mise en place d'une ANIMATION DJ's tout au long de la journée, ce qui comprend la gestion des contrats et le paiement des DJ's ainsi que leur accompagnement. Présence de 3 DJ's Juan PACIFICO, Marco REDA et Dave LAMBERT, un des DJ's belges les plus reconnus. Les DJ's mixeront chacun durant 3 heures
- présence de 11 heures 30 à 15 heures 30 de Sir Charles : saxo qui jouera en live en même temps que Juan PACIFICO
- prise en charge de la sonorisation du parc et de tous les frais liés à la sonorisation
- l'habillage et l'illumination du kiosque
- présence, de 11 heures à 23 heures, d'un stand photo aux couleurs de la Belgique avec accessoires, déguisements et présence d'une hôtesse SUD RADIO. Mise en ligne des photos sur le site www.sudradio.net et sur le Facebook de SUD RADIO. Possibilité de mettre en ligne sur le site de la Ville de Tournai (à convenir)
- présence sur le stand d'un photographe, de 11 heures à 23 heures
- présence de 2 hôtesse toute la journée pour distribution de ballons

- présence d'un animateur professionnel toute la journée pour annonce des différentes animations
- présence d'une grimeuse pour enfants et adultes : maquillage de drapeaux belges, faces aux couleurs de la Belgique...
- présence de 2 mascottes "Paquet de frites" qui déambuleront dans le parc toute la journée
- mise à disposition de cadeaux qui peuvent être offerts par l'animateur tout au long de la journée via des concours sur le kiosque (à définir) : places de cinéma, CDs, DVDs...
- parution de l'affiche : quart de page dans LA DERNIERE HEURE Hainaut occidental le lundi 20 juillet 2015
- impression et distribution par nos hôtes de 5.000 flyers A6
- présence d'un château gonflable aux couleurs des diables rouges
- animation par 4 Pompom girls présentes l'après-midi
- animation par le clown Alfonso 3 x 45 minutes : amuseur sur échasses, mime, vélo...

le tout pour un montant forfaitaire de 15.000,00€ TVA comprise.

Ce montant sera liquidé à SUD RADIO après l'évènement et après réception de la facture régulièrement établie, dans les délais prévus par la loi sur les marchés publics.

3. Apport de l'annonceur

L'annonceur s'engage à :

- assurer la présence du logo SUD RADIO sur toute la communication ayant trait aux différents événements organisés par la Ville pour la journée de festivités du 21 juillet 2015 (affiches, brochures, site internet...)
- garantir une exclusivité sectorielle (média radio) à SUD RADIO pendant toute la durée de la présente convention sur l'ensemble de la communication et sur les sites de la manifestation. L'exclusivité sectorielle est valable également pour toute publicité et annonce commerciale
- prendre en charge la mise en place des raccordements électriques et l'électricité nécessaire à la sonorisation et aux animations musicales
- sans préjudice de ce qui est prévu à l'article 2 précité (voir point 4.a), prendre en charge la sécurité et l'infrastructure générale.

4° Divers

a) L'annonceur assumera seul l'entière responsabilité dans l'organisation de l'évènement et tient la radio en dehors de toute conséquence pouvant en découler. La radio atteste cependant qu'elle possède une assurance "Organisateur" qu'elle pourra faire intervenir en cas de problèmes liés aux animations qu'elle prend à sa charge (tout ce qui est détaillé dans le point 2/2).

b) L'annonceur s'engage à payer les frais de SABAM, les droits voisins et toutes autres taxes propres à l'évènement.

c) L'annonceur laisse toute latitude à la radio pour la distribution de matériel promotionnel pendant la manifestation.

d) Mme Maryline LELEU, responsable mandatée, sera, pour SUD RADIO, l'interlocutrice chargée de la mise en œuvre des modalités pratiques du partenariat.

e) Tout différend concernant la présente convention sera soumis à la compétence des tribunaux de Mons. Au préalable, les parties mettront tout en œuvre en vue de rechercher une solution amiable.

Fait à Mons, le 13 juillet 2015, en deux exemplaires, chacune des deux parties reconnaissant avoir reçu le sien.

Pour la Radio,
Maryline LELEU

Pour la Ville de Tournai,
Le Directeur général adjoint,
(s) Thierry LESPLINGART
L'Echevin délégué à la fonction maïorale,
(s) Paul-Olivier DELANNOIS".

41. Bibliothèque. Convention entre la Communauté française et la Ville (dépôt de vidéocassettes). Annulation. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'une convention de collaboration entre la Communauté française et la Ville de Tournai régissant la gestion par la bibliothèque de la Ville d'un dépôt de vidéocassettes mises à sa disposition par le service du prêt des films du ministère de la Communauté française, a été signée le 19 janvier 1987;

Considérant que, depuis de nombreuses années, ce service de visionnement et de consultation sur place de vidéocassettes ne fonctionne plus pour différentes raisons telles que l'obsolescence de la formule et des sujets traités dans ces films documentaires, mais aussi, à l'ère d'internet, celle du support et du matériel de lecture;

Considérant que cette convention, renouvelée chaque année par tacite reconduction, peut être annulée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée, trois mois au moins avant l'échéance du 1er janvier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'annuler la convention du 19 janvier 1987 établie entre la Communauté française de Belgique et la Ville de Tournai régissant la gestion par la bibliothèque de la Ville d'un dépôt de vidéocassettes mises à sa disposition par le service de prêt de films du ministère de la Communauté française.

42. Musée d'Histoire naturelle et vivarium. Convention quadriennale 2015-2016-2017-2018 avec la Communauté française. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'en séance du 6 mars 2015, le Collège communal a pris connaissance de l'arrêté ministériel du 19 février 2015 de Madame Joëlle MILQUET, ministre de l'éducation, de la culture et de l'enfance de la Communauté française, portant reconnaissance comme musée de catégorie B du musée d'Histoire naturelle et vivarium de Tournai;

Considérant que cette reconnaissance permet d'obtenir une subvention couvrant les activités du musée du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2018, par le biais d'une convention quadriennale à conclure avec la Communauté française, conformément à l'article 8 de l'arrêté du 22 décembre 2006 portant exécution du décret du 17 juillet 2002 modifié par l'arrêté du gouvernement du 7 juin 2012;

Considérant que, par courrier du 24 juillet 2015, Madame la Ministre Joëlle MILQUET a transmis cette convention quadriennale liant la Ville de Tournai à la Communauté française dans le but de pouvoir bénéficier de la subvention annuelle de 70.000,00€ pour les exercices 2015-2016-2017-2018;

Considérant que la subvention sera liquidée comme suit:

- 85% (59.500,00€) seront versés dans les six semaines qui suivent l'engagement de l'arrêté de subvention annuelle;
- le solde, soit 15% (10.500,00€), sera versé après réception en deux exemplaires papier et un exemplaire électronique, des comptes, bilan et rapport d'activités de l'exercice précédant l'année visée par la subvention - tels que certifiés par le directeur financier - ainsi que du

budget et du programme opérationnel de l'exercice couvert par la subvention. Les pièces justificatives des missions effectuées conformément à l'article 4 de la convention devront également être produites;

Considérant qu'en signant ladite convention, la Ville de Tournai s'engage à:

- respecter rigoureusement toutes les obligations qui lui incombent par l'application des législations régissant son activité;
- respecter l'ensemble de la législation fiscale et sociale;
- appliquer toute mesure reprise dans les conventions collectives obligatoires ou ratifiées;
- respecter l'ensemble de la législation relative aux droits d'auteur et aux droits voisins et à garantir la Communauté française contre tout recours qui pourrait être intenté par des tiers;
- adhérer au Code de respect de l'usager culturel, téléchargeable sur le site www.culture.be;
- recourir à un appel aux candidats dans l'hypothèse où une succession à la direction du musée devait s'opérer en cours d'exécution de la présente convention et à communiquer son choix, avec avis motivé, à l'administration;
- faire figurer sur tout document rendu public (communiqué de presse public, affiches, programmes, site Internet et autres) la mention "Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles";
- s'engager à créer un lien Internet entre le site du musée d'Histoire naturelle et vivarium de Tournai et ceux du ministère de la Communauté française (<http://www.federation-walloniebruxelles.be>) et de l'administration générale de la culture (<http://www.culture.be>), en veillant à y faire figurer les logos appropriés;

Considérant qu'il appartient au Conseil communal d'approuver les termes de cette convention

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'approuver la convention quadriennale (2015-2016-2017-2018) liant la Ville de Tournai au Ministère de la Communauté française, dont les termes suivent :

"Entre:

d'une part, la Communauté française de Belgique, ci-après dénommée "la Communauté", représentée par sa Ministre de l'éducation, de la culture et de l'enfance, Madame Joëlle MILQUET
Et d'autre part, la Ville de Tournai sise Hôtel de Ville, rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai, ci-après dénommée «l'opérateur», gestionnaire du musée d'Histoire naturelle et vivarium de Tournai, représentée par son Echevin délégué à la fonction maïorale, Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, et son Directeur général adjoint, Monsieur Thierry LESPLINGART.

Considérant le dossier de demande de renouvellement de reconnaissance introduit le 30 juin 2014 par l'opérateur;

Considérant l'avis positif du conseil des musées émis en date du 28 octobre 2014 et la notification de reconnaissance en catégorie B du musée d'Histoire naturelle et vivarium de Tournai datée du 19 février 2015, conformément au décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales, modifié par le décret du 3 mai 2012, et à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 2006 portant exécution du décret du 17 juillet 2002, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 7 juin 2012;

Considérant la nécessité de subventionner les activités menées par l'opérateur, du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2018, par une convention quadriennale, conformément à l'article 8 de l'arrêté du 22 décembre 2006 portant exécution du décret du 17 juillet 2002, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 7 juin 2012;

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1er – Définitions

- la Ministre : la Ministre ayant la culture dans ses attributions

- l'opérateur : la Ville de Tournai, gestionnaire du musée d'Histoire naturelle et vivarium de Tournai
- l'instance d'avis : le conseil des musées et autres institutions muséales
- l'administration : la direction du patrimoine culturel de l'administration générale de la culture de la Communauté française de Belgique.

Article 2 – Objet

La présente convention est destinée à arrêter les missions confiées à l'opérateur ainsi que les modalités et les conditions d'octroi de subventions par la Communauté. Elle annule tout engagement antérieur entre les parties ayant le même objet.

Article 3 – Durée

Sans préjudice de ce qui est prévu à l'article 8 relatif à l'évaluation et sous réserve de l'application des règles de contrôle administratif et budgétaire, la convention est conclue pour une durée de quatre ans. Elle prend cours le 1er janvier 2015 et se termine le 31 décembre 2018.

Article 4 – Missions et cahier des charges

Par la convention, l'opérateur s'engage à mener les missions décrites dans son plan triennal stratégique et opérationnel d'optimisation des fonctions muséales et relatives à l'accomplissement des quatre fonctions muséales, telles que figurant dans le dossier de renouvellement de reconnaissance introduit le 30 juin 2014.

L'opérateur s'engage à désigner clairement un(e) responsable du service pédagogique.

L'opérateur veillera à publier des ouvrages grand public de référence.

L'opérateur s'engage à développer des partenariats sociaux et économiques.

L'opérateur veillera à poursuivre l'inventorisation des collections «naturalisées».

L'opérateur s'engage également à renforcer les six axes d'action suivants :

- Disposer d'une stratégie numérique pour ses activités et réaliser un plan d'action numérique.
- Disposer d'une convention de collaboration avec un ou plusieurs musées ou institutions muséales prévoyant notamment les processus de partenariat en vue de l'optimisation et de la mutualisation des coûts de fonctionnement.
- Collaborer avec d'autres institutions dans les domaines culturel, éducatif, social, économique et touristique.
- Développer une stratégie «musée-écoles» et un plan d'action à l'égard des élèves des écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles.
- Développer une stratégie renforçant la diversité de l'offre.
- Développer une stratégie de médiation culturelle à l'égard des nouveaux publics.

Le 1er janvier 2016 au plus tard, un avenant à la présente convention sera établi afin de définir les modalités dans lesquelles l'opérateur devra, selon ses spécificités, mettre en œuvre les six axes susmentionnés ainsi que la date à partir de laquelle il devra les implémenter.

Ces missions sont exécutées dans la limite des crédits alloués par la présente convention.

L'opérateur s'engage à inviter à ses activités publiques les membres de l'instance d'avis compétente ainsi que les agents de l'administration générale de la culture chargés du dossier.

Article 5 – Subventions

Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, la Communauté française impute sur ses budgets 2015, 2016, 2017 et 2018 une subvention de 70.000,00€ (septante mille euros) à charge des crédits inscrits à l'article de base 43.14.11 de la division organique 24 du budget de la Communauté française.

Les subventions couvrent les activités développées par l'opérateur telles que décrites à l'article 4, pour la durée de la convention. Ces activités sont développées à l'année civile.

Article 6 – Liquidation

La subvention prévue à l'article 5 est liquidée annuellement comme suit :

- 85% du montant sont versés dans les six semaines qui suivent l'engagement de l'arrêté de subvention annuelle;
- le solde, soit 15%, est versé après réception en deux exemplaires papier et un exemplaire électronique, des comptes, bilan et rapport d'activités de l'exercice précédant l'année visée par la subvention - tels que certifiés par le receveur communal - ainsi que du budget et du programme opérationnel de l'exercice couvert par la subvention. Les pièces justificatives des missions effectuées conformément à l'article 4 de la convention devront également être produites.

Article 7 – Justifications

A titre de justificatifs, l'opérateur présente, outre les pièces visées à l'article 6, son rapport annuel d'activités rédigé sur base des missions et du cahier des charges tels que définis à l'article 4.

L'opérateur est tenu de présenter ses comptes et bilan annuels dans les formes en vigueur, de préférence en vertu du plan comptable normalisé.

L'opérateur s'engage à fournir à l'administration tout document qui lui serait demandé et à permettre aux personnes mandatées à cet effet d'avoir accès en toute circonstance aux locaux où se trouvent les documents qu'il leur incombe d'examiner, conformément au décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement de la Communauté française.

L'opérateur est tenu de communiquer à l'administration, dans les meilleurs délais, toute modification de ses coordonnées (siège social, etc.) et de son numéro de compte bancaire, ainsi que de ses statuts, de la composition de son assemblée générale et de ses organes de gestion.

Article 8 – Evaluation

L'instance d'avis compétente et l'administration sont chargées de l'évaluation des critères de qualité et de fonctionnement que l'opérateur doit respecter.

Article 9 – Suspension, modification, réalisation

S'il apparaît, en cours de convention, que l'opérateur est en défaut de remplir ses engagements contractuels ou n'est manifestement plus en mesure de remplir ses engagements avant l'échéance de la convention, l'administration doit en être informée. Celle-ci fait rapport à la Ministre avec, le cas échéant, proposition de sanctions prévues à l'article 12 du décret relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales : suspension du versement de la subvention, modification de la convention ou encore résiliation de celle-ci et retrait de la reconnaissance.

La Ministre notifie la proposition de sanction à l'opérateur, par lettre recommandée. Au plus tôt 15 jours et au plus tard 30 jours après cette notification, s'il en fait la demande, le représentant de l'opérateur est entendu par la Ministre ou son délégué.

La Ministre transmet le dossier pour avis au conseil, au plus tard 15 jours après l'audition. Le dossier comprend : le rapport et la proposition de sanction de l'administration, un compte-rendu de l'audition et les pièces complémentaires éventuellement remises par le représentant de l'opérateur lors de celle-ci.

Le conseil rend un avis motivé à la Ministre, dans un délai de 90 jours à dater de sa saisine.

La Ministre notifie sa décision et l'avis du conseil à l'opérateur par lettre recommandée, dans les 60 jours à dater de la réception de l'avis donné par le conseil.

Article 10 – Reconduction

Aucune reconduction tacite n'est possible. Toute reconduction éventuelle sera effectuée en vertu de l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 2006, modifié par l'arrêté du 7 juin 2012.

Dans cette perspective, l'opérateur est tenu de communiquer à l'administration, au plus tard le 30 juin 2018, au moyen du formulaire adéquat, les éléments repris à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement du 22 décembre 2006 portant exécution du décret du 17 juillet 2002 sur la reconnaissance des musées et autres institutions muséales, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 7 juin 2012.

Article 11 – Obligations légales et contractuelles

L'opérateur et la Communauté française respectent rigoureusement toutes les obligations qui leur incombent par l'application des législations régissant leur activité.

L'opérateur respecte l'ensemble de la législation fiscale et de la législation sociale.

L'opérateur s'engage également à appliquer toute mesure reprise dans les conventions collectives obligatoires ou ratifiées.

Il s'engage en outre à respecter l'ensemble de la législation relative aux droits d'auteur et aux droits voisins et garantit la Communauté contre tout recours qui pourrait être intenté par des tiers.

L'opérateur s'engage à adhérer pour le musée au code de respect de l'usager culturel annexé à la présente convention (téléchargeable sur le site www.culture.be).

Dans l'hypothèse où une succession à la direction du musée devait s'opérer en cours d'exécution de la présente convention, l'opérateur s'engage à recourir à un appel aux candidats. Le choix arrêté par l'opérateur doit être communiqué, avec avis motivé, à l'administration.

Sur tout document rendu public (communiqué de presse public, affiches, programmes, site internet et autres) devra figurer la mention «Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles».

L'opérateur s'engage à créer un lien Internet entre le site du musée d'Histoire naturelle et Vivarium et ceux du Ministère de la Communauté française (<http://www.federation-wallonie-bruxelles.be>) et de l'administration générale de la culture (<http://www.culture.be>) en veillant à y faire figurer le logo approprié.

Article 12 – Responsabilités

Les parties conviennent que l'exécution de la présente convention ne peut en aucun cas être source d'une responsabilité quelconque du ministère de la Communauté française, sauf pour ce qui est prévu à l'article 5.

Il en est notamment ainsi des conséquences éventuelles des manquements aux obligations incombant à l'opérateur, par application de la présente convention et des dispositions légales en la matière ainsi que des dispositions légales générales.

Toute modification, toute résiliation intervenues conformément aux dispositions de la présente convention, ne peuvent être source d'un quelconque droit à indemnité pour l'opérateur ou tout autre tiers.

Article 13 – Tribunaux compétents

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention est de la compétence exclusive des tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Fait en autant d'exemplaires que de parties ayant un intérêt distinct, chacune reconnaissant avoir reçu le sien.

A Bruxelles, le (date)

**Pour le Gouvernement de la Communauté française,
La Ministre de l'éducation, de la culture et de l'enfance,
Joëlle MILQUET**

**Pour l'opérateur,
La Ville de Tournai**

**Le Directeur général adjoint, L'Echevin délégué à la fonction maïorale,
Thierry LESPLINGART Paul-Olivier DELANNOIS**

**Le Conservateur du musée d'Histoire naturelle et vivarium,
Christophe REMY**

<p>43. Programme Convergence-Volet 4. Structuration et mise en marché touristique. Convention entre l'agence intercommunale de développement (IDETA) et la Ville. Approbation.</p>

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, quitte la séance.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant le portefeuille de projets de Tournai du programme Convergence monté en partenariat avec la Ville et piloté par IDETA (agence intercommunale de développement);

Considérant qu'IDETA était bénéficiaire, pour le compte de la Ville, du volet 4 : structuration et mise en valeur du marché touristique de la Ville de Tournai;

Considérant que le montant de ce volet 4 était de 323.990,00 € financé à 50 % par la Région wallonne tourisme, 40 % par le FEDER (fonds européen de développement régional) et 10 % par l'opérateur;

Considérant que ce volet portait notamment sur les postes suivants : étude de programmation, chantier vivant, gazettes de chantier, rédaction et photographie, impression de flyers, sets et affiches, charte graphique Tournai-Cathédrale + cartographie, site Web Tournai Tourisme, etc.;

Considérant que pour la première période de réalisation des projets 2007-2010, **IDETA a financé 10 % de l'ensemble des coûts des projets** développés durant cette période, à savoir 12.000,00 € sur un montant total de 120.000,00 €, et que les actions menées ont été les suivantes:

- étude de programmation
- chantier vivant
- gazette de chantier
- réalisation du site web www.visittournai.be
- bâche Maison de la Culture;

Considérant que pour la deuxième période de réalisation des projets s'étalant de 2010 à 2014, **IDETA a sollicité en 2010 un cofinancement de la Ville de Tournai de 10 % du montant total de la dépense s'élevant à 139.000,00 €;**

Considérant que le Collège communal a pris connaissance de cette demande en séance du 23 décembre 2010 et a décidé, en cette même séance, de marquer son accord de principe sur l'utilisation de la charte graphique et de la cartographie touristique proposée par la maison du tourisme dans le nouvel office du tourisme ainsi que sur la réalisation d'un site internet dédié au tourisme à Tournai, sous réserve de l'établissement d'une convention de collaboration entre la Ville et IDETA qui préciserait les modalités administratives, techniques et financières de cette collaboration;

Considérant que les frais liés aux actions développées durant la période 2010-2014 se sont finalement élevés à 158.500,00 € au lieu des 139.000,00 € estimés initialement;

Considérant que le cofinancement sollicité auprès de la Ville de Tournai pour cette période s'élève à 8,77% du montant total des dépenses (158.500,00 €), IDETA ayant pris à sa charge les 1,23% restants (soit 1.950,00 €);

Considérant que l'année 2015 constitue la troisième et dernière période de réalisation des projets et qu'**IDETA sollicite une intervention de la Ville à hauteur de 10 % du montant des dépenses, soit 4.549,00 €** pour un total de 45.490,00 €;

Considérant qu'IDETA s'engage à concrétiser les projets suivants avant le 31 décembre 2015 :

- mener à bonne fin toutes les prestations prévues dans le cadre du portefeuille de projets de Tournai du programme Convergence
- missionner une agence pour faire évoluer le site internet dédié au tourisme à Tournai www.visittournai.be ainsi que l'application mobile
- réaliser les supports de communication suivants (selon les possibilités techniques et administratives et selon le solde budgétaire) : reportages photos, conception et/ou graphisme palissade îlot Palace, réflexion branding commerce / tourisme.
- exécuter en parfaite collaboration avec la ville de Tournai les missions qui lui sont confiées en exécution de la convention présentée ci-dessous.
- céder à la ville tous ses droits sur les outils et supports réalisés en lui garantissant que ces outils et supports sont libres de droits
- garantir que toutes les procédures liées aux fonds européens et en particulier les règles relatives aux marchés publics et à la communication FEDER (présence des logos), sont strictement respectées;

Considérant la convention transmise en août 2015 par IDETA selon laquelle la Ville s'engage à cofinancer les actions menées par l'intercommunale à hauteur de 13.900,00 € pour la période 2010-2014 et de 4.549,00 € pour les projets développés en 2015;

Considérant que le total de 18.449,00 € sera prévu par voie de modification budgétaire n°2 au budget extraordinaire 2015, sous l'article budgétaire 561/124-48;

Considérant que le service juridique de la Ville a validé les termes de la convention sur lesquels le Collège communal a marqué son accord de principe en séance du 4 septembre 2015;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention de partenariat entre IDETA (agence intercommunale de développement) et la Ville de Tournai dans le cadre du portefeuille de projets de Tournai du programme Convergence :

Programme Convergence – Volet 4 – Structuration et mise en marché touristique **Convention de collaboration entre la ville de tournai et l'agence intercommunale de développement IDETA**

1. PARTENAIRES

Entre, d'une part,

La Ville de Tournai, ayant son siège établi rue Saint-Martin 52 à 7500 Tournai, représentée par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction Maïorale Paul-Olivier DELANNOIS et Monsieur le Directeur général adjoint Thierry LESPLINGART agissant en vertu d'une délibération de son Conseil communal en date du 22 septembre 2015,
Ci-après dénommée «Ville de Tournai»,

Et, d'autre part,

IDETA scrl, Agence intercommunale de développement, enregistrée à la Banque carrefour des entreprises sous le numéro de TVA 241.098.844, ayant son siège établi Quai Saint-Brice 35 à 7500 Tournai, représentée par Pierre VANDEWATTYNE, directeur général et Nicolas PLOUVIER, Directeur de la Valorisation du Territoire,
Ci-après dénommée «IDETA»,

Lesquelles, pour autant que de besoin, pourront être conjointement dénommées les «parties».

2. RETROACTES

Après qu'il ait été préalablement exposé que :

Dans le cadre du portefeuille de projets de Tournai (30 millions d'euros) du programme Convergence monté en partenariat avec la Ville de Tournai et piloté par IDETA, cette dernière est bénéficiaire pour le compte de la Ville de Tournai du volet 4 : structuration et mise en marché touristique.

Le montant de ce volet 4 est de 323.990,00€ financé à 50% par la Région wallonne Tourisme, 40% Fonds européen de développement régional (Feder) et 10% opérateur.

De 2007 à 2010, les postes suivants ont été mis en œuvre:

- Etude programmation initiée et préfinancée à risque par IDETA qui a permis de lancer le concours d'architecture suggéré par IDETA pour donner une ambition au cœur historique et d'anticiper les décisions d'octroi de financements européens et surtout leur mise en œuvre selon la règle N+2.
- Chantier vivant
- Gazette de chantier
- Réalisation du site web Tournai Tourisme www.visittournai.be
- Bâche Maison de la culture

Coût 120.000,00 € avec un cofinancement de 10% (12.000,00 €) pris en charge par IDETA.

De 2010 à ce jour, les postes suivant ont également été mis en œuvre en complément et en parfaite intégration avec l'Office du tourisme et la Maison du Tourisme:

- Installation de la nouvelle identité ville et cathédrale et la cartographie
- Réalisation du logo Tourisme, élargi à la Ville
- Impression de flyers, sets de table et affiches dépliant
- Palissades chantier vivant
- Gazette trimestrielle de chantier (rédaction, photos, impression)
- Reportage photo
- Infrastructure technique et hébergement du site web Tournai Tourisme www.visittournai.be
- Réalisation de l'application mobile Tournai
- QR code panneaux interprétation

Coût 158.500,00€ avec un cofinancement de 8,77 % (13.900,00€ TVA comprise) à prendre en charge par la Ville de Tournai et de 1,23 % (1.950,00 € TVA comprise) pris en charge par IDETA.

La prise en charge du cofinancement permet à IDETA, propriétaire des droits, de les céder à la Ville de Tournai pour qu'elle puisse exploiter les outils et supports élaborés et les faire évoluer, notamment :

- le logo tourisme, élargi à l'identité de la Ville, utilisé depuis 2 ans et reproduit sur de multiples supports
- le site web visittournai.be et l'application mobile exploités par l'Office du Tourisme en tant que vitrine et outil de promotion touristique
- la palissade cathédrale, élément esthétisant du chantier et d'attractivité présent dans le paysage urbain.

Pour rappel, la quote-part des 8,77 % sollicités auprès de la Ville ne tient pas compte des frais d'IDETA : partage et gestion des projets, coordination des acteurs, réalisations graphiques, gestion administrative et financière, conception, etc.

Pour rappel, IDETA a porté les projets pour le compte de la Ville, en collaboration avec ses services, et ne perçoit aucun financement européen et Région wallonne pour le pilotage et la gestion administrative du portefeuille ainsi que la mobilisation de ses équipes pour la mise en œuvre du volet 4 de ce projet revitalisation du quartier cathédral.

En complément à ce volet 4, IDETA a mobilisé les moyens, a apporté les cofinancements auprès du Centre d'Ingénierie Touristique de Wallonie et a piloté 3 études d'un montant total de 160.000,00 € hors TVA, à savoir :

- Plan marketing touristique de la ville de Tournai
- Etude de faisabilité hôtelière
- Schéma de développement commercial de la ville de Tournai

En résumé :

	TOTAL	Subsides	Cofinancement
Moyens Feder mobilisés	323.990,00 €	291.591,00 €	32.399,00 €
Consommation 2007 à 2010	120.000,00 €	108.000,00 €	12.000,00 €
Consommation 2010 à 2014	158.500,00 €	142.650,00 €	15.850,00 €
Solde 2015	45.490,00 €	40.941,00 €	4.549,00 €
Prise en charge IDETA : 2007 - 2010			12.000,00 €
Prise en charge IDETA : 2010 - 2015			1.950,00 €
Prise en charge Tournai : 2010 - 2015			18.449,00 € (13.900,00 € + 4.549,00 €)
Budget études CITW (cofinancement pris en charge par IDETA)	160.000,00 €	160.000,00 €	16.000,00 €

3. CONVENTION

C'est dans ce contexte que les parties ont convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : ENGAGEMENT D'IDETA

IDETA s'engage à :

1. Mener à bonne fin toutes les prestations prévues dans le cadre du portefeuille de projets de Tournai du programme convergence mieux définies sous préambule;
2. Missionner une agence pour faire évoluer le site internet dédié au tourisme à Tournai www.visittournai.be ainsi que l'application mobile de la ville sur base d'un brief de l'Office de tourisme de la ville et avec un suivi technique de l'Office de tourisme de la ville en direct avec l'agence;

3. Réaliser pour le 30 décembre 2015 au plus tard, selon les possibilités techniques et administratives et selon le solde budgétaire (45.490,00 €), les supports de communication suivants : reportages photos, la conception et/ou graphisme palissade îlot Palace, la réflexion branding commerce / Tourisme;
4. Exécuter en parfaite collaboration avec la ville de Tournai les missions qui lui sont confiées en exécution de la présente convention;
5. Céder à la ville tous ses droits sur les outils et supports réalisés en exécution de la présente convention en lui garantissant que ces outils et supports sont libres de droits;
6. Garantir que toutes les procédures liées aux fonds européens et en particulier les règles relatives aux marchés publics et à la communication FEDER (fonds européen de développement régional) (présence des logos) sont strictement respectées

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE LA VILLE

La Ville s'engage à payer à IDETA les montants suivants :

- La somme de 13.900,00 € correspondant à 8,77% des factures payées à hauteur de 158.500,00€ par IDETA pour les postes réalisés de 2010 à 2014 définis en préambule
- La somme de 4.549,00€ correspondant à 10% des postes en cours de réalisation en 2015 et définis sous les points II et III de l'article 1 ci-avant.

Ces montants seront liquidés dans le mois de l'approbation par l'autorité de tutelle des crédits prévus pour le paiement des montants précités et ce, sur base de la production par IDETA des factures liquidées dans le cadre des marchés afférents à la réalisation des postes précités.

La ville s'engage sans délai à prévoir les crédits nécessaires à la liquidation des factures précitées.

ARTICLE 3 : LITIGE

Tout litige relatif à l'application de la présente convention sera soumis aux juridictions de l'Arrondissement judiciaire de Tournai.

Fait en deux exemplaires originaux, chaque partie déclarant avoir reçu le sien, à Tournai, le 2015.

Pour la Ville de Tournai,

Thierry LESPLINGART Paul-Olivier DELANNOIS

Directeur général adjoint Echevin délégué à la fonction maïorale

Pour IDETA,

Nicolas PLOUVIER Pierre VANDEWATTYNE

Directeur de la Valorisation du Territoire Directeur général

44. Tournai, rue de la Justice. Ecole communale de la Justice. Cession de mitoyenneté. Approbation.
--

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, rentre en séance.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que la Ville de Tournai est propriétaire des bâtiments sis à Tournai, rue de la Justice, cadastrés ou l'ayant été 1ère division, section I, n°1147, 1148, 1149 et 1150, formant le périmètre de l'école communale de la Justice;

Considérant que le bureau d'architectes "Tank Architectes" a adressé une correspondance à l'administration communale aux termes de laquelle il sollicite son accord de principe sur la cession de mitoyenneté d'une partie du mur séparant l'implantation scolaire communale précitée et l'habitation sise rue de la Justice, 12, cadastrée ou l'ayant été 1ère division, section I, n° 1146, appartenant à M. et Mme CAMUS;

Considérant que cette demande s'inscrit dans le cadre de l'agrandissement de leur maison par la rehausse de la toiture et une extension en rez-de-chaussée vers le jardin;

Considérant l'article 661 du Code civil, lequel dispose que: «Tout propriétaire joignant un mur a de même la faculté de le rendre mitoyen en tout et en partie, en remboursant au maître du mur la moitié de sa valeur, ou la moitié de la portion qu'il veut rendre mitoyenne, et moitié de la valeur du sol sur lequel le mur est bâti»;

Considérant que le Collège communal, lors de sa séance du 4 octobre 2013, a décidé:

- sous réserve de l'octroi du permis d'urbanisme et de l'accord du Conseil communal, du principe de procéder à la cession de la mitoyenneté, au profit des époux CAMUS, d'une partie du mur séparant l'implantation scolaire communale de la Justice de leur propriété afin de leur permettre d'agrandir leur habitation;
- de solliciter, auprès de l'administration de l'enregistrement, l'estimation de la valeur de la partie du mur sur laquelle s'appuieraient le rehaussement et l'extension en rez-de-chaussée de l'habitation de M. et Mme CAMUS;

Considérant qu'en séance du 5 décembre 2013, le plan de mesurage levé et dressé en date du 29 octobre 2013 par un géomètre-expert, référencé 120389-29102013 et identique au plan joint au permis d'urbanisme, a été approuvé;

Considérant que le plan de mesurage daté du 27 janvier 2015 et mentionné dans l'acte authentique à intervenir est identique à celui précité;

Considérant qu'un permis d'urbanisme a été octroyé en date du 8 novembre 2013;

Considérant qu'en ce qui concerne l'aspect financier de cette cession, lors des séances des 5 décembre 2013 et 13 mai 2015, le Collège communal a fixé, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, le prix de la cession de la mitoyenneté de la partie du mur à 2.514,00€ sur base :

- de la proposition faite par une géomètre-experte désignée par les époux CAMUS (prix de la mitoyenneté : 2.513,592€, montant arrondi à 2.514,00€)
- du rapport d'expertise dressé le 5 novembre 2013 par l'administration de l'enregistrement (valeur vénale de la partie de mur : 2.500,00€)
- de la réactualisation effectuée le 15 avril 2015 par le service public de Wallonie, département des comités d'acquisition, direction de Mons (valeur vénale du mur maintenue à 2.500,00€);

Considérant qu'en séance du 13 mai 2015, le Collège communal a marqué son accord de principe, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, sur le projet d'acte de cession de mitoyenneté

rédigé par l'étude de Maître Jean HUVENNE et modifié par le service patrimoine et occupation du domaine public;

Considérant que le projet d'acte authentique à intervenir ainsi modifié a été transmis pour acceptation ou remarques éventuelles aux intéressés ainsi qu'à leur conseil, Maître Jean-Luc HACHEZ, lequel a donné son accord sur ledit projet d'acte;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

- d'approuver le projet d'acte de cession portant sur la mitoyenneté d'une partie du mur séparant l'implantation scolaire communale de la Justice (située à Tournai, rue de la Justice, 8, cadastrée ou l'ayant été section I, n°1147, 1148, 1149 et 1150) de la propriété des époux CAMUS (sise à Tournai, rue de la Justice, 12, cadastrée ou l'ayant été 1ère division, section I, n° 1146), dont les termes suivent :

«L'an deux mille quinze,

Le

Par-devant Nous, Maître **Jean Huvenne**, notaire à la résidence de Tournai, soussigné,

ONT COMPARU :

1. La «Ville de Tournai», ayant son siège à Tournai, rue Saint-Martin 52,

Ici représentée par :

- Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, domicilié à 7500 Tournai, chaussée de Bruxelles, 125/1

- Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint, domicilié à Tournai, rue du Nord, 42, Agissant conformément aux articles L1132-3, L1123-5 et L1124-17 du Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation et en exécution d'une délibération du Conseil communal en date du 22 septembre 2015, dont un extrait restera ci-annexé.

Ladite délibération a été notifiée à l'autorité de tutelle en date du, laquelle n'a pas émis d'objection à la présente vente.

Ci-après désigné : "Le cédant"

2. Monsieur **CAMUS Olivier** Jean Charles, né à Le Creusot (France), le 29 novembre 1973 (Registre national 731129-501.45) et son épouse Madame OLDENHOVE de **GUERTECHIN Louise** Brigitte Marie Louise André, née à Tournai le 16 juillet 1978 (Registre national 780716-276.58), domiciliés à Tournai, Rue Albert Asou 70.

Époux mariés sous le régime de la séparation de biens en vertu de leur contrat de mariage reçu par le notaire Christophe DURIEZ, à Dunkerke (France), le onze octobre deux mille, régime non modifié à ce jour, ainsi déclaré.

Ci-après désignés : "Le cessionnaire"

Lesquels ont requis le notaire soussigné de leur donner acte de la convention suivante intervenue directement entre eux.

Exposé préalable

Les comparants exposent préalablement ce qui suit :

1. Le cédant est propriétaire du bien suivant :

VILLE DE TOURNAI - 1ERE DIVISION - EX IDEM

Un ensemble immobilier, sis rue de la Justice, cadastré comme bâtiment scolaire section I numéros 1147, 1148, 1149 et 1150 pour une contenance totale de quarante ares soixante-cinq centiares, joignant d'un côté le cessionnaire.

Origine de propriété :

Le bien appartient à la Ville de Tournai depuis des temps immémoriaux.

2. Le cessionnaire est propriétaire du bien suivant, adjacent au bien sub 1 :

VILLE DE TOURNAI - 1ERE DIVISION – EX IDEM

La maison sise rue de la Justice 12, cadastrée d'après titre et extrait cadastral récent, section I, numéro 1146 pour deux ares trente-deux centiares (2a 32ca).

Origine de propriété

Monsieur Olivier CAMUS et Madame Louise OLDENHOVE de GUERTECHIN déclarent être propriétaires du bien prédécrit pour l'avoir acquis de Madame Simone Claire Eva Marie DRAPPIER, épouse de Monsieur Georges HERD, à Gosselies, laquelle en était propriétaire depuis plus de trente ans à compter de ce jour, aux termes de l'acte reçu par le notaire Paul-Etienne CULOT, à Beloeil, le onze septembre deux mille deux, transcrit au bureau des hypothèques de Tournai sous la référence 42-T-10.10.2002-13.683.

3. En tant que propriétaire de cette parcelle adjacente, le cessionnaire est, vis-à-vis du mur de clôture du bien - propriété du cédant-, dans la situation visée par l'article 661 du Code civil (Tout propriétaire joignant un mur, a de même la faculté de le rendre mitoyen, en tout ou en partie, en remboursant au maître du mur la moitié de sa valeur, ou la moitié de la valeur de la portion qu'il veut rendre mitoyenne, et moitié de la valeur du sol sur lequel le mur est bâti).

Cet exposé fait, la Ville de Tournai déclare céder pour quitte et libre de charges hypothécaires au cessionnaire, Monsieur et Madame CAMUS-OLDENHOVE de GUERTECHIN qui acceptent :

Ville De Tournai – 1ère divison - Tournai

a) la mitoyenneté, suivant le plan repris ci-dessous d'une partie du mur de clôture de l'immeuble sis rue de la Justice joignant l'immeuble du cessionnaire et cadastré section I numéro 1147, et joignant la propriété du cessionnaire, comme dit ci-dessus.

b) la moitié de la bande de terrain, assise d'une partie du mur de clôture visé au *a* ci-avant, soit une superficie d'un centiare.

Plan

Tels que ledit mur et son assiette sont décrits et définis, sous teinte verte, en un plan dressé par Madame Isabelle DAELMAN, géomètre-expert juré, inscrite à l'Institut Professionnel des Géomètres-experts jurés, à OBIGIES, le 27 janvier 2015. Un exemplaire en est à l'instant daté et signé par les parties et le notaire instrumentant.

Ce plan est enregistré dans la base de données de plans de délimitation sous le numéro de référence **57081-10189**; le Notaire HUVENNE soussigné certifie, pour autant que de besoin, que ce plan n'a pas été modifié.

Les parties comparantes demandent la transcription de ce plan, en application de l'article 1er, 4ème alinéa de la Loi Hypothécaire modifiée par la loi du 21 décembre 2013 portant des dispositions fiscales et financières diverses et publiée au moniteur belge le 31 décembre 2013, pages 103998 et 104001.

Propriété — Jouissance

Le cessionnaire aura, aux termes des présentes, la copropriété des biens lui cédés. Il en aura la jouissance à compter de ce jour. Cette jouissance s'entend de la possession réelle. Le cédant déclare n'avoir consenti aucun droit de bail ou d'occupation.

Charges et conditions

La cession est convenue aux charges et conditions ci-après :

- 1.** Le cessionnaire prend les biens dans leur état actuel, sans pouvoir prétendre à indemnité ou réduction du prix, soit pour mauvais état des constructions, défaut d'entretien, vices de construction apparents ou non apparents, vétusté, ou autre cause, soit encore pour vices du sol ou du sous-sol.
- 2.** La contenance indiquée n'est pas garantie. La différence éventuelle en plus ou en moins, excédât-elle un vingtième, fera profit ou perte au cessionnaire, sans recours de part ou d'autre.
- 3.** Le cédant déclare qu'il n'a pas concédé de servitude et qu'il n'a pas connaissance de l'existence de servitude concernant les biens.

4. Le cessionnaire paiera et supportera à compter de ce jour - dans la mesure des droits ici acquis - les contributions et charges de toute nature auxquelles les biens en cause sont ou pourraient être assujettis.

5. Le cessionnaire est subrogé en vertu des présentes - dans la mesure des droits ici acquis - dans tous les droits éventuels que le cédant peut avoir à exercer contre les tiers, à raison de travaux miniers, dégâts immobiliers, privation de jouissance ou de tout autre fait pouvant porter préjudice aux biens, objets de la cession. Le cédant déclare qu'il n'a personnellement conclu avec des exploitants du sous-sol aucune convention aliénant pour l'avenir les droits à réparation de dommages éventuels.

6. Le cessionnaire paiera et supportera les frais et honoraires auxquels les présentes donneront ouverture, en ce compris les honoraires du géomètre-expert, auteur du plan, et le montant du compte de mitoyenneté ci-annexé.

Points particuliers

Néant

Prix

La présente cession de mitoyenneté est consentie et acceptée moyennant le prix de deux mille cinq cent quatorze (2.514,00) euros, conforme aux estimations reprises au décompte de mitoyenneté ci-annexé.

QUITTANCE

Est ici intervenu Monsieur Eddy MOULIN, Directeur financier, lequel déclare que le prix susmentionné a été payé par virement du compte n° sur le compte n° de la Ville de Tournai, dont quittance entière et définitive.

DISPENSE D'INSCRIPTION D'OFFICE

Monsieur le Conservateur des Hypothèques est dispensé de prendre inscription d'office lors de la transcription des présentes.

DECLARATIONS

Urbanisme

1. Le cédant garantit que les constructions, objet de la cession de mitoyenneté, ont été dûment autorisées en leur temps par les administrations compétentes.

Il garantit en outre leur conformité aux normes de construction prescrites par le règlement communal pour les murs appelés à faire l'objet d'une cession de mitoyenneté en vue de la construction d'une habitation adjacente.

2. Le cessionnaire s'assurera, à ses frais, de la capacité du mur objet de la cession à recevoir la construction envisagée et, le cas échéant, prendra toutes les dispositions nécessaires afin d'éviter toute dépréciation au mur du cédant.

3. Un état des lieux du mur séparatif sera dressé par expert au début et à la fin des travaux et ce, aux frais du cessionnaire.

Le cédant devra, pour tout ce qui se rattache aux alignements, niveaux, trottoirs, accès aux égouts, construction, droit de bâtisse et sous tous autres rapports, se conformer aux prescriptions existantes des autorités compétentes.

Le cédant déclare n'avoir pas connaissance de ce que le bien :

- soit soumis au droit de préemption visé aux articles 175 et suivants du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (C.W.A.T.U.P.E.);
- ait fait ou fasse l'objet d'un arrêté d'expropriation;
- soit concerné par la législation sur les mines, minières et carrières, ni par la législation sur les sites à réaménager;
- soit repris dans le périmètre d'un remembrement légal;
- soit repris dans ou à proximité d'un des périmètres «Seveso» adoptés en application de l'article 136 bis du C.W.A.T.U.P.E. et plus généralement, soit repris dans un des périmètres visés à l'article 136 du

C.W.A.T.U.P.E. susceptibles de conditionner lourdement voire d'hypothéquer toute délivrance d'autorisation administrative (permis d'urbanisme, permis de lotir,...).

Le cessionnaire déclare bien connaître la qualification donnée au bien par l'Administration de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme; il déclare être informé de tous règlements et prescriptions qui pourraient exister relativement au bien ci-après décrit, pour s'en être enquis.

Concernant l'immeuble ci-dessus décrit, il a été adressé par le Notaire soussigné à l'Administration Communale de **Tournai**, par courrier daté du **26 janvier 2015**, l'avis prescrit en application du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, en abrégé «C.W.A.T.U.P.E.».

Auquel avis, il a été répondu en date du **cinq février 2015** ce qui suit, textuellement reproduit :

«Le bien en cause:

- est situé dans le schéma de développement de l'espace régional;*
- est affecté au plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz approuvé par Arrêté Royal du 24 juillet 1981 et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité, en «zone d'habitat dans un périmètre d'intérêt culturel, historique ou esthétique» laquelle est régie par les articles 26 et 452-.23 du nouveau Code Wallon;*

(...)

- est situé dans le projet de schéma de structure communal adopté provisoirement par le Conseil Communal du 28 avril 2008 avec, sur la carte de structure spatiale, une affectation de «zone du centre historique dans un périmètre d'intérêt culturel, historique ou esthétique»;*
- est situé sur la partie du territoire communal où est applicable le règlement régional d'urbanisme des Centres Anciens Protégés en matière d'urbanisme tel que défini aux articles 393 à 403 dudit Code wallon (ce bien est donc soumis à des normes d'urbanisme traitant de l'esthétique des immeubles, du maintien des zones de cours et jardins, de l'alignement à maintenir, conformément au susdit Code). Lors d'éventuelles transformations, une reconstitution des trumeaux enlevés ou dénaturés pourra être imposée, et cela aussi bien au rez-de-chaussée qu'à l'étage conformément au susdit Code;*
- est situé sur le territoire communal où un avant-projet de règlement communal d'urbanisme au sens de l'article 78 est à l'étude tout étant qu'à ce jour les dispositions du Règlement Général de Police sur les Bâtisses du 15 mai 1946 sont maintenues (cfr article 244 du Règlement Général de Police du 1er juillet 2002), uniquement pour l'ancien territoire de la Ville de Tournai dès lors que ce règlement a été adopté bien avant les fusions;*

(...)

- est situé aux termes du PASH approuvé par Arrêté du Gouvernement Wallon du 10 novembre 2005, en zone d'assainissement collectif, égout existant;*

(...)

En ce qui concerne l'accès du bien à une voirie suffisamment équipée en eau, électricité, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante: ces renseignements ne seront fournis qu'après consultation des impétrants et des services «Voirie» sur base d'un dossier de certificat d'urbanisme n° 2;

(...)

Outre les renseignements ci-dessus tels que préconisés par l'article 85 dudit Code, nous vous signalons également à titre d'information que ce bien:

- est soumis aux dispositions du susdit règlement des Centres Anciens;*
- est repris dans une zone de contrainte karstique considérée comme faible sur la carte géologique établie en janvier 2004 par la Faculté Polytechnique de Mons (FPMs) à la demande de la Région Wallonne;*

(...)

- est inventorié à l'Atlas du Patrimoine Architectural des Centres Anciens édité par le Ministère de la Région Wallonne;*

(...) »

Le cédant déclare en outre que ce bien n'a fait l'objet d'aucun permis d'urbanisme, ni d'un certificat d'urbanisme, laissant prévoir la possibilité d'effectuer ou de maintenir sur ce bien aucun des actes et

travaux visés à l'article 84, paragraphe 1er et, le cas échéant, 84, paragraphe 2, alinéa 1er du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie, en abrégé «C.W.A.T.U.P.E.», et qu'en conséquence, aucun engagement n'est pris quant à la possibilité d'exécuter ou de maintenir ces actes et travaux sur ce même bien.

En outre, le notaire soussigné rappelle :

1. qu'aucun des actes et travaux visés à l'article 84, paragraphe 1er et, le cas échéant, 84, paragraphe 2, alinéa 1er, du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie, en abrégé «C.W.A.T.U.P.E.», ne peut être accompli sur le bien tant que le permis d'urbanisme n'a pas été obtenu;
2. qu'il existe des règles relatives à la péremption des permis;
3. que l'existence d'un certificat d'urbanisme ne dispense pas de demander et d'obtenir un permis d'urbanisme;
4. L'article 137 du CWATUPE permet de faire certifier sur place, par les soins du Collège communal, l'implantation de toute construction nouvelle (en ce compris l'extension de l'emprise au sol de constructions existantes), avant le début des travaux.

ENVIRONNEMENT

Permis d'environnement

Le cédant déclare que le bien ne fait l'objet d'aucun permis d'environnement - anciennement dénommé permis d'exploiter - de sorte que l'article 60 du Décret Wallon du onze mars mil neuf cent nonante-neuf relatif au permis d'environnement n'est pas d'application.

État des sols

A. Les parties reconnaissent que leur attention a été attirée sur le fait que :

1. la présence de terres polluées dans le sol, quelle que soit l'origine ou la date de la pollution, peut être constitutive de déchets. A ce titre, le détenteur de déchets, soit en résumé, celui qui les possède ou en assure la maîtrise effective (exploitant, le cas échéant, propriétaire,...), est tenu d'un ensemble d'obligations, allant notamment d'une obligation de gestion (collecte, transport, valorisation ou élimination,...) à une obligation d'assainissement voire de réhabilitation, lourdes financièrement et passibles de sanctions administratives, civiles et pénales, notamment en vertu du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et des articles 167 à 171 du C.W.A.T.U.P.E. relatifs aux sites à réaménager ou encore, de taxes tantôt sur la détention, tantôt sur l'abandon de déchets, en vertu du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes (Moniteur belge du 24 avril 2007);
2. parallèlement, en vertu de l'article 18 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, tout propriétaire peut être identifié comme titulaire de l'obligation d'assainissement ou encore, n'être tenu d'adopter que des mesures de sécurité et le cas échéant, de suivi, selon qu'il s'agit d'une pollution nouvelle ou historique (antérieure ou postérieure au 30 avril 2007) et dans ce dernier cas, qu'elle constitue ou non une menace grave, sauf cause de dispense ;

3. pour autant, en l'état du droit,

1. en vertu de l'article 85 du C.W.A.T.U.P.E. amendé par le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, le cédant est tenu de mentionner au cessionnaire les données relatives au bien inscrites dans la banque de données de l'état des sols au sens de l'article 10 du décret. A ce jour, cette banque de donnée est en voie de constitution, de sorte que le propriétaire est dans l'impossibilité de produire un extrait de celle-ci;
2. il n'existe pas de norme (décret, arrêté,...) qui prescrive à charge du cédant des obligations d'investigation, d'assainissement ou de sécurité, en cas de mutation de sol;
3. de même, est discutée la question de savoir si l'exigence classique de «bonne foi» oblige le cédant non professionnel à mener d'initiative de telles démarches d'investigation sur son propre sol, avant toute mutation;

B. Dans ce contexte, le cédant déclare qu'à sa connaissance, - après des années de jouissance paisible (sans trouble) et utile (sans vice), - sans pour autant que le cessionnaire exige de lui des investigations complémentaires dans le terrain (analyse de sol par un bureau agréé,...) -, rien ne s'oppose, selon lui,

à ce que le bien soit destiné, au regard de cette seule question d'état de sol, à l'accueil d'une habitation privée et qu'en conséquence, il n'a exercé ou laissé s'exercer sur le bien ni acte, ni activité qui soit de nature à générer une pollution antérieure aux présentes qui soit incompatible avec la destination future du bien.

Pour autant que ces déclarations aient été faites de bonne foi, le cédant est exonéré vis-à-vis du cessionnaire de toute charge relative à une éventuelle pollution du sol qui serait constatée dans le futur et des éventuelles obligations d'assainissement du sol relatives au bien cédé.

Sous cette réserve, le cessionnaire libère le cédant de toutes obligations dans les rapports entre parties sans préjudice aux droits des tiers et notamment des autorités publiques.

En pareil cas, les parties conviennent que le cédant mis en cause par les autorités publiques ne pourrait se retourner contre le cessionnaire ou l'appeler en garantie.

Panneaux publicitaires

Le cédant déclare qu'aucun contrat de location portant sur le placement de panneau publicitaire n'existe concernant le bien immobilier et qu'aucun panneau publicitaire n'est apposé actuellement sur l'immeuble.

Risques d'inondation

Le notaire soussigné a vérifié auprès du Portail Cartographique de la Région wallonne quel était l'aléa d'inondation par débordement de cours d'eau que présentait la zone où se trouve le bien.

Cette vérification a été effectuée le vingt-huit janvier deux mil quinze.

Le bien ne se trouve pas dans une zone à risques.

Ledit notaire a remis antérieurement aux présentes au cessionnaire le résultat de cette recherche.

Elle lui est communiquée à titre de simple renseignement.

Point de contact Fédéral Informations câbles et conduites.

Le notaire soussigné a vérifié auprès du CICC s'il existait des canalisations et/ou câbles au-dessus, sur ou dans le sous-sol du bien objet des présentes pouvant être à l'origine d'une servitude d'utilité publique.

Cette vérification a été effectuée le vingt huit janvier deux mil quinze.

En réponse à la demande d'information concernant le bien objet des présentes, le CICC a répondu : *«Gestionnaires CICC concernés par l'annonce : TECTEO, BELGACOM, ORES, SWDE».*

Les acquéreurs reconnaissent avoir reçu ce jour, l'original des réponses éventuelles de ces organismes.

Elles lui sont communiquées à titre de simple renseignement.

Le notaire soussigné rappelle aux parties que lorsque des travaux sont prévus à proximité directe d'une canalisation ou d'un câble, ceux-ci doivent être notifiés aux autorités compétentes dès la phase de conception.

Dossier d'intervention ultérieure

Après avoir été interrogé par le notaire instrumentant sur l'existence d'un dossier d'intervention ultérieure, le cédant déclare qu'il n'a effectué sur le bien aucun acte qui entre dans le champ d'application de l'arrêté royal du vingt-cinq janvier deux mil un concernant les chantiers temporaires ou mobiles.

Certification de l'identité en vertu de la loi hypothécaire et de la loi organique sur le Notariat

Pour satisfaire aux dispositions de la loi organique sur le notariat, le notaire soussigné déclare connaître les parties et avoir contrôlé leur identité sur base de leur carte d'identité et/ou registre national.

Pour satisfaire aux dispositions de la loi hypothécaire, le notaire certifie que les nom, prénoms, lieu et date de naissance ainsi que le domicile des parties personnes physiques correspondent aux données reprises dans :

- le registre national.
- la carte d'identité.

- le carnet de mariage.
- les registres de l'état civil.

Les parties confirment l'exactitude de ces données.

Les parties personnes physiques dont le numéro national est mentionné dans le présent acte déclarent donner leur accord exprès avec la mention de ce numéro dans l'acte et dans toutes les expéditions et extraits qui seront faits de cet acte.

Pour satisfaire aux dispositions de la loi hypothécaire, le notaire certifie, pour les personnes morales, la dénomination, la forme juridique, le siège, la date de constitution et le numéro de taxe sur la valeur ajoutée ou d'identification nationale.

Déclarations pro fisco

1° Le notaire soussigné certifie avoir donné lecture de l'article 203, premier alinéa, du Code des droits d'enregistrement.

2° Pour la perception des droits, les parties déclarent que la mitoyenneté cédée est évaluée à **deux mille cinq cent quatorze euros (2.514,00 €)**.

Déclaration en matière de la Taxe sur la Valeur Ajoutée

Le notaire soussigné a donné lecture aux parties des articles 62 paragraphe 2, 73 et 73 bis du Code de la Taxe sur la valeur ajoutée.

Lecture faite, le cédant a déclaré ne pas être assujetti pour l'application dudit Code ni avoir aliéné une construction avec paiement de la taxe sur la valeur ajoutée dans les cinq ans avant les présentes, ni faire partie d'une unité de TVA ou d'une association de fait ou momentanée, assujettie à ladite taxe en raison de son activité.

Déclarations diverses

1.- Mandat hypothécaire – Le cédant déclare ne pas avoir signé de mandat hypothécaire relativement au bien.

2.- Chaque comparant déclare :

1. que son état civil est conforme à ce qui est précisé ci-avant;
2. qu'il n'a à ce jour déposé aucune requête en règlement collectif de dettes;
3. qu'il n'est pas pourvu d'un administrateur provisoire ou d'un conseil judiciaire;
4. qu'il n'a pas déposé de requête en réorganisation judiciaire;
5. qu'il n'est pas pourvu d'un administrateur provisoire désigné par le tribunal de commerce;
6. qu'il n'a pas été déclaré en faillite non clôturée à ce jour;
7. qu'il n'a pas connaissance d'une procédure judiciaire susceptible d'affecter la liberté de disposition du bien;
8. que le bien n'est grevé d'aucun droit de préférence conventionnel, d'aucune option d'achat, ni d'aucun droit de réméré,

et d'une manière générale, qu'il n'est pas dessaisi de l'administration de ses biens.

Frais

Tous frais, droits et honoraires à résulter des présentes sont à charge du cessionnaire.

Élection de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur domicile ou siège respectifs susindiqué.

Article 9 de la loi organique sur le Notariat

Le notaire soussigné a attiré l'attention des parties sur l'existence d'éventuels intérêts contradictoires ou engagements disproportionnés, et les a avisées qu'il est loisible à chacune d'elles de désigner un autre notaire ou de se faire assister par un conseil. Il en est fait mention au présent acte, conformément à la loi.

DONT ACTE.

Fait et passé à Tournai, en l'étude.

Date que dessus.

Les parties nous déclarent :

- qu'elles ont pris connaissance du projet du présent acte il y a plus de cinq jours et que ce délai leur a été suffisant pour l'examiner utilement.
- qu'à leurs yeux, il n'existe pas d'intérêt manifestement contradictoire et que toutes les conditions reprises dans le présent acte sont équilibrées et qu'elles les acceptent.
- que, dans le cas où les clauses et conditions de cet acte s'écarteraient de celles contenues dans toute convention qui pourrait être intervenue antérieurement, ayant le même objet, le présent acte, qui est le reflet exact de la volonté des parties, prévaudra.

Elles reconnaissent que le notaire instrumentant les a informées des obligations imposées aux notaires par l'article 9 §1er alinéas 2 et 3 de la loi organique du notariat et confirment d'ailleurs que le notaire les a valablement informées sur les droits, obligations et charges découlant du présent acte, et qu'il les a conseillées équitablement.

Et après lecture commentée, intégrale en ce qui concerne les parties de l'acte visées à cet égard par la loi, et partielle des autres dispositions, les parties ont signé avec Nous, Notaire.

Droit d'écriture : cinquante euros (50,00 EUR).»;

- d'affecter à l'article 124/580-51 du budget extraordinaire 2015 le produit à provenir de cette cession.

45. Objectif Convergence. Embellissement des perspectives urbaines. Rénovation de la façade sise rue Soil de Moriamé n° 1/4 à Tournai. Convention. Approbation.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le portefeuille de projets "Revitalisation intégrée du coeur de Ville de Tournai" - volet "embellissement des perspectives urbaines";

Considérant qu'un solde du budget alloué par les fonds européens et régionaux est disponible;

Considérant la convention de servitude d'aspect architectural signée par la SPRL BLACK SISTERS, propriétaire de l'immeuble sis rue Soil de Moriamé, n° 1/4 à 7500 Tournai, par laquelle le propriétaire donne à la Ville mandat d'agir en son nom et pour son propre compte en qualité de maître de l'ouvrage dans le cadre des travaux de valorisation de la susdite façade, ceux-ci se limitant à un nettoyage des parements;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

APPROUVE

la convention de servitude d'aspect architectural signée par la SPRL BLACK SISTERS, propriétaire de l'immeuble sis rue Soil de Moriamé, n° 1/4 à 7500 Tournai, par laquelle le propriétaire donne à la Ville mandat d'agir en son nom et pour son propre compte en qualité de maître de l'ouvrage dans le cadre des travaux de valorisation de la susdite façade, ceux-ci se limitant à un nettoyage des parements :

Servitude d'aspect architectural

Entre la Ville de Tournai, représentée par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint suite à une délibération du Conseil Communal du 17 décembre 2007

Ci-après dénommée «la Ville»

ET

BLACK SISTERS Sprl ayant son siège social 118a, avenue des Saisons à 1050 Bruxelles

Ci-après désigné «le propriétaire»

IL A TOUT D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

Préambule :

Dans le cadre de l'Objectif Convergence, la Ville de Tournai a participé au dépôt d'un portefeuille de projets portant sur la revitalisation intégrée du cœur de ville (quartier cathédral et quais rive gauche).

Ce portefeuille comprend 14 projets dont :

- la restauration de la cathédrale par la Province de Hainaut
- la restauration de façades classées
- l'embellissement des perspectives urbaines (valorisation touristique des façades non classées, situées dans le champ de vue de la Cathédrale)
- la reconquête, là ou cela s'avère possible, des immeubles et étages d'immeubles dégradés ou vacants
- ...

La mise en œuvre de ce portefeuille doit permettre d'atteindre une masse critique d'actions, d'obtenir un effet d'entraînement à long terme sur la Ville et la province de Hainaut, d'assurer une visibilité optimale du projet dans le cadre d'un développement durable et concerté, à travers des actions ponctuelles et transversales.

C'est dans ce cadre que la Ville de Tournai souhaite mettre en œuvre, avec les propriétaires concernés, le projet d'embellissement des perspectives urbaines dans le cœur de ville.

Le choix de l'auteur de projet par la Ville résulte d'un concours organisé conformément à la loi du 24 décembre 1993.

Article 1. Objet

Le propriétaire de l'immeuble sis à Tournai, rue Soil de Moriamé n° 1/4 édifié sur le terrain cadastré section I n°590 k constitue sur l'immeuble ci-avant désigné une servitude perpétuelle et gratuite d'aspect architectural, dont le contenu est défini à l'article 2 et selon les modalités développées ci-après.

Le fond dominant bénéficiaire de cette servitude est la voirie publique qui borde l'immeuble concerné par la présente et qui fait partie du domaine public de la Ville de Tournai.

En vue de l'établissement de cette servitude, le propriétaire donne à la Ville mandat d'agir en son nom et pour son compte en qualité de maître de l'ouvrage dans le cadre des travaux mieux définis ci-après.

Article 2. Contenu

La servitude perpétuelle et gratuite consiste dans l'obligation de maintenir la façade reprise ci-dessus dans l'état et l'aspect qui seront les siens à l'issue des travaux de rénovation qui seront exécutés par la Ville comme décrits ci-après.

Article 3. Descriptifs des travaux

Les travaux à réaliser par la Ville correspondent au descriptif niveau avant-projet définitif annexé aux présentes.

Sont en outre annexés :

- La photographie de l'état actuel de la façade;
- Le plan descriptif des travaux estimés;
- Le devis descriptif des travaux à réaliser (devis quantitatif ou bordereau de prix unitaires, selon le cas).

(pour mémo, le cas échéant, le descriptif des travaux à charge de l'occupant)

C'est sur base de ces travaux que le propriétaire a donné son accord sur la réalisation de ceux-ci; dans l'hypothèse où ils viendraient à être modifiés sensiblement entre la signature de la présente et

l'attribution du marché des travaux, il sera nécessaire qu'un nouvel accord soit obtenu préalablement.

Article 4. Budget et plan d'apurement provisionnel

Le propriétaire marque son accord sur le budget prévisionnel de financement des travaux figurant en annexe 2 de la présente convention, évalué à un montant maximum de 85.000,00 € hors frais.

Le coût total de l'opération comprend outre les travaux :

- Les différentes études techniques préalables;
- Les honoraires dus aux architectes, designers, bureaux d'études, assistant au maître de l'ouvrage;
- Les taxes et droits divers susceptibles d'être dus au titre de la présente opération;
- La taxe sur la valeur ajoutée;
- Le coût des assurances construction et contrôle technique éventuel;
- En général, les dépenses de toute nature se rattachant à l'exécution des travaux et aux opérations annexes nécessaires à la réalisation desdits travaux.

Le coût total prévisionnel de l'opération est évalué à

Article 5. Description de la mission

La Ville s'engage à accomplir les tâches suivantes dans le cadre de la réalisation des travaux définis à l'article 3.

1. Phase d'étude – L'enveloppe budgétaire

1.1 Confier à un auteur de projet qu'elle désigne la réalisation des études, l'établissement des plans, du cahier spécial des charges et de tout autre document nécessaire à l'exécution des travaux repris à l'article 3.

1.2 La constitution et le suivi des dossiers de demande d'autorisations administratives nécessaires en ce compris le permis d'urbanisme.

1.3 Constitution et suivi des dossiers de demande de subventions.

2. Phase de passation des marchés

2.1 Choix, organisation et suivi de la procédure d'attribution des travaux dans le respect de la réglementation sur les marchés publics.

2.2 Approbation de l'offre.

2.3 Notification de l'approbation de son offre à l'entrepreneur.

(le cas échéant, 2.4 Préparation, conclusions et suivi des contrats d'assurance)

3. Phase de contrôle et suivi des travaux

3.1 Etablissement d'un état des lieux avant le démarrage des travaux et lors de leur réception.

3.2 Faire assurer par l'auteur de projet la conduite et la coordination des travaux ainsi que le contrôle de ceux-ci, en ce compris le respect des délais impartis.

3.3 Vérifications des créances et décomptes.

3.4 Réceptions provisoire et définitive des travaux en présence du propriétaire et de l'auteur de projet.

3.5 La Ville assume l'accompagnement juridique du présent projet; elle examine en concertation avec le propriétaire les litiges en vue de leur règlement amiable et, le cas échéant, par voie judiciaire

3.6 Les cahiers des charges renseigneront expressément la Ville comme mandataire du propriétaire.

Il y sera stipulé que pendant l'exécution des travaux, la Ville sera l'interlocuteur exclusif de l'entrepreneur.

3.7 La Ville assure la coordination de sécurité du chantier.

Une fois que les marchés publics seront attribués, la Ville notifiera au propriétaire, à charge pour lui de prévenir si nécessaire l'occupant, la date de commencement des travaux. Cette notification interviendra au minimum 1 mois avant le démarrage des travaux.

L'acceptation formelle de la notification sera transmise à la Ville avec accusé de réception sous un délai de 15 jours à dater de la réception de celle-ci et vaudra accord du propriétaire sur l'exécution des travaux. Le propriétaire pourra, cependant, demander à la Ville de reporter lesdits travaux en motivant explicitement cette demande.

Une telle faculté ne pourra être exercée qu'une seule fois par le propriétaire.

Article 6. Modification du descriptif et de l'enveloppe financière

La Ville fera toute diligence pour faire respecter le programme des travaux.

§ 1. Au cas où des modifications aux dispositions originelles du cahier spécial des charges et/ou aux plans s'avéreraient nécessaires pendant l'exécution des travaux, la Ville établirait à cet égard un décompte en moins et/ou en plus et l'enverrait pour accord à l'entrepreneur sous réserve d'approbation par le propriétaire.

Simultanément, la Ville envoie pour approbation au propriétaire le décompte accompagné d'un rapport circonstancié concernant la nécessité, le coût et la prolongation du délai. La Ville ne donne pas l'ordre d'entamer les travaux faisant l'objet du décompte précité avant que le propriétaire n'ait signifié à la Ville son accord à ce sujet. La Ville mentionne dans son rapport le délai au cours duquel elle estime opportun que le propriétaire prenne une décision en l'espèce.

§ 2. La procédure prévue au § 1 n'est pas applicable en cas d'urgence et pour autant que les modifications se limitent aux travaux strictement nécessaires pour éviter la mise en péril de la bonne fin du chantier. Dans les limites précisées ci-avant, la Ville pourra faire procéder aux modifications qui s'imposent sans attendre l'accord du propriétaire, tout en veillant à l'avertir sans délai et ce par tout moyen utile (fax, téléphone,...).

La Ville s'engage à établir dès que possible un décompte relatif aux modifications ainsi apportées.

§ 3. La Ville s'engage en cas de dépassement des quantités présumées à transmettre dans les meilleurs délais au propriétaire un état estimatif y relatif. Dès que les quantités exactement exécutées sont connues, la Ville établit les états de régularisation des quantités présumées et en informe le propriétaire.

Article 7. Procédure de paiement à l'entreprise et l'auteur de projet

Les états d'avancement et les déclarations de créance basées sur ceux-ci sont introduits par l'entrepreneur auprès de la Ville. La Ville les examine, établit un procès-verbal en mentionnant le montant qu'elle estime réellement dû et notifie à l'entrepreneur l'état des travaux qui a ainsi été accepté en paiement en l'invitant à introduire une facture du même montant majoré de la TVA. Sans préjudice de ce qui est prévu à l'article 8, la Ville procède seule au paiement desdites factures.

Article 8. Procédure de remboursement

Le propriétaire s'engage à rembourser à la Ville le coût des travaux réalisés en exécution des articles précités, en ce compris l'état de frais et d'honoraires de l'auteur de projet y correspondant, déduction faite des montants des subsides y afférents liquidés par les pouvoirs subsidiaires [50% Région wallonne et 40 % fonds européen de développement régional (FEDER)] mais augmentés des droits de timbre liquidés par la Ville dans le cadre des procédures de demande d'autorisation administrative.

Ce remboursement s'effectuera dans les 30 jours après réalisation des travaux.

A défaut de paiement endéans le délai précité, le propriétaire sera redevable de plein droit et sans mise en demeure des intérêts calculés au taux légal.

Toutes ces sommes seront à verser au compte n° IBAN BE 56 0910 1797 0388 BIC G.K.C.C.B.E.B.E. de la Ville de Tournai.

Article 9. Opposabilité aux tiers acquéreurs

Le propriétaire et ses ayants droit s'engagent, en cas de transfert de propriété ou d'un droit réel de jouissance portant sur l'immeuble visé à l'article 1er à exiger de l'acquéreur dudit droit réel le respect de la présente convention pour toutes les clauses qui y sont énoncées.

Il s'engage à imposer la même obligation audit acquéreur de manière telle que le respect de la présente convention s'imposera à tous les sous-acquéreurs éventuels.

Article 10. Entretien et réparations

Les parties faisant usage de la faculté qui leur est réservée par l'article 648 du code civil, mettent à charge du propriétaire du fonds servant au titre d'obligation accessoire de la servitude, l'entretien et les réparations nécessaires au maintien de la façade dans l'état et l'aspect qui seront le sien à l'issue des travaux de rénovation évoqués plus haut. Les frais de ces travaux d'entretien et de réparation seront intégralement à charge du propriétaire du fonds servant.

Le propriétaire du fonds servant sollicitera préalablement la Ville sur toute opération, autre que d'entretien courant, qu'elle entendrait mener sur la façade concernée.

De même le propriétaire /l'occupant du fonds servant sera tenu de remédier à ses frais, à toute dégradation qui lui serait dénoncée par la Ville et ce, dans les deux mois de cette dénonciation à l'exception de toutes interventions sur la structure.

Article 11. Publicité

Le propriétaire s'engage à accepter les règles de publicité édictées par l'Union européenne.

Article 12. Qualification de la convention

Il est expressément précisé par les parties que la présente convention ne constitue en rien un contrat d'entreprise et que la Ville n'intervient qu'en la seule qualité de Maître d'Ouvrage.

Le propriétaire, quant à lui, n'intervient que pour consentir la servitude et par là même mettre à la disposition de la Ville la façade de son immeuble afin qu'elle mette en œuvre les travaux de première rénovation.

Article 13. Réitération

Le propriétaire/l'occupant s'engage à comparaître à première demande devant le notaire à désigner par la Ville aux fins de passation de l'acte authentique de constitution de la servitude prédécrite.

Fait à Tournai, le

Le Directeur général adjoint, L'Echevin délégué à la fonction maïorale,

Thierry LESPLINGART Paul-Olivier DELANNOIS

Le Propriétaire,

46. Objectif Convergence. Embellissement des perspectives urbaines. Rénovation de la façade sise rue Soil de Moriamé, 1/4. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur le Conseiller communal MR, **Emmanuel VANDECAVEYE**, sort de séance.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme de politique générale (déclaration de politique communale 2012-2018) approuvé par le Conseil communal le 18 décembre 2012, visant, notamment, à mener une politique de revitalisation urbaine afin de rendre Tournai toujours plus attractive et accueillante;

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2012;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 §1er 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 3;

Vu le portefeuille de projets "revitalisation intégrée du coeur de ville de Tournai" - volet "embellissement des perspectives urbaines";

Considérant qu'un solde non utilisé du budget alloué par les fonds européens et régionaux est disponible;

Considérant la règle absolue selon laquelle toute dépense (paiement de facture) doit intervenir avant le 31 décembre 2015 pour être éligible au niveau du portefeuille de projet "Convergence";

Vu la convention de servitude d'aspect architectural signée par le propriétaire de l'immeuble sis rue Soil de Moriamé n° 1/4 à 7500 Tournai, par laquelle celui-ci donne à la Ville mandat d'agir en son nom et pour son compte en qualité de maître de l'ouvrage dans le cadre des travaux de valorisation de sa façade;

Considérant que le bureau d'études, en collaboration avec l'architecte privé du propriétaire, a établi les documents du marché relatif à la rénovation de cette façade;

Considérant que le coût estimé de ces travaux s'élève à 84.203,52€ hors TVA, soit 101.886,26 € TVA comprise;

Considérant que les crédits n'étant pas prévus au budget extraordinaire 2015, ceux-ci seront inscrits par voie de modification budgétaire extraordinaire n° 2 sous l'article 9302/724-60;

Considérant que, vu l'urgence d'exécuter les travaux afin de pouvoir bénéficier des fonds européens, il sera fait application de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

conformément aux dispositions de l'article L1311-5 du code de la démocratie locale et de la décentralisation:

Article 1 : dans le cadre de l'Objectif Convergence, il sera passé un marché ayant pour objet la rénovation de la façade sise rue Soil de Moriamé, 1/4 à Tournai, dont le coût est estimé à 84.203,52€ hors TVA, soit 101.886,26€ TVA comprise.

Cette estimation a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de travaux sera passé par procédure négociée sans publicité et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché, dont il est question à l'article 1, est régi, d'une part, par les règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : de pourvoir à cette dépense et d'inscrire les crédits par voie de modification budgétaire extraordinaire n°2 (exercice 2015) sous l'article 9302/724-60.

Article 5 : la présente délibération sera transmise au commissariat général au tourisme et à la tutelle.

47. Tournai, avenue des Erables. Travaux de pose d'égouttage. Approbation du décompte final et de la quote-part financière de la Ville.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la réalisation par la société publique de gestion de l'eau (SPGE) des travaux de pose du réseau d'égouttage situé avenue des Erables à Tournai (dossier n°57081/24/G020 au plan triennal);

Vu le contrat d'égouttage n°57081/24-57081 approuvé par le Conseil communal en séance du 24 novembre 2003 et, plus particulièrement, la décision de souscrire au capital de l'organisme d'épuration agréé intercommunale de propreté publique (IPALLE) à concurrence du montant de la quote-part financière de la Ville;

Considérant que ces travaux d'égouttage sont repris dans l'avenant n°6 au contrat d'égouttage n°57081/24-57081;

Considérant la délégation de maîtrise d'ouvrage accordée par la SPGE à l'intercommunale IPALLE, qui a présenté le décompte final au montant de 161.171,25€ hors TVA;

Considérant que le montant de la part de la Ville représente 21% de ce décompte final, soit 33.845,96€ à souscrire au capital d'IPALLE;

Considérant le montant à libérer annuellement (minimum 5% des 21%), tel que repris ci-après :

	Annuités	Cumul des Annuités
2016	1.692,30€	1.692,30€
2017	1.692,30€	3.384,60€
2018	1.692,30€	5.076,90€
2019	1.692,30€	6.769,20€
2020	1.692,30€	8.461,50€
2021	1.692,30€	10.153,80€

2022	1.692,30€	11.846,10€
2023	1.692,30€	13.538,40€
2024	1.692,30€	15.230,70€
2025	1.692,30€	16.923,00€
2026	1.692,30€	18.615,30€
2027	1.692,30€	20.307,60€
2028	1.692,30€	21.999,90€
2029	1.692,30€	23.692,20€
2030	1.692,30€	25.384,50€
2031	1.692,30€	27.076,80€
2032	1.692,30€	28.769,10€
2033	1.692,30€	30.461,40€
2034	1.692,30€	32.153,70€
2035	1.692,26€	33.845,96€

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal d'approuver le susdit décompte final et la souscription au capital de l'intercommunale de gestion de l'environnement, IPALLE, à concurrence de 33.845,96€ correspondant à la quote-part financière de la Ville dans les travaux susvisés;

Sur proposition du Collège communal,

A l'unanimité;

DECIDE :

- 1) d'approuver le décompte final relatif aux travaux d'égouttage exécutés à l'avenue des Erables à Tournai (dossier n°57081/24/G020) au montant de 161.171,25€ hors TVA;
- 2) de souscrire au capital F de l'intercommunale IPALLE à concurrence de 33.845,96€ correspondant à sa quote-part financière dans les travaux susvisés. Le montant souscrit sera libéré annuellement à concurrence d'au minimum 1/20ème de cette souscription jusqu'à la libération totale des fonds tels que repris dans le tableau ci-dessous et ce, au plus tard, pour le 30 juin de chaque année :

	Annuités	Cumul des Annuités
2016	1.692,30€	1.692,30€
2017	1.692,30€	3.384,60€
2018	1.692,30€	5.076,90€
2019	1.692,30€	6.769,20€
2020	1.692,30€	8.461,50€
2021	1.692,30€	10.153,80€
2022	1.692,30€	11.846,10€
2023	1.692,30€	13.538,40€
2024	1.692,30€	15.230,70€
2025	1.692,30€	16.923,00€
2026	1.692,30€	18.615,30€
2027	1.692,30€	20.307,60€
2028	1.692,30€	21.999,90€

2029	1.692,30€	23.692,20€
2030	1.692,30€	25.384,50€
2031	1.692,30€	27.076,80€
2032	1.692,30€	28.769,10€
2033	1.692,30€	30.461,40€
2034	1.692,30€	32.153,70€
2035	1.692,26€	33.845,96€

48. Quartier cathédral. Phase 2. Travaux de pose d'égouttage. Décompte final et quote-part financière de la Ville. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la réalisation, par la société publique de gestion de l'eau (SPGE), des travaux de pose du réseau d'égouttage situé quartier cathédral - phase 2 (dossier n°57081/24/G024 au plan triennal);

Vu le contrat d'égouttage n°57081/24-57081 approuvé par le Conseil communal en séance du 24 novembre 2003 et, plus particulièrement, la décision de souscrire au capital de l'organisme d'épuration agréé IPALLE, à concurrence du montant de la quote-part financière de la Ville;

Vu la délégation de maîtrise d'ouvrage accordée par la S.P.G.E. à l'intercommunale IPALLE, qui a présenté le décompte final au montant de 281.115,42€ hors TVA;

Considérant que le montant à charge de la Ville représente 21% de ce montant pour certains postes et 42% pour d'autres, soit un total de 87.599,94€ à souscrire au capital d'IPALLE;

Vu le montant à libérer annuellement (minimum 5% des 21% - 42%) tel que repris ci-après :

	Annuités	Cumul des Annuités
2016	4.380,00 €	4.380,00 €
2017	4.380,00 €	8.760,00 €
2018	4.380,00 €	13.140,00 €
2019	4.380,00 €	17.520,00 €
2020	4.380,00 €	21.900,00 €
2021	4.380,00 €	26.280,00 €
2022	4.380,00 €	30.660,00 €
2023	4.380,00 €	35.040,00 €
2024	4.380,00 €	39.420,00 €
2025	4.380,00 €	43.800,00 €
2026	4.380,00 €	48.180,00 €
2027	4.380,00 €	52.560,00 €
2028	4.380,00 €	56.940,00 €
2029	4.380,00 €	61.320,00 €
2030	4.380,00 €	65.700,00 €
2031	4.380,00 €	70.080,00 €

2032	4.380,00 €	74.460,00 €
2033	4.380,00 €	78.840,00 €
2034	4.380,00 €	83.220,00 €
2035	4.379,94 €	87.599,94 €

Considérant que conformément aux dispositions de l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal d'approuver le susdit décompte final et la souscription au capital de l'intercommunale de gestion de l'environnement, à concurrence de 87.599,94€, correspondant à la quote-part financière de la Ville dans les travaux susvisés;
Sur proposition du Collège communal;
A l'unanimité;

DECIDE :

- 1) d'approuver le décompte final relatif aux travaux d'égouttage situé quartier cathédral - phase 2 (dossier n°57081/24/G024 au plan triennal) s'élevant au montant de 281.115,42€ hors TVA;
- 2) de souscrire au capital F de l'intercommunale IPALLE à concurrence de 87.599,94€ correspondant à la quote-part financière de la Ville dans les travaux susvisés. Le montant souscrit sera libéré annuellement à concurrence d'au minimum 1/20ème de cette souscription jusqu'à la libération totale des fonds tels que repris dans le tableau ci-dessous et ce, au plus tard, pour le 30 juin de chaque année :

	Annuités	Cumul des Annuités
2016	4.380,00 €	4.380,00 €
2017	4.380,00 €	8.760,00 €
2018	4.380,00 €	13.140,00 €
2019	4.380,00 €	17.520,00 €
2020	4.380,00 €	21.900,00 €
2021	4.380,00 €	26.280,00 €
2022	4.380,00 €	30.660,00 €
2023	4.380,00 €	35.040,00 €
2024	4.380,00 €	39.420,00 €
2025	4.380,00 €	43.800,00 €
2026	4.380,00 €	48.180,00 €
2027	4.380,00 €	52.560,00 €
2028	4.380,00 €	56.940,00 €
2029	4.380,00 €	61.320,00 €
2030	4.380,00 €	65.700,00 €
2031	4.380,00 €	70.080,00 €
2032	4.380,00 €	74.460,00 €
2033	4.380,00 €	78.840,00 €
2034	4.380,00 €	83.220,00 €
2035	4.379,94 €	87.599,94€

49. Plan d'investissement communal 2013-2016. Point n°1. Travaux de voirie et d'égouttage rue Bourgambray à Gaurain-Ramecroix. Mode et conditions de passation du marché.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment les articles 23, 24 et 38;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5, § 2;

Considérant qu'en séance des 16 septembre et 9 décembre 2013, le Conseil communal a approuvé le plan d'investissement communal comprenant, notamment, la rue Bourgambray à Gaurain-Ramecroix;

Considérant que le bureau d'études communal a établi le projet définitif relatif aux travaux d'aménagement de voirie et d'égouttage dans cette rue;

Considérant que ces travaux comprennent notamment :

* pour la subdivision 1 - ville de Tournai :

- la démolition des revêtements en voirie;
- la démolition de terre-plein aménagé;
- la pose d'un nouveau revêtement hydrocarboné;
- la réalisation de marquage au sol;
- la réalisation d'un îlot directionnel;
- la mise à niveau d'éléments divers;
- les sondages manuels;
- les états des lieux des constructions avoisinantes à charge de l'entreprise;
- les travaux préparatoires et démontages (avaloirs, éléments linéaires, signalisation...);
- la démolition des filets d'eau, des bordures existantes et des revêtements, l'exécution des tranchées, déblais, démolition des revêtements existants et de leurs fondations, l'évacuation des matériaux excédentaires en dehors du chantier en un lieu constitué par une décharge agréée ou un centre de recyclage. Sont assimilés aux revêtements existants, les chaussées, les trottoirs, les bordures, filets d'eau et bandes de contrebutage et toutes les parties revêtues de l'assiette de la route;
- les terrassements de déblai et de remblai;
- les éléments linéaires;
- les sous-fondations et fondations;
- les revêtements hydrocarbonés;

* pour la subdivision 2 - Société publique de gestion de l'eau (SPGE) :

- la rénovation des égouts existants par chemisages ainsi que la réalisation d'un nouveau tronçon d'égouttage au niveau de la zone à bâtir de la rue de Riège (longueur \pm 100 m);
- la démolition et la reconstruction d'un petit tronçon d'égout existant sous pertuis (500/600) sur une longueur de \pm 50 m;

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève :

- pour la subdivision 1 - Ville de Tournai à 631.814,00€ hors TVA, soit 764.494,94€ TVA comprise;
- pour la subdivision 2 - SPGE à 624.487,84 € hors TVA (pas de TVA appliquée sur la partie SPGE),

soit un total de 1.256.301,84 € hors TVA, soit 1.388.982,78 € TVA comprise;

Considérant que les crédits nécessaires, sont prévus au budget extraordinaire 2015 à concurrence de 1.665.928,00€ sous l'article 421/731-60 (financement : 832.964,00€ par emprunt et 832.964,00€ par subside) pour la partie Ville;
Sur proposition du Collège communal;
A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il sera passé un marché dans le cadre du plan d'investissement communal 2013-2016, ayant pour objet : les travaux de voirie et d'égouttage rue Bourgambroy à Gaurain-Ramecroix, estimés à :

- pour la subdivision 1 - Ville de Tournai à 631.814,00€ hors TVA, soit 764.494,94€ TVA comprise;
- pour la subdivision 2 - Société publique de gestion de l'eau (SPGE) à 624.487,84 € hors TVA (pas de TVA appliquée sur la partie SPGE),

soit un total de 1.256.301,84 € hors TVA, soit 1.388.982,78 € TVA comprise.

Ces montants ont valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par adjudication ouverte conformément aux articles 23, 24 et 38 de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières à ce marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant le cahier général des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et les plans y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir pour ce marché :

- un certificat d'agrément en catégorie C – classe 5;
- une déclaration implicite sur l'honneur du soumissionnaire attestant que par le seul fait de déposer une offre, l'entreprise ne se trouve dans aucun des cas visés aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures, de services et aux concessions de travaux publics.

Article 5 : les crédits nécessaires à ce marché sont prévus à concurrence de 1.665.928,00€ sous l'article 421/731-60 (financement par emprunt et par subside) pour la partie Ville.

50. Tournai, quai Dumon. Pont de fer. Réfection du revêtement de voirie de l'une des deux rampes. Articles L1222-3 du Code de de la Démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Monsieur le Conseiller communal PS, **Claude MICHEZ**, quitte la séance.

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, demande s'il s'agit d'une solution provisoire ou définitive.

L'Echevin des travaux MR, **Armand BOITE**, lui répond comme suit :

"Rien n'est prévu actuellement. Mais nous bénéficierons de compensations dans le cadre de la mise en oeuvre du projet Seine Nord. A ce moment-là, nous examinerons la possibilité de reposer des pavés, le cas échéant."

Madame la Conseillère communale cdH, **Hélène CLEMENT-COUPLET**, demande s'il est possible de prévoir un passage pour piétons en bas de la rampe et de régler le problème du stationnement à cet endroit du même coup.

Le **Président** d'assemblée répond que l'échevin des travaux se penchera sur la question.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article L1222-3 et 4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, notamment l'article 26;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Considérant que le service de police a constaté le 15 juin 2015 la détérioration du revêtement de voirie de l'une des deux rampes du pont de fer au quai Dumon à Tournai, obligeant les conducteurs à slalomer afin d'éviter les déformations du revêtement;

Considérant que, pour d'évidentes raisons de sécurité, une signalisation conforme à la réglementation en vigueur a été posée immédiatement, qu'il était nécessaire de faire réparer le revêtement très rapidement et qu'il a été fait application de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de décentralisation;

Considérant que l'urgence démontrée ci-dessus ne permettait pas de respecter les délais exigés par les procédures autres que la procédure négociée, que contact a été pris avec trois entreprises capables de répondre immédiatement à l'urgence et l'impérieuse nécessité de réparer la voirie et que celles-ci ont transmis leur devis sur base des instructions données sur site et du métré récapitulatif dressé par les services techniques;

Considérant que les trois entreprises consultées et ayant remis une offre sont :

- Pierre PETIT à 7700 Pecq : 55.354,48€
- TRAVAUX HERSEAUTOIS à Herseaux : 51.337,82€
- TRAVAUX PUBLICS HUBAUT à Havinnes : 49.947,59€.

Considérant que les travaux de réfection étaient les suivants: démontage du revêtement en pavés et démolition de sa fondation, compactage et reprofilage du fond de coffre et mise en place d'une nouvelle fondation avant la pose d'un revêtement hydrocarboné bicouche;

Considérant qu'une négociation a conduit au maintien des offres de départ pour chacune des trois entreprises;

Considérant que l'offre la plus intéressante (49.947,59€) émanait de la SA TRAVAUX PUBLICS HUBAUT située Grand Chemin 288 à 7531 Havinnes, qui s'est vu confier ce marché de travaux régi par le cahier général des charges type "Qualiroutes";

Considérant que le paiement sera effectué sur base de l'offre pour les travaux principaux et sur présentation de factures détaillées dans le cadre d'un marché à remboursement pour les travaux imprévisibles et que l'ordre de commencer signifié immédiatement à l'entreprise a pris cours le 22 juin 2015;

Considérant que des crédits disponibles, mais affectés à d'autres travaux de voirie, permettent la dépense et que de nouveaux crédits seront prévus par voie de modification budgétaire n°2 (exercice 2015);

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de prendre connaissance de la décision prise par le Collège communal en séance du 26 juin 2015 de passer par procédure négociée un marché de travaux ayant pour objet la réfection du revêtement de l'une des deux rampes du pont de fer au quai Dumon à Tournai avec la SA TRAVAUX PUBLICS HUBAUT d'Havinnes, au montant de son offre s'élevant à 49.947,59€, et de délibérer s'il admet ou non la dépense;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

PREND CONNAISSANCE

de la décision prise par le Collège communal en séance du 26 juin 2015, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation: Article 1 : il est passé un marché ayant pour objet des travaux de réfection du revêtement de voirie de l'une des deux rampes du pont de fer au quai Dumon à Tournai.

Article 2 : le marché, dont il est question à l'article 1, est passé par procédure négociée auprès de l'entreprise TRAVAUX PUBLICS HUBAUT SA, Grand Chemin, 288 à 7531 Havinnes, au montant de son offre s'élevant à la somme de 41.279,00€ hors TVA, soit 49.947,49€ TVA comprise (en application de l'autoliquidation par le cocontractant, le montant de la TVA au taux de 21% sera payé auprès du service public fédéral finances).

Article 3 : les clauses contractuelles administratives, générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics.

Article 4 : le Conseil communal prendra acte et admettra ou non la dépense lors de sa prochaine séance, comme prévu à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Des crédits disponibles, mais affectés à d'autres travaux de voirie, permettent la dépense. De nouveaux crédits seront prévus par la modification budgétaire n°2 (exercice 2015);

ADMET

la dépense.

51. Travaux de voirie 2015. Avenue des Peupliers à Tournai et rue Bois de l'Allemon (pie) à Havinnes. Mode et conditions de passation du marché.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le projet définitif relatif aux travaux de voirie 2015 a été établi;

Considérant qu'il concerne l'avenue des Peupliers à Tournai et la rue Bois de l'Allemon (pie) à Havinnes;

Considérant que ce projet prévoit :

- la démolition sélective de revêtement en hydrocarboné
- le fraisage de revêtements hydrocarbonés
- les déblais localisés
- la réalisation de fondation en empierrement type IIA
- la fourniture et la pose de revêtements en hydrocarbonés
- la mise à niveau d'éléments localisés;

Considérant que ce marché est estimé à 230.000,00€ TVA comprise et que cette estimation a valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'un crédit de 470.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2015 sous l'article 4213/731-60 dont 250.000,00€ sont disponibles;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par adjudication ouverte et ce, conformément aux dispositions des articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : de passer un marché de travaux ayant pour objet les travaux de voirie 2015 à l'avenue des Peupliers à Tournai et à la rue Bois de l'Allemont (pie) à Havinnes pour un montant estimé à 230.000,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : de passer ce marché par adjudication ouverte et ce, conformément aux dispositions des articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera régi par les règles générales d'exécution des marchés publics, conformément à l'arrêté royal du 14 janvier 2013 et par le cahier spécial des charges établi à cet effet.

Article 4 : les critères de sélection consistent en la fourniture de :

- la situation juridique du soumissionnaire - références requises (critères d'exclusion).
- une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne se trouve pas dans l'une des situations visées par l'article 61 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.
- capacité technique du soumissionnaire - références requises (critères de sélection).

Un certificat d'agrément en catégorie C classe 2, classe basée sur l'estimation du marché sans préjudice de la loi du 20 mars 1991 régissant l'agrément des entrepreneurs de travaux

Article 5 : un crédit de 470.000,00€ est prévu au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 4213/731-60, financé par emprunt. Le solde disponible s'élève à 250.000,00€.

52. Travaux de curage et de clayonnage sur le territoire de Tournai. Recours à l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, rappelle son intervention lors du Conseil communal du 23 mars 2015 au sujet de la technique utilisée pour curer les fossés en rappelant que ladite technique génère des situations problématiques.

Par 31 voix pour et 3 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCOQ, MM. J.-L. VIEREN, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, Mmes C. GUISSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, Président d'assemblée.

Se sont abstenus : Mme M.-C. LEFEBVRE, MM. B. DOCHY, G. DENONNE.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'en date du 30 décembre 2013, le Collège communal a approuvé le décompte final de l'entreprise adjudicataire des travaux de curage et de clayonnage, au montant de 193.857,45€ hors T.V.A., soit 235.023,94€ TVA et révisions comprises;

Considérant que les crédits disponibles pour supporter le paiement du solde de la dépense étaient insuffisants;

Considérant qu'en vue d'éviter le paiement d'intérêts de retard à l'entreprise, le Collège communal a décidé de recourir, pour le solde manquant, aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie et de la décentralisation et de donner connaissance de cette décision au Conseil communal pour approbation de la dépense;

Considérant, toutefois, que cette délibération n'a pas été prise par cette instance;
Considérant qu'un dépassement de crédit dans le compte 2014, pour un montant de 9.354,87€, avec recours à l'article L1311, §2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation nécessite la régularisation de cette situation;
Sur proposition du Collège communal;
Par 31 voix pour et 3 abstentions;

DECIDE :

- de prendre connaissance de la décision prise par le Collège communal en séance du 30 décembre 2013, de recourir aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, en vue de supporter les crédits insuffisants permettant de faire face au paiement du solde du décompte des travaux de curage et clayonnage sur le territoire de Tournai de 2012;
- d'admettre la dépense.

53. Eclairage public. Tournai, chaussée de Douai. Remplacement de points lumineux. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 18 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, aux termes duquel la présente loi ne s'applique pas "aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Vu l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public mise à la charge des gestionnaires de réseau de distribution pour ce qui concerne l'entretien des installations d'éclairage public;

Vu la circulaire relative aux relations contractuelles en matière d'éclairage public entre les gestionnaires mixtes de réseaux de distribution d'énergie et leurs associés;

Considérant que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2003, l'intercommunale d'électricité du Hainaut a été désignée en tant que gestionnaire de réseau de distribution sur le territoire de Tournai;

Considérant qu'en date du 31 décembre 2013, ORES (opérateur des réseaux gaz et électricité) Assets est née de la fusion des huit Intercommunales mixtes wallonnes de distribution d'énergie, en ce compris l'Intercommunale d'électricité du Hainaut;

Considérant que, dans son courrier du 8 juin 2015, ORES Assets a indiqué, suite à l'intervention de son service dépannage, que les luminaires géolum n°255/06188 et 255/06189, chaussée de Douai à Tournai, avaient fait l'objet de dégradations causées par des tiers dans le cadre d'un accident dont l'auteur est connu, et que le coût du remplacement de ces points s'élève forfaitairement à 3.596,26€ hors TVA, soit 4.351,47€ TVA 21% comprise;

Considérant que les services techniques ont émis un avis favorable;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus sous l'article 426/735-60, à concurrence de 150.000,00€ au budget extraordinaire 2015 (financement par emprunt) et 50.000,00€ en modification budgétaire extraordinaire n°1 de l'exercice 2015 (financement par fonds de réserve);

Considérant que, conformément à l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de confier le remplacement de ces points lumineux à ORES;

A l'unanimité;

DECIDE :

de confier, sur base de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public, à ORES Assets, rue de la Lys, 10 à 7500 Tournai, le remplacement des luminaires géolum n°255/06188 et 255/06189 de la chaussée de Douai à Tournai, au montant forfaitaire de 3.596,26€ hors TVA, soit 4.351,47€ TVA 21% comprise.

**54. Stade Jules Hossey. Travaux d'isolation et de régénération de la toiture.
Remplacement d'une coupole et travaux supplémentaires en toiture. Articles
L1311-5 et L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.
Acceptation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1311-5;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1 1° c et § 1 2°;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 105 § 1er 4° et 110 dernier alinéa;

Vu la décision du Collège communal prise en séance du 22 mai 2015 de désigner l'entreprise Thermo Technique, rue de l'Ancienne Potence, 11 à 7522 Marquain, en qualité d'entrepreneur adjudicataire des travaux d'isolation et de régénération de la toiture du hall sportif du stade Jules Hossey, au montant de son offre régulière et négociée s'élevant à 19.964,79€ TVA comprise;

Considérant que l'ordre de commencer les travaux a été donné en date du 29 juin 2015;

Vu le rapport de l'auteur de projet stipulant :

"Dans le cadre du marché du stade Jules Hossey pour les travaux d'isolation et de régénération de la toiture du hall sportif, il s'avère indispensable de procéder à un remplacement d'une coupole vétuste, et d'effectuer environ 21m² de toiture supplémentaires non comptabilisés au métré des postes 2, 3 et 10.

Le total supplémentaire par rapport à la commande initiale de 19.964,79€ TVA comprise avoisinerait 4.000,00€ TVA comprise.

Les crédits imputés sont insuffisants pour couvrir ces suppléments qui sont indispensables pour terminer les travaux en cours.

Une modification budgétaire de 4.000,00€ est à prévoir."

Considérant que ces travaux supplémentaires, qui représentent 20 % du montant initial des travaux confiés à l'entreprise Thermo Technique, sont nécessaires à la bonne finition des travaux d'isolation de la toiture du hall sportif du stade Jules Hossey;

Considérant que, vu l'urgence, un nouveau marché doit donc être passé selon les dispositions de l'article 26 § 1er 1° c et § 1 2° de la loi du 15 juin 2006 qui stipulent que des travaux complémentaires, quoique séparables de l'exécution du marché initial, strictement nécessaires à son perfectionnement et n'excédant pas cinquante pour cent du montant initial de sa valeur, ne peuvent être confiés qu'à l'adjudicataire du marché principal, à savoir la Thermo Technique;

Considérant que l'urgence de procéder au remplacement de la coupole vétuste, les travaux d'isolation étant en cours de réalisation, justifie le recours aux dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° c et § 1 2 °a de la loi du 15 juin 2006;

Considérant qu'aucun crédit permettant de supporter cette dépense n'est inscrit au budget extraordinaire 2015 et que la régularisation des crédits sera effectuée lors de la deuxième modification budgétaire extraordinaire 2015;

Considérant qu'il peut être recouru aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation afin de pourvoir à la dépense; connaissance de cette décision sera donnée sans délai au Conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

PREND ACTE

de la décision prise par le Collège communal en séance du 14 août 2015, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1er : il est passé un marché de travaux ayant pour objet le remplacement d'une coupole vétuste ainsi que des travaux d'isolation et de régénération d'une toiture supplémentaire (21m2) au hall sportif du stade Jules Hossey, dont le coût est estimé à 4.000,00€ TVA comprise.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° c et § 1 2 °a de la loi du 15 juin 2006, avec l'entreprise Thermo Technique SA, rue de l'Ancienne Potence, 11 à 7522 Marquain.

Article 3 : l'ordre de commencer les travaux est donné immédiatement.

Article 4 : le marché sera constaté conformément aux dispositions de l'article 105 § 1er 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques.

Article 5 : un crédit de 4.000,00€ sera inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°2 (exercice 2015) sous l'article 7647/724-60.

Article 6 : de pourvoir à la dépense relative à l'exécution de ces travaux et d'en donner connaissance au Conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense;

ADMET

la dépense.

55. Stade Jules Hossey. Remplacement d'aérothermes. Mode et conditions de passation du marché.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26;

Considérant qu'il est nécessaire de remplacer les aérothermes défectueux (appareils de chauffage) du stade Jules Hossey;

Considérant qu'il y a lieu de passer un marché ayant pour objet la fourniture et la pose de trois aérothermes, dont le coût est estimé à ± 17.968,50€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant que conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, § 1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 18.000,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article 7647/724-60 (financement par fonds de réserve);

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26;

Considérant qu'il convient de procéder au remplacement des aérothermes défectueux du stade Jules Hossey;

Considérant qu'il y a lieu de passer un marché ayant pour objet la fourniture et la pose de trois aérothermes, dont le coût est estimé à ± 17.968,50€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant que conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, § 1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 18.000,00€ est inscrit, en fonds de réserve, par voie de modification budgétaire n°1 sous l'article 7647/724-60;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il sera passé un marché ayant pour objet le remplacement de trois aérothermes au stade Jules Hossey, dont le coût est estimé à ± 17.968,50€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de fournitures sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément aux dispositions de l'article 26, § 1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché, dont il est question à l'article 1, est régi, d'une part, par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78, § 1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 18.000,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article 7647/724-60 (financement par fonds de réserve).

56. Installations sportives de la Royale union sportive tournaisienne athlétisme (RUSTA). Maintenance. Nettoyage et relignage de la piste. Mode et conditions de passation du marché.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la piste d'athlétisme des installations sportives de la Royale union sportive tournaissienne athlétisme (RUSTA) nécessite des travaux de rénovation pour être aux normes et pouvoir accueillir les différentes compétitions;

Considérant que ces travaux consistent en un nettoyage haute pression de la piste et le retraçage de tous les marquages;

Considérant que ce marché est estimé à 22.000,00€ TVA comprise et que cette estimation a valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'un crédit de 22.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2015 sous l'article 7643/724-60;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, et ce conformément aux dispositions de l'article 26 §1er, 1^a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : de passer un marché de travaux ayant pour objet le nettoyage et le relignage de la piste d'athlétisme de la RUSTA, pour un montant estimé à 22.000,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : de passer ce marché par procédure négociée sans publicité et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er, 1^a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché, dont il est question à l'article 1, sera régi, d'une part, par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78, §1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution citées dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 22.000,00€ est prévu au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 7643/724-60, financé par fonds de réserve.

57. Centre de la tapisserie, des arts muraux et des arts du tissu (TAMAT). Hôtel Gorin. Remplacement partiel de la toiture. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur le Conseiller communal PS, **Claude MICHEZ**, rentre en séance.

En marge du point à l'ordre du jour, Monsieur le Conseiller communal remplaçant ECOLO, **Benoît DOCHY**, évoque les problèmes que connaît actuellement le musée d'archéologie.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment les articles 23 et 24;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics notamment l'article 5 § 2;

Considérant que la toiture plate-forme de l'Hôtel Gorin qui abrite le centre de la tapisserie, des arts muraux et des arts du tissu de la fédération Wallonie-Bruxelles (TAMAT), est constituée d'un lestage en gravier, d'une membrane synthétique et d'un support en hourdis en béton armé;

Considérant que des microfissures sont apparues et sont à l'origine d'infiltrations;

Considérant qu'il est, par conséquent, nécessaire de procéder à l'évacuation du lestage et au remplacement de la membrane actuelle, en interposant, pour éviter le gaspillage énergétique, un matériau isolant;

Considérant qu'il est proposé de passer un marché de travaux ayant pour objet le renouvellement partiel de la toiture du centre de la tapisserie, des arts muraux et des arts du tissu de la fédération Wallonie-Bruxelles (TAMAT), dont le coût est estimé à 74.775,74€ hors TVA, soit 90.478,65€ TVA comprise;

Considérant que des crédits de l'ordre de 142.000,00€ sont inscrits sous l'article 771/724-60 du budget extraordinaire 2015;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation conformément aux articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il sera passé un marché ayant pour objet le renouvellement partiel de la toiture du centre de la tapisserie, des arts muraux et des arts du tissu de la fédération Wallonie-Bruxelles (TAMAT), dont le coût est estimé à 74.775,74€ hors TVA, soit 90.478,65€ TVA comprise.

Cette estimation a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de travaux sera passé par adjudication ouverte, conformément aux articles 23 et 24 de la loi sur les marchés publics.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ce, sous réserve des dérogations contenues dans les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir un certificat d'agrération en sous-catégorie D8 - classe 1 et une déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire ne se trouve pas dans l'une des situations visées aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : des crédits de l'ordre de 142.000,00€ sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 771/724-60.

58. Centre de la tapisserie, des arts muraux et des arts du tissu (TAMAT). Hôtel Gorin. Remplacement du système de climatisation et de ventilation. Mode et conditions de passation du marché.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment les articles 23 et 24;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics notamment l'article 5 § 2;

Considérant que le système de climatisation et de ventilation du musée de la tapisserie (TAMAT) est défectueux;

Considérant que le gaz calorporteur est du fréon, gaz néfaste puisque de la famille des chlorofluorocarbonés responsables de la destruction de la couche d'ozone et dont l'échappement à l'air peut conduire, en cas de fuites importantes dans des espaces confinés, à de graves intoxications et que ce type de gaz est interdit depuis 2014;

Considérant qu'il est impératif de remplacer complètement le système actuel de climatisation et de ventilation situé en toiture et de mettre aux normes en vigueur l'installation existante;

Considérant qu'il sera passé un marché de travaux ayant pour objet le remplacement du groupe de froid et de ventilation du centre de la tapisserie, des arts muraux et des arts du tissu de la fédération Wallonie-Bruxelles (TAMAT), dont le coût est estimé à 42.570,00€ hors TVA, soit 51.509,70€ TVA comprise;

Considérant que les crédits de l'ordre de 142.000,00€ sont inscrits sous l'article 771/724-60 du budget extraordinaire 2015;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation conformément aux articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il sera passé un marché ayant pour objet le remplacement du groupe de froid et de ventilation du centre de la tapisserie, des arts muraux et des arts du tissu de la fédération Wallonie-Bruxelles (TAMAT), dont le coût est estimé à 42.570,00€ hors TVA, soit 51.509,70€ TVA comprise. Cette estimation a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de travaux sera passé par adjudication ouverte, conformément aux articles 23 et 24 de la loi sur les marchés publics.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ce, sous réserve des dérogations contenues dans les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir un certificat d'agrément en sous-catégorie D17 - classe 1 et une déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire ne se trouve pas dans l'une des situations visées aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : des crédits de l'ordre de 142.000,00€ sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 771/724-60.

59. Ecole de Vezon. Programme prioritaire de travaux. Remplacement des menuiseries extérieures. Mode et conditions de passation du marché.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 §1er 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 §2;

Considérant le courrier du conseil de l'enseignement des communes et des provinces informant qu'en date du 22 avril 2015, le Gouvernement wallon avait validé l'éligibilité du dossier de l'école de Vezon, rue des Prisonniers, pour des travaux d'isolation et de couverture de la toiture plate ainsi que pour le remplacement des menuiseries extérieures;

Considérant qu'afin de conserver le droit à la subvention, le dossier de validation de l'adjudicataire (rapport de désignation) doit être déposé avant le 20 octobre 2015;

Considérant que, les travaux d'isolation et de couverture ayant déjà été réalisés, il s'agit maintenant de remplacer les châssis vétustes en simple vitrage qui engendrent des déperditions énergétiques importantes l'hiver et une surchauffe dans les classes l'été;

Considérant que le coût de ces travaux est estimé à 40.259,40€ hors TVA, soit 48.713,87€ TVA comprise, que dans le cadre du programme prioritaire de travaux, ils sont subsidiés à hauteur de 70% et que des subsides complémentaires UREBA (utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments) seront sollicités;

Considérant que, dans le but d'aboutir à une désignation d'entreprise au plus tard à la mi-octobre 2015, le Collège communal a décidé, en séance des 3 juillet et 7 août 2015, du principe de consulter les firmes et de fixer la date de dépôt des offres au lendemain de la séance du Conseil communal qui arrêtera les mode et conditions de passation du marché conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément à l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il sera passé un marché ayant pour objet le remplacement des menuiseries extérieures de l'école de Vezon, dont le coût est estimé à 40.259,40€ hors TVA, soit 48.713,87€ TVA comprise. Cette estimation a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de travaux sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément à l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché, dont il est question à l'article 1er, sera régi par les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dispositions contenues dans les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les crédits de l'ordre de 65.000,00€ ont été inscrits au budget extraordinaire 2015 par voie de modification budgétaire n° 1, sous l'article 7227/724-60, dont 45.500,00€ en subsides et 19.500,00€ en fonds de réserve.

Article 5 : la présente délibération sera transmise au Conseil de l'enseignement des communes et des provinces.

60. Ecole de Froidmont. Fourniture et pose de mobilier de cuisine. Mode et conditions de passation du marché.
--

Monsieur le Conseiller communal MR, **Emmanuel VANDECAVEYE**, rentre en séance.

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, rappelle son idée de repas préparés par des prestataires locaux avec des produits locaux (circuit court).

Monsieur l'Echevin PS, **Philippe ROBERT**, explique à l'assemblée, de manière détaillée, les solutions mises en oeuvre par la Ville à cet égard. Il termine son exposé en annonçant qu'un réfectoire pilote sera prochainement ouvert. L'aménagement de ce réfectoire sera complètement financé par le traiteur qui fournit actuellement les repas dans les écoles communales.

Selon le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, la qualité gustative des repas servis par les traiteurs est assez quelconque.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 §1er 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 3;

Considérant que, dans le cadre du chantier de reconstruction de l'école de Froidmont, il est nécessaire d'équiper ce nouvel établissement scolaire d'éléments de mobilier de cuisine de type semi-industriel;

Considérant qu'il sera passé un marché de fournitures et pose de mobilier de cuisine à l'école de Froidmont, dont le coût est estimé à 18.270,00€ hors TVA, soit 22.106,70€ TVA comprise;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant que les crédits ont été prévus par voie de modification budgétaire extraordinaire n° 1 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 7227/724-60;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il sera passé un marché ayant pour objet la fourniture et la pose de mobilier de cuisine à l'école de Froidmont, dont le coût est estimé à 18.270,00€ hors TVA, soit 22.106,70€ TVA comprise. Cette estimation a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de fournitures sera passé par procédure négociée sans publicité et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché, dont il est question à l'article 1, est régi, d'une part, par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78, § 1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les crédits ont été prévus par voie de modification budgétaire extraordinaire n° 1 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 7227/724-60.

61. Ecole Beau-Séjour à Tournai. Remplacement du bardage en bois. Mode et conditions de passation du marché.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, demande si une isolation est prévue.

Le **Président** d'assemblée répond par l'affirmative. Une demande de subsides UREBA (utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments) a d'ailleurs été introduite.

"Tout dépendra de l'état de l'isolation, après démontage du bardage existant" précise en outre Monsieur l'Echevin MR des travaux, **Armand BOITE**.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26;

Considérant que le bardage en bois de l'école Beau-Séjour à Tournai est fortement dégradé et qu'il est nécessaire de le remplacer;

Considérant qu'il y a lieu de passer un marché ayant pour objet le remplacement du bardage en bois de l'école Beau-Séjour, dont le coût est estimé à ± 85.000,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'un crédit de 85.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2015 sous l'article 7227/724-60 (financement par emprunt);

Considérant que pour la partie isolation, des subsides UREBA (utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments) seront sollicités;

Considérant que conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, § 1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;
Sur proposition du Collège communal;
A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il sera passé un marché ayant pour objet le remplacement du bardage de l'école Beau-Séjour à Tournai, dont le coût est estimé à ± 85.000,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de travaux sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément aux dispositions de l'article 26, § 1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : Le marché, dont il est question à l'article 1, sera régi par les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 85.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2015 sous l'article 7227/724-60 (financement par emprunt). Des subsides UREBA seront sollicités pour la partie isolation.

**62. Conservatoire de musique et îlot des Primetiers. Etat d'avancement n°16 quater.
Travaux supplémentaires. Approbation.**

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, intervient comme suit :

"Je m'étonne de ces suppléments, notamment pour permettre l'accès aux étudiants. Il était prévu au départ que les travaux se feraient dans un bâtiment vide. C'est sur cette base que le cahier des charges avait été établi et que MONUMENT HAINAUT avait répondu à l'offre. Il s'agit d'un supplément de plus de 400.000,00€ TVA comprise ! Ce n'est pas rien !"

Monsieur l'Echevin PS, **Philippe ROBERT**, lui répond comme suit :

"Nous n'avons pas trouvé de bâtiment pour héberger 1.600 élèves. Nous avons même envisagé de louer des PORTAKABIN. Mais je ne me souviens pas que ce bâtiment devait être vide pour que les travaux puissent se réaliser. Des accords ont été pris avec l'entreprise adjudicataire pour phaser les travaux intérieurs et extérieurs en lien avec les heures des cours, vu que le conservatoire de musique est ouvert essentiellement de 16 heures à 20 heures en semaine, le mercredi à partir de 14 heures et le samedi en matinée, donc pratiquement en dehors des heures de travail de l'entreprise. La cohabitation n'a pas été facile. A certains moments, l'entreprise et les professeurs doivent cohabiter. Et il n'est pas facile de donner un cours à proximité d'un chantier. Mais nous avons trouvé des solutions. Une partie des élèves a été hébergée dans l'ancien bâtiment de la maison de la justice. C'est positif. Depuis lors, j'ai eu moins de coups de fil d'enseignants déplorant leurs conditions de travail. Le cahier des charges ne date pas d'aujourd'hui. Peut-être qu'à l'époque, on a cru qu'on pouvait déplacer les élèves et que le bâtiment serait vide pour les travaux.

Je précise en outre que le surcoût de 469.114,00€ TVA comprise concerne les travaux de sécurisation du bâtiment, du voligeage, des réparations de fissures en façade, des travaux de peinture, l'inventaire amiante et son enlèvement."

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la décision prise par le Collège communal en date du 23 décembre 2011 de désigner la société momentanée MONUMENT HAINAUT-MONUMENT VANDERKERCKHOVE SA, rue du Serpolet, 27 à 7522 Marquain, comme adjudicataire des travaux de restauration des façades du conservatoire de musique et de l'îlot des Primetiers et de leur mise en conformité en termes de détection incendie et normes et réglementations en vigueur pour le logement, au montant de 3.859.438,04€ hors TVA, soit 4.512.000,44€ TVA comprise;

Considérant que la société momentanée MONUMENT HAINAUT-MONUMENT VANDEKERCHOVE a établi, en collaboration avec l'auteur de projet et le délégué du maître de l'ouvrage, les états d'avancement n°16 base, 16 bis, 16 ter et 16 quater;

Considérant que les travaux supplémentaires repris en état d'avancement n°16 quater s'élèvent à 387.697,86€ hors TVA et révisions et représentent 10,04% de plus par rapport au montant de la désignation dont 338.979,58€ hors TVA ont été approuvés précédemment;

Considérant que ces travaux supplémentaires portent principalement sur la sécurisation du bâtiment afin de permettre l'accès aux étudiants durant les travaux, le voligeage sur la partie courbée du conservatoire, diverses réparations de fissures en façade, des travaux de peinture, un inventaire amiante et son enlèvement et des frais d'occupation du bâtiment par des tiers;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article L1222-4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal d'approuver les travaux supplémentaires dont le total dépasse de plus de 10% le montant initial du marché;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

d'approuver, dans le cadre des travaux de restauration des façades du conservatoire de musique et de l'îlot des Primetiers et de leur mise en conformité en termes de détection incendie et normes et réglementations en vigueur pour le logement, les travaux supplémentaires portant principalement sur :

- la sécurisation du bâtiment afin de permettre l'accès aux étudiants durant les travaux,
- le voligeage sur la partie courbée du conservatoire,
- diverses réparations de fissures en façade,
- des travaux de peinture,
- un inventaire amiante et son enlèvement
- et sur des frais d'occupation du bâtiment par des tiers.

Le marché s'élève à 387.697,86€ hors TVA soit 469.114,41€ TVA comprise, ce qui représente 10,04% en plus par rapport au montant de la désignation.

63. Bâtiments communaux. Pont de Maire. Aménagement de l'atelier menuiserie. Mode et conditions de passation du marché.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment les articles 23 et 24;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 80 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 §2;

Considérant que l'aménagement des bâtiments communaux du Pont de Maire, rue de la Borgnette à Tournai, est en cours suivant les plans approuvés par le Collège communal le 11 mai 2010;

Considérant que cet aménagement prévoit la construction d'ateliers permettant d'accueillir les différents services techniques;

Considérant que le marché de travaux à approuver consiste à aménager l'atelier destiné aux menuisiers;

Considérant que ce marché est estimé à 200.000,00€ TVA comprise et que cette estimation a valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'un crédit de 750.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2015 sous l'article 124/723-60 et que 463.400,00€ sont disponibles pour engagement;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par adjudication ouverte et ce conformément aux dispositions des articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

1. de passer un marché de travaux ayant pour objet l'aménagement de l'atelier de menuiserie aux bâtiments communaux du Pont de Maire à Tournai pour un montant estimé de 200.000,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;
2. de passer ce marché par adjudication ouverte et ce, conformément aux dispositions des articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;
3. ce marché sera régi par les règles générales d'exécution des marchés publics, conformément à l'arrêté royal du 14 janvier 2013 et par le cahier spécial des charges établi à cet effet;
4. les critères de sélection consistent en la fourniture de :
 - Situation juridique du soumissionnaire - références requises (critères d'exclusion).
 - Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne se trouve pas dans l'une des situations visées par l'article 61 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.
 - Une attestation prouvant que le soumissionnaire est en règle quant au paiement de ses cotisations de sécurité sociale (article 62 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011).
 - Capacité technique du soumissionnaire - références requises (critères de sélection).
 - Un certificat d'agrément en sous-catégorie D1 classe 2, classe basée sur l'estimation du marché sans préjudice de la loi du 20 mars 1991 régissant l'agrément des entrepreneurs de travaux;
5. Un crédit de 750.000,00€ est prévu au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 124/723-60. Ce montant est financé par emprunt. Le solde disponible s'élève à 463.400,00€.

64. Bains/douches. Remplacement de la chaudière. Articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1311-5;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 105 § 1^{er} 4^o et 110 dernier alinéa;

Vu le rapport des services techniques communaux stipulant : *"Suivant le rapport du gestionnaire des piscines quant à sa demande de remplacement de chaudière des bains/douches en urgence et impérieuse nécessité une demande de prix a été faite en urgence à 3 entreprises pour le remplacement du corps de chauffe en fonte (CFA, ENVYSIS, K.BOUVE).*

Cette chaudière pourrait être réinstallée ailleurs par la suite.

C'est la firme K.BOUVE qui propose l'offre la plus intéressante au montant de 4.120,00€ hors TVA.

Vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, il est prévu que la firme K.BOUVE remplacera cette chaudière le 15 juillet 2015.";

Considérant que l'urgence d'effectuer ces travaux justifie le recours aux dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1^{er}, 1^{er} de la loi du 15 juin 2006;

Considérant qu'aucun crédit permettant de supporter la dépense n'est inscrit au budget extraordinaire 2015 et que la régularisation sera effectuée lors de la seconde modification budgétaire extraordinaire 2015;

Considérant qu'il peut être recouru aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation afin de pourvoir aux dépenses, connaissance de cette décision sera donnée au Conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense;

Considérant la décision prise par le Collège communal en séance du 17 juillet 2015, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu des dispositions des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1^{er}, 1^{er} de la loi du 15 juin 2006, un marché de travaux ayant pour objet le remplacement de la chaudière des bains/douches avec la firme K.BOUVE, rue de Douvrain, 3 à 7011 Ghlin, au montant de son offre s'élevant à 4.985,20€ TVA comprise;

Considérant que, conformément aux dispositions des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de prendre connaissance de la décision prise par le Collège communal en séance du 17 juillet 2015 et de délibérer, s'il admet ou non la dépense;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

PREND CONNAISSANCE

de la décision prise par le Collège communal en séance du 17 juillet 2015, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1^{er} : il est passé un marché de travaux ayant pour objet le remplacement de la chaudière des bains/douches.

Article 2 : ce marché est passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26, §1^{er}, 1^{er} de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, avec la firme K.BOUVE, rue de Douvrain, 3 à 7011 Ghlin, au montant de son offre s'élevant à 4.985,20€ TVA comprise. Les travaux sont réalisés immédiatement.

Article 3 : de donner connaissance de cette décision au prochain Conseil communal.

Article 4 : de pourvoir à la dépense relative à l'exécution de ce marché et d'en donner connaissance au prochain Conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense. La régularisation des crédits sera effectuée lors de la seconde modification budgétaire extraordinaire 2015;

ADMET

la dépense.

65. Piscines communales. Acquisition de robots aspirateurs de fond. Mode et conditions de passation du marché.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2013 portant sur les conditions sectorielles d'exploitation des bassins de natation, les piscines doivent être équipées de robots aspirateurs de fond afin de garantir l'hygiène des bassins et de leur fond;

Considérant que ce nettoyage permet de réduire la présence de chloramines dans l'eau et favorise une baisse de la chloration et du renouvellement de l'eau;

Considérant qu'il est nécessaire de remplacer les robots aspirateurs de fond devenus vétustes tant à la piscine de l'Orient qu'à celle de Kain;

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à 18.000,00€ TVA comprise et que cette estimation a valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'un crédit de 18.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2015 sous l'article 764/744-51;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : de passer un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de deux robots aspirateurs de fond, pour un montant estimé à 18.000,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : de passer ce marché par procédure négociée sans publicité et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché, dont il est question à l'article 1, sera régi, d'une part, par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78, §1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution citées dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 18.000,00€ est prévu au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 764/744-51, financé par fonds de réserve.

66. Piscine de l'Orient. Remplacement de vitrages. Mode et conditions de passation du marché.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que certains vitrages de la piscine de l'Orient sont détériorés (présence de fissures, rupture d'étanchéité) et doivent être remplacés;

Considérant que ce marché de fournitures et de pose de vitrages est estimé à 6.000,00€ TVA comprise et que cette estimation a valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'un crédit de 81.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2015 sous l'article 7644/724-60;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, et ce conformément aux dispositions de l'article 26 §1er, 1^a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : de passer un marché de fournitures ayant pour objet le remplacement de vitrages à la piscine de l'Orient, pour un montant estimé à 6.000,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : de passer ce marché par procédure négociée sans publicité et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er, 1^a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera constaté par simple facture acceptée, conformément à l'arrêté royal du 15 juillet 2011, article 105 § 1er, 4^o.

Article 4 : un crédit de 81.000,00€ est prévu au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 7644/724-60. Ce montant est financé par emprunt à concurrence de 60.000,00€ et le solde par fonds de réserve.

67. Piscine de Kain. Conciergerie. Réfection du complexe d'étanchéité. Mode et conditions de passation du marché.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le mauvais état du complexe support d'étanchéité de la conciergerie de la piscine de Kain, consécutif aux infiltrations récurrentes et à la condensation au droit des panneaux agglomérés formant support, est à ce point préoccupant qu'un risque d'effondrement n'est pas écarté;

Considérant, de plus, que la mousse polyuréthane projetée formant isolation et étanchéité doit être remplacée intégralement par un système offrant une protection durable et ne réclamant aucun entretien particulier;

Considérant que les travaux consistent donc à enlever le complexe d'isolation et d'étanchéité existant, à déposer et à remplacer des panneaux formant support, à poser une nouvelle isolation

performante avec une membrane d'étanchéité en EPDM (éthylène-propylène-diène monomère) et de réparer les rives périphériques du toit plat et des habillages horizontaux des débords de corniche; Considérant que ce marché est estimé à 60.000,00€ TVA comprise et que cette estimation a valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'un crédit de 81.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2015 sous l'article 7644/724-60;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, et ce conformément aux dispositions de l'article 26 §1er, 1^a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : de passer un marché de travaux ayant pour objet la réfection du complexe d'étanchéité de la conciergerie de la piscine de Kain pour un montant estimé à 60.000,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : de passer ce marché par procédure négociée sans publicité et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er, 1^a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera régi par les règles générales d'exécution des marchés publics, conformément à l'arrêté royal du 14 janvier 2013, et par le cahier spécial des charges établi à cet effet.

Article 4 : un crédit de 81.000,00€ est prévu au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 7644/724-60. Ce montant est financé par emprunt à concurrence de 60.000,00€ et le solde par fonds de réserve.

68. Service voirie. Réparation du camion immatriculé P266K. Articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1311-5;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, §1, 1^c;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 105, §1er, 4^o et 110, dernier alinéa;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5, §4;

Vu le rapport des services techniques communaux stipulant : *"Les bielles inférieures et supérieures du train arrière du camion porte-container P266K sont à remplacer car du jeu important est apparu dans les axes. Une demande de prix en fourniture a été effectuée chez RTS, et le montant des pièces se monte à 3.592,95€ TVA comprise.*

Le camion n'est pas récent et les frais de réparations sont indispensables à la continuité de son utilisation. Les pièces seront remplacées par le service garage de l'administration."

Considérant que l'urgence d'effectuer les réparations justifie le recours aux dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1^c de la loi du 15 juin 2006;

Considérant qu'aucun crédit permettant de supporter la dépense n'est inscrit au budget extraordinaire 2015 et que la régularisation des crédits sera effectuée lors de la seconde modification budgétaire extraordinaire 2015;

Considérant qu'il peut être recouru aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation afin de pourvoir aux dépenses, connaissance de cette décision sera donnée au Conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense;

Vu la décision du Collège communal du 7 août 2015 prise, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu des dispositions des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de passer, par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1^c de la loi du 15 juin 2006, un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition des pièces nécessaires à la réparation du camion immatriculé P266K, avec la firme RTS SA, rue du Serpolet 7 à 7522 Marquain, au montant de son offre la plus basse s'élevant à 3.592,95€ TVA comprise;

Considérant que conformément aux dispositions des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de prendre connaissance de la décision du Collège communal du 7 août 2015 et de délibérer s'il admet ou non la dépense;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

PREND CONNAISSANCE :

de la décision du Collège communal du 7 août 2015 prise vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition des pièces nécessaires à la réparation du camion immatriculé P266K.

Article 2 : ce marché est passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1^c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, avec la firme RTS SA, rue du Serpolet 7 à 7522 Marquain, au montant de son offre s'élevant à 3.592,95€ TVA comprise. La commande est passée immédiatement.

Article 3 : le présent marché est constaté sur simple facture acceptée conformément aux dispositions de l'article 110, dernier alinéa de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : de donner connaissance de cette décision au prochain Conseil communal.

Article 5 : de pourvoir à la dépense relative à l'exécution de ce marché et d'en donner connaissance au prochain Conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense. La régularisation des crédits sera effectuée lors de la seconde modification budgétaire extraordinaire 2015 sous l'article 421/745-98;

ADMET

la dépense.

69. Tournai. Courtil du faubourg de Lille. Oeuvre d'art. Construction d'un socle et acquisition de matériaux. Mode et conditions de passation des marchés.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que l'ASBL Port'Ouverte a formulé, par courrier du 11 juin 2012, la demande d'aménager un espace public selon le souhait et au bénéfice des habitants du faubourg de Lille, cadastré section L, numéro 372/02 à Tournai, 3ème division;

Considérant que cette demande est née de la rencontre des habitants du quartier dans le cadre de la rédaction d'un ouvrage mémoriel du quartier, projet animé par les écrivains publics de Wallonie picarde;

Considérant qu'un concours a été lancé auprès des étudiants de l'académie des Beaux-arts, domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace, consistant, sur base de l'ouvrage précité, à proposer une œuvre qui caractériserait symboliquement le quartier et serait érigée dans l'espace vert;

Considérant que l'œuvre retenue par un jury composé des habitants du quartier et des jeunes de l'ASBL Port'Ouverte, partenaires du projet, lancé à l'initiative des écrivains publics de Wallonie picarde, a été imaginée par M.Bruno MAGDA résidant rue Louis Barthou, 16 à 59830 Bourghelles (France);

Considérant que cette sculpture est constituée d'un mât orienté verticalement, ayant pour fonction de supporter 8 figures en acier galvanisé représentant des silhouettes de moutons encastrées et soudées sur l'étendue du support;

Considérant que cette sculpture représente l'époque où le faubourg de Lille était la campagne à la ville, avec ses fermes, ses moulins, ses prairies et surtout - les anciens s'en souviennent - cet énorme troupeau de moutons de plus de cent bêtes qui rythmaient la vie des habitants et traversaient la chaussée deux fois par jour;

Considérant que pour permettre la réalisation de cette oeuvre, il convient de passer deux marchés, à savoir :

- un marché de travaux consistant en la réalisation d'une fondation en béton armé destinée à supporter la sculpture en acier d'environ 500 kg pour un montant estimé à 3.000,00€ TVA comprise;
- un marché d'acquisition et assemblage de matériaux destinés à la réalisation de la sculpture suivant les plans fournis par l'artiste pour un montant estimé à 12.000,00€ TVA comprise, ces montants ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'un crédit de 15.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2015 sous l'article 7662/735-60;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation des marchés et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ces marchés, il lui est proposé de les passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : de passer :

- un marché de travaux pour la réalisation d'une fondation en béton armé destinée à supporter la sculpture en acier d'environ 500 kg pour un montant estimé à 3.000,00€ TVA comprise;
- un marché d'acquisition et assemblage de matériaux destinés à la réalisation de la sculpture suivant les plans fournis par l'artiste pour un montant estimé à 12.000,00€ TVA comprise.

Ces montants ont valeur d'indication sans plus.

Article 2 : de passer ces marchés par procédure négociée sans publicité et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er, 1°a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché de travaux sera constaté par simple facture acceptée, conformément à l'arrêté royal du 15 juillet 2011, article 105 § 1er, 4°. Le marché d'acquisition et assemblage de matériaux sera régi, d'une part, par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78, §1er, 84, 95, 127 et

160 des règles générales d'exécution citées dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 15.000,00€ est prévu au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 7662/735-60, financé par fonds de réserve.

70. Tournai. Courtil du faubourg de Lille. Oeuvre d'art. Projet de mise en valeur par un éclairage d'agrément. Approbation.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'une sculpture sera prochainement érigée dans l'espace public du faubourg de Lille, au carrefour de la rue Minjean et de la chaussée de Lille;

Considérant que cet aménagement de l'espace public prévoit la mise en valeur de la sculpture par la pose d'un éclairage d'agrément;

Considérant qu'une étude pour la réalisation de ce projet a été sollicitée auprès des services d'ORES (Opérateur des réseaux gaz et électricité);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public imposée aux gestionnaires de réseau de distribution en termes d'entretien et d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations d'éclairage public, notamment son article 3;

Vu la désignation d'ORES ASSETS en qualité de gestionnaire de réseau de distribution sur le territoire de la commune;

Considérant qu'en vertu de l'article 18,1° de la loi relative aux marchés publics, ne sont pas soumis à l'application des dispositions de ladite loi, les services attribués à un pouvoir adjudicateur sur la base d'un droit exclusif;

Considérant qu'en vertu des articles 3 A.5, 9 et 47 des statuts d'ORES ASSETS, à laquelle la commune est affiliée, la Ville s'est dessaisie à titre exclusif et avec pouvoir de substitution du service de l'éclairage public, ORES effectuant ces prestations à prix de revient;

Considérant, dès lors, que la Ville doit charger directement ORES ASSETS de l'ensemble des prestations de services liées à ses projets en matière d'éclairage public;

Considérant qu'ORES ASSETS assure ces prestations (études, en ce compris l'élaboration des documents du marché, l'élaboration du rapport d'attribution, le contrôle du chantier et l'établissement du décompte) au taux de 16,5%;

Considérant que ce marché est estimé à 3.500,00€ TVA comprise, que cette estimation a valeur d'indication sans plus et qu'un crédit de 200.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2015 sous l'article 426/735-60;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : d'élaborer un projet de mise en valeur d'une sculpture au carrefour de la rue Minjean et de la chaussée de Lille, pour un budget estimé provisoirement de 3.500,00€ TVA comprise.

Article 2 : de confier à ORES ASSETS, en vertu des articles 3 A.5, 9 et 47 des dispositions statutaires, l'ensemble des prestations de service liées à l'élaboration et la bonne exécution du projet, soit:

2.1. la réalisation des études requises pour l'élaboration de l'avant-projet et du projet, en ce compris l'établissement du cahier spécial des charges et des documents (plan, annexes, modèle d'offre),

l'assistance au suivi des procédures préalables à l'attribution, notamment les éventuelles publications ou consultations et l'analyse des offres du marché de fournitures du matériel d'éclairage public;

2.2. l'établissement d'une estimation du montant des fournitures et des travaux de pose requis pour l'exécution du projet;

2.3. l'assistance à l'exécution et à la surveillance du/des marchés de fournitures et de travaux de pose ainsi que les prestations administratives liées à ceux-ci, notamment les décomptes techniques et financiers.

Article 3 : pour les travaux de pose relatifs à ce projet, de recourir aux entrepreneurs désignés par ORES ASSETS en sa qualité de centrale des marchés.

Article 4 : que les documents repris aux points 2.1 2.2 ci-avant devront parvenir à la Ville dans un délai de 20 jours ouvrables pour l'avant-projet à dater de la notification faite de la présente délibération à ORES ASSETS et de la transmission des informations relatives aux modifications de voiries, le cas échéant, et, dans un délai de 35 jours ouvrables pour le projet à dater de la réception de l'accord de l'administration communale sur tous les documents constituant l'avant-projet. Les délais de 20 à 35 jours fixés ci-avant prennent cours à compter du lendemain de l'envoi postal (la date de la poste faisant foi) ou de la réception par fax des documents ci-dessus évoqués.

Article 5 : de prendre en charge les frais exposés par ORES ASSETS dans le cadre de ses prestations (études, assistance technico-administrative, vérification et contrôle des décomptes techniques et financiers...). Ces frais seront facturés par ORES ASSETS au taux de 16,5% appliqué sur le montant total du projet majoré de la TVA.

Article 6 : de charger le Collège communal de l'exécution de la présente délibération.

Article 7 : de transmettre la présente délibération à ORES ASSETS pour disposition à prendre.

71. Tournai. Quartier De Bongnie. Aménagement et plantation des espaces publics. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur le Conseiller Tournai Plus, **Benoît MAT**, demande s'il s'agit d'un dossier complémentaire au projet de revitalisation urbaine qui avait été menée sur le site, il y a plusieurs années.

L'Echevin PS, **Philippe ROBERT**, répond par l'affirmative. Le dossier concerne l'aménagement des espaces verts, pour un montant de 200.000,00€ à charge de la Ville.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment les articles 23 et 24;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics notamment l'article 5 § 2;

Considérant que, dans le cadre du dossier d'aménagement de l'ancien hôpital militaire De Bongnie, il est prévu au budget extraordinaire 2015 l'aménagement et à la plantation des espaces publics;

Considérant que les espaces publics étant actuellement dépourvus de tout aménagement, le projet prévoit l'utilisation de différentes espèces arborées pour l'embellissement global du site;

Considérant qu'il prévoit également des aires de jeu pour enfants ainsi que des bacs potagers destinés aux résidents du site;

Considérant que l'auteur de projet a établi les documents du marché relatif à l'aménagement et à la plantation des espaces publics dont le coût est estimé à 219.980,42€ TVA comprise;
Considérant que les crédits de l'ordre de 220.000,00€ sont inscrits sous l'article 930/721-60 du budget extraordinaire 2015;
Considérant que conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;
Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation conformément aux articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;
A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il sera passé un marché ayant pour objet l'aménagement et la plantation des espaces publics au quartier De Bongnie, dont le coût est estimé à 219.980,42€ TVA comprise. Cette estimation a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de travaux sera passé par adjudication ouverte conformément aux articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ce, sous réserve des dérogations contenues dans les documents du marché établis à cet effet et au plan y relatif.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir un certificat d'agrément en sous-catégorie G3 - classe 2 et une déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire ne se trouve pas dans l'une des situations visées aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : des crédits de l'ordre de 220.000,00€ sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 930/721-60.

72. Tournai. Quartier De Bongnie. Sécurisation du mur d'enceinte. Mode et conditions de passation du marché.

Le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, demande si le maintien du mur d'enceinte est vraiment nécessaire.

Monsieur l'Echevin MR des travaux, **Armand BOITE**, répond par l'affirmative.

Le Conseiller communal remplaçant ECOLO, **Benoît DOCHY**, le confirme.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment les articles 23 et 24;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics notamment l'article 5 § 2;

Considérant que dans le cadre du dossier d'aménagement de l'ancien hôpital militaire De Bongnie, il est prévu au budget extraordinaire 2015 la sécurisation du mur d'enceinte;

Considérant que le mur d'enceinte présente de nombreuses déficiences, qui peuvent entraîner des problèmes de sécurité;

Considérant, d'autre part, que les accès au site étant jugés trop étroits, ces derniers doivent être élargis afin de faciliter le passage pour la zone de secours et autres véhicules du même type;

Considérant que l'auteur de projet a établi les documents du marché relatifs à la sécurisation du mur du quartier De Bongnie, dont le coût est estimé à 443.681,30€ hors TVA, soit 536.854,37€ TVA et comprise;

Considérant que des crédits de l'ordre de 600.000,00€ sont inscrits sous l'article 930/724-60 du budget extraordinaire 2015;

Considérant que conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation conformément aux articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il sera passé un marché ayant pour objet la sécurisation du mur d'enceinte du quartier De Bongnie, dont le coût est estimé à 443.681,30€ hors TVA, soit 536.854,37€ TVA comprise.

Cette estimation a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de travaux sera passé par adjudication ouverte conformément aux articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ce, sous réserve des dérogations contenues dans les documents du marché établis à cet effet et aux plans y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir un certificat d'agrément en sous-catégorie D - classe 3 et une déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire ne se trouve pas dans l'une des situations visées aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : des crédits de l'ordre de 600.000,00€ sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 930/724-60.

73. Esplechin. Réfection de la plate-forme de la cure. Acquisition de matériaux. Mode et conditions de passation du marché.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'afin de prévenir les infiltrations d'eau dans la toiture du bâtiment, il est nécessaire de procéder à la réfection de la plate-forme de la cure d'Esplechin;

Considérant qu'il convient de passer un marché de fournitures estimé à ± 7.970,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant que la mise en œuvre sera réalisée par les services communaux;

Considérant qu'un crédit de 8.000,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 124/724-60 (financement par fonds de réserve);

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet la réfection de la toiture de la cure d'Esplechin, dans le but de prévenir les infiltrations d'eau dans le bâtiment.

Article 2 : ce marché de fournitures est estimé à ± 7.970,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 3 : ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 4 : ce marché peut être constaté par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1er, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : un crédit de 8.000,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 124/724-60 (financement par fonds de réserve).

74. Service des espaces verts. Acquisition de matériel. Articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que du matériel appartenant au service des espaces verts a été volé dans la nuit du 15 au 16 mai 2015, que les vols ont fait l'objet de déclarations auprès des services de police et que, comme stipulé dans le rapport des services techniques, il était nécessaire de le remplacer sans attendre pour la bonne conduite des divers chantiers en cours;

Considérant que le service espaces verts disposait, entre autres, du matériel suivant :

- 1 débroussailleuse
- 2 coupe-bordures
- 1 tondeuse à coussin d'air;

Considérant que trois demandes ont été faites auprès des firmes suivantes :

- Peter MASSCHELEIN : 3.696,55 € TVA comprise
- LEFEBVRE MOTOCULTURE : 2.682,23 € TVA comprise
- DILLIES : 3.814,03 € TVA comprise;

Considérant que la firme Peter MASSCHELEIN était la plus intéressante, la firme LEFEBVRE MOTOCULTURE n'étant pas en mesure de fournir des tondeuses sur coussin d'air;

Considérant que la compagnie d'assurance n'est pas intervenue vu les circonstances des vols, qu'aucun crédit n'est disponible pour faire face à cette dépense et que la régularisation des crédits sera effectuée par voie de modification budgétaire (n°2) de l'exercice 2015;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Conseil communal est invité:

- à prendre connaissance de la décision prise par le Collège communal en séance du 19 juin 2015 de passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de matériel d'équipement destiné au service des espaces verts avec la firme Peter MASSCHELEIN, Keiberg, 121/A à 8551 Zwevegem-Heestert, au montant de son offre s'élevant à 3.696,55€ TVA comprise;

- et à admettre ou non la dépense;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

PREND CONNAISSANCE

de la décision prise par le Collège communal en séance du 3 juillet 2015, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation:

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de matériel destiné au service des espaces verts.

Article 2 : ce marché est passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, avec la firme Peter MASSCHELEIN au montant de son offre s'élevant à 3.696,55€ TVA comprise. La commande est passée immédiatement.

Article 3 : le marché sera constaté par simple facture acceptée selon l'article 105, §1er, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : de donner connaissance de cette décision au prochain Conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense. La régularisation des crédits sera effectuée par voie de modification budgétaire n° 2 de l'exercice 2015;

ADMET

la dépense.

75. Services techniques. Acquisition d'un bus scolaire avec un forfait "entretien". Mode et conditions de passation du marché.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, §2 d;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 61 et suivants;

Considérant que le bus scolaire immatriculé KHW492 présente des anomalies telles qu'elles ne peuvent être levées, car les pièces de rechange sont introuvables, le bus ayant plus de 15 ans et n'étant plus fabriqué en usine;

Considérant qu'à cette période de l'année, la possibilité de louer un bus est très difficile;

Considérant qu'au vu du planning d'utilisation des bus communaux, le déclassement de ce véhicule risque d'entraîner d'importantes perturbations pour les établissements scolaires de l'entité, d'où la nécessité d'acquérir un nouveau bus;

Considérant que les services techniques communaux ont établi le cahier spécial des charges relatif à l'acquisition d'un bus scolaire au diesel avec variante obligatoire au CNG (compressed natural gas) et un forfait "entretien" pour une durée de 4 ans;

Considérant que le coût est estimé globalement à 205.000,00€ hors TVA, soit 248.050,00€ TVA 21% comprise;

Considérant que les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché sont prévus au budget extraordinaire 2015 sous l'article 722/743-98 pour l'acquisition et seront inscrits aux budgets ordinaires 2016 et suivants pour l'entretien;

Considérant que conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée directe avec publicité conformément aux dispositions de l'article 26, §2 d de la loi du 15 juin 2006;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il sera passé un marché ayant pour objet l'acquisition d'un bus scolaire au diesel avec variante obligatoire au CNG (Compressed Natural Gas) et un forfait "entretien" pour une durée de 4 ans. Le coût est estimé globalement à 205.000,00€ hors TVA, soit 248.050,00€ TVA 21% comprise.

Article 2 : ce marché de fournitures sera passé par procédure négociée directe avec publicité conformément aux dispositions de l'article 26 §2 d de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera régi, d'une part, par l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions de travaux publics et, d'autre part, par les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront en la fourniture des documents suivants :

- une déclaration du chiffre d'affaire global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, pour les trois derniers exercices - seuil minimal de 500.000,00€;
- une note de présentation relative à deux références pour des fournitures équivalentes d'un montant minimum de 180.000,00€, ayant eu lieu au cours des trois dernières années.

Par le seul fait de déposer leur offre, les soumissionnaires attestent ne pas se trouver dans l'un des cas visés à l'article 61 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : les critères d'attribution sont fixés et pondérés comme suit :

- Respect de l'environnement : 70 points;
- Prix : 20 points
- Délai de remplacement en cas d'immobilisation du véhicule pendant la période de garantie : 10 points.

Article 6 : les crédits permettant de faire face à la dépense sont inscrits, d'une part, au budget extraordinaire 2015 sous l'article 722/743-98 à concurrence de 250.000,00€ pour l'acquisition (financement par emprunt) et, d'autre part, seront inscrits au budget ordinaire 2016 et suivants pour l'entretien ordinaire.

76. Maison de la laïcité à Tournai et bibliothèque de Templeuve. Remplacement de l'éclairage. Acquisition de matériel électrique. Mode et conditions de passation du marché.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'il convient de procéder à l'acquisition de leds, ampoules, blocs d'éclairage de secours et autres afin de remplacer l'éclairage vétuste et énergivore de la maison de la laïcité à Tournai (13 rue des Clairisses) et de la bibliothèque de Templeuve (parc du château);

Considérant qu'il convient de passer un marché de fournitures estimé et ventilé comme suit :

- subdivision A : maison de la laïcité : remplacement de l'éclairage pour un montant estimé à ± 4.450,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.
- subdivision B : bibliothèque de Templeuve : remplacement de l'éclairage pour un montant estimé à ± 6.400,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 4.500,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 124/724-60 pour le remplacement de l'éclairage à la maison de la laïcité;

Considérant qu'un crédit de 6.500,00 € a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 767/724-60 pour le remplacement de l'éclairage à la bibliothèque de Templeuve;

Considérant que ces montants sont financés par fonds de réserve;

Sur proposition du Collège communal,

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il est passé un marché de fournitures estimé et ventilé comme suit :

- subdivision A : maison de la laïcité : remplacement de l'éclairage pour un montant estimé à ± 4.450,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.
- subdivision B : bibliothèque de Templeuve : remplacement de l'éclairage pour un montant estimé à ± 6.400,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché, dont il est question à l'article 1, est régi, d'une part, par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78, §1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 4.500,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 124/724-60 pour le remplacement de l'éclairage à la maison de la laïcité et un crédit de 6.500,00 € a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 767/724-60 pour le remplacement de l'éclairage à la bibliothèque de Templeuve. Ces montants sont financés par fonds de réserve.

77. Service informatique. Installation d'un réseau Wi-Fi extérieur au camping de l'Orient. Mode et conditions de passation du marché.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26;

Considérant que le camping de l'Orient situé sur le site de l'Orient Aqua Tournai est un camping de tourisme et de passage en gestion communale directe et qu'il est composé de 51 emplacements équipés pour chacun d'une alimentation électrique et d'un accès à l'eau de distribution;

Considérant que, ces dernières années, il y a eu une très forte demande pour une connexion internet du type Wi-Fi aux emplacements occupés par les usagers du camping;

Considérant que ce service s'est généralisé dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie, particulièrement lorsque le public est majoritairement international;

Considérant qu'au camping de l'Orient, ce type de public était de 83,22% en 2014;

Considérant que l'installation d'un réseau Wi-Fi extérieur répondrait à la demande et apporterait une plus-value pour le site;

Considérant qu'à cet effet, le service informatique a établi le cahier spécial des charges et que l'estimation de ce marché de fournitures s'élève à 24.926,00€ TVA comprise;

Considérant que les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché seront prévus par voie de modification budgétaire extraordinaire numéro 2 (exercice 2015), sous l'article 563/742-53;

Considérant que conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs fournisseurs conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'installation d'un réseau Wi-Fi extérieur, public et protégé au camping de l'Orient. Le marché est estimé à 24.926,00€ TVA comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : il sera régi, d'une part, par l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions de travaux publics et, d'autre part, par les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les crédits permettant de faire face à la dépense seront inscrits au budget extraordinaire 2015 par voie de modification budgétaire numéro 2, sous l'article 563/742-53.

78. Service informatique. Remplacement des fibres optiques sur les sites de l'Hôtel de Ville et du Pont de Maire. Mode et conditions de passation du marché.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que devant l'évolution des besoins internes de l'administration (base de données, VOIP, nouvelles applications comptables et pour les ressources humaines), le remplacement du câblage fibres de l'Hôtel de Ville et du site du Pont de Maire s'avère nécessaire;

Considérant qu'à cet effet, le service informatique a établi un cahier spécial des charges;

Considérant que le coût estimé de ce marché s'élève à 55.000,00€ hors TVA, soit 66.550,00€ TVA comprise;

Considérant que les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché sont prévus au budget extraordinaire 2015 sous l'article 104/742-53;

Considérant que conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il sera passé un marché ayant pour objet le remplacement des fibres optiques sur les sites de l'Hôtel de Ville et du Pont de Maire estimé à 55.000,00€ hors TVA soit 66.550,00€ TVA comprise.

Article 2 : ce marché de fournitures sera passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera régi, d'une part, par l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions de travaux publics et, d'autre part, par les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les crédits permettant de faire face à la dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 104/742-53.

79. Service informatique. Acquisition d'armoires réseau, d'onduleurs et d'un tiroir de disques. Mode et conditions de passation du marché.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26;

Considérant la note de motivation établie par le service informatique stipulant :

"Le schéma directeur informatique 2014-2018 a défini des actions au niveau des équipements réseau des sites distants (AI-10 et AI-31). Les équipements réseaux des sites distants sont insuffisants en termes de bande passante interne. Le rangement fait également défaut (pas de rack, certains appareils sont posés à même le sol). Il est nécessaire de réaliser une logistique propre et sécurisée. D'autre part, il est également nécessaire de sécuriser l'infrastructure par l'ajout d'onduleurs, aussi bien au niveau des sites distants que du site principal. Un onduleur fonctionne comme un microgénérateur permettant d'obtenir l'électricité en cas de coupures subites de courant. Cela a 2 objectifs principaux:

- 1) Fournir aux serveurs une autonomie suffisante pour permettre un arrêt «propre» en cas de coupure de courant (éteindre brusquement un serveur en cours d'utilisation peut détériorer les fichiers et obliger à lancer des traitements de réparation sans garantie de succès)
- 2) Fournir aux appareils critiques (central téléphonique, backup...) une source d'énergie leur permettant de continuer à fonctionner pendant un certain temps en cas de coupure de courant. L'ajout d'une baie de disques est également nécessaire à la sécurisation de la sauvegarde des données informatiques de plus en plus nombreuses suite aux différents projets de dématérialisation. C'est pourquoi nous proposons de lancer un marché à 2 lots :

- lot 1 : fourniture d'armoires réseaux

- lot 2 : fourniture d'onduleurs et d'un tiroir de disques.";

Considérant que l'estimation de ce marché s'élève à 64.251,00€ TVA comprise;

Considérant que les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché sont prévus au budget extraordinaire 2015 sous l'article 104/742-53;

Considérant que conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs fournisseurs conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il sera passé un marché de fournitures à lots, ayant pour objet la fourniture d'armoires réseau et d'onduleurs pour les sites distants et d'un tiroir de disques pour le data center principal ventilé comme suit :

- lot 1 : fourniture d'armoires réseaux estimé à 30.008,00 € TVA comprise;

- lot 2 : fourniture d'onduleurs et d'un tiroir de disques estimé à 34.243,00 € TVA comprise.

Total: 64.251,00€ TVA comprise.

Les montants repris ci-dessus ont valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera régi, d'une part, par l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions de travaux publics et, d'autre part, par les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les crédits permettant de faire face à la dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 104/742-53.

80. Site internet de la Ville. Mise en place de formulaires web automatisés. Mode et conditions de passation du marché.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26;

Vu la décision du Collège communal prise en séance du 20 septembre 2013 de désigner la société BSIDE, rue du Follet, 10 à 7540 Kain, comme prestataire de services dans le cadre du marché ayant pour objet le développement de la nouvelle version du site internet de la Ville, au montant de son offre négociée s'élevant à 45.919,50€ TVA comprise, offre jugée la plus intéressante;

Vu la note de motivation établie par le service informatique stipulant :

"Le Collège communal ayant décidé de mettre en place rapidement (septembre 2015) la maison des associations, il convient de fournir des solutions informatiques automatisées.

Les premiers formulaires automatisés à mettre en place sont :

- *demande de subsides*
- *demande d'autorisation de manifestation.*

Ces formulaires sont étroitement liés à notre nouveau site internet dont le marché a été attribué à la société BSIDE. En effet, les associations peuvent déjà s'enregistrer comme utilisateurs d'un extranet à partir du site, pour pouvoir publier une page de présentation. Pour ce faire, elles sont amenées à encoder certaines données qui doivent être reprises dans les formulaires (nom du responsable de l'association, statut, etc.).

Les prestations nécessaires à la mise en place des formulaires automatisés ne figuraient pas dans le marché initial du site internet et sont devenues nécessaires suite à la création de la maison des associations. Ces prestations sont techniquement liées aux prestations du marché qui avait pour objet la mise en place du site internet (récupération de champs de données de la carte d'identité de l'association enregistrée sur le site web).

C'est pourquoi, en vertu de l'article 26 § 1er 2° a de la loi du 15 juin 2006, nous préconisons de demander un devis à la société BSIDE pour ces prestations. Cette demande devra être accompagnée de la description des formulaires à mettre en place.";

Considérant que le coût estimé de ce marché s'élève à 3.500,00€ TVA comprise;

Considérant que les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché sont prévus au budget extraordinaire 2015 sous l'article 104/742-53;

Considérant que conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il est proposé de le passer par procédure négociée avec l'entreprise adjudicataire du marché initial conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 2° a de la loi du 15 juin 2006;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il sera passé un marché de services ayant pour objet la mise en place de formulaires web automatisés pour les demandes de subsides et d'autorisation de manifestations en rapport avec la création de la maison des associations, estimé à 3.500,00€ TVA 21% comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité après consultation d'un seul prestataire de service - la société BSIDE - adjudicataire du marché initial - conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 2° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics.

Article 3 : le marché sera constaté conformément aux dispositions de l'article 105 §1er 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques.

Article 4 : les crédits permettant de supporter cette dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 104/742-53 et financés par fonds de réserve.

81. Services administratifs. Acquisition de mobilier. Année 2015. Mode et conditions de passation du marché.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26;

Considérant qu'il convient de procéder à l'acquisition de mobilier pour divers services administratifs afin de remplacer le mobilier vétuste, d'installer de nouveaux bureaux et de poursuivre les aménagements entamés ces dernières années;

Considérant que les services concernés sont, notamment, le service informatique, le service des archives, les services techniques, divers secrétariats, le service de la gestion du personnel, le bureau d'études, le service des marchés publics...;

Considérant qu'il y a lieu de passer un marché ayant pour objet l'acquisition de mobilier pour divers services administratifs, dont le coût est estimé à ± 24.500,00 € TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant que conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, § 1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 25.000,00 € a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article 104/741-51 (financement par fonds de réserve);

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il sera passé un marché ayant pour objet l'acquisition de mobilier pour divers services administratifs, dont le coût est estimé à ± 24.500,00 € TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de fournitures sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément aux dispositions de l'article 26, § 1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché, dont il est question à l'article 1, est régi, d'une part, par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78, § 1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 25.000,00 € a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article 104/741-51 (financement par fonds de réserve).

82. Service des fêtes. Acquisition de tonnelles ignifugées. Mode et conditions de passation du marché.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'avec l'application des normes "incendie" aux chapiteaux et tonnelles mis à disposition des écoles et pour les autres festivités organisées par la Ville, il est nécessaire d'acquérir des tonnelles ignifugées destinées au service des fêtes;

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à ± 9.800,00€ TVA comprise, que ce montant a valeur d'indication sans plus et qu'un crédit de 10.000,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article 763/744-51 (financement par fonds de réserve);

Considérant que conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de tonnelles ignifugées destinées au service des fêtes pour un montant estimé à ± 9.800,00€ TVA comprise.

Article 2 : ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché peut être constaté par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1er, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : un crédit de 10.000,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article 763/744-51 (financement par fonds de réserve).

83. Bibliothèque communale. Acquisition d'œuvres littéraires (reconstitution des dommages de guerre). Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin PS, **Vincent BRAECKELAERE**, sort de séance.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que l'exposition de reliures dans le cadre de "l'art dans la ville" a permis de faire découvrir au public toute la créativité de Rose-Marie Dath, une relieuse péruwelzienne, notamment à travers les reliures et les papiers originaux habillant les œuvres littéraires suivantes :

- Le mythe de Sisyphe d'Albert Camus dans ses éditions originales de 1942 et 1948 (+ étui)
- Les contes de ma mère l'Oye de Charles Perrault enrichi de 11 papiers originaux (+ étui)
- En étrange pays dans mon pays lui-même de Louis Aragon dans une édition en partie originale de 1945 (+ boîtier)
- La route du tabac d'Erskine Caldwell illustré par Denuse de Bravura en 1945
- Ephémérides parisiennes de Jean Dérens de 1996 (+ boîtier);

Considérant que l'acquisition de ces œuvres d'art s'élève à ± 12.500,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'un crédit de 45.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 7672/749-98 et que la dépense sera intégralement subsidiée par le fonds des dommages de guerre géré par le service public fédéral intérieur;

Considérant que conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, auprès de Madame Rose-Marie Dath, vu le caractère unique des documents à acquérir;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'œuvres littéraires destinées à la reconstitution des dommages de guerre de la bibliothèque communale estimé à ± 12.500,00€ TVA comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché peut être passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1er 1°f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché, dont il est question à l'article 1, est régi, d'une part, par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78, §1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 45.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 7672/749-98. La dépense sera subsidiée à 100%.

84. Bibliothèque communale. Restauration d'un manuscrit médiéval du XVème siècle. Mode et conditions de passation du marché.

Le Conseiller communal remplaçant ECOLO, **Benoît DOCHY**, demande où en est le projet de diffusion des incunables de la bibliothèque.

Monsieur l'Echevin PS de la culture, **Tarik BOUZIANE**, répond qu'il s'en informera auprès des responsables de la bibliothèque et qu'il répondra par écrit au Conseiller communal remplaçant.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la rénovation d'un manuscrit médiéval du XVème siècle MS 22 conservé 16, destiné à la bibliothèque;

Considérant que ce manuscrit tournaisien est un bréviaire, dont la reliure médiévale d'origine est particulièrement dégradée et dont les cahiers se désolidarisent les uns des autres;

Considérant que la préservation de cet admirable et unique témoin du passé (datant d'une période s'étalant du XIIIème au XVIème siècle) constitue un devoir à la fois vis-à-vis des générations qui nous l'ont légué, mais aussi vis-à-vis des générations futures;

Considérant que le montant de ce marché de services est estimé à ± 4.992,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'un crédit de 5.000,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire n°1 sous l'article 767/749-98 du budget extraordinaire 2015 et que le montant est financé par fonds de réserve;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, auprès d'un seul prestataire de services en raison de la spécificité technique du travail;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il est passé un marché de services ayant pour objet la restauration d'un manuscrit médiéval du XVème siècle MS 22 conservé 16 destiné à la bibliothèque communale.

Article 2 : ce marché de services est estimé à ± 4.992,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 3 : ce marché peut être passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure auprès d'un seul prestataire de services en raison de la spécificité technique du travail, conformément à l'article 26 § 1er 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 4 : le marché peut être constaté par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1er, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : un crédit de 5.000,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire n°1 sous l'article 767/749-98 du budget extraordinaire 2015. Le montant est financé par fonds de réserve.

85. Académie des Beaux-Arts (cours du jour), acquisition de matériel multimédia. Mode et conditions de passation du marché.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'il convient d'acquérir du matériel multimédia destiné à l'aménagement d'un troisième auditoire à l'académie des Beaux-Arts (cours du jour);

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à ± 5.871,65€ TVA comprise et que ce montant a valeur d'indication sans plus;

Considérant que cette acquisition est subsidiée à 100% par la Communauté française sous la rubrique "Aide à la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur en école supérieure des Arts", que les subsides ont été versés au compte de l'exercice 2013 et que, non utilisés, ils ont fait l'objet d'une constitution d'un fonds de réserve extraordinaire;

Considérant qu'un crédit de 6.000,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 7341/742-98 (montant financé par fonds de réserve);

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de matériel multimédia destiné à l'aménagement d'un troisième auditoire à l'académie des Beaux-Arts (cours du jour), estimé à ± 5.871,65€, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché peut être constaté par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1er, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : cette acquisition est subsidiée à 100% par la Communauté française sous la rubrique "Aide à la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur en école supérieure des Arts". Les subsides ont été versés au compte de l'exercice 2013 et, non utilisés, ont fait l'objet d'une constitution d'un fonds de réserve extraordinaire.

Un crédit de 6.000,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 7341/742-98 (montant financé par fonds de réserve).

86. Académie des Beaux-Arts (cours du jour). Fourniture et pose d'un linoléum. Mode et conditions de passation du marché.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que dans le cadre de l'aménagement du troisième auditoire à l'académie des Beaux-Arts (cours du jour), il est nécessaire de poser un revêtement de sol en linoléum;

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à ± 7.792,40€ TVA comprise et que ce montant a valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'il est subsidié à 100 % par la Communauté française sous rubrique "Aide à la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur en école supérieure des Arts", que les subsides ont été versés au compte de l'exercice 2013 et que, non utilisés, ils ont fait l'objet d'une constitution d'un fonds de réserve extraordinaire;

Considérant qu'un crédit de 8.000,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 7341/724-60 (montant financé par fonds de réserve);

Considérant que conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet la fourniture et la pose de linoléum avec plinthes dans le troisième auditoire de l'académie des Beaux-Arts (cours du jour) estimé à ± 7.792,40€, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché peut être constaté par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1er, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : ce marché est subsidié à 100 % par la Communauté française sous la rubrique "Aide à la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur en école supérieure des Arts". Les subsides ont été versés au compte de l'exercice 2013 et, non utilisés, ont fait l'objet d'une constitution d'un fonds de réserve extraordinaire.

Un crédit de 8.000,00 € a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 7341/724-60 (montant financé par fonds de réserve).

87. Académie des Beaux-Arts (cours du jour). Acquisition de mobilier. Mode et conditions de passation du marché.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'il convient d'acquérir du mobilier (chaises et tables) afin d'équiper le troisième auditoire de l'académie des Beaux-Arts (cours du jour);

Considérant que cette acquisition est estimée à ± 4.000,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'elle est subsidiée à 100% par la Communauté française sous la rubrique "Aide à la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur en école supérieure des Arts", que les subsides ont été versés au compte de l'exercice 2013 et que, non utilisés, ils ont fait l'objet d'une constitution d'un fonds de réserve extraordinaire;

Considérant qu'un crédit de 4.000,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 7341/741-98 (montant financé par fonds de réserve);
Conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;
Sur proposition du Collège communal;
A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'achat de mobilier destiné à l'aménagement du troisième auditoire de l'académie des Beaux-Arts (cours du jour).

Article 2 : ce marché de fournitures est estimé à ± 4.000,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 3 : ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 4 : ce marché peut être constaté par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1er, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : cette acquisition est subsidiée à 100 % par la Communauté française sous rubrique "Aide à la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur en école supérieure des Arts". Les subsides ont été versés au compte de l'exercice 2013 et, non utilisés, ont fait l'objet d'une constitution d'un fonds de réserve extraordinaire. Un crédit de 4.000,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n° 1 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 7341/741-98 (montant financé par fonds de réserve).

88. Académie des Beaux-Arts (cours du jour). Acquisition d'outillage. Mode et conditions de passation du marché.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'il convient de procéder à l'acquisition d'outillage destiné à l'académie des Beaux-Arts (cours du jour);

Considérant que celui-ci servira aux étudiants pour le travail du bois et des métaux ainsi que pour la réalisation des prototypes et maquettes de leurs projets mis en oeuvre dans le cadre des cours de design et d'architecture d'intérieur;

Considérant que cette acquisition est estimée à ± 7.900,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'elle est subdiée à 100 % par la Communauté française sous la rubrique "Aide à la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur en école supérieure des Arts", que les subsides ont été versés au compte de l'exercice 2013 et que, non utilisés, ils ont fait l'objet d'une constitution d'un fonds de réserve extraordinaire;

Considérant qu'un crédit de 8.000,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 7341/744-51 (montant financé par fonds de réserve);

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'outillage destiné à l'académie des Beaux-Arts (cours du jour).

Article 2 : ce marché de fournitures est estimé à ± 7.900,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 3 : ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 4 : ce marché peut être constaté par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1er, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : cette acquisition est subsidiée à 100% par la Communauté française sous la rubrique "Aide à la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur en école supérieure des Arts". Les subsides ont été versés au compte de l'exercice 2013 et, non utilisés, ont fait l'objet d'une constitution d'un fonds de réserve extraordinaire. Un crédit de 8.000,00 € a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 7341/744-51 (montant financé par fonds de réserve).

89. Académie des Beaux-Arts (cours du jour). Acquisition de matériel destiné à l'extension du Wi-Fi à tous les bâtiments. Mode et conditions de passation du marché.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014 ;

Considérant qu'après avoir fait installer en 2012 un réseau Wi-Fi dans une partie de ses bâtiments, l'académie des Beaux-Arts souhaite maintenant l'étendre à l'ensemble des bâtiments;

Considérant qu'il convient donc de procéder à l'extension du réseau existant par l'ajout d'antennes supplémentaires;

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à ± 19.800,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant que cette extension du réseau Wi-Fi est subsidiée à 100 % par la Communauté française sous la rubrique "Aide à la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur en école supérieure des Arts", que les subsides ont été versés au compte de l'exercice 2013 et que, non utilisés, ils font l'objet d'une constitution d'un fonds de réserve extraordinaire;

Considérant qu'un crédit de 20.000,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 7341/742-53 (montant financé par fonds de réserve);

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de matériel destiné à l'extension du réseau Wi-Fi dans l'ensemble des bâtiments de l'académie des Beaux-Arts (cours du jour) estimé à ± 19.800,00€ TVA comprise.

Article 2 : ce marché peut être passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché, dont il est question à l'article 1er, est régi, d'une part, par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78, § 1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : cette acquisition est subsidiée à 100 % par la Communauté française sous la rubrique "Aide à la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur en école supérieure des Arts". Les subsides ont été versés au compte de l'exercice 2013 et, non utilisés, ont fait l'objet d'une constitution d'un fonds de réserve extraordinaire".

Un crédit de 20.000,00 € a été inscrit par voie de modification budgétaire n°1 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 7341/742-53 (montant financé par fonds de réserve).

<p>90. Musée d'Histoire naturelle et vivarium. Acquisition de matériel pour la conservation préventive des collections. Mode et conditions de passation du marché.</p>

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que la rénovation de la toiture du bâtiment, qui abrite les réserves (collections non exposées) du musée d'Histoire naturelle et vivarium, s'est achevée en mars 2013 et qu'à l'issue des travaux, les pièces ont réintégré le bâtiment et ont été classées et rangées de façon à permettre au personnel muséal et aux extérieurs accrédités (chercheurs par exemple) d'avoir un accès rapide et aisé aux spécimens;

Considérant que, cette étape terminée, il y a lieu aujourd'hui de préserver les collections des insectes qui peuvent causer des dégâts irrémediables tant aux pièces qu'aux structures et bâtiments qui les abritent et que ces infestations doivent être détectées rapidement afin de pouvoir mettre en oeuvre des actions curatives et préventives;

Considérant qu'afin d'assurer cette mission dite de conservation préventive, il convient d'acquérir des pièges à insectes volants;

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à ± 7.840,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'un crédit de 8.000,00€ sera inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°2 (exercice 2015) et que le montant sera financé par fonds de réserve;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de pièges à insectes volants destinés aux aménagements de conservation préventive au musée d'Histoire naturelle et vivarium.

Article 2 : ce marché de fournitures est estimé à ± 7.840,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 3 : ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 4 : ce marché peut être constaté par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1er, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : un crédit de 8.000,00€ sera inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°2 (exercice 2015) et le montant sera financé par fonds de réserve.

91. Fabrique d'église Saint-Thomas à Maulde. Compte 2014. Approbation.

Monsieur l'Echevin PS, **Vincent BRAECKELAERE**, rentre en séance.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 5 avril 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 7 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Thomas à Maulde arrête son compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 14 avril 2015, réceptionnée en date du 18 avril 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement avec remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que l'organe représentatif agréé demande au conseil de fabrique de joindre des déclarations de créances pour les dépenses inscrites aux articles 7, 8, 9 et 10 du chapitre I des dépenses;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant les dépassements de crédits constatés aux articles 48 (0,54€) et 50d (0,50€) du chapitre II des dépenses sans que le total du chapitre II ne soit dépassé;

Considérant que ces dépassements peuvent être admis compte tenu de leur faible montant et qu'il est demandé au conseil de fabrique de joindre le formulaire des ajustements internes annexé aux prochains comptes à déposer;

Considérant que le compte susvisé reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église Saint-Thomas à Maulde au cours de l'exercice 2014 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 8 juin 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1 : la délibération du 5 avril 2015 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Thomas à Maulde arrête son compte pour l'exercice 2014, est **APPROUVEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	25.677,18 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	19.447,07 €
Recettes extraordinaires totales	3.900,02 €
- dont un boni comptable du compte 2013 de	3.900,02 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	3.620,78 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	20.770,99 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00 €
- dont un déficit comptable du compte 2013 de	0,00 €
Recettes totales	29.577,20 €
Dépenses totales	24.391,77 €
Résultat comptable	5.185,43 €

L'attention du conseil de fabrique est attirée par l'organe représentatif agréé sur le point suivant : pour les prochains comptes de la fabrique à remettre, des déclarations de créance devront être jointes pour les dépenses inscrites aux articles 7, 8, 9 et 10 du chapitre I des dépenses.

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Thomas à Maulde;
- à l'organe représentatif agréé.

92. Fabrique d'église protestante Baptiste à Tournai. Compte 2014. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII,6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples, l'article 2;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, l'article 18;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 18 mars 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée des pièces justificatives le 17 avril 2015, par laquelle le conseil d'administration de l'établissement cultuel protestant Baptiste à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Considérant qu'en date du 27 avril 2015, il appert que l'organe représentatif agréé n'a pas rendu de décision à l'égard du compte endéans le délai de 20 jours lui prescrit pour ce faire et que sa décision est donc réputée favorable;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant l'absence de récapitulatifs, article par article en recettes et en dépenses, dans les pièces justificatives du compte;

Considérant qu'il est souhaitable que le conseil de fabrique joigne à l'avenir ces récapitulatifs;

Considérant l'inscription de 6.037,28€ à l'article 56a des dépenses extraordinaires du chapitre II;

Considérant que ce montant correspond à un remboursement d'un subside communal à l'ordinaire trop perçu de 2010 et que cette inscription peut être admise compte tenu de l'inscription de 13.748,00€ à l'article 26b des recettes extraordinaires du chapitre II;

Considérant l'inscription de 378,12 € à l'article 43 des dépenses du chapitre II sans qu'un crédit budgétaire ne soit disponible au budget 2014 de la fabrique d'église;

Considérant que cette somme devrait plutôt être reprise à l'article 45e du même chapitre où un crédit budgétaire a été prévu et qu'il y a donc lieu de rectifier;

Considérant que ce transfert d'article provoque un dépassement de crédit à l'article 45e du chapitre II des dépenses, mais que ce dépassement peut être admis compte tenu du disponible budgétaire à l'article 45g du même chapitre;

Considérant que le document des ajustements internes ne faisait pas partie des pièces jointes au compte et que ce document a été réclamé au trésorier de la fabrique et remis le 5 juin 2015 à l'administration;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil d'administration dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église protestante Baptiste à Tournai au cours de l'exercice 2014 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi; Vu l'avis positif du directeur financier du 12 juin 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : la délibération du 18 mars 2015 par laquelle le conseil d'administration de l'établissement cultuel protestant Baptiste à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2014, est **réformée** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
43	Assurances	378,12€	0,00€
45e	Assurance R.C.	25,00€	403,12€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	17.577,37€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	15.664,10€
Recettes extraordinaires totales	16.596,04€
- dont un boni comptable du compte 2013 de	1.738,29€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	11.453,24€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	8.153,33€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	6.037,28€
- dont un déficit comptable du compte 2013 de	0,00€
Recettes totales	34.173,41€
Dépenses totales	25.643,85€
Résultat comptable	8.529,56€

L'attention du conseil de fabrique est attirée sur les points suivants pour les prochains comptes à déposer :

- 1) Joindre les récapitulatifs, article par article, des recettes et des dépenses
- 2) Joindre le formulaire des ajustements internes.

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église protestante Baptiste à Tournai et à l'organe représentatif agréé contre la présente décision devant le Gouverneur de la Province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation, datée et signée, doit être adressée par lettre recommandée à la poste au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par la

présente. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église protestante Baptiste à Tournai
- à l'organe représentatif agréé.

93. Fabrique d'église Saint-Pierre à Béciers. Compte 2014. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 11 avril 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 27 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Béciers arrête son compte 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 5 mai 2015 réceptionnée en date du 6 mai 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement avec remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que l'organe représentatif agréé corrige le montant de 91,42€ inscrit à l'article 1 du chapitre I des dépenses et arrête le montant à 68,80€ afin d'assurer l'équilibre entre les dépenses des articles 1, 2 et 3 et les recettes des articles 14 et 15;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant le calcul de la remise au trésorier à inscrire à l'article 41 du chapitre II des dépenses :
total recettes ordinaires : 24.988,61€ - subside communal : 23.540,79€ x 5% = 72,39€;

Considérant que le montant inscrit par le conseil de fabrique de 79,00€ doit donc être remplacé par le résultat de 72,39€;

Considérant que, sur le montant inscrit de 574,90€ à l'article 27 du chapitre II des dépenses, un montant de 36,00€ n'est pas justifié dans les annexes du compte et ne peut donc être admis;

Considérant que, sur le montant inscrit de 74,00€ à l'article 46 du chapitre II des dépenses du chapitre II, un montant de 2,00€ n'est pas justifié dans les annexes du compte et ne peut donc être admis;

Considérant que, sur le montant inscrit de 131,65€ à l'article 47 du chapitre II des dépenses du chapitre II, les annexes du compte justifient un montant global de 191,65€, montant qu'il faut donc adapter dans le compte;

Considérant que, sur le montant inscrit de 45,72€ à l'article 50d des dépenses du chapitre II, les annexes du compte justifient un montant de 91,44€, montant qui doit donc être modifié dans le compte;

Considérant que, sur base du document des ajustements internes remis le 19 août 2015 par le Conseil de fabrique, aucun dépassement de crédit dans les articles du chapitre II des dépenses n'est constaté; Considérant que, sur base des corrections apportées, le compte 2014 de la fabrique d'église Saint-Pierre à Béclers est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 20 août 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1 : la délibération du 11 avril 2015 par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Béclers arrête son compte pour l'exercice 2014, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
41	Remise au trésorier	79,00€	72,39€
27	Entretien et réparation de l'église	574,90€	538,90€
46	Frais de correspondance	74,00€	72,00€
47	Contributions	131,65€	191,65€
50D	Assurance "Responsabilité civile"	45,72€	91,44€
1	Pain d'autel	91,42€	68,80€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	24.988,61€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	23.540,79€
Recettes extraordinaires totales	5.762,36€
- dont un boni comptable du compte 2013 de	5.762,36€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	4.656,90€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	16.459,39€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	2.972,59€
Recettes totales	30.750,97€
Dépenses totales	24.088,88€
Résultat comptable	6.662,09€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Pierre à Béclers et à l'organe représentatif agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être

introduite par voie électronique sur le site Internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Pierre à Béclers;
- à l'organe représentatif agréé.

94. Fabrique d'église Saint-Amand à Hertain. Compte 2014. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 13 avril 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 13 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Hertain arrête son compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Considérant qu'en date du 3 mai 2015, il appert que l'organe représentatif agréé n'a pas rendu de décision à l'égard du compte endéans le délai de 20 jours lui prescrit pour ce faire et que sa décision est réputée favorable;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant l'arrêté d'approbation du Collège du Conseil provincial du Hainaut du 28 août 2014, le résultat du compte 2013 de la fabrique d'église Saint-Amand à Hertain s'élève à 5.741,95€ et qu'il y a donc lieu de remplacer le montant de 5.745,95€ inscrit à l'article 19 des recettes dans le compte 2014;

Considérant l'inscription du montant de 20,90€ à l'article 54 des dépenses du chapitre II pour la décoration de l'église sans qu'un crédit budgétaire approuvé ne soit disponible,

Considérant que, compte tenu des pièces justificatives annexées, il s'agit d'une dépense relative au culte à inscrire à l'article 12 du chapitre I et qu'il y a donc lieu de corriger l'erreur matérielle;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil de fabrique, aucun dépassement de crédit dans les articles du chapitre II dépenses n'est constaté;

Considérant que, sur base des corrections apportées, le compte 2014 de la fabrique d'église Saint-Amand à Hertain est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 1er juin 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité

DECIDE

Article 1 : la délibération du 13 avril 2015 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement culturel Saint-Amand à Hertain arrête son compte pour l'exercice 2014 est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
19	Reliquat du compte 2013	5.745,95€	5.741,95€
54	Achat d'ornements	20,90€	0,00€
12	Achat d'ornements	0,00€	20,90€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	3.939,39€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	1.413,86€
Recettes extraordinaires totales	5.741,95€
- dont un boni comptable du compte 2013 de	5.741,95€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	875,64€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	4.316,00€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
Recettes totales	9.681,34€
Dépenses totales	5.191,64€
Résultat comptable	4.489,70€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Amand à Hertain et à l'organe représentatif agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Amand à Hertain;
- à l'organe représentatif agréé.

95. Fabrique d'église protestante unie de Belgique à Tournai. Compte 2014. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples, l'article 2;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, l'article 18;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 29 mars 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 17 avril 2015, par laquelle le conseil d'administration de l'établissement cultuel protestant uni de Belgique à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2014;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé, au Conseil communal d'Estaimpuis et au gouverneur de la Province de Hainaut;

Considérant qu'en date du 27 mai 2015, il appert que le Conseil communal d'Estaimpuis n'a pas rendu d'avis à l'égard du compte endéans le délai de 40 jours lui prescrit pour ce faire et que sa décision est donc réputée favorable;

Considérant qu'en date du 7 mai 2015, il appert que l'organe représentatif agréé n'a pas rendu de décision à l'égard du compte endéans le délai de 20 jours lui prescrit pour ce faire et que sa décision est donc réputée favorable;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil d'administration dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que le compte susvisé reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la fabrique d'église protestante unie de Belgique à Tournai au cours de l'exercice 2014 et qu'en conséquence, le compte est conforme à la loi;

Vu l'avis positif du directeur financier du 8 juin 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1 : la délibération du 29 mars 2015 par laquelle le Conseil d'administration de l'établissement cultuel protestant uni de Belgique à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2014 est **APPROUEE** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	21.279,59€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	18.209,59€
Recettes extraordinaires totales	616,73€
- dont un boni comptable du compte 2013 de	616,73€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	8.135,32€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	13.176,24€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€

- dont un déficit comptable du compte 2013 de	0,00€
Recettes totales	21.896,32€
Dépenses totales	21.311,56€
Résultat comptable	584,76€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église protestante unie de Belgique à Tournai;
- à l'organe représentatif agréé;
- au Conseil communal d'Estaimpuis;
- au gouverneur de la Province de Hainaut.

<p>96. Fabrique d'église Saint-Vaast à Ramecroix. Modification budgétaire 2015 n°1. Approbation.</p>

Le Conseil communal prend la délibération suivante

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 1er juin 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 9 juin 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Ramecroix arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 8 juin 2015 réceptionnée le 9 juin 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I de la première modification budgétaire 2015 de la fabrique d'église Saint-Vaast à Ramecroix, et, pour le surplus approuve sans remarque le reste de la première modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la première modification budgétaire susvisée répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2015 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, la première modification budgétaire 2015 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Considérant que la fabrique d'église sollicite un subside communal extraordinaire de 6.985,00€ afin de pouvoir procéder au changement de la chaudière en panne et irréparable de l'église;

Considérant que l'article budgétaire 790/522-53 du budget extraordinaire 2015 de la Ville est insuffisant pour faire face à la dépense de 6.985,00€ et que cette dépense devra être inscrite au budget extraordinaire 2015 via la modification budgétaire n°2;

Vu l'avis positif du directeur financier du 20 août 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 1er juin 2015, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Ramecroix arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2015, est approuvée comme suit :

Recettes ordinaires totales	24.963,37€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	21.585,37€
Recettes extraordinaires totales	13.302,78€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	9.985,00€
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de	2.759,74€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	9.860,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	18.136,80€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	10.269,35€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	38.266,15€
Dépenses totales	38.266,15€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Vaast à Ramecroix
- à l'organe représentatif agréé.

97. Fabrique d'église Saint-Thomas à Maulde. Modification budgétaire 2015 n°1. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 30 avril 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 13 mai 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Thomas à Maulde arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 18 mai 2015, réceptionnée le 20 mai 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement et sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I de la première modification budgétaire 2015 de la fabrique d'église Saint-Thomas à Maulde, et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste de la première modification budgétaire;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la première modification budgétaire susvisée répond au principe de sincérité budgétaire, qu'en effet, les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2015 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, la première modification budgétaire 2015 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Considérant que la fabrique d'église sollicite un subside communal ordinaire supplémentaire de 2.006,66€ afin d'équilibrer son budget;

Considérant que, suivant les explications du conseil de fabrique, la fabrique d'église a dû faire face, en février 2015, à des réparations urgentes et importantes à la toiture du clocher, de la nef et du chœur avec le remplacement de nombreuses ardoises sur trois versants de la toiture;

Considérant que la fabrique d'église sollicite un subside communal extraordinaire de 15.000,00€ afin de réaliser des travaux aux chéneaux de l'église et qu'un crédit de 15.000,00€ est disponible à l'article 790/522-53 du budget extraordinaire 2015 de la Ville;

Vu l'avis positif du directeur financier du 27 mai 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : la délibération du 30 avril 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Thomas à Maulde arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2015, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	27.864,09€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	21.569,83€
Recettes extraordinaires totales	17.369,56€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	15.000,00€
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de	2.369,56€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	5.233,77€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	24.999,88€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	15.000,00€

- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	45.233,65€
Dépenses totales	45.233,65€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Thomas à Maulde
- à l'organe représentatif agréé.

<p>98. Fabrique d'église Saint-Paul à Tournai. Modification budgétaire 2015 n°1. Approbation.</p>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 14 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 17 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Paul à Tournai arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 20 août 2015 réceptionnée le 24 août 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I de la première modification budgétaire 2015 de la fabrique d'église Saint-Paul à Tournai et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste de la première modification budgétaire;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la première modification budgétaire susvisée répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recettes sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2015 et que les allocations prévues dans les articles de dépenses sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, cette première modification budgétaire 2015 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis positif du directeur financier du 25 août 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1 : la délibération du 14 août 2015, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Paul à Tournai arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2015, est

APPROUVEE comme suit :

Recettes ordinaires totales	84.766,41€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	68.186,41€
Recettes extraordinaires totales	7.540,50€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00 €
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de	7.540,50€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	15.660,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	76.350,64€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	296,27€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	92.306,91€
Dépenses totales	92.306,91€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Paul à Tournai
- à l'organe représentatif agréé.

99. Fabrique d'église Saint-Paul à Tournai. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 14 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 17 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Paul à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 19 août 2015 réceptionnée le 20 août 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2016 de la fabrique d'église Saint-Paul à Tournai et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la première modification budgétaire susvisée répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recettes sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépenses sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, ce budget 2016 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis positif du directeur financier du 24 août 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1 : la délibération du 14 août 2015, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Paul à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2016, est **APPROUEE** comme suit :

Recettes ordinaires totales	81.582,24€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	64.652,24€
Recettes extraordinaires totales	11.931,07€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de	11.931,07€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	15.740,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	77.773,31€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	93.513,31€
Dépenses totales	93.513,31€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Paul à Tournai
- à l'organe représentatif agréé.

100. Fabrique d'église Saint-Vaast à Gaurain. Budget 2016. Approbation.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 25 juin 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 10 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Gaurain arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 19 août 2015 réceptionnée le 20 août 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2016 de la fabrique d'église Saint-Vaast à Gaurain, et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, ce budget 2016 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis positif du directeur financier du 24 août 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 25 juin 2015, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Gaurain arrête son budget pour l'exercice 2016, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	22.263,32€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	16.447,57€
Recettes extraordinaires totales	3.094,68€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2015 de	3.094,68€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	4.225,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	21.133,00€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice	0,00€

précédent de	
Recettes totales	25.358,00€
Dépenses totales	25.358,00€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Vaast à Gaurain
- à l'organe représentatif agréé.

101. Fabrique d'église Saint-Urbain à Ramegnies-Chin. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 13 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 14 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Urbain à Ramegnies-Chin arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 19 août 2015 réceptionnée le 20 août 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2016 de la fabrique d'église Saint-Urbain à Ramegnies-Chin et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et, qu'en conséquence, le budget 2016 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis positif du directeur financier du 21 août 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 13 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Urbain à Ramegnies-Chin arrête son budget pour l'exercice 2016, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	8.694,59€
<ul style="list-style-type: none"> dont une intervention communale ordinaire de secours de 	5.030,71€
Recettes extraordinaires totales	15.950,91€
<ul style="list-style-type: none"> dont une intervention communale extraordinaire de secours de 	0,00€
<ul style="list-style-type: none"> dont un boni présumé de l'exercice 2015 de 	1.950,91€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.994,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	8.651,50€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	14.000,00€
<ul style="list-style-type: none"> dont un mali comptable de l'exercice précédent de 	0,00€
Recettes totales	24.645,50€
Dépenses totales	24.645,50€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Urbain à Ramegnies-Chin
- à l'organe représentatif agréé.

102. Fabrique d'église Saint-Martin à Quartes. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 6 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 7 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Quartes arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 19 août 2015 réceptionnée le 20 août 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2016 de la fabrique d'église Saint-Martin à Quartes, et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et, qu'en conséquence, le budget 2016 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis positif du directeur financier du 21 août 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 6 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Quartes arrête son budget pour l'exercice 2016 est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	10.939,15€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de	9.528,18€
Recettes extraordinaires totales	1.950,65€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
• dont un boni présumé de l'exercice 2015 de	1.950,65€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.854,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	11.035,80€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
• dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	12.889,80€
Dépenses totales	12.889,80€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Martin à Quartes
- à l'organe représentatif agréé.

103. Fabrique d'église Saint-Etienne à Templeuve. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 08 août 1980, l'article 6 § 1er VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 11 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 12 août 2015, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Etienne à Templeuve arrête son budget 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 19 août 2015 réceptionnée en date du 20 août 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que suivant le budget 2015 et le compte 2014 approuvés, le résultat du calcul de l'excédent présumé est inférieur à celui inscrit par le conseil de fabrique, à savoir un boni présumé de 5.650,57 € en lieu et place de 5.906,30 € :

- reliquat du compte 2014 : 5.380,30 €
- article 52 du budget 2015 : 270,27 €
- **boni présumé : 5.650,57 €;**

Considérant que cette correction apportée au budget initial a pour effet de faire passer le supplément de la Ville à 44.755,60 € en lieu et place de 44.499,87 €;

Considérant que le budget 2016 tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis positif du directeur financier du 21 août 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 11 août 2015, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Etienne à Templeuve arrête son budget pour l'exercice 2016, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Supplément de la commune	44.499,87€	44.755,60€
Recettes 20	Boni présumé de l'exercice 2015	5.906,30€	5.650,57€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	56.087,71€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	44.755,60€
Recettes extraordinaires totales	7.195,57€
- dont une intervention communale	0,00€

extraordinaire de secours de :	
- dont un boni comptable de l'exercice 2015 de :	5.650,57€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	13.000,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	48.838,28€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	1.445,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	63.283,28€
Dépenses totales	63.283,28€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint Etienne à Templeuve et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du Conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le Conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Etienne à Templeuve
- à l'organe représentatif agréé.

104. Fabrique d'église Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 13 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 17 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 19 août 2015 réceptionnée le 20 août 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2016 de la fabrique d'église Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert et, pour le surplus approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, le budget 2016 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis positif du directeur financier du 21 août 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 13 août 2015, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert arrête son budget pour l'exercice 2016, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	17.077,18€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	13.857,18€
Recettes extraordinaires totales	1.684,32€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2015 de	1.684,32€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	4.115,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	14.646,50€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	18.761,50€
Dépenses totales	18.761,50€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert
- à l'organe représentatif agréé.

105. Fabrique d'église Saint-Eleuthère à Blandain. Budget 2016. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, quitte la séance.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 20 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 24 août 2015, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Eleuthère à Blandain arrête son budget 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 19 août 2015 réceptionnée en date du 20 août 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et, pour le surplus, approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant l'inscription de 865.000,00 € à l'article 23 des recettes extraordinaires "subsidés extraordinaires de la commune" et l'inscription de 1.000.000,00€ à l'article 56 "grosses réparations à l'église" des dépenses extraordinaires (travaux à la tour et au clocher de l'église);

Considérant que le montant de 865.000,00 € à l'article 23 des recettes ne peut être inscrit au budget extraordinaire 2016 de la Ville compte tenu des contraintes budgétaires et qu'il y a donc lieu d'adapter le montant inscrit à l'article 25 à 0,00 € ainsi que le montant à l'article 56 des dépenses extraordinaires à 135.000,00 €;

Considérant que le budget 2016 tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis positif du directeur financier du 25 août 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1 : la délibération du 12 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Eleuthère à Blandain arrête son budget pour l'exercice 2016, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 23	Subsidés extraordinaires de la commune	865.000,00€	0,00€
Dépenses 56	Grosses réparations à l'église	1.000.000,00€	135.000,00€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	56.028,36€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	38.042,36€
Recettes extraordinaires totales	214.315,14€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	2.366,14€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	7.520,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	50.874,50€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	211.949,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	270.343,50€
Dépenses totales	270.343,50€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Eleuthère à Blandain et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du Conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le Conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Eleuthère à Blandain
- à l'organe représentatif agréé.

106. Fabrique d'église Sainte-Agathe à Orcq. Budget 2016. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, rentre en séance.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 12 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 14 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Agathe à Orcq arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 19 août 2015 réceptionnée le 20 août 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2016 de la fabrique d'église Sainte-Agathe à Orcq, et, pour le surplus approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant, au vu de ce qui est précédemment exposé, que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recettes sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépenses sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, ce budget 2016 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis positif du directeur financier du 21 août 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 12 août 2015, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Agathe à Orcq arrête son budget pour l'exercice 2016, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	13.263,91€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	5.610,70€
Recettes extraordinaires totales	2.373,29€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2015 de	2.373,29€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.570,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	14.067,20€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	15.637,20€
Dépenses totales	15.637,20€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Sainte-Agathe à Orcq
- à l'organe représentatif agréé.

107. Finances communales. Prêt CRAC pour le financement alternatif du plan trottoirs 2012. Convention. Approbation.
--

A la demande de Monsieur le Conseiller communal remplaçant ECOLO, **Benoît DOCHY**, des explications sont données au sujet de ce plan dont il s'agit en l'espèce d'assurer le financement.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que le centre régional d'aide aux communes (C.R.A.C.) propose de passer une convention pour un prêt d'investissements à hauteur de 142.568,79€, dans le cadre du financement alternatif du "plan trottoirs 2012", pour ce qui concerne la partie subsidiée;

Considérant que la subvention octroyée sous forme de prêt CRAC (emprunt état) correspond à 80 % du montant des travaux réalisés;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de marquer son accord sur la convention dont les termes suivent :

CONVENTION RELATIVE A L'OCTROI D'UN PRÊT "CRAC" CONCLU POUR LE FINANCEMENT ALTERNATIF DES INVESTISSEMENTS DANS LE CADRE DU PLAN TROTTOIRS

Entre :

L'administration communale de Tournai représentée par M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint, dénommée ci-après "la commune",

Et

La Région wallonne, représentée par les ministres-membres du Gouvernement wallon :

Monsieur Paul FURLAN, ministre des pouvoirs locaux, de la ville, du logement et de l'énergie, et Monsieur Christophe LACROIX, ministre du budget, de la fonction publique et de la simplification administrative,

dénommée ci-après "la Région",

Et

Le Centre régional d'aide aux communes (CRAC), allée du Stade, 1 à 5100 Jambes (Namur), représenté par Madame Isabelle NEMERY, directrice générale, et Monsieur Michel COLLINGE, directeur,

ci-après dénommé "le Centre",

Et

BELFIUS BANQUE SA, boulevard Pachéco, 44 à 1000 Bruxelles, représentée par

Monsieur Jean-Marie BREBAN, directeur Wallonie, et Monsieur Jan AERTGEERTS, directeur, ci-après dénommée "la Banque",

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Vu la convention du 30 juillet 1992 entre la Région wallonne et le Crédit communal SA relative à la gestion du Compte régional pour l'assainissement des communes à finances obérées (en abrégé "compte CRAC") telle qu'amendée (et en particulier les avenants 20 et 23);

Vu le décret du 23 mars 1995 portant création du Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son

concours au maintien financier des communes et des provinces de la Région wallonne tel que modifié;

Vu les décisions du Gouvernement wallon du 30 mars 2006, du 21 décembre 2006, du 22 décembre 2006 et du 19 avril 2007 relatives au financement alternatif des bâtiments dans le cadre des décrets relatifs aux travaux subsidiés pour un montant total de 350 millions d'euros;

Vu les décisions du Gouvernement wallon du 9 décembre 2010, du 17 novembre 2011 et du 3 mai 2012 relatives aux subventions allouées à plusieurs villes et communes en vue de la réfection et de l'aménagement de trottoirs;

Vu les avis de marché publiés au bulletin des adjudications belges n° 40 du 26 février 2009 et n° 48 du 10 mars 2009;

Vu le cahier spécial des charges (réf. CRAC/BAT/2009-3), relatif au financement alternatif des bâtiments dans le cadre des décrets relatifs aux travaux subsidiés en Région wallonne;

Vu l'offre de DEXIA Banque du 22 avril 2009, acceptée en date du 12 mai 2009 par le Ministre des affaires intérieures;

Vu le courrier du Centre régional d'aide aux communes du 26 mai 2009, par lequel celui-ci accepte l'offre de la Banque;

Vu l'accord de la Banque d'octroyer des prêts aux conditions définies dans les avenants n° 20 et n° 23 à la convention du 30 juillet 1992;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 3 mai 2012 d'attribuer à l'Administration communale de Tournai une subvention maximale de 142.568,79 €;

Vu la décision du 28 décembre 2012 par laquelle la Commune décide de réaliser la dépense suivante :
Aménagement de trottoirs à l'avenue Vert Bois à Tournai

Décompte final

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

Article 1 : Octroi

Ce crédit est octroyé dans le cadre de l'exécution mise à charge de la Commune de l'investissement suivant :

Décompte final Aménagement de trottoirs à l'avenue du Vert Bois à Tournai 142.568,79€
BAT/PLTROT/72/57081/2012

Pour autant que la Commune ne dispose pas d'un compte courant ordinaire inscrit dans les livres de la Banque, celle-ci ouvre, au nom de la Commune, au minimum un compte courant destiné notamment à l'imputation des charges d'emprunt et au remboursement de celles-ci.

Toutes les modalités réglementaires requises en matière d'ouverture de comptes bancaires doivent être remplies.

Article 2 : Modalités de mise à disposition et de prélèvement des fonds

La mise à disposition des fonds, sous forme d'ouverture(s) de crédit (dont le n° de compte est communiqué lors de cette mise à disposition) au nom de la Commune, intervient lors de la réception par la Banque d'un exemplaire de la présente convention dûment signée par toutes les parties et chaque fois que la Banque y est invitée par le Centre. La date de mise à disposition correspond au plus tard au deuxième jour ouvrable qui suit la date de réception de l'autorisation donnée par le Centre.

La période de prélèvement a une durée maximale de deux ans comptant à partir de la date de la première mise à disposition.

La Banque paie directement les créanciers de la Commune (entrepreneurs, fournisseurs ou ayants droit) sur ordres de la (des) personne(s) dûment autorisée(s) par la Commune, créés à leur profit et à imputer sur le compte "ouverture de crédit" susdit.

Article 3 : Conversion de l'ouverture de crédit en prêt amortissable

La période de prélèvement est clôturée et chaque ouverture de crédit est convertie en un prêt d'une durée de vingt ans au plus tard deux ans après la date d'ouverture du crédit. L'avance peut toutefois

être consolidée avant son échéance, si les fonds mis à disposition ont été totalement prélevés et si la Banque dispose d'une demande dans ce sens de la part du Centre.

Un compte d'emprunt (tableau d'amortissement) est adressé à la Commune et au Centre peu après chaque conversion.

Article 4 : Taux d'intérêt, intérêts et commissions de réservation

Le taux d'intérêt, tant des ouvertures de crédit que des prêts consolidés, est fixé conformément à la convention cadre signée entre la Région, le Centre et la Banque.

La périodicité de validité du taux (révision) est fixée par le Centre et peut être soit triennale, soit quinquennale, soit décennale, soit fixée pour toute la durée des prêts.

Les intérêts dus sur les montants prélevés de chaque ouverture de crédit sont portés trimestriellement (sous valeurs 1er janvier, 1er avril, 1er juillet et 1er octobre) par la Banque au débit d'un compte ordinaire de la Commune ouvert auprès de la Banque. Ils sont calculés en fonction du nombre réel de jours courus et sur base d'une année de 360 jours.

Les intérêts de chaque prêt consolidé, calculés sur le solde restant dû en base "actual/actual" sont payables à la fin de chaque période (trimestrielle, semestrielle ou annuelle, au choix du Centre), aux dates valeur suivantes : 1er janvier, 1er avril, 1er juillet et/ou 1er octobre. A chaque échéance, ils sont d'office portés au débit d'un compte ordinaire de la Commune ouvert dans les livres de la Banque.

Durant la période pendant laquelle chaque crédit est ouvert, une commission de réservation est calculée par la Banque sur les fonds non prélevés. Cette commission est portée par la Banque au débit du compte ordinaire de la Commune en même temps que les intérêts.

La Banque se réserve le droit de revoir son taux de commission de réservation et sa marge appliquée sur chaque taux d'intérêt tel que défini pour chaque nouvel exercice. Ces nouvelles conditions seraient dès lors applicables à toute nouvelle mise à disposition de crédit demandée par le Centre au cours du nouvel exercice.

Article 5 – Amortissement du capital

Chaque prêt consolidé est remboursé en tranches égales. Les tranches peuvent être (au choix du Centre) trimestrielles, semestrielles ou annuelles.

La première tranche de capital échoit au moins un trimestre, un semestre ou un an après la consolidation, soit au 1er janvier, soit au 1er avril, soit au 1er juillet, soit au 1er octobre; les autres se suivent à une période d'intervalle.

Les tranches de remboursement sont d'office portées, à leur échéance, au débit du compte ordinaire de la Commune.

En cas de retard de paiement, des intérêts de retard calculés au taux de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne en vigueur le dernier jour précédant celui au cours duquel le retard de paiement est constaté, augmenté d'une marge de 1,5 % et ceci, à partir de l'échéance jusqu'au jour où les fonds parviennent à la Banque.

Article 6 : Remboursement des charges d'emprunts

Les charges dont question aux articles ci-avant 4 et 5 sont remboursées intégralement à la Commune, sous mêmes valeurs d'échéance, par le Centre.

Article 7 : Garanties

En application de l'avenant n° 23 à la convention du 30 juillet 1992 et conformément au dispositif du budget de la Région, des montants spécifiques sont versés par la Région sur un compte ouvert au nom du Centre auprès de la Banque en vue du financement de la présente opération, au même titre que d'autres et ce, jusqu'à apurement complet des dettes d'emprunts consentis par la Banque dans le cadre de la convention du 30 juillet 1992, telle qu'amendée.

La Région s'engage à ce que cette intervention perdure jusqu'à apurement complet de la dette inscrite au nom de la Commune.

A tout moment, et pour autant que le compte "CRAC" présente une situation débitrice persistante, la Banque peut demander des moyens complémentaires à la Région qui s'engage à apurer

intégralement cette situation débitrice, conformément aux modalités qui seront fixées de commun accord.

Article 8 : Remboursements anticipés et indemnités

Tout remboursement anticipé doit faire l'objet d'une autorisation donnée à la Banque par le Centre. De tels remboursements sont exécutés, sans frais, s'ils ont lieu lors d'une révision du taux d'intérêt. Pour ce faire, la Banque doit être prévenue au moins un mois calendrier avant la date effective du remboursement ou de la révision du taux.

Dans une autre circonstance, toute modification du plan d'amortissement établie contractuellement est considérée comme une résiliation de la convention d'emprunt; dès lors, la Banque a droit à des indemnités correspondant à la perte financière réellement encourue.

Article 9 : Exclusion

Le Centre ou la Région peut exclure du bénéfice de la présente convention la Commune si elle ne respecte pas/plus les obligations mises à sa charge (notamment l'utilisation conforme des sommes mises à disposition comme indiqué à l'article 1). Dans ce cas, sur base d'une notification adressée à la Banque, celle-ci portera au débit du compte courant ordinaire de la Commune, sans mise en demeure par voie juridique, l'intégralité du solde restant dû, y compris les intérêts et commission de réservation.

Au cas où la délibération de la Commune relative à l'objet de la présente serait annulée, la Banque se réserve le droit de prélever sur le compte courant de l'emprunteur soit le montant du débit éventuel du (des) compte(s) "ouverture de crédit", soit la dette de l'(des) emprunt(s).

En cas d'insuffisance, la Banque peut se retourner contre le Centre et au besoin contre la Région pour exiger le versement de tout découvert, le Centre et, le cas échéant, la Région prenant toute disposition pour récupérer à son tour auprès de la Commune ou de son représentant toutes sommes dont il serait redevable à la suite du manquement constaté.

Article 10 : Cession

La Banque peut, à tout moment, et sans que l'accord de la Commune, de la Région ou du Centre ne soit requis, céder tout ou partie de ses droits et obligations, à condition qu'il n'en résulte pas d'engagement supplémentaire pour eux.

Article 11 : Modalités

La Commune déclare accepter les conditions définies dans la présente convention.

Le Centre, en collaboration avec la Commune et la Banque, est chargé d'assurer le suivi de la présente convention.

Pour ce faire, la Commune fournit au Centre et à la Région tous les renseignements nécessaires à la bonne exécution de la présente convention; de plus, elle autorise la Banque à communiquer au Centre et à la Région toutes les informations que ceux-ci jugent utile de recevoir au sujet de l'opération de crédit.

Article 12 : Exécution

La présente convention entre en vigueur à la date de la première mise à disposition de fonds et s'éteint à l'apurement total du principal et des intérêts résultant de l'ensemble de l'opération.

Article 13 : Juridiction

Cette convention, ainsi que tout ce qui en découle, y compris sa validité et son exécution, sont soumis à la législation belge. En cas de contestations ou de litiges, seuls les tribunaux de Namur sont compétents.

Fait à Tournai, le, en quatre exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant avoir reçu le sien.

Pour la Commune,

Thierry LESPLINGART Paul-Olivier DELANNOIS

Directeur général adjoint Echevin délégué à la fonction maïorale

Pour la Région,
Christophe LACROIX Paul FURLAN
Ministre du budget, de la fonction Ministre des pouvoirs locaux, de la ville,
publique et de la simplification administrative du logement et de l'énergie
Pour le Centre,
Michel COLLINGE Isabelle NEMERY
Directeur Directrice générale

Pour la Banque,
Jean-Marie BREBAN Jan AERTGEERTS
Directeur Wallonie Directeur.

108. Finances communales. Taxation des intercommunales. Principe de substitution. Approbation.

Le Président d'assemblée invite le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, à s'exprimer sur ce point :

"Nous sommes dans une situation de surréalisme fiscal à la belge. Bien avant le 1er janvier 2015, alertées par les informations qui circulaient, les intercommunales se sont mobilisées pour essayer de trouver des solutions légales en vue d'éviter de payer l'impôt des sociétés. Je considère cette imposition comme injuste et injustifiée. L'impôt des sociétés pour une intercommunale c'est, selon moi, une aberration. Les intercommunales sont le bras armé des communes, pour le compte desquelles elles exécutent certaines missions. Donc cela reste communal. Pour l'instant, les communes ne sont pas imposées. On pense peut-être à imposer certains services communaux comme on le fait pour les intercommunales. Les intercommunales se sont donc mobilisées pour trouver des solutions en vue de ne pas payer cet impôt. Indirectement, cela coûte au citoyen. Les intercommunales doivent en effet faire appel à des bureaux de consultance qui, pour l'instant, se frottent les mains. Je trouve ainsi surréaliste qu'un parti qui a voté cet impôt au niveau fédéral - je parle du MR - soutienne toutes les démarches entreprises par les intercommunales pour éviter cet impôt. Dans tous les conseils d'administration, on constate en effet que les dispositions prises pour échapper à cet impôt, en toute légalité, sont votées par les représentants du MR. Toutes les dépenses consenties par les intercommunales concernent de l'argent public, c'est-à-dire l'argent des citoyens. Même s'il s'agit de petites sommes, cela diminuera les dividendes. Un jour, les cotisations réclamées aux communes risquent d'être augmentées. Il est donc temps de réfléchir autrement. Je reconnais que la fiscalité n'est pas du ressort du Conseil communal. Des collègues en ont déjà parlé à un autre niveau et vont continuer à le faire. Certaines démarches ont sûrement été financées inutilement par les intercommunales. Les décideurs fédéraux sont occupés à jouer avec l'argent des citoyens. Je trouve cela scandaleux. Je ne peux pas admettre qu'une même famille politique vote un impôt et participe en même temps à des démarches destinées à éviter de le payer. C'est pourtant ce qui se passe actuellement."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient ensuite :

"Je voudrais comprendre en quoi consiste le décret de 2007 sur la substitution. Qu'en est-il de la sécurité juridique pour la Ville de Tournai, malgré le fait que la Cour de Cassation consacre le principe du choix de la voie la moins imposée et que le décret fiscal de 2007 autorise la Ville à recourir à ce mécanisme ?"

Madame l'Echevine PS, **Ludivine DEDONDER**, explique le mécanisme de la substitution comme suit :

"Le principe peut sembler compliqué a priori, mais il peut être expliqué de manière assez simple. Jusqu'à présent, pour payer sa taxe à l'incinération, la Ville transitait par l'intercommunale IPALLE. L'intercommunale payait donc cette taxe mise à charge de la Ville à la Région wallonne. Dès lors qu'IPALLE est soumise à l'impôt des sociétés, en continuant à utiliser ce mécanisme, la Ville de Tournai aurait payé cette taxe, majorée de 51,5%. Comme c'est prévu dans le décret, la Ville va payer directement cette taxe à la Région wallonne de manière à éviter le surcoût de 51,5%. Ceci permet à la Ville de faire une économie de 79.000,00€. Ce n'est pas négligeable.

Cela nous permet par ailleurs de faire "un pied de nez" au fédéral comme je le disais lors de mon intervention à la dernière assemblée générale de l'intercommunale. Ici, c'est le fédéral qui se sert sur une taxe versée à la Région wallonne. Je précise que les taxes environnementales ne sont pas déductibles. C'est ce qui explique que la Ville devrait in fine assurer le surcoût de 51,5%."

Le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie-VANDENBERGHE**, constate que le fédéral considère à présent un subside ou une taxe comme une recette imposable. "Ca devient dément !" s'exclame-t-il.

Le **Président** d'assemblée, clôture comme suit les débats :

"Nous sommes dans un jeu de dominos. La comptabilité d'aujourd'hui nous enserme entre deux mâchoires : la première, c'est une nouvelle comptabilité SEC qui rend difficile la mise en oeuvre des politiques, surtout au niveau local et la deuxième, c'est qu'on assimile aujourd'hui des subsides à des revenus. Ceci fait que dans les efforts des différentes entités 1 et 2 (notamment les communes) on déplace le curseur vers le voisin. In fine, c'est le citoyen qui paie la note de ce jeu de chaises musicales."

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

Vu le décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et notamment l'alinéa 2 des articles 3 et 8;

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que la Ville est membre de l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE);

Vu les statuts de l'intercommunale IPALLE;

Vu les articles 17 et suivants de la loi-programme du 19 décembre 2014, desquels il résulte que l'intercommunale IPALLE pourrait être taxée à l'impôt des sociétés pour les revenus perçus à dater de ce 1er janvier 2015;

Considérant que, compte tenu de la non-déductibilité des taxes environnementales à l'impôt des sociétés, cette modification de ce régime fiscal de l'intercommunale aura pour conséquence la mise à charge de la Ville d'un surcoût fiscal de l'ordre de 51,5 % du montant de la taxe à l'incinération/taxe de mise en centre d'enfouissement technique (CET) des déchets;

Vu les articles 3 et 8 du décret fiscal du 22 mars 2007 prévoyant, dans cette hypothèse, la possibilité pour la Ville de se substituer au redevable de la taxe en vue de sa déclaration et de son paiement;

Attendu que le mécanisme de substitution est admis en matière fiscale et qu'il n'y a ni simulation prohibée à l'égard du fisc, ni de fraude fiscale, lorsque, en vue de bénéficier d'un régime plus favorable, les parties, usant de la liberté des conventions, sans toutefois violer aucune obligation légale, établissent des actes dont elles acceptent toutes les conséquences, même si ces actes sont accomplis à seule fin de réduire la charge fiscale;

Attendu que l'arrêt Brepoels du 6 juin 1961 de la cour de cassation consacre le principe du choix licite de la voie la moins imposée et que le décret fiscal du 22 mars 2007 autorise explicitement les communes à recourir à ce mécanisme;

Considérant qu'en procédant de la sorte, la Ville évite de devoir prendre en charge le surcoût fiscal lié à la non-déductibilité de la taxe environnementale régionale à l'impôt des sociétés;

Considérant, par ailleurs, que dans un souci de simplification administrative, l'intercommunale propose son aide pour la réalisation des démarches administratives de déclaration;

Considérant qu'en vertu des articles 3 et 8 du décret fiscal du 22 mars 2007, l'intercommunale est solidairement responsable du paiement de la taxe;

Considérant qu'il est proposé, compte tenu notamment de la mission déléguée à l'intercommunale en matière de gestion des déchets ménagers et assimilés, de confier à cette dernière les démarches administratives de déclaration de la taxe ainsi que son paiement;

Attendu que la présente délibération n'a pas d'incidence financière dans la mesure où le mécanisme de substitution n'entraîne aucune majoration des sommes déjà versées à l'intercommunale, et qu'en conséquence, conformément à l'article L1124-40, l'avis du directeur financier n'a pas été sollicité;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

1. de demander, conformément à l'alinéa 2 de l'article 8 du décret fiscal du 22 mars 2007, à l'office wallon des déchets de pouvoir se substituer, pour ses déchets, à l'intercommunale IPALLE redevable de la taxe à l'incinération en sa qualité d'exploitant de l'installation d'incinération de déchets;
 2. de mandater l'intercommunale IPALLE afin de procéder, pour la Ville, à la déclaration de la taxe ainsi qu'à son paiement au regard du principe de solidarité prévu par le décret fiscal du 22 mars 2007.
- La mission déléguée vise également les obligations générales des redevables aux taxes wallonnes prévues par le décret du 6 mai 1999.

109. Finances communales. Subsidés 2015. Octroi aux associations locales (4ème partie). Information et approbation.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014 ;

Considérant que les communes disposent de la possibilité d'accorder une subvention à des associations locales en vue de les soutenir dans le développement de leurs initiatives conformément à la loi du 14 novembre 1983 et au Code de la démocratie locale et de la décentralisation (troisième partie, livre IV, chapitre unique – modifié par le décret du 31 janvier 2013) relatifs à l'octroi et au contrôle des subventions octroyées par [notamment] les communes;

Considérant qu'il a été décidé de revoir globalement la politique d'octroi des subsides [procédure et modalités d'octroi (critères objectifs,...)] dans le cadre du budget 2015;

Considérant la délibération du Conseil communal du 16 septembre 2013 par laquelle, en vertu de l'article L1122-37 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il a décidé de déléguer au Collège communal, pour la durée de la législature, la compétence d'octroyer les subventions :

"§ 1er. Le Conseil communal peut déléguer au Collège communal la compétence d'octroyer les subventions :

1° qui figurent nominativement au budget, dans les limites des crédits qui y sont inscrits à cet effet et approuvés par l'autorité de tutelle;

2° en nature;

3° motivées par l'urgence ou en raison de circonstances impérieuses et imprévues.

La décision du Collège communal adoptée sur la base de l'alinéa 1er, 3° est motivée et portée à la connaissance du Conseil communal lors de sa prochaine séance, pour prise d'acte ";

Considérant la demande de subside de M. Bernard TAMBOUR, entraîneur de la jeune judokate tounaisienne Loïs PETIT (16 ans) affiliée au club Top Niveau;

Considérant la notoriété grandissante de cette athlète de haut niveau, championne de Belgique, médaille de bronze au championnat d'Europe à Sofia au début de ce mois de juillet 2015 et seule judokate belge qualifiée dans la catégorie U18 - 44 kg pour les Mondiaux de Sarajevo organisés le mois prochain;

Considérant que la préparation physique et technique à ces compétitions internationales entraîne trois à quatre déplacements hebdomadaires à Limal, Bruxelles, Cuesmes et en Flandre pour la jeune Tournaisienne;

Considérant que ces frais ne sont pas pris en charge par la fédération francophone de judo;

Considérant que les Mondiaux de Sarajevo se sont déroulés du 3 au 6 août 2015, soit bien avant la séance du Conseil communal fixée à ce 22 septembre 2015;

Considérant la demande de Mme Mery-Lie NACKART, présidente du patro Notre-Dame auxiliaire de Tournai, sollicitant une intervention de la Ville dans le cadre de l'organisation de leur camp de vacances à Gemmenich le samedi 1er août 2015;

Considérant que 130 enfants y ont participé;

Considérant que le voyage en train s'élevait à 153,00 € (trois go pass);

Considérant qu'en raison des grèves programmées de la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB), le patro a dû faire appel à un autocariste (deux cars) pour un montant de 1.000,00€;

Considérant que le patro ne pouvait faire face à cette dépense imprévue s'élevant à 850,00 €;

Considérant la délibération du Conseil communal du 10 novembre 2014 instaurant un règlement sur l'octroi et le contrôle de l'octroi de subventions aux associations locales;

Considérant que plusieurs demandes d'aide financière ont été introduites fin 2014 et depuis le 1er janvier 2015 par des associations locales;

Considérant, pour rappel, qu'il faut distinguer les subsides **nominativement inscrits au budget**, des **crédits à répartir** entre différentes associations;

Considérant que les **subsides nominatifs** sont inscrits au budget 2015, comme suit :

Article	Libellé	Budget 2015 (€)	Solde disponible (€)
104/332-02	Subside à la fédération des secrétaires communaux	250,00	250,00
1041/332-02	Subside à la fédération des receveurs communaux	250,00	250,00
421/332-02	Subside ASBL A.P.P.E.R.	2.000,00	0,00
520/332-02	Subside à Tournai centre-ville ASBL (Après MB)	112.500,00	30.000,00
561/332-03	Subside à l'association des guides de Tournai ASBL	3.500,00	0,00
5611/332-02	Subside aux amis de Tournai ASBL (Après	46.000,00	0,00

	MB)		
5612/332-02	Subside à Tournai commerces ASBL	7.100,00	7.100,00
6203/332-02	Subvention pour expansion agricole (ASBL Journées internationales de l'élevage et de l'agriculture)	12.500,00	0,00
6205/332-02	Subvention service de remplacement agricole	2.500,00	0,00
7222/332-02	Enseignement primaire - subvention fédération sportive de l'enseignement communal	4.400,00	0,00
76203/332-02	Subside à l'ASBL Ramdam	20.000,00	20.000,00
76204/332-02	Subside Fondation Roger de le Pasture	2.500,00	2.500,00
7621/332-02	Subside pour La piste aux espoirs ASBL	15.000,00	15.000,00
7623/332-02	Harmonie des pompiers volontaires-subside	11.000,00	0,00
7623/332-03	Subside à l'ASBL centre culturel transfrontalier - Maison de la Culture (Après MB)	240.000,00	240.000,00
7625/332-02	Subside à Infor Jeunes ASBL	16.500,00	16.500,00
7627/332-03	Subside au centre de la marionnette ASBL	15.000,00	0,00
76301/332-02	Subside à Carnaval de Tournai ASBL	18.000,00	18.000,00
76302/332-02	Subside à l'accordéon, moi j'aime ASBL	3.000,00	0,00
7632/332-02	Subside ASBL fondation Auschwitz	620,00	0,00
76401/332-02	Subside à Cazeau pédale Templeuve ASBL/circuit franco-belge	35.000,00	35.000,00
76402/332-03	Subside au Cercle royal de natation de Tournai	20.000,00	5.000,00

76403/332-02	Subside au triptyque des monts et châteaux	5.000,00(Après MB)	0,00
7645/332-02	Subside aux Tournaisiades	10.000,00	10.000,00
80101/332-02	Subside à VEEWEYDE Tournai ASBL	17.110,00	0,00
871/332-02	Subside à la Croix-Rouge de Belgique - section locale de Tournai	2.500,00	2.500,00
878/332-02	Subside à la commission de sauvegarde du patrimoine funéraire	2.500,00	2.500,00
TOTAL		624.730,00	404.600,00

Considérant que les **crédits à répartir** sont inscrits au budget 2015 comme suit :

Article	Libellé	Crédit initial	Solde disponible
161/332-02	Subside pour l'aide au développement	20.000,00€	20.000,00€
5211/321-01	Primes aux lauréats du marché aux fleurs	600,00€	600,00€
6204/332-02	Subvention associations d'éleveurs, d'agriculteurs	1.000,00€	1.000,00€
652/332-02	Subvention aux cercles de pêche	250,00€	250,00€
7601/331-01	Subside d'encouragement aux artistes	2.000,00€	2.000,00€
761/332-02	Subside aux associations de jeunesse	10.000,00€	1.450,00€
762/332-02	Subside aux associations culturelles et de loisirs	9.500,00€	5.150,00€
76201/332-02	Subside aux associations - chorales	2.700,00€	2.700,00€
76202/332-02	Subside aux associations - Fanfares	4.500,00€	4.500,00€
763/331-01	Subsides et primes accordés aux ménages	300,00€	300,00€
763/332-02	Subside pour fêtes et cérémonies	38.000,00€	17.050,00€

7631/332-02	Subside aux sociétés patriotiques	4.000,00€	4.000,00€
764/331-01	Subside d'encouragement aux sportifs	2.800,00€	1.900,00€
764/332-02	Subside aux associations sportives	63.000,00€	47.000,00€
766/331-01	Primes concours "Façades fleuries"	1.500,00€	1.500,00€
775/331-01	Prix artistique	3.500,00€	3.500,00€
801/332-02	Subside à diverses associations - Aide sociale	23.750,00€	12.750,00€
80105/332-02	Subside aux associations protectrices des animaux	2.500,00€	2.500,00€
930/331-01	Primes à la restauration de façades non classées	12.400,00€	12.400,00€
TOTAL		202.300,00€	138.750,00€

Considérant que les demandes suivantes ont été introduites par des associations qui satisfont à différents points de l'article 11 du règlement communal sur l'octroi et le contrôle de l'octroi des subsides qui dispose :

"L'objet de la demande de subvention s'inscrira :

- *dans les objectifs stratégiques et opérationnels définis dans le programme de politique générale 2012-2018 et le programme stratégique transversal 2013-2018, comme suit :*
 - *agir pour créer de l'activité économique et de l'emploi*
 - *agir pour garantir la cohésion sociale, la solidarité*
 - *agir pour s'affirmer comme une région de qualité : enseignement, culture, sport*
 - *agir pour atteindre l'excellence environnementale*
 - *agir pour relever le défi de l'attractivité urbaine et rurale*
 - *agir pour valoriser notre situation géographique*
 - *agir pour remporter l'enjeu de la gouvernance et de la participation.*
- *dans les valeurs arrêtées dans la Charte des valeurs :*
 - *respect – être respecté et être respectueux*
 - *qualité – donner le meilleur de soi*
 - *honnêteté – être intègre*
 - *bien-être – qualité de la vie*
 - *écoute – entendre, s'entendre et être entendu*
 - *solidarité – être plus forts ensemble*
 - *service public – être un vrai service public local " :*

7645/332-02 Subside aux Tournaisiades Crédit initial : 10.000,00€ Disponible : 10.000,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2014	Demande 2015
16 sociétés tournaisiennes	Organisation des 12èmes Tournaisiades	Néant	8.075,00€

Total pour l'article	8.075,00€
-----------------------------	------------------

7623/332-03 ASBL Centre culturel transfrontalier-Maison de la culture de Tournai Crédit initial : 240.000,00€ Disponible : 240.000,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2014	Demande 2015
ASBL Centre culturel transfrontalier Maison de la culture de Tournai	Subside de fonctionnement d'après convention	202.070,00€	240.000,00€
Total pour l'article		240.000,00€	

764/331-01 Encouragement aux sportifs Crédit initial : 2.800,00€ Disponible : 2.200,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2014	Proposition 2015
Hovine Jade	Soutien à la saison sportive	Néant	300,00€
Total pour l'article			300,00€

7601/331-01 Encouragement aux artistes Crédit initial : 2.000,00€ Disponible : 2.000,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2014	Demande 2015
Christian Rolet	Réalisation d'un bandeau à placer sur la maison de la culture	Néant	2.000,00€
Total pour l'article		2.000,00€	

764/332-02 Associations sportives Crédit initial : 63.000,00€ Disponible : 47.000,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2014	Proposition 2015
Celtic Tournai Futsal	Soutien au démarrage	Néant	500,00€
Royal Club Nautique Tournai	Demande pour la préparation et la participation d'une élite aux régates internationales	Néant	2.000,00€
Total pour l'article		2.500,00€	

763/332-02 Fêtes et cérémonies Crédit initial : 38.000,00€ Disponible : 17.050,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2014	Proposition 2015
Comité de la ducasse de Kain centre	Organisation de la ducasse annuelle en	500,00€	1.000,00€

	octobre		
Noël des aînés de Kain-la-Tombe	Organisation d'une fête de Noël pour les 75 ans et plus	300,00€	300,00€
Service des sports	Organisation du traditionnel jeu de boules à la platine (fêtes communales)	1.575,00	1.575,00€
Total pour l'article		2.875,00€	

801/332-02 Diverses associations - Aide sociale
Crédit initial : 23.750,00 Disponible : 12.750,00€

Demandeur	Motif	Octroyé 2014	Proposition 2015
Association des sourds et malentendants du Tournaisis	Activités de sensibilisation à la surdité et vulgarisation de la langue des signes	750,00	750,00€
Total pour l'article		750,00€	

762/332-02 Associations culturelles et de loisirs
Crédit initial : 9.500,00€ Solde disponible : 5.150,00€

Demandeur	Motif	Octroyé 2014	Proposition 2015
Compagnie Aldente-Théâtre	Soutien à la saison artistique	300,00€	300,00€
Total pour l'article		300,00€	

161/332-02 Aide au développement
Crédit initial : 20.000,00€ Disponible : 20.000,00€

Demandeur	Motif	Octroyé 2014	Proposition 2015
La Maison internationale de Tournai ASBL	Réinsertion des personnes handicapées dans la société palestinienne	15.000,00	15.000,00€
Total pour l'article		15.000,00€	

Considérant que, selon leurs déclarations dans le formulaire officiel de demande, les associations suivantes répondent ou pas aux prescrits de l'article 12 du règlement communal sur l'octroi et le contrôle de l'octroi des subsides :

Article 12 (règlement communal sur l'octroi et le contrôle de l'octroi des subventions) : pour pouvoir introduire une demande de subside, l'association doit remplir les conditions suivantes :

1. se prévaloir d'une existence de minimum 1 an précédant l'année de la demande
2. avoir son siège social sur le territoire de l'entité et intéresser un nombre significatif d'habitants de la Ville de Tournai
3. à défaut de répondre au point "b", justifier d'activités régulières ou d'un impact

<p>significatif envers la population de l'entité</p> <p>4. disposer d'un compte ouvert au nom de l'association</p> <p>5. disposer de statuts conformes à la loi du 2 mai 2002 et/ou d'un règlement d'ordre intérieur actualisé (si existant)</p> <p>6. promouvoir des activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> • basées sur un calendrier • qui s'inscrivent dans une politique d'ouverture au public • qui font l'objet d'une publicité; <p>7. ne pas avoir d'activités contraires aux principes de la déclaration universelle des droits de l'homme ni se prévaloir de publications ou d'activités à caractère raciste, xénophobe ou sexiste.</p> <p>Date out/date in = date d'envoi du formulaire de demande et date de réception à l'administration.</p>								
Demandeur	Critère A	Critère B	Critère C	Critère D	Critère E	Critère F	Critère G	Date out/in
Hovine Jade	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	10/08 11/08
Christian Rolet	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	19/08 21/08
Celtic Tournai Futsal	OK	NON	OK	OK	OK	OK	OK	16/07 07/08
Royal club nautique Tournai	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	29/06 31/07
Ducasse de Kain centre	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	21/01 12/06
Noël des aînés Kain-la-Tombe	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	14/04 09/07
Sourds et malentendants du Tournaisis	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	23/04 10/07
Aldente-Théâtre	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	04/03 31/07
Maison internationale de Tournai	Ok	OK	OK	OK	OK	OK	OK	20/05 10/07

Considérant que les subsides repris dans la présente délibération sont accordés pour promouvoir des activités réalisées par les diverses associations bénéficiaires animant culturellement, sportivement, voire économiquement, la cité, et utiles à l'intérêt général;

Considérant qu'il est de bonne administration de les soutenir financièrement par l'octroi d'une subvention destinée à permettre la poursuite des activités, et plus particulièrement de faire face au paiement d'une partie de leurs dépenses de fonctionnement;

Considérant que les subsides sont octroyés exclusivement dans la limite des crédits ordinaires disponibles et dans le respect du règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'octroi des subventions;

Considérant que les subsides repris dans la présente décision sont constitués par un ou des versement(s) en numéraire sur le compte de l'association bénéficiaire;

Considérant que les subsides seront liquidés conformément aux dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'il est proposé d'examiner les dossiers introduits par les associations locales sur base de l'octroi des subsides lors de l'exercice 2014, et ainsi de limiter l'impact budgétaire;

Considérant les délibérations du Conseil communal des 31 mars 2014, 28 avril 2014, 30 juin 2014, 22 septembre 2014, 10 novembre 2014, 16 décembre 2014 relatives à l'octroi de subsides pour l'exercice 2014;

Considérant les délibérations du Conseil communal du 27 avril 2015 et des 1er et 29 juin 2015 relatives à l'octroi de subsides pour l'exercice 2015;

Vu l'avis positif du directeur financier rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

PREND CONNAISSANCE :

- de l'octroi d'un subside en urgence de 600,00€ à la jeune judokate Loïs PETIT, montant prélevé sur l'article 764/331-01 (encouragement aux sportifs);

- de l'octroi d'un subside en urgence de 850,00€ au patro Notre-Dame auxiliaire, montant prélevé sur l'article 761/332-02 (subside aux associations de jeunesse);

DECIDE :

1/ d'approuver les subsides nominatifs repris au service ordinaire comme suit :

7645/332-02 Subside aux Tournaisiades Crédit initial : 10.000,00€ Solde disponible : 10.000,00€		
Demandeur	Motif	Décision 2015
16 sociétés tournaisiennes	Organisation des 12èmes Tournaisiades	8.075,00€
Total pour l'article		8.075,00€

7623/332-03 Crédit initial : 240.000,00€ Solde disponible : 240.000,00€		
Demandeur	Motif	Décision 2015
ASBL Centre culturel transfrontalier Maison de la culture de Tournai	Subside de fonctionnement d'après convention	240.000,00€
Total pour l'article		240.000,00€

2/ d'examiner les demandes d'aide financière adressées par les associations et d'octroyer les subsides (4ème partie) repris au service ordinaire comme suit :

764/331-01 Encouragement aux sportifs Crédit initial : 2.800,00€ Solde disponible : 2.200,00€		
Demandeur	Motif	Décision 2015
Hovine Jade	Soutien à la saison sportive	300,00€
Total pour l'article		300,00€

7601/331-01 Encouragement aux artistes Crédit initial : 2.000,00€ Solde disponible : 2.000,00€		
Demandeur	Motif	Décision 2015
Christian Rolet	Réalisation d'un bandeau à placer sur la maison de la culture	2.000,00€
Total pour l'article		2.000,00€

764/332-02 Associations sportives Crédit initial : 63.000,00€ Solde disponible : 47.000,00€		
Demandeur	Motif	Décision 2015
Celtic Tournai Futsal	Soutien au démarrage	500,00€
Royal Club Nautique Tournai	Demande pour la préparation et la participation d'une élite aux régates internationales	2.000,00€
Total pour l'article		2.500,00€

763/332-02 Fêtes et cérémonies Crédit initial : 38.000,00€ Solde disponible : 17.050,00€		
Demandeur	Motif	Décision 2015
Comité de la ducasse de Kain centre	Organisation de la ducasse annuelle en octobre	1.000,00€
Noël des aînés de Kain-la-Tombe	Organisation d'une fête de Noël pour les 75 ans et plus	300,00€
Service des sports	Organisation du traditionnel jeu de boules à la platine	1.575,00€
Total pour l'article		2.875,00€

801/332-02 Diverses associations - Aide sociale Crédit initial : 23.750,00 Solde disponible : 12.750,00€		
Demandeur	Motif	Décision 2015
Association des sourds et malentendants du Tournaisis	Activités de sensibilisation à la surdité et vulgarisation de la langue des signes	750,00€
Total pour l'article		750,00€

762/332-02 Associations culturelles et de loisirs Crédit initial : 9.500,00€ Solde disponible : 5.150,00€		
Demandeur	Motif	Décision 2015
Compagnie Aldente-Théâtre	Soutien à la saison artistique	300,00€
Total pour l'article		300,00€

161/332-02 Aide au développement Crédit initial : 20.000,00€ Solde disponible : 20.000,00€		
Demandeur	Motif	Décision 2015
La Maison internationale de Tournai ASBL	Réinsertion des personnes handicapées dans la société palestinienne	15.000,00€
Total pour l'article		15.000,00€

3/ que les crédits ou le solde de ceux-ci feront l'objet d'un examen ultérieur comme suit :

Article	Libellé	Crédit initial	Solde disponible	Solde après nouveaux octrois
161/332-02	Subside pour l'aide au développement	20.000,00€	20.000,00€	5.000,00€
5211/321-01	Primes aux lauréats du marché aux fleurs	600,00€	600,00€	600,00€
6204/332-02	Subvention associations d'éleveurs, d'agriculteurs	1.000,00€	1.000,00€	1.000,00€
652/332-02	Subvention aux cercles de pêche	250,00€	250,00€	250,00€
7601/331-01	Subside d'encouragement aux artistes	2.000,00€	2.000,00€	0,00€
761/332-02	Subside aux associations de jeunesse	10.000,00€	1.450,00€	1.450,00€
762/332-02	Subside aux associations culturelles et de loisirs	9.500,00€	5.150,00€	4.850,00€
76201/332-02	Subside aux associations - chorales	2.700,00€	2.700,00€	2.700,00€
76202/332-02	Subside aux associations - Fanfares	4.500,00€	4.500,00€	4.500,00€

763/331-01	Subsides et primes accordés aux ménages	300,00€	300,00€	300,00€
763/332-02	Subside pour fêtes et cérémonies	38.000,00€	17.050,00€	14.175,00€
7631/332-02	Subside aux sociétés patriotiques	4.000,00€	4.000,00€	4.000,00€
764/331-01	Subside d'encouragement aux sportifs	2.800,00€	1.900,00€	1.600,00€
764/332-02	Subsides aux associations sportives	63.000,00€	47.000,00€	44.500,00€
766/331-01	Primes concours "Façades fleuries"	1.500,00€	1.500,00€	1.500,00€
775/331-01	Prix artistique	3.500,00€	3.500,00€	3.500,00€
801/332-02	Subside à diverses associations - Aide sociale	23.750,00€	12.750,00€	12.000,00€
80105/332-02	Subside aux associations protectrices des animaux	2.500,00€	2.500,00€	2.500,00
930/331-01	Primes à la restauration de façades non classées	12.400,00€	12.400,00€	12.400,00
TOTAL		202.300,00€	138.750,00€	116.825,00€

110. Musée des Beaux-Arts. Don de 20 chaises pliantes et d'un trolley de rangement par les Amis du musée des Beaux-Arts de Tournai. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que les Amis du musée des Beaux-Arts de Tournai proposent de faire don au musée de vingt chaises pliantes et d'un trolley de rangement pour un montant d'environ 3.000,00€;

Considérant que, pour les chaises, il s'agirait du modèle "stockholm II" au design recherché et utilisé dans un grand nombre de musées;

Considérant que le conservateur du musée est favorable à cette initiative;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de marquer son accord sur le don au musée des Beaux-Arts de vingt chaises pliantes et d'un trolley de rangement émanant des Amis du musée des Beaux-Arts de Tournai.

111. Musée de folklore. Don d'une médaille. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'un particulier souhaite offrir au musée de folklore une médaille tournaïenne datée de 1823;

Considérant l'avis favorable de Madame la conservatrice de ce musée;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver le don d'un particulier d'une médaille tournaïenne datée de 1823 destinée au musée de folklore.

112. Musée de la Tapisserie. Demande de prêt du Musée des Beaux-Arts de Tourcoing de l'oeuvre "La bataille de Roncevaux". Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le MUba (Musée des Beaux-Arts) de Tourcoing présentera l'exposition "*Collections permanent/provisoire / Tapisseries / Les espaces échangés*" du 24 octobre 2015 au 31 janvier 2016, dans le cadre de "*RENAISSANCE Lille 3000*";

Considérant qu'à cette occasion les organisateurs sollicitent le prêt de l'oeuvre suivante:

- "*La bataille de Roncevaux*", cycle de l'Histoire de Charlemagne, Ateliers tournaïens, XVème siècle, tapisserie exécutée sous le règne de Louis XI (1461 - 1483), 250 x 180 cm, laine et soie, valeur d'assurance : 557.000,00€;

Considérant que Madame la conservatrice adjointe a remis un avis favorable;

Considérant que les frais d'emballage, de transport (aller-retour) et d'assurance (clou à clou) de l'oeuvre prêtée sont totalement à charge de l'emprunteur (toutes les mesures de préservation sont prises);

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'autoriser le prêt de la tapisserie reprise ci-après pour l'exposition "*Collections permanent/provisoire / Tapisseries / Les espaces échangés*" du MUba (Musée des Beaux-Arts) de Tourcoing qui se tiendra du 24 octobre 2015 au 31 janvier 2016, dans le cadre de "*RENAISSANCE Lille 3000*";

"La bataille de Roncevaux", cycle de l'Histoire de Charlemagne, Ateliers tournaïens, XVème siècle, exécutée sous le règne de Louis XI (1461 - 1483), 250 x 180 cm, laine et soie, valeur d'assurance : 557.000,00€.

Points complémentaires

256. Point complémentaire déposé par le groupe cdH. Motion relative à une demande d'audit complet du CPAS de Tournai par un organisme privé, indépendant et agréé.

A l'issue de l'examen de l'ordre du jour, le **Conseil communal** est invité à examiner le point complémentaire déposé par le cdH :

"Motion relative à une demande d'audit complet du Centre public d'action sociale (CPAS) de Tournai par un organisme privé, indépendant et agréé".

Madame la Conseillère communale cdH, **Hélène CLEMENT-COUPLET**, présente ce point :

"Notre CPAS traverse, en ce moment, une période trouble et plus qu'interpellante .

Notons, entre autres :

- * Une enquête, en cours, suite à des soupçons de malversations financières.
 - * Des commentaires, plus que sévères, du Centre régional d'aide aux communes (CRAC) au sujet de la situation financière de l'institution :
 - insuffisance de provisions liée au surcoût du personnel mis à disposition du Centre hospitalier de Wallonie picarde (CHWapi);
 - insuffisance de moyens dans le cadre de la construction des nouvelles maisons de repos (absence de plan financier);
 - insuffisance de moyens permettant de faire face à la couverture des déficits de trésorerie;
 - absence de tableau actualisé de suivi des mesures existantes.
- Il est à noter que ces informations étaient attendues pour le budget initial 2015 et que le CRAC exige que ces dernières soient communiquées fin septembre.
- * Des projections budgétaires plus qu'alarmantes.

De plus, considérant :

- les 9.455.524,00€ de dotation 2015 de la Ville en faveur du CPAS;
- les liens très forts qui unissent la ville et le CPAS;
- la présence de la Présidente du CPAS au sein du collège communal;
- la double casquette de conseillers de la majorité (Ville - CPAS);
- la surveillance et le contrôle exercés par un membre délégué du collège sur le CPAS (décret wallon du 23 janvier 2014 - publié au moniteur belge le 6 février 2014).

Tenant compte de la réponse (en partie) apportée à notre interpellation au conseil communal du 29 juin 2015 "Il peut être conclu qu'aucune disposition ne permet au conseil communal de solliciter la réalisation d'un audit sur le conseil de l'action sociale. Pareille décision appartient à ce dernier et à lui seul."

On ne peut que conclure qu'il est temps de mettre en place un processus d'analyse visant à objectiver de manière indépendante le fonctionnement de notre CPAS dans sa globalité en vue d'optimiser ses activités afin qu'il puisse remplir au mieux ses missions dans un cadre budgétaire fixé.

Il peut également être conclu que, seul, un organisme externe serait à même de faire toute la lumière sur les nombreux problèmes qui affectent le bon fonctionnement du CPAS.

Le groupe CDH du Conseil communal de Tournai demande, donc, de mettre au vote du Conseil la motion suivante à adresser au CPAS :

au vu et tenant compte de tout ce qui précède, le Conseil communal de Tournai invite fermement le Conseil du CPAS à commander, dans les plus brefs délais, un audit complet portant sur son fonctionnement général, audit réalisé par un organisme privé, indépendant et agréé. "

Le Président d'assemblée invite Monsieur le Conseiller communal PS, **Geoffrey HUEZ**, à s'exprimer sur ce point :

"Les conseillers ont déjà entendu mon point de vue à ce sujet en séance secrète lors du dernier Conseil communal. Je vais à présent l'exprimer, toujours au nom du parti socialiste en séance publique.

Cette proposition de motion appelle deux questions très différentes et il faut se garder de tout amalgame. Il y a, d'une part, les soupçons de détournement et, d'autre part, l'insuffisance budgétaire. Pour les soupçons de détournement, nous sommes très attachés en tant que socialistes au principe de la séparation des pouvoirs. Pour nous, c'est une garantie démocratique fondamentale.

Actuellement, un dossier judiciaire est ouvert. Il a été confié au pouvoir judiciaire. Il est entre les mains d'un juge d'instruction entourée d'un service d'officiers de police judiciaire, ceux-là même qui ont détecté le problème. Ces officiers sont spécialisés dans les matières financières. Nous avons donc des personnes indépendantes, tout à fait externes, qui ont une grande compétence pour faire la lumière sur ces soupçons de malversation.

Je ne vois pas très bien ce qu'un audit externe confié à un réviseur d'entreprise amènerait de plus. Ce ne sont pas les réviseurs ni les procédures mises en place pour permettre le contrôle des réviseurs qui ont permis d'éviter des faits de délinquance de personnes qui exercent la fonction de comptable.

Pourquoi ? Parce que généralement, ce sont des personnes très compétentes qui se livrent aux malversations en question. Il faut donc, selon nous, respecter le pouvoir judiciaire qui a été saisi de ce dossier. Il faut le laisser travailler de manière sereine. Ensuite, il faut respecter un principe auquel nous sommes très attachés en Belgique, celui du secret de l'instruction. Celle-ci se déroule de manière secrète, sereinement, sans pression de la part du public, des médias et des parties, victimes comme auteurs. Il faut éviter de perturber ce secret de l'instruction. De plus, de nombreux documents ont été saisis au CPAS. Ces documents ne sont pas consultables par un réviseur qui serait chargé de procéder à un audit. La mesure n'est ni souhaitable ni opportune. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas avoir une réflexion sur le rôle du directeur financier, sur sa solitude dans la mission qu'il accomplit, ni de tirer les leçons de cette enquête.

Par ailleurs, ce qui a été soulevé par le CRAC, c'est l'insuffisance des moyens budgétaires du CPAS. Or celui-ci est géré de manière rigoureuse. Cette insuffisance budgétaire n'est pas propre à la Ville de Tournai. Beaucoup de villes sont dans la même situation. On en connaît les causes, notamment la cotisation de solidarité. Doit-on encore aggraver ces problèmes budgétaires en ajoutant une mesure d'audit externe qui aura un coût ? Nous ne le pensons pas."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, est ensuite invitée à s'exprimer sur ce point :

"L'indépendance du pouvoir judiciaire est importante dans notre démocratie. Mais plusieurs faits nous interpellent. Rappelons les mesures sociales prises par le CPAS. Chaque année, on nous disait que le CPAS s'en sortait. Puis, on a dû licencier du personnel. C'est un fait. Pourquoi en est-on arrivé là ? Sans doute parce que depuis des années il y a un manque de gestion ou que quelque chose ne fonctionne pas dans la gestion. On entend à présent les remarques du CRAC au sujet, notamment, de

l'insuffisance de provisions. Cela ne doit pas être récent. Cela doit être le cas depuis des années. L'insuffisance de moyens pour la construction des nouvelles maisons de repos, c'est un sujet qui est là depuis des années. Quand on arrive à des conclusions comme celles-là aujourd'hui, c'est plus qu'interpellant.

Nous comprenons la motivation, surtout sur le fond. Nous sommes tentés de suivre cette proposition vu, notamment, les conclusions du CRAC. Pourquoi en est-on arrivé là ? Tout le monde veut le comprendre."

Le Président d'assemblée invite la Conseillère communale cdH, **Hélène CLEMENT-COUPLET**, à reprendre la parole :

"Je voudrais répondre en trois points :

- 1) notre demande d'audit est bien antérieure à la situation judiciaire, à l'enquête et à ce qui s'est passé il y a trois mois maintenant;
 - 2) selon moi les objectifs d'un audit ne sont pas du tout les mêmes que ceux d'une enquête judiciaire. Pour moi, l'enquête judiciaire se penche sur le passé. Elle doit déterminer s'il y a eu malversation ou pas. Nous faisons tous confiance à ce sujet au Procureur du Roi et aux équipes de la police judiciaire. Toujours selon moi, l'audit se tourne au contraire vers l'avenir en partant du présent. Il doit déboucher sur des propositions de changement, de bonne gouvernance. Je ne vois donc pas en quoi l'un empêche l'autre.
 - 3) le cdH ne veut nullement perturber le travail de l'instruction. L'enquête judiciaire ne bloque absolument pas le fonctionnement d'une entreprise. De nombreuses entreprises sont sous le coup d'enquêtes judiciaires à un moment donné. Des copies légales de pièces à conviction sont faites. Des copies légales de la comptabilité et/ou des ordinateurs, disques durs.... continuent à être mises à disposition de l'entreprise. Sinon celle-ci ne pourrait plus fonctionner.
- Je suis étonnée qu'on me réponde toujours avec les mêmes arguments. Pour moi, ils ne tiennent pas la route."

Le **Président** d'assemblée intervient à son tour :

"Nous sommes confrontés à des situations qui sont de nature différente. L'enquête judiciaire est une chose. La situation financière et économique en est une autre. Cette dernière ne concerne pas seulement le CPAS de Tournai. D'autres instances ont également dû prendre des mesures dures car le contexte économique est difficile : fin de droit, exclusion, puis chômage massif et puis sortie des assurances sociales. Tout cela fait que les CPAS connaissent des difficultés.

Concernant les risques d'interférence, comme président du Conseil communal, je serai plus prudent parce que nous avons déjà pu interroger les autorités judiciaires. Celles-ci nous disent que ce risque existe. Pourquoi ? Parce qu'un audit doit poser des questions qui sont structurelles. Par exemple quel est, dans le contexte d'une meilleure gouvernance budgétaire et comptable d'un CPAS, le rôle de la direction financière ? Dès que l'on pose cette question, étant donné le contexte précis que connaît Tournai aujourd'hui, il y a forcément des entrecroisements entre l'enquête en cours et la méthodologie qu'on va mettre en place. C'est la raison pour laquelle j'ai suggéré qu'on se mette autour de la table dans la perspective de la mise en place d'un groupe de travail, une task force qui ne remplace pas un audit. Je suis convaincu qu'avec des experts, il reste un travail de fond que le CPAS va devoir faire en son sein et que le CPAS doit entreprendre lui-même.

Je rappelle que nous parlons d'institutions qui sont souveraines dans leur pouvoir de décision. Je le dis parce que vos groupes politiques respectifs n'ont pas émis de remarque au moment où il le fallait. Des demandes ont été formulées, mais d'une manière générale, lorsque l'on parle de consensus, les

voies et moyens ont été votés dans les budgets et comptes du CPAS. Je m'étonne, dès lors, du relief particulier que cette question revêt aujourd'hui. Je m'en étonne d'autant plus que, pour moi, les lois sociales sont des matières d'extrême importance dans le contexte que nous vivons aujourd'hui. Nous ne pouvons pas donner aujourd'hui à ce débat une tournure politicienne. Je reste convaincu que la proposition qui est faite par ce point complémentaire n'est pas opportune. C'est un point de vue largement partagé par ce Conseil."

Il cède ensuite la parole à Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE** :

"Je vous demande de comprendre notre insistance à voir clair dans cette affaire. Quand on lit les commentaires du CRAC, on ne peut qu'être alarmé par rapport à la situation. Il faut savoir que le CRAC attire l'attention des Collèges successifs depuis des années sur cette situation.

Chaque année, au moment de la présentation du budget et des comptes, il y a des commentaires alarmants du CRAC.

J'ai retenu également les déclarations de notre échevine des finances lors de la présentation de la modification budgétaire au printemps dernier.

On a constaté, lors de l'examen de cette modification budgétaire, que le boni de la Ville gonflait de manière tout à fait confortable. A ce moment-là, en fonction de ce boni, on s'est dit qu'il serait intéressant d'alléger la pression fiscale. L'échevine des finances a émis des réserves compte tenu de la situation du CPAS. Elle a donné la liste de tous les problèmes qui risquaient de survenir au CPAS. Elle a dit que cette situation risquait de nous coûter cher, que ce n'était pas le moment de relâcher l'effort, qu'on aurait besoin d'argent pour aider notre CPAS.

Il est donc temps, selon nous, de faire la lumière sur le fonctionnement de l'institution. Nous avons vécu la même situation dans les années 90 avec l'hôpital civil. A un moment donné, des personnes demandaient à voir clair dans la situation de cette institution. A l'époque, il y a eu des blocages liés à des convictions philosophiques ou à de la mauvaise volonté. Cela a coûté cher à la Ville de Tournai.

Je ne veux pas que par obstination et en refusant certaines ouvertures, on aboutisse à la même situation, qu'on doive consacrer des montants importants dans les budgets communaux, à défaut d'y voir clair dans l'organisation de l'institution.

La motion demande au CPAS de faire la clarté sur sa situation."

Le **Président** d'assemblée lui répond comme suit :

"Monsieur le Conseiller communal, vous faites la somme de toutes les non-décisions du passé par des coalitions différentes. Aujourd'hui, cette majorité prend des mesures qui auraient dû être prises dans le passé. Nous sommes d'accord qu'il faut continuer à remettre de l'ordre au CPAS. Mais ce en quoi nous ne sommes pas d'accord, c'est à propos de la méthode. Il faut le faire avec d'autres instruments qu'un audit. Un audit, c'est demander à une firme privée, en la payant, de venir faire un rapport. Nous pensons qu'il y a des instruments politiques qui permettent de parvenir au même résultat. S'il y a des remarques à faire à propos de la gouvernance, il y a des organes de décision qui peuvent se saisir de ce problème et qui devront demain prendre attitude.

A propos des coûts d'investissement qui sont extrêmement lourds en matière de rénovation des maisons de repos et des maisons de repos et de soins, il ne peut s'agir ici de faire un procès d'imprévoyance au CPAS. Les règles de financement des maisons de repos, des maisons de repos et de soins, des hôpitaux, des écoles, pour les communes viennent de changer radicalement. Nous sommes entrés avec la comptabilité SEC (système européen comptabilité) dans l'obligation d'intégrer l'investissement en année pleine. Ceci est aujourd'hui une épreuve absolument infranchissable.

Je reviens sur le fond de votre interprétation que je partage. Je suis d'accord qu'il faut davantage de clarté pour trouver des solutions à des problèmes structurels. Mais sur l'audit, je suis en total désaccord. C'est donner de l'argent à des firmes privées pour un travail qui peut se faire politiquement. Nous avons des comités d'experts qui peuvent le faire aujourd'hui. Il ne faut pas que ce soit le Conseil communal qui le fasse. Il faut que ce travail se fasse en profondeur à l'intérieur des instances du CPAS."

Il cède ensuite la parole à Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, pour une dernière question :

"Si la demande d'un audit auprès d'une firme a un certain coût, ne peut-on pas demander qu'une telle situation soit éclaircie avec l'aide de personnes de la tutelle ?"

Le **Président** d'assemblée lui répond comme suit, avant de conclure le débat et de passer au vote :

"C'est la proposition que j'ai formulée précédemment au Conseil communal. J'invite les chefs de groupe à me rejoindre en fin de Conseil. Nous aurons une entrevue sur les suites à donner, quelle que soit votre délibération à propos de cette réflexion relative au CPAS."

Par 6 voix pour, 27 voix contre et 3 abstentions, le Conseil communal décide de ne pas adopter la motion.

Ont voté pour : MM. A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, Mme M. WILLOCQ, M. B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE

Ont voté contre : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, J.-L. VIEREN, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, Président d'assemblée.

Se sont abstenus : Mme M.-C. LEFEBVRE, MM. G. DENONNE, B. DOCHY.

257. Questions.

A l'issue de l'examen des points figurant à l'ordre du jour et du point complémentaire, le **Président** de séance invite les Conseillers communaux à poser leur question :

1) Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, Benoît MAT, à propos de l'abattoir de Tournai

"L'abattoir de Tournai est une propriété de la Ville de Tournai qui a fait l'objet d'un bail emphytéotique pour une durée de 27 ans, le 14 février 2001.

Ce bail a été consenti pour le franc symbolique moyennant le respect d'une série d'engagements et de conditions dans le chef de l'emphytéote.

Parmi les conditions essentielles de la conclusion de ce bail, il est expressément stipulé l'engagement irrévocable d'exploiter l'abattoir pendant toute la durée du bail, de manière continue et régulière, en respect des normes en vigueur.

Force est de constater que l'abattoir n'est actuellement plus exploité et a même fait l'objet d'un démantèlement complet du matériel permettant l'abattage d'animaux (quelle qu'en soit l'espèce).

Sur base notamment de ces manquements de l'emphytéote aux obligations fixées par ce bail, Monsieur le Bourgmestre, quelles mesures comptez-vous entreprendre? "

Monsieur l'Echevin MR, **Robert DELVIGNE**, lui répond comme suit :

"La Ville a été informée par le représentant de la NV Euromeat Group que cette dernière avait acquis l'entreprise titulaire du bail emphytéotique, la SA Tournai meat industry, et de ses intentions d'acquérir l'abattoir pour y faire de nouveaux investissements, en vue de spécialiser le bâtiment dans un domaine d'abattage bien particulier.

Dans cette perspective, la Ville a donc sollicité un rapport d'estimation du bien qui a été communiqué à la société repreneuse.

Cette procédure d'estimation a pris un certain temps. Lors du dernier entretien avec le directeur du cabinet du Bourgmestre, le représentant de la NV Euromeat Group a confirmé qu'un business plan était en cours sur le devenir de l'abattoir et a réitéré son intention d'acquisition. Il a été invité à nous confirmer tout cela par écrit.

Même si une clause du bail emphytéotique permet effectivement à la Ville de mettre fin au bail anticipativement en cas de non-respect par l'emphytéote de ses obligations résultant du bail, vous comprendrez que, vu les éléments nouveaux que je viens d'exposer, nous ne sommes pas restés inactifs dans ce dossier et que nous avons cherché des solutions durables à la reprise des activités de l'abattoir de Tournai. Soyez assuré, cher Benoît, que nous ne manquerons pas de revenir vers vous dans ce dossier pour vous informer de la suite de la procédure."

En réplique, le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, demande si la Ville a été informée officiellement de l'arrêt de l'activité de l'abattoir. Selon lui, elle devrait résilier le bail et vendre le bâtiment au plus offrant.

Le **Président** d'assemblée et l'Echevin MR, **Robert DELVIGNE**, précisent que la société exploitante a été reprise par une autre société. Cette dernière a l'intention de reprendre les activités d'abattage, comme précisé dans la réponse à la question.

2) Madame la Conseillère communale ECOLO, Marie-Christine LEFEBVRE, à propos de la consultation populaire sur le Pont des Trous :

" Lors du Conseil communal du 29 juin 2015, je demandais au Collège quelles versions du Pont des Trous "en pierre" et "en résille" définitives seraient présentées au public et quand elles seraient présentées.

Le Collège m'a répondu que les projets seraient présentés dans le prochain Tournai info début septembre 2015 et que les esquisses étaient celles présentées au public en 2013.

Notre stupéfaction fut à son comble lorsque nous avons vu apparaître sur le site de la Ville et dans Tournai info, une version en pierre aux arches arrondies qui n'avait jamais été présentée officiellement au public et n'avait pas été retenue par le comité d'accompagnement. Les conseillers

communaux ne la connaissaient pas non plus le 27 avril lorsqu'ils ont pris la décision d'organiser une consultation populaire.

Sur base de quelle décision officielle avez-vous conclu qu'il fallait présenter ces 2 esquisses dans le Tournai info et sur le site de la Ville? Pourquoi ne pas avoir réuni les conseillers communaux et les membres tournaisiens du comité d'accompagnement avant de présenter ces deux esquisses au choix du public?

D'après la décision prise par le Conseil communal en avril dernier, le choix proposé portera sur une version ancienne en pierre ou une version moderne en résille. Les deux options présentées ne correspondent pas à la délibération du Conseil communal car ce sont deux versions "contemporaines" dont la seule différence est le matériau.

De plus, l'information donnée est insuffisante pour permettre aux citoyens d'opérer un véritable choix.

Comptez-vous revoir les versions à proposer à la consultation populaire du 25 octobre? Dans la négative, pourquoi? Si oui, nous vous demandons d'associer les conseillers communaux à ce choix. Comptez-vous compléter l'information trop partielle donnée aux citoyens?"

Monsieur l'Echevin MR, **Robert DELVIGNE**, lui répond comme suit :

"Vous revenez une nouvelle fois sur la question des esquisses du Pont des Trous.

Avant tout développement, permettez-moi de relire le «Décide» de la délibération du Conseil communal du 27 avril relative à l'organisation de la consultation populaire. Je lis : *«Par 21 voix pour, 7 voix contre et 9 abstentions, le Conseil communal décide de consulter la population tournaissienne sur le nouvel aménagement du Pont des Trous en choisissant entre l'option moderne en résille ou l'option ancienne en pierre, toutes deux rendant possible la navigation des bateaux de plus gros tonnage comme le souhaite la Région wallonne à Tournai.»* Vous conviendrez, et même si certains souhaitent organiser l'ambiguïté sur ce dossier, que la délibération du Conseil communal d'avril, dont le procès-verbal a d'ailleurs été approuvé à l'unanimité lors de la séance du mois de mai, porte sur le matériau. Afin de préparer le débat politique de ce soir sur votre question, nous nous sommes d'ailleurs appuyés sur l'analyse de nos services juridiques. Celle-ci confirme que la question de la consultation populaire porte bien sur le matériau.

J'en arrive à votre question. J'ai suivi, comme vous, les différentes interventions des uns et des autres ces dernières semaines. Mais vous comprendrez qu'en ce qui me concerne, il y a lieu que je travaille en parfaite cohérence avec le maître d'ouvrage dans ce dossier, en l'occurrence, je le rappelle, la Wallonie. Dès lors, dans le cadre de la préparation du dossier publié dans le Tournai Info du début de ce mois, et afin de concevoir le bulletin de vote qui sera soumis le 25 octobre prochain aux Tournaisiens, le Collège a donc sollicité de la Région les deux dernières esquisses sur lesquelles elle a travaillé. L'esquisse en acier inoxydable ne fait plus l'objet d'aucun débat considérant que le certificat de patrimoine a été délivré. Dès lors, en cas de dépouillement, et dans l'hypothèse où cette esquisse devait être sollicitée par les Tournaisiens, ils ont la garantie que c'est ce projet qui sera réalisé sachant que la procédure est totalement aboutie.

En ce qui concerne l'esquisse en pierre soumise à la consultation populaire, celle-ci est issue du comité d'accompagnement «Modernisation de la traversée de Tournai à la classe 5A» qui s'est tenu le 11 septembre 2013. Je rappelle que ce comité d'accompagnement est composé d'experts en matière de patrimoine, de représentants du service public de Wallonie (S.P.W.) compétent, de représentants de la Ville (Collège et administration), de représentants de la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité (C.C.A.T. M.) dont votre collègue Benoit DOCHY. Permettez-moi de vous lire un extrait de ce procès-verbal (6.2.1. Harmonie des arches) : «un

travail a été mené par l'auteur de projet sur l'harmonie globale des arches. En effet, la géométrie proposée au stade des esquisses donnait aux arches latérales une taille extrêmement restreinte en rapport avec l'arche centrale (...). L'auteur de projet a donc redessiné une forme globale des arches qui viennent se poser sur un socle ne dépassant plus le niveau de l'eau, ce qui améliore le rapport des arches à l'eau et permet d'augmenter sensiblement la taille des arches latérales.» Vous l'aurez compris, en ce qui concerne la version dite en pierre, il s'agit de la dernière version présentée au comité d'accompagnement. Par ailleurs, vous le savez, cette version était connue dès lors qu'elle a été présentée dès le lundi 27 avril sur le site internet du Courrier de l'Escaut et dans sa version papier le mardi 28 avril et le mercredi 29 avril.

Quoi qu'il en soit, et afin de ne pas être plus long, je le redis, nous ne sommes pas le maître d'ouvrage dans ce dossier, mais partenaires. Nous travaillons avec les documents fournis par la Région sur base des travaux du comité d'accompagnement composé tel que je l'ai décliné il y a quelques instants. Par ailleurs, ne perdez pas de vue que quelle que soit la version en pierre qui serait présentée lors de la consultation populaire, à ce jour, personne, je dis bien personne, ne pourrait garantir qu'il s'agirait de la version définitivement retenue considérant que cette version devrait encore être soumise à la procédure de certificat de patrimoine.

Je conclurai en insistant sur le fait que les esquisses retenues pour la consultation populaire sont parfaitement conformes à la délibération du Conseil communal d'avril dont le procès-verbal a été approuvé à l'unanimité lors de la séance de mai. J'en appelle à la responsabilité de chacun dans ce dossier. Je ne peux plus laisser croire que le Collège aurait fait défaut de transparence dans ce dossier. A son initiative, plusieurs réunions publiques ont été tenues. D'autre part, tous les conseillers communaux de cette assemblée, je dis bien tous, majorité et opposition, ont accès comme ils le souhaitent à l'ensemble des pièces de ce dossier.

Le Collège sait l'attachement des Tournaisiens à cet édifice médiéval.

Le Collège sait la responsabilité de cette assemblée dans ce dossier.

Que chacun agisse dans le respect du patrimoine en tenant compte du développement économique de notre ville, de l'amélioration de la sécurité sur nos routes, et enfin de la question environnementale.

Je formule donc, au final, l'espoir que chaque groupe politique fasse campagne en fonction de sa conviction sur le dossier.

Je rappelle que le Collège communal a travaillé dans le strict respect de la délibération du Conseil, dans le strict respect des esquisses fournies par le maître d'ouvrage et dans le strict respect du droit. Notre volonté de tous les moments a été la pédagogie et la transparence à l'égard des Tournaisiens. Je vous remercie de votre intérêt et de votre attention."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, réplique comme suit :

"En 2010, lors de l'étude d'impact environnemental, la Région wallonne elle-même disait que si on maintenait une esquisse en pierre, il fallait retenir l'esquisse avec des arches brisées et non des arches arrondies. Je ne sais pas si elle a changé d'avis depuis puisque vous dites que vous êtes en contact de manière permanente avec le maître d'ouvrage. En tout cas, c'est ce qui figurait dans l'étude environnementale en 2010.

Je prends acte que, par ailleurs, vous travaillez, dites-vous, en accord avec le maître d'ouvrage. Mais il me semblait que le comité d'accompagnement avait retenu sans problème les arches arrondies pour la version en résille, mais qu'il ne s'était pas prononcé officiellement pour des arches arrondies en ce qui concerne la version en pierre.

Enfin, de manière générale, concernant les termes "ancien" et "moderne", je ne pense pas que quand on parle de version ancienne et de version moderne, on y assimile matériaux anciens et matériaux modernes. Une étude juridique a peut-être été menée. Mais pour moi, ce n'est pas aussi clair que cela.

Nous sommes à un mois de la consultation. Je ne dirai pas aux Tournaisiens de voter pour telle ou telle version. C'est le choix de chacun. Mais il faut que ce choix soit très clair en matière d'information. Je reviens sur la dernière partie de ma question. Avec ces deux photos, le Tournaisien n'a pas assez d'informations sur les choix à opérer."

3) Monsieur le Conseiller communal cdH, Xavier DECALUWE, à propos de la consultation populaire sur le Pont des Trou :

"Comme tous les Tournaisiens, nous avons pris connaissance dans le «Tournai-Info» du dossier concernant la consultation populaire qui sera organisée en octobre. Nous avons, bien sûr, été étonnés par la photo accompagnant la version « pierre » qui ne correspond pas à ce qui avait été présenté dans les différents débats tant au niveau du public qu'au conseil communal.

Une première question : Comment le collège explique-t-il ce changement ?

Cependant, cette « subtilité » (encore que...) aura peut-être échappé au Tournaisien « lambda » pour qui la question posée reste « pierre ou résille ? », signifiant « classique ou moderne ? ».

Nous avons également été étonnés par l'obligation, pour que le vote soit valable, de répondre aux 2 questions. Cela veut dire qu'un citoyen, qui répondrait oui à un projet en négligeant l'autre question verra son vote considéré comme nul alors qu'il a clairement marqué son choix ! Bien sûr, la phrase en petits caractères sur le bulletin indique la demande de répondre aux 2 questions, mais cela risque d'échapper à beaucoup de citoyens.

Ma deuxième question : pourquoi exiger pour qu'un bulletin soit valable de répondre à toutes les questions ? Ne peut-on pas supprimer cette « petite » phrase sur les bulletins ?

L'arrêté du gouvernement wallon organisant la consultation populaire (8 novembre 2012 – Chapitre IV – article 13) précise les bulletins considérés comme nuls. A priori, rien n'impose que l'électeur doive répondre à toutes les questions."

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, lui répond comme suit :

"Je ne reviendrai pas sur la question relative au matériau, considérant que mon collègue Robert DELVIGNE y a répondu en sa qualité d'échevin en charge de l'urbanisme.

Quoi qu'il en soit, en regard de ma charge d'Echevin délégué à la fonction maïorale, il m'appartient de répondre à la question que vous posez concernant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 organisant la consultation populaire et singulièrement, l'article 13 chapitre 4 précisant les conditions de nullité des bulletins lors du dépouillement.

Si, effectivement, cet article ne précise pas que le participant et non l'électeur doit répondre à toutes les questions, de la lecture de cet article vous aurez pu constater que rien ne l'interdit. Dès lors, dans ce contexte, et afin d'éviter, lors du dépouillement, toute ambiguïté sur le sens du vote du participant en l'obligeant à opérer un choix clairement exprimé entre les deux options de matériaux proposées, le Collège a décidé d'exiger des participants qu'il soit répondu aux deux questions tout en veillant à le préciser sur chaque bulletin de vote, ce dernier ayant d'ailleurs été porté à la connaissance des Tournaisiens dans le Tournai Info distribué dès le début de ce mois. Vous conviendrez, dès lors, je l'espère, que la transparence a prévalu dans ce dossier et que chaque citoyen qui fera le choix de se déplacer le dimanche 25 octobre sera parfaitement informé. En conclusion, j'ajouterai que, dans

l'hypothèse où 10 % des Tournaisiens participeraient et que, dès lors, nous procéderions au dépouillement, le résultat en gagnera en clarté.

Merci pour votre question."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, réplique comme suit :

"Si le citoyen répond à une seule question, son vote sera donc annulé ? Je crois que ça mérite une grosse campagne d'information !"

Le **Président** d'assemblée confirme que, pour éviter toute ambiguïté, le participant devra nécessairement répondre aux deux questions.

4) Monsieur le Conseiller communal remplaçant ECOLO, Benoît DOCHY, à propos du schéma de structure communal :

"Il y a 12 ans (2003) le Collège prenait, enfin, la décision d'élaborer un schéma de structure communal (il fallait pouvoir déterminer la priorité des ZACC (zones d'aménagement concerté...), et ce alors que depuis des années cette démarche était réclamée, et que d'autres communes avaient déjà montré l'exemple.

Début 2004, les différentes phases du processus de rédaction de ce document important pour projeter l'avenir de l'entité furent effectuées. La Commission communale d'aménagement du territoire (CCATM) régulièrement associée, des réunions citoyennes furent organisées et finalement la synthèse fut exposée en mai et juin 2008 à la maison de la culture et l'ensemble des documents soumis à enquête publique. Les différentes réactions analysées et le CWEDD (Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable) donne son avis début décembre 2008 sur le projet de schéma de structure communal.

Et ensuite plus rien [excepté quelques suites dont le périmètre de remembrement urbain (PRU) du quartier Saint-Piat ou 2 zones d'aménagement différé (ZAD) [ex-zones d'aménagement communal concerté (ZACC)] à mettre en œuvre]. Normalement, le tout devait être soumis à l'administration wallonne de l'aménagement du territoire et en 2009 être approuvé et devenir un document de référence pour tous. Les membres de la CCATM qui s'étaient investis dans l'accompagnement du processus interregional, des citoyens aussi et seule réponse à cette mise au frigo du processus, il y aurait lieu de mieux mettre en évidence Tournai au sein de l'Eurométropole et qu'une actualisation serait nécessaire. Bref, alors que par essence ce document est indicatif et qu'il peut évoluer, à Tournai il est mis dans un tiroir...

D'autres villes, après avoir fait approuver leur schéma de structure, l'ont ensuite réactualisé quelques années plus tard pour tenir compte que ce soit du schéma de développement de l'espace régional (SDER) ou de l'évolution des choix à effectuer. Mais ici, étrangement, malgré les demandes répétées de la CCATM, rien, excepté de dire qu'un complément d'étude est prévu... Et donc, depuis 6 ans, le mutisme prévaut. Incompréhensible. Nous sommes dans une ville où il y a un déficit de vision globale claire sur des questions d'aménagement. De plus, des citoyens se sont investis lors de la phase de consultation, et rien.

Car, après 2009, il était possible, même sur base de ce document, de travailler à des échelles plus modestes, celle de quartiers (ou de villages). Tournai a, entre autres, un déficit en matière d'aménagement qualitatif de l'espace public.

Bref, pourquoi avoir traîné depuis 2009 et, de plus, laissé dans l'ignorance la CCATM et en espérant enfin une démarche volontaire."

Monsieur l'Echevin MR, **Robert DELVIGNE**, lui répond comme suit :

"Le projet de schéma de structure communal a été soumis aux formalités d'enquête publique en 2008 suite à son adoption provisoire par le Conseil communal d'avril 2008. La CCATM s'est prononcée le 3 novembre 2008 sur les réclamations.

Préalablement à son adoption définitive, il a été décidé de le compléter afin d'y intégrer les développements supra-communaux en prenant en compte l'intégration de Tournai dans l'eurodistrict Lille-Courtrai-Tournai. Des avenants à la convention avec le CREAT (centre d'études en aménagement du territoire) ont donc été votés en mai 2011 et avril 2013. Une subsidiation des pouvoirs locaux a d'ailleurs été obtenue par arrêté ministériel du 6 décembre 2011 et 27 juin 2013.

Le 29 novembre 2012, le Collège a postposé l'approbation définitive de ce volet supra-communal afin de laisser à l'actuelle majorité la possibilité de se l'approprier avant de le présenter à la CCATM.

C'est en mars 2014 que les conclusions de la réflexion sur les stratégies supra-communales à incorporer au schéma de structure communal ont été validées par le Collège.

Comme je l'ai déjà signalé au Conseil communal de mars 2015 suite à un questionnement du Conseiller Jean-Marie VANDENBERGHE, nous ne sommes pas restés inactifs dans ce dossier.

En effet, nous avons eu plusieurs réunions avec le CREAT et la direction générale de l'aménagement du territoire, du logement et du patrimoine pour fixer un contenu et un calendrier en adéquation avec le futur CODT (code de développement territorial).

L'objectif étant d'avoir toutes les garanties nécessaires pour être certains que le schéma de structure communal ne figera pas notre territoire, mais apportera une réelle plus-value en projetant Tournai dans l'avenir.

Enfin, le Collège a validé en ses séances des 17 juillet et 18 septembre 2015 une feuille de route. Une réunion avec la CCATM a été programmée en accord avec sa présidente pour le 14 octobre 2015. Le dossier sera ensuite présenté en début d'année 2016 au Conseil communal pour une approbation provisoire avant l'organisation d'une nouvelle enquête publique.

L'avis du fonctionnaire délégué et de la CCATM sera à nouveau sollicité dans la foulée avant une approbation définitive par le Conseil communal et la validation par le ministre.

Vous l'aurez compris, la machine est en marche et la CCATM est associée à tous les stades importants du dossier."

Monsieur le Conseiller communal remplaçant ECOLO, **Benoît DOCHY**, réplique comme suit :

"Je rappelle que la durée d'étude moyenne du schéma de structure pour une entité de la taille de Tournai est de 3 ans pour qu'on arrive à un document finalisé et approuvé par la tutelle et par la Région wallonne.

Dans le cas de Tournai, cela a pris 4 ans. Vu la situation de Tournai, c'est plus complexe. Ensuite vient la mise au frigo, avant qu'on réfléchisse à l'intégration de notre ville dans le cadre de l'eurométropole Lille-Courtrai-Tournai. C'était prévu dans le document. On pouvait l'ajouter en annexe ultérieurement et disposer en 2009 d'un document qui soit clairement un cadre de référence pour le citoyen et pas un document qui fige le territoire. Lorsque vous allez à Gand, vous pouvez recevoir, dans une série de lieux publics, le document synthétique du schéma de structure communal de la Ville de Gand. Une version est même disponible en français.

A Tournai, nous sommes toujours limités à un document consultable sur internet. Mais il n'y a pas eu de démarches au-delà de ce qui a été présenté lors de l'enquête publique en 2008. Nous sommes repartis dans une procédure lourde. Nous aurons de nouveau une approbation provisoire d'un document qui a déjà été approuvé provisoirement en 2008, et de nouveau une enquête publique. Pour intégrer quoi ? Des informations qu'on n'a pas eues en CCATM.

Je m'exprime ici en tant que membre de la commission de l'aménagement du territoire. Le Collège avait la possibilité d'informer, de façon continue, la CCATM sur le processus et de l'associer à la réflexion.

Il faut qu'il y ait plus de transparence. Le processus est devenu opaque depuis fin 2008."

Le **Président** d'assemblée ajoute les éléments d'information suivants :

"J'ajoute un élément supplémentaire. Lors de notre débat précédent, nous avons dit pourquoi il y a eu un moment de flottement sur la question de l'usage du schéma. On remarque que les juridictions et le Conseil d'Etat se saisissent de plus en plus de dispositions indicatives pour s'en servir notamment dans la motivation formelle des actes administratifs. Nous avons une inquiétude juridique sur le fait que même s'il y avait une logique indicative à laquelle nous souscrivons, il y a un mauvais usage qui fige le territoire au-delà de notre volonté.

Par ailleurs, il m'a été rappelé que le document de base sur lequel nous travaillons fait plus de 1.000 pages écrites dans la langue des experts de l'aménagement du territoire. Il ne s'agit pas d'un document limpide, lisible et transparent permettant un débat citoyen. Il a donc été demandé, indépendamment des orientations de fond qui ont modifié ce document, qu'on le résume, qu'on le réduise pour aboutir à un document d'environ une centaine de pages.

Ça prend du temps. Nous ne voulons pas perdre le travail qui a été fait, mais nous voulons en utiliser la quintessence."

258. Approbation du procès-verbal de la séance précédente. Clôture de la séance publique.

Aucune observation n'ayant été formulée en cours de séance, le procès-verbal de la séance publique du 29 juin 2015 est adopté conformément à l'article L1122-16 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le **Président** d'assemblée clôture la séance publique à 22 heures 20, après avoir précisé que la prochaine séance aura lieu le 26 octobre 2015.